

Le Figaro, no. 23833

Le Figaro, mardi 6 avril 2021 1404 mots, p. 16

Débats

Michel Houellebecq :
« Une civilisation qui légalise l'euthanasie perd tout droit au respect »

La question parcourt son oeuvre : dans « La Carte et le Territoire », le père de Jed, le narrateur, va se faire euthanasier en Suisse par l'entreprise Dignitas... Alors qu'une proposition de loi pour légaliser le suicide assisté sera débattue à l'Assemblée cette semaine, l'écrivain Michel Houellebecq, qui intervient très rarement dans le débat public, explique pourquoi il est farouchement opposé à ce qu'il considère

comme une rupture anthropologique inédite. Proposition numéro 1 : personne n'a envie de mourir. On préfère en général une vie amoindrie à pas de vie du tout ; parce qu'il reste de petites joies. La vie n'est-elle pas de toute façon, par définition presque, un processus d'amoindrissement ? Et y a-t-il d'autres joies que de petites joies (cela mériterait d'être creusé) ?

Proposition numéro 2 : personne n'a envie de souffrir. J'entends, de souffrir physiquement. La souffrance morale a ses charmes, on peut même en faire un matériau esthétique (et je ne m'en suis pas privé). La souffrance physique n'est rien d'autre qu'un enfer pur, dénué d'intérêt comme de sens, dont on ne peut tirer aucun enseignement. La vie a pu être sommairement (et faussement) décrite comme une recherche du plaisir ; elle est, bien plus sûrement, un évitement de la souffrance ; et à peu près tout le monde, placé devant une alternative entre une souffrance insoutenable et la mort, choisit la mort.

Proposition numéro 3, la plus importante : on peut éliminer la souffrance physique. Début du XIXe siècle : découverte de la morphine ; un grand nombre de molécules apparentées sont apparues depuis lors. Fin du XIXe siècle : redécouverte de l'hypnose ; demeure peu utilisée en France.

L'omission de ces faits peut expliquer à lui seul les sondages effarants en faveur de l'euthanasie (96 % d'opinions favorables, si je me souviens bien). 96 % des gens comprennent qu'on leur pose la question : « Préférez-vous qu'on vous aide à mourir ou passer le restant de vos jours dans des souffrances épouvantables ? », alors que 4 % connaissent réellement la morphine et l'hypnose ; le pourcentage paraît plausible.

Je résiste à l'occasion de me lancer dans un plaidoyer pour la dépénalisation des drogues (et pas seulement des drogues « douces ») ; c'est un autre sujet, sur lequel je renvoie aux observations pleines de sagesse de l'excellent Patrick Eudeline.

Les partisans de l'euthanasie se gargarisent de mots dont ils dévoient la signification à un point tel qu'ils ne devraient même plus avoir le droit de les prononcer. Dans le cas de la « compassion », le mensonge est palpable. En ce qui concerne la « dignité », c'est plus insidieux. Nous nous sommes sérieusement écartés de la définition kantienne de la dignité en substituant peu à peu l'être physique à l'être moral (en niant la notion même d'être moral ?), en substituant à la capacité proprement humaine d'agir par obéissance à l'impératif catégorique la conception, plus animale et plus plate, d'état de santé, devenu une sorte de condition de possibilité de la dignité humaine, jusqu'à représenter finalement son seul sens véritable.

Dans ce sens je n'ai guère eu l'impression, tout au long de ma vie, de manifester une dignité exceptionnelle ; et je n'ai pas l'impression que ce soit appelé à s'améliorer. Je vais finir de perdre mes cheveux et mes dents,

mes poumons vont commencer à partir en lambeaux. Je vais devenir plus ou moins impotent, plus ou moins impuissant, peut-être incontinent, peut-être aveugle. Au bout d'un certain temps, un certain stade de dégradation physique une fois atteint, je finirai forcément par me dire (encore heureux si on ne me le fait pas remarquer) que je n'ai plus aucune dignité.

Bon, et alors ? Si c'est ça, la dignité, on peut très bien vivre sans ; on s'en passe. Par contre, on a tous plus ou moins besoin de se sentir nécessaires ou aimés ; à défaut estimés - voire admirés, dans mon cas c'est possible. Ça aussi, c'est vrai, on peut le perdre ; mais, là, on n'y peut pas grand-chose ; les autres jouent à cet égard un rôle tout à fait déterminant. Et je me vois très bien demander à mourir juste dans l'espoir qu'on me réponde : « *Mais non mais non, reste avec nous* » ; ce serait tout à fait dans mon style. Et en plus j'avoue cela sans la moindre honte. La conclusion, j'en ai peur, s'impose : je suis un être humain absolument dépourvu de toute dignité.

Un élément de baratin habituel consiste à affirmer que la France est « en retard » sur les autres pays. L'exposé des motifs de la proposition de loi qui va prochainement être déposée en faveur de l'euthanasie est à cet égard comique : cherchant les pays par rapport auxquels la France serait « en retard » , ils ne trouvent que la Belgique, la Hollande et le Luxembourg ; je ne suis pas franchement impressionné.

La suite de l'exposé des motifs consiste en un enfilage de citations d'Anne Bert, présentées comme « d'une force admirable » , mais qui ont plutôt eu sur moi l'effet malencontreux d'éveiller le soupçon. Ainsi, quand elle affirme : « Non, l'euthanasie ne relève pas de l'eugénisme » ; il est pourtant patent que leurs partisans, du « divin » Platon aux nazis, sont exactement les mêmes. De même, lorsqu'elle poursuit : « Non, la loi belge sur l'euthanasie n'a pas encouragé les spoliations d'héritage » ; j'avoue que n'y avais pas pensé, mais maintenant qu'elle en parle...

Immédiatement après, elle lâche carrément le morceau en affirmant que l'euthanasie « n'est pas une solution d'ordre économique » . Il y a pourtant bel et bien certains arguments sordides que l'on ne rencontre que chez des « économistes » , pour autant que le terme ait un sens. C'est bien Jacques Attali qui a insisté lourdement, dans un ouvrage déjà ancien, sur le prix que coûte à la collectivité le maintien en vie des très vieilles personnes ; et il n'est guère surprenant qu'Alain Minc, plus récemment, soit allé dans le même sens, Attali c'est juste Minc en plus bête (sans même parler du guignol de Closets, qui est comme le singe des deux précédents, leur Jean Saucisse).

Les catholiques résisteront de leur mieux, mais, c'est triste à dire, on s'est plus ou moins habitués à ce que les catholiques perdent à chaque fois. Les musulmans et les juifs pensent sur ce sujet, comme sur bien d'autres sujets dits « sociétaux » (vilain mot), exactement la même chose que les catholiques ; les médias s'entendent en général fort bien à le dissimuler. Je ne me fais pas beaucoup d'illusions, ces confessions finiront par plier, par se soumettre au joug de la « loi républicaine » ; leurs prêtres, rabbins ou imams accompagneront les futurs euthanasiés en leur disant que là c'est pas terrible, mais que demain sera mieux, et que même si les hommes les abandonnent, Dieu va s'occuper d'eux. Admettons.

Du point de vue des lamas, la situation est sans doute encore pire. Pour tout lecteur conséquent du Bardo Thödol, l'agonie est un moment particulièrement important de la vie d'un homme, car elle lui offre une dernière chance, même dans le cas d'un karma défavorable, de se libérer du samsara, du cycle des incarnations. Toute interruption anticipée de l'agonie est donc un acte franchement criminel ; malheureusement, les bouddhistes interviennent peu dans le débat public.

Demeurent les médecins, en qui j'avais fondé peu d'espérance, sans doute parce que je les connaissais mal, mais il est indéniable que certains d'entre eux résistent, se refusent obstinément à donner la mort à leurs patients, et qu'ils resteront peut-être l'ultime barrière. Je ne sais pas d'où ça leur vient, ce courage, c'est peut-être juste le respect du serment d'Hippocrate : « *Je ne remettrai à personne du poison, si on m'en demande, ni ne prendrai l'initiative d'une pareille suggestion* » . C'est possible ; ça a dû être un moment important, dans leurs vies, la prononciation publique de ce serment. En tout cas c'est beau, ce combat, même si on a l'impression que c'est un combat « pour l'honneur » . Ce ne serait d'ailleurs pas exactement rien, l'honneur d'une civilisation ; mais c'est bien autre chose qui est en jeu, sur le plan anthropologique c'est une question de vie ou de mort. Je vais, là, devoir être très explicite : lorsqu'un pays - une société, une civilisation - en

vient à légaliser l'euthanasie, il perd à mes yeux tout droit au respect. Il devient dès lors non seulement légitime, mais souhaitable, de le détruire ; afin qu'une autre chose - un autre pays, une autre société, une autre civilisation - ait une chance d'advenir.

La vie est évitement de la souffrance ; et à peu près tout le monde, placé devant une alternative entre une souffrance insoutenable et la mort, choisit la mort

Le Figaro, no. 23832

Le Figaro, lundi 5 avril 2021 1621 mots, p. 9

Enquête

Dans l'enfer de l'exorcisme islamique, qui se propage en France

Tenré, Steve

Sous couvert de rigorisme, la médecine prophétique musulmane se développe depuis plusieurs années dans la plus grande clandestinité. De violentes dérives, parfois meurtrières, sont régulièrement constatées.



La hijama, aussi appelée ventousothérapie, n'est pas issue de l'islam mais aurait été «conseillée par le prophète Mohamed» selon un chercheur du CNRS. Lors des séances, le praticien place sur des zones de la peau, préalablement égratignée, des coupes en verre qui, par un effet de succion, aspirent le sang «mauvais». Elle est fréquemment couplée, dans certains cabinets, à la roqya, destinée à chasser les djinns. 417780913/pinkfloyd YilmazUslu - stock.adobe.com

Lorsque les conseils des amis et l'amour d'une famille sont impuissants, lorsque la raison est devenue l'esclave de la passion ou que les problèmes relationnels se multiplient, la roqya devient nécessaire.

» Migraines, dépression, mauvais oeil, sorcellerie... Nombreux sont les maux que prétend soigner ce centre d'exorcisme islamique francilien, qui prône « l'autoguérison » grâce à la « confiance en Allah ». Relayant des vidéos de prêches radicaux, promouvant un livre en ligne intitulé *Le Sabre tranchant contre les sorciers malfaisants*, cet « institut », comme tant d'autres, suscite l'inquiétude des autorités. En 2019, déjà, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) avait mandaté Bilel Ainine, du CNRS, pour enquêter sur ces installations développant des « dérives sectaires sous couvert de pratiques rigoristes en Islam ». « Mais l'État ayant dissous la mission en tant que structure indépendante, mon texte n'a toujours pas été publié », accuse le chercheur. Contactée, la Miviludes, qui a reçu entre 2018 et 2020 une « quinzaine de saisines à propos de la médecine coranique », assure qu'un « article paraîtra prochainement à ce sujet ».

Une simple recherche sur internet suffit à constater l'explosion du phénomène : Nanterre, Aubervilliers, La Courneuve, Toulouse, Marseille... Les adresses d'exorcistes pullulent dans la rue et sur les réseaux, où des milliers d'abonnés se réunissent, notamment pour déplorer leurs méthodes. Sur la page d'un centre d'Île-de-France, une femme assure en être sortie « *traumatisée* », en raison des « *cris* » et des « *discours douteux* » du gérant. Une autre cliente relate les « *cicatrices horribles sur la nuque et la poitrine* » de son mari, persistantes depuis sept mois.

« J'étais sous le joug d'un djinn »

Que se passe-t-il au sein de ces cabinets, localisés dans certaines arrière-boutiques ou au sein d'appartements ? « *Des séances de hijama, menées par des inexpérimentés* », affirme Omero Marongiu-Perria, islamologue. « *La hijama ne vient pas du Coran, mais le prophète Mohamed l'aurait conseillé à ses fidèles* », précise Bilel Ainine. Concrètement, les praticiens placent sur des zones de la peau qu'ils scarifient des coupes en verre, qui produisent un effet de succion. Le « *sang impur* », cause supposée de douleurs, serait ainsi évacué. « *Puisque ça se fait sans contrôle, ça pose un gros problème de santé publique* », juge le membre du CNRS.

La hijama, soin physique, est fréquemment couplée à la roqya, pratique mystique. Millénaire, elle est usée pour « *chasser les djinns* », ces esprits dont le nom figure dans le Coran. « *Le râqi, celui qui exorcise, récite certains versets qui évoquent la toute-puissance d'Allah* », reprend Bilel Ainine. Des objets « *coranisés* », bénis, peuvent compléter cette technique censée être inoffensive. Mais la roqya, n'étant pas codifiée par le culte musulman, se réaliserait de bien d'autres façons. Plus violentes, plus « *barbares* », d'après le récit d'Élias Zahid, auteur de *Possédé par un djinn* (Éditions La Boîte à Pandore, 2015). Le jeune homme, musulman, assure au *Figaro* avoir été « *habité* » trois ans par un esprit malveillant : « *Après un voyage au Maroc en 2011, où j'avais loué un ancien riad avec des amis, j'ai commencé à vivre des expériences de mort imminente, à voir et entendre un esprit me parler, parler à travers moi en des langues que je ne connaissais pas. J'ai consulté des médecins, des psychologues, qui ne trouvaient pas la cause de mon mal-être. L'un de mes soignants, juif, m'a pourtant cru quand je lui ai dit que la seule chose qui m'apaisait, c'était la lecture du Coran. J'ai réalisé, à ses côtés, que j'étais sous le joug d'un djinn.* » Un témoignage inimaginable « *pour les non-croyants* », affirme l'auteur. Selon Omero Marongiu-Perria, un tel récit relèverait de l'ethnopsychiatrie, qui s'intéresse aux désordres psychologiques en rapport à leur contexte culturel. Mais pour Élias Zahid et sa famille, la réalité est tout autre : il consulte alors des râqis.

« 3 000 euros pour un exorcisme »

« *Pour ma part, ça ne s'est jamais fait en « institut » : les numéros d'exorcistes se transmettaient de famille en famille. Il y en a dans toute la France. On les invitait chez nous, avec des gâteaux, un café* », raconte-t-il. « *Certains étaient inoffensifs, mais inefficaces. Ils écrivaient des versets sur un bout de papier, que je devais garder sur moi. Ils inscrivait des sourates sur une feuille « bénie » avec du henné, que je devais diluer dans l'eau pour ensuite boire le tout, comme une potion magique. Mais d'autres râqis étaient de véritables dangers. L'un d'entre eux s'était isolé avec moi et m'avait frappé et fouetté jusqu'au sang pour s'en prendre au djinn. Il m'a massacré. La situation nous semblait tellement désespérée que ça nous paraissait en valoir la peine. J'ai aussi dû me baigner dans la mer, tremper mes plaies dans l'eau salée.* » « *Ces dérives, je les confirme totalement* », soutient l'islamologue Omero Marongiu-Perria. Anciennement dans le milieu associatif, l'auteur de *Rouvrir les portes de l'islam* (Éditions Atlande, 2017) se remémore ces semaines où il a dû « *faire en sorte qu'un imam quitte sa mosquée* », à cause de « *sa spécialisation dans l'exorcisme de jeunes filles* ». « *Il glissait des versets dans une bouteille d'eau, raconte-t-il, demandait à la personne de verser son contenu dans une bassine, puis exigeait qu'elle prenne un bain rituel dedans, tout en supervisant la scène.* » « *Du voyeurisme complet* », que les adeptes de l'établissement n'osaient pas dénoncer. L'islamologue cite aussi un fait divers, en 1994, où Louisa, 19 ans, est morte durant un exorcisme.

Lou Syrah, journaliste sous pseudonyme, a analysé l'affaire dans son livre *Louisa* (Éditions Goutte d'Or, 2020). « *Selon ses proches, Louisa était devenue violente, suicidaire. Sa famille a fait appel à un imam de Roubaix. Cinq heures durant, il a fait boire à la jeune femme des litres et des litres d'eau salée, pour lui faire vomir l'objet qui aurait causé sa possession* », relate l'auteur au *Figaro*. Il l'a secouée, a

flagellé ses pieds, l'a tenue par la gorge. Elle est tombée dans le coma, et est décédée le lendemain. La cause : noyade pulmonaire. » L'imam, Mohamed Kerzazi, a été condamné à sept ans de prison. « C'est le premier fait divers d'une longue série » , note Lou Syrah.

En 2005, Brahim R., 29 ans, est retrouvé mort dans le sous-sol de la mosquée Omar, à Paris, le larynx brisé et le ventre lardé d'hématomes. Les suspects avaient avoué vouloir « *chasser le malin* » . En 2007, en Meurthe-et-Moselle, un imam est mis en examen pour agressions sexuelles sur deux jeunes hommes lors de roqyas. Il est relaxé cinq ans plus tard, après avoir partiellement avoué les faits. En 2010, en Normandie, un imam est condamné à deux mois de prison pour des coups de bâton sur sa femme pendant une session. En 2015, à Rennes, une adolescente est brûlée lors d'une roqya. En 2017, trois personnes sont mises en cause en Seine-Saint-Denis pour « *exercice illégal de la médecine et violences aggravées* » , selon le parquet de Bobigny, après qu'ils auraient fait ingurgiter à une quadragénaire, tombée dans le coma, plus de vingt litres d'eau. En 2019, la belle-fille de l'imam Khattabi, à Montpellier, a porté plainte contre lui pour agression sexuelle et viol lors d'une séance de roqya...

« *Il existe des dérives violentes, mais minoritaires face aux procédés d'extorsion mis en place* » , pointe Bilel Ainine. La pratique religieuse ne devrait pas être tarifée, mais « *la roqya s'est professionnalisée : certains vendent des produits coranisés à 50, 100 euros... Aujourd'hui, des râgis, venus de nulle part, dressent des ordonnances, comme des médecins. J'ai rencontré quelqu'un qui a dépensé 3 000 euros pour un exorcisme.* » Éliás Zahid a fait pire : « *10 000 euros pour une seule séance.* » Omero Marongiu-Perria, imam par le passé, s'étonne du nombre de personnes l'ayant sollicité. « *On me proposait 300 ou 500 euros, c'est du délire !* »

Formations en Arabie saoudite

Comment expliquer l'ampleur de cette demande ? Pour l'islamologue Razika Adnani, « *c'est le signe d'un retour de la superstition, et du recul de la science et de la modernité. Nombreux sont les musulmans à répéter les idées reçues, sans porter de regard critique. En Islam, beaucoup de concepts ont été instaurés pour empêcher la pensée rationnelle de s'exprimer.* » Selon Bilel Ainine, « *les gens expriment le besoin d'aller vers le spirituel. L'industrie du bien-être est en vogue hors Islam.* » Un constat que partage Lou Syrah, pour qui le succès français de l'exorcisme islamique « *surfe sur celui des médecines alternatives. Des athées ou des fans de yoga subissent la hijama. Les déserts médicaux expliquent aussi ce phénomène, et la roqya offre des débouchés professionnels faciles.* » Elle renvoie à la responsabilité des « formations » étrangères: « *Dans les années 1990, l'Arabie saoudite a proposé des bourses aux jeunes Européens pour qu'ils viennent étudier à Médine. Les étudiants sont revenus avec une roqya radicale en poche, qui s'est diffusée en Europe. Quel meilleur prosélytisme que la guérison miraculeuse ?* » Enfin, pour Omero Marongiu-Perria, l'exorcisme islamique est « *plus l'affaire de cultures que de radicalisation. On retrouve la roqya chez les Maghrébins ou les Africains subsahariens. Chez les Turcs ou les Asiatiques, ça n'existe pas* » . Mais surtout, « *la roqya vise les gens en souffrance. C'est déplorable d'en faire un business* » . Malgré les fortunes dépensées, et le sang versé, Éliás Zahid, après une ultime séance aux côtés d'un « *imam reconnu* » , assure s'être débarrassé de son djinn... Grâce à l'exorcisme ?

C'est le signe d'un retour de la superstition, et du recul de la science et de la modernité. *Nombreux sont les musulmans à répéter les idées reçues, sans porter de regard critique*

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/wirtschaftsnobelpreistraeger-robert-mundell-ist-tot-17278782.html>

WIRTSCHAFTSNOBELPREISTRÄGER: Robert Mundell ist tot

- VON [GERALD BRAUNBERGER](#)
- -AKTUALISIERT AM 05.04.2021-19:39



Galt vielen als „Vater des Euro“: Der Kanadier Robert Mundell bei einer Pressekonferenz in Wien im Jahr 2008 Bild: [Picture-Alliance](#)

Er wurde als „Vater des Euro“ bezeichnet und seine wichtigsten Arbeiten finden sich in jedem besseren Lehrbuch der Außenwirtschaft. Im Alter von 88 Jahren ist Robert Mundell in Italien gestorben.

Robert Mundell stammte aus Kanada, seine Karriere als einer der wichtigsten Ökonomen der vergangenen Jahrzehnte absolvierte er vor allem in den Vereinigten Staaten, aber am liebsten hielt er sich in Italien auf. Dort hatte er im Jahre 1969 in der Nähe von Siena eine riesige mittelalterliche Festung erworben. In einem kleinen Teil des Gebäudes lebte er mit seiner Familie, während der größte Teil unbewohnt blieb – abgesehen von einem großen Saal, in dem er gerne Konferenzen für Ökonomen organisierte. Wie viele bedeutende Ökonomen hat Mundell in seinen jüngeren Jahren mit wichtigen theoretischen Arbeiten die Erkenntnisse seines Fachs vorangebracht und in späteren Jahren die Politik zu beeinflussen verstanden und seine Lehren durch eine weltumspannende Vortragstätigkeit zu verbreiten vermocht.

In jedem besseren Lehrbuch der Außenwirtschaft finden sich zumindest die beiden wichtigsten Arbeiten Mundells, für die der Kanadier im Jahre 1999 den Alfred-Nobel-Gedächtnispreis für Wirtschaftswissenschaften erhalten hatte. Beide Arbeiten beruhen auf einer grundlegenden Erkenntnis Mundells, die sein Schüler Rüdiger Dornbusch als die „Tyrannei der Kapitalmobilität“ bezeichnet hat: Die Analyse nationaler Wirtschaftspolitik reicht in einer Welt mit offenen Grenzen nicht aus, weil ihre internationalen Wirkungen berücksichtigt werden müssen.

In einer sehr einflussreichen Arbeit aus dem Jahre 1961 befasste sich Mundell mit der Theorie optimaler Währungsräume, die seitdem mehrere Erweiterungen erfahren hat. Hierin betonte der Kanadier eine hohe Beweglichkeit von Arbeitskräften und Kapital als Vorbedingung für erfolgreiche Währungsunionen.

Obgleich die Eurozone dem theoretischen Ideal nicht entspricht, wurde Mundell gerne als „Vater des Euros“ bezeichnet; später trat er, unter anderem in einem Gespräch mit der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung, für eine enge Koppelung von Euro, Dollar und Yuan ein, die er als einen Schritt auf dem Weg zu einer Weltwährung verstand.

Mundells Euro war ein Euro ohne Eurobonds

Es lohnt sich, der Frage nachzugehen, warum ein konservativer Ökonom wie Mundell, der seit den siebziger Jahren des vergangenen Jahrhunderts in den Vereinigten Staaten zusammen mit seinem Freund Arthur Laffer als einer der Väter moderner Angebotspolitik und damit auch als einer der intellektuellen Wegbereiter der Wirtschaftspolitik Ronald Reagans galt, die Europäische Währungsunion im Grundsatz guthieß. Mundell war ein überzeugter Anhänger der These, dass in einer funktionierenden Währungsunion jeder Staat sein wirtschafts- und finanzpolitisches Haus in Ordnung halten müsse. Daher lehnte der Kanadier eine gemeinsame europäische Verantwortung für die Finanzpolitik in der Eurozone entschieden ab. Mundells Euro war ein Euro ohne Eurobonds und ohne europäischen Haushalt, aber mit nationaler Disziplin in der Finanz- und in der Sozialpolitik.

Zum anderen erklärte sich Mundells Befürwortung des Euros – wie generell größerer Währungsräume – aus den ernüchternden Erfahrungen mit sehr großen Kursausschlägen im System flexibler Wechselkurse nach 1973. Große Währungsräume erleichterten aus seiner Sicht das Zusammenwachsen von Finanzmärkten und damit die optimale Anlage von Ersparnissen.

Für Furore in der Außenwirtschaftstheorie sorgte Mundell auch im Jahre 1963 mit einer grundlegenden Arbeit, in der er sich mit den Wirkungen nationaler Geld- und Finanzpolitik unter der Annahme freien Kapitalverkehrs befasste. Es zeigt sich, dass die Ergebnisse sehr davon abhängen, ob sich die Währung eines Landes in einem System flexibler oder fester Wechselkurse befindet. Auch diese Arbeit gehört zum festen Bestandteil der Lehrbuchliteratur.

Wegen seiner Expertise war der Kanadier über Jahrzehnte als Berater zahlreicher Regierungen, nationaler Zentralbanken und internationaler Organisationen wie der Vereinten Nationen und des Internationalen Währungsfonds gefragt. Am vergangenen Samstag ist Robert Mundell im Alter von 88 Jahren in seiner italienischen Wahlheimat verstorben.

https://www.nzz.ch/feuilleton/mehr-religion-soll-die-probleme-mit-dem-islamischen-extremismus-loesen-im-ernst-jetzt-ld.1608831?kid=nl174_2021-4-6&ga=1&mktcid=nled&trco=&mktcval=174

Mehr Religion soll die Probleme mit dem islamischen Extremismus lösen – im Ernst jetzt?

In ihren Zielen sind sich Jihadisten und «moderate Islamisten» einig: Die Religion soll das politische und soziale Leben bestimmen. Wer glaubt, diese Leute mit einem grösseren Verständnis für religiöse Anliegen zähmen zu können, irrt.

Kacem El Ghazzali 06.04.2021, 05.30 Uhr

In ihrem Buch «Der alltägliche Islamismus» führt uns die jemenitisch-schweizerische Politikwissenschaftlerin Elham Manea in ihre Kindheit zurück und spricht mit Nostalgie über den populären, friedlichen Islam, der damals in vielen muslimischen Ländern existierte. Sie schreibt über die farbenfrohe Frauenkleidung in Sanaa, die unverschleierte Frauen in Rabat und darüber, wie diese Farben ersetzt wurden, bedeckt durch den schwarzen Schleier.

Sie spricht mit Bedauern über den Verlust der Toleranz, der durch Brutalität und Krieg noch verstärkt wurde, und sie fragt: Was ist passiert? Die Antwort, kurz zusammengefasst: Diese Transformationen sind eine Folge des Projekts des politischen Islam, der Islamisierung der Gesellschaft. Die Propagandisten des politischen Islam waren sich der Notwendigkeit der Islamisierung der Gesellschaft als Hauptbedingung für die Errichtung eines muslimischen Staates durchaus bewusst.

Selbst «Tausendundeine Nacht» ist verwerflich

Um einen muslimischen Staat zu errichten, muss es zunächst eine fromme islamische Gesellschaft geben. Daher konzentrierten sich diese islamistischen Bewegungen in den letzten Jahrzehnten zunächst auf die Propagierung der Dawa (die Islamisierung der Gesellschaft): die Einführung des Schleiers für Frauen, die Ablehnung des nationalen Identitätsgefühls zugunsten der Zugehörigkeit zur islamischen Gemeinschaft, der Umma, und die Ablehnung volkstümlicher Folklore und einheimischer Kulturen als «unislamisch».

All dies sowie die Übernahme des islamischen Gesetzes als Rechts- und Moralkodex hat zur Erosion toleranter sozialer Normen geführt. Dieser Prozess der Islamisierung kann insofern als erfolgreich angesehen werden, als das Tragen des Schleiers in vielen Ländern mit muslimischer Mehrheit zur Regel geworden ist, während es früher die Ausnahme war. Diese Entwicklung ist einhergegangen mit Zensur, Repression und Einschränkungen der Künste.

Selbst Bücher mit alten Volksmärchen wie «Tausendundeine Nacht» sind in Ländern wie Ägypten verboten worden, während sich extremistische Ideologien gerade unter Jugendlichen verbreitet haben. Diese Entwicklung hat eine neue Generation jihadistischer Kämpfer und Organisationen hervorgebracht, von der Kaida bis zum IS.

Islamisierung heisst nicht, dass diese Gesellschaften vor den genannten Umwälzungen nichtmuslimisch waren. Ganz im Gegenteil, alle diese Gesellschaften hatten Moscheen und religiöse Anführer, und sie praktizierten religiöse Rituale und betrachteten islamische Feiertage als Anlass für Volksfeste. Obwohl

Frauen und Minderheiten nicht vollständig gleichgestellt waren, gab es Spielräume, die eine Art Koexistenz und Toleranz zwischen den verschiedenen ethnischen und religiösen Gruppen der Gesellschaft ermöglichten.

Diese Gesellschaften waren in der Lage, solche Freiräume zu garantieren, weil sie den Islam nicht als einzige Determinante für akzeptables Verhalten im sozialen und politischen Leben erkannten. Vielmehr war der Islam nur ein Faktor unter vielen anderen. So gab es Stammesbräuche und Traditionen, die den Gesellschaftsvertrag zwischen dem Einzelnen und der Gemeinschaft bestimmten.

Radikale müssen nicht immer bärtige Männer sein

Folglich ist es zutreffender, das Projekt der politischen islamischen Bewegungen als Versuch zu beschreiben, den Islam zur alleinigen Determinante aller Bindungen des Gesellschaftsvertrages zu machen. Sprich, das gesamte soziale und politische Leben sollte der Autorität der Religion unterworfen werden, um alle sozialen Normen, Bräuche und Traditionen zu beseitigen, die etwa eine Vermischung der Geschlechter und relative religiöse Toleranz erlaubten. Mit anderen Worten: Diese Bewegungen strebten die Beseitigung aller Faktoren an, die die absolute Macht der Religion beschneiden können.

Dieser politische Islam war nicht nur eine Reaktion auf die Ideologien der westlichen Moderne (Sozialismus, Liberalismus), sondern auch auf die authentischen alternativen Traditionen der verschiedenen muslimischen Mehrheitsgesellschaften, die eine Art Autonomie zu bewahren versuchten. Elham Manea weist in ihrem Buch darauf hin, dass dieser «islamische Aktivismus» in Wirklichkeit die Ursache des Problems ist – und nicht die Lösung, wie man im Westen gerne glaubt.

Denn hier werden Vertreter des politischen Islam oft als «gemäßigt» wahrgenommen, als dialogbereite Partner, die dem Jihadismus und dem Radikalismus entgegenwirken. Um diesen Irrtum zu verstehen, ist ein Blick zurück in die Geschichte nötig. Während des Kalten Krieges ging das westliche Lager eine Allianz mit den Jihadisten ein, namentlich nach der sowjetischen Invasion in Afghanistan 1979/80.

Die bärtigen Männer, die den Kommunismus bekämpften, wurden nicht etwa als Radikale oder islamische Extremisten betrachtet, denn die Unterscheidung zwischen einem moderaten und einem radikalen Islamisten war zu dieser Zeit nicht notwendig. Erst nach den Anschlägen vom 11. September erkannte man im Westen die Notwendigkeit, Islamisten in «Moderate» und «Radikale» zu unterteilen.

Allerdings bezog sich diese «Moderation» im Lexikon des Westens nicht auf den Umstand, wieweit solche Bewegungen die Menschenrechte und die Werte der Gleichberechtigung akzeptierten. Vielmehr bezog sich der Begriff auf das Verhältnis zur Gewalt. Viele Islamisten, die sich in ihrer Haltung gegenüber dem Individualismus nicht von der Kaida oder dem IS unterschieden, galten daher als gemäßigt. Es genügte, dass sie ihre Ablehnung der Gewalt erklärten.

Als die Welt wegen der schockierenden Enthauptungsvideos, welche die Barbaren des IS veröffentlichten, endlich aufwachte, fragten sich viele muslimische Denker: Wozu die Verwunderung? Was der IS tut, findet seine theoretische und religiöse Rechtfertigung im Wesentlichen in denselben religiösen Büchern, die in unseren Bibliotheken ausgeliehen werden, auf den Lehrplänen in den Schulen unserer Kinder stehen oder in unseren Moscheen gepredigt werden.

Angesichts der neuen Gefahr terroristischer Anschläge im Westen war dies eine günstige Zeit für den Diskurs über den moderaten Islam. Viele Politiker verfolgten Strategien der Zusammenarbeit mit den sogenannten Moderaten, die sie als die authentische islamische Stimme präsentierten, dazu berufen, dem islamischen Radikalismus, der als abartig dargestellt wurde, entgegenzuwirken.

Doch die mangelnde Präzision des Westens bei der Definition dessen, was tatsächlich mit «gemässigt» gemeint ist, ermöglichte es vielen islamistischen Gruppen, die Politik zu infiltrieren und sich als Verbündete im Kampf gegen den Terror zu präsentieren und so von immenser finanzieller und strategischer Unterstützung zu profitieren. Ihre wahren Absichten konnten sie erfolgreich verbergen.

Manea entlarvt diese verworrene Beziehung zwischen politischen islamischen Bewegungen und dem Westen. Und sie erklärt dabei, wie sich die Entscheidungsträger in Europa und Nordamerika in einer Konfrontation zwischen zwei grossen islamischen Strömungen wiederfinden: dem Neofundamentalismus (oder gesellschaftlichen Islamismus) und dem Soft-Core-Islamismus.

Die smarten Soft-Core-Islamisten

Der erste Begriff beschreibt die redlichen Islamisten. Sie finden nichts Falsches daran, ihr Ziel der Weltherrschaft zu formulieren. Ihr Leitspruch lautet: Der Islam wird die Welt beherrschen, und der Multikulturalismus wird uns auf dem Weg zu diesem Ziel helfen. Ihre wichtigsten Einsatzorte sind Moscheen, Koranschulen und zivilgesellschaftliche Vereine.

Den Typus des Soft-Core-Islamisten beschreibt Manea als «gut erzogen, lächelnd, rasiert, wortgewandt, verliebt in den Multikulturalismus und engagiert in den Behörden». Laut Manea bestehen beide darauf, dass es nur einen Islam gibt, ihren Islam. Vielfalt in islamischen Konfessionen und Traditionen ist nicht nur verpönt, sie wird verabscheut. Daher zielt der politische Islam, unabhängig von der Formel oder dem Bild, mit dem sich die Islamisten präsentieren, letztlich nicht darauf ab, eine politische Bewegung zu sein, die Demokratie und Pluralismus umfasst.

Darüber hinaus hat der politische Islam, obwohl er das Wort «politisch» in seinem Namen trägt, nicht zum Ziel, Politik zu betreiben oder gar das Politische zu islamisieren. Vielmehr beabsichtigt er, die Politik zu umgehen und sie vollständig durch Religion zu ersetzen.

Deswegen sollten wir uns davor hüten, unsere moderne (westliche) Vorstellung von Politik auf eine Ideologie zu projizieren, die darauf abzielt, die Politik zu überwinden, wie der Psychoanalytiker Fethi Benslama in seinem Essay «Der Übermuslim» erläuterte: Was islamische Strömungen, von Mainstream-Bewegungen wie der Muslimbruderschaft bis hin zu offen gewalttätigen Gruppen wie der Kaida und dem IS, meinen, wenn sie von Politik sprechen, ist «Hakimiyyah». Dieses Konzept geht auf die Ideen des Klerikers Ibn Taymiyyah (1263–1328) zurück. Und es beinhaltet, dass die Führung das Privileg von Allah ist und nicht des Volkes. Allah allein ist berechtigt zu herrschen.

Spätestens seit John Lockes Abhandlung über Toleranz wissen wir, dass der Staat nicht bestimmen soll, was Religion ist. Er soll die religiöse Neutralität gewährleisten und den Gläubigen rechtliche Grenzen setzen. Insofern ist es geradezu absurd, wenn Experten angesichts der Herausforderung durch Extremisten ernsthaft «mehr Religion» einfordern statt eine konsequente Umsetzung des Laizitätsprinzips. In diesem Sinne äusserte sich kürzlich der französische Soziologe Olivier Roy in einem Interview mit der NZZ. Es ist

unbegreiflich, dass wir zwanzig Jahre nach dem 11. September immer noch darüber sinnieren, ob die religiös verursachte Misere mit noch mehr Religion zu bewältigen sein soll.

Der Westen soll sich von der Illusion, eine «Kirche» des Islam konstruieren zu können, endlich verabschieden. Dabei können die Stimmen aus der muslimischen Welt, die für mehr Freiheit und weniger Religion plädieren, wie Elham Manea in ihrem Buch brillanterweise zeigt, äusserst hilfreich sein.

Le Figaro, no. 23835

Le Figaro, jeudi 8 avril 2021 1024 mots, p. 17

Idées

CHRONIQUE

Nietzsche über alles

Zemmour, Eric

Un intellectuel à la curiosité infatigable nous propose une analyse honnête de Nietzsche et de toutes ses récupérations politiques. Une manière intelligente de revisiter l'histoire du siècle dernier.

LES NIETZSCHÉENS ET LEURS ENNEMIS, PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF, CERF, 386 P., 24 euros.

Les grands noms de la philosophie allemande scandent et résument l'histoire de l'Europe moderne : Kant pour les Lumières du XVIII^e siècle ; Hegel, pour les États-nations du XIX^e siècle ; et Nietzsche pour les totalitarismes du XX^e. Celui-ci a été en effet celui de la « *lutte pour la puissance, en vue de la domination du monde* ». Faire l'histoire du nietzschéisme, c'est donc faire l'histoire du XX^e siècle. C'est à partir de ce présumé simple, mais difficilement contestable, que Pierre-André Taguieff a élaboré son dernier ouvrage.

On connaît le politologue pour ses analyses fines des mouvements à l'extrême gauche et ses fameuses formules sur la « nouvelle judéophobie » ou « l'islamo-gauchisme » qui ont tant exaspéré les personnes visées. On le connaît aussi pour son érudition himalayenne, ses notes de bas de page interminables qui noient le lecteur tout en donnant une assise « scientifique » à ses thèses. Cette fois, Taguieff nous épargne : « *Pour alléger le texte et aller à l'essentiel, je me suis résolu à supprimer les très nombreuses notes de la première version de cet ouvrage. J'ai ainsi pris le parti de la lisibilité et décidé de ne pas sacrifier à l'érudition.* » Pas de notes de bas de page, certes, et le lecteur soulagé (honte à lui) lui en sait gré ; mais notre érudit ne sacrifie pas tout : d'innombrables citations parsèment le livre, qui enchantent mais aussi irritent, passionnent mais aussi encombrant.

D'habitude, les livres sur Nietzsche sont à charge ou à décharge : venimeux ou élogieux, en tout cas toujours partiels. Taguieff s'essaye à l'impartialité. « *Lire et comprendre Nietzsche par-delà les raisons de le célébrer et de le rejeter.* » Et surtout, plus difficile encore : à la non-récupération politique.

Son livre est même le récit de toutes les récupérations politiques de la pensée du grand Allemand. Il commence bien sûr par la plus célèbre, la récupération inaugurale, la mère de toutes les manipulations : celle opérée par sa soeur, après sa mort, dans un recueil de formules certes authentiques du frère génial, mais orientées toutes dans le même sens : une sorte de vrai-faux Nietzsche.

Cela donne le fameux *Volonté de puissance*, texte commenté par les plus grands, de Heidegger à Jaspers, lu (ou parcouru ?) par Hitler dans sa prison après le putsch raté de Munich en 1923, et qui devient le bréviaire idéologique du nazisme en marche. Comme dit Leo Strauss : « *La relation de Nietzsche à la révolution allemande nazie est comparable à la relation de Rousseau à la Révolution française.* »

L'accueil en France est aussi complexe. La prose légère et acerbe de Nietzsche, loin de tout système « germanique », ravit les Français qui y voient un poète. On a du mal à orthographier son nom (Zola écrit « Nitch » !) comme à saisir son ambivalence. Dans un premier temps, ce sont les penseurs de droite qui l'adoptent, mais qui utilisent paradoxalement le grand Allemand pour s'émanciper du nationalisme

germanophobe de Charles Maurras et se rapprocher du fascisme, voire du nazisme : « *Le Nietzsche contre Marx va de pair avec le Nietzsche contre Maurras.* » Rebatet en fait son idole, et Drieu La Rochelle y voit le père de « *Mussolini, Hitler, Staline* ». Pas mal vu.

Pourtant, les « collabos » français ne sont pas allés voir d'assez près. Ils se sont arrêtés au culte du « surhomme », aux prêches contre « l'égalitarisme » et la Révolution française, « *dernière révolution des esclaves* » ; mais ils n'ont pas vu que le Nietzsche de la fin s'était pris d'horreur pour l'antisémitisme qu'il avait découvert dans les milieux proches du compositeur Richard Wagner.

Après 1945, le nietzschéisme change de bord. Comme le note avec amusement Taguieff, on assiste à la « *dénazification de Nietzsche après guerre, pour fabriquer un Nietzsche académiquement acceptable, destiné à être étudié dans l'enseignement supérieur* » .

Dans les années 1960, Nietzsche revient même en majesté, par la gauche. Foucault l'intègre dans les « *maîtres du soupçon* » : Nietzsche, Freud, Marx. La vogue de « déconstruction » qui se répand dans les campus américains fait sienne sa fameuse phrase : « *Il n'y a pas de faits, seulement des interprétations.* » Cette phrase pourrait être le slogan phare de notre époque. Pourtant, comme le dit avec drôlerie Luc Ferry : « *Nietzschéen de gauche, c'est comme hitlérien cool ou stalinien pluraliste, ça n'a pas de sens.* » Notre Allemand était plutôt « *à la limite anarchiste de droite...* »

Nietzsche est antichrétien et antiprogressiste et aurait détesté le discours humanitariste des fils de Mai 68. « *Nietzsche ne se souciait pas de la « libération de l'humanité », il aspirait à se libérer du genre humain. Il n'est pas seulement étranger à l'humanisme, il est résolument antihumaniste.* » Pas étonnant qu'il soit tombé dans l'escarcelle de la nouvelle droite, d'Alain de Benoist, dans les années 1970.

Alors, finalement, qui est Nietzsche ? Avec beaucoup d'honnêteté, Taguieff nous explique que « *si sa pensée n'est pas étrangère à la question politique, elle est politiquement inclassable (...)* Deux écueils sont à éviter : *la criminalisation rétrospective (nazisme, fascisme, racisme, antisémitisme, etc.) et la vénération aveugle.* »

Il faut donc le lire avant tout. Sa lecture est facile même si ambiguë. Il nous avait prévenus : « *Un penseur profond craint davantage d'être compris que d'être incompris.* » Sans doute peut-il encore nous parler car, comme nous le rappelle Taguieff, sa « *préoccupation la plus intime a toujours été la décadence* ». En ce début de XXI^e siècle, la décadence de la France et de l'Europe, voire de l'Occident, est une question qui nous hante. Alors, Nietzsche, penseur du XXI^e siècle également ? Taguieff le croit. Pourtant, la concurrence est rude. Deux Américains ont déjà préempté, dès après la chute du mur de Berlin qui sonnait le glas du XX^e siècle, le titre de philosophes du siècle : Fukuyama et Huntington : fin de l'histoire et avènement de la démocratie libérale comme paradigme unique nous affirmait celui-là ; guerre des civilisations, prophétisait celui-ci. On sait d'ores et déjà que le XXI^e siècle sera huntingtonien.

<https://www.nytimes.com/2021/04/04/world/europe/france-student-union-unef-racism.html?searchResultPosition=1>

An Outspoken Student Union Positions Itself at the Vanguard of a Changing France

To its critics, the 114-year-old Unef is the incarnation of the American-inspired ideas that threaten France's founding principles. Its leaders say it is the future.



The Unef leaders Maryam Pougetoux, left, Quentin Bourgeon, center, and Adrien Liénard at a demonstration in Paris last month. Credit...Dmitry Kostyukov for The New York Times

By **Norimitsu Onishi** and **Constant Méheut**

Published April 4, 2021 Updated April 6, 2021

PARIS — A powerful government minister recently condemned it as an organization whose activities are racist and could lead to “fascism.” Lawmakers accused it of promoting “separatism” and of aligning with “Islamism” before demanding its dissolution.

France's 114-year-old university student union, Unef, has a long history of drawing the ire of the political establishment — most notably over the years when it lobbied for the independence of the country's most important colony, Algeria, or took to the streets against [employment contracts for youths](#).

But the recent harsh attacks zeroed in on something that resonates just as deeply in a France struggling to adapt to social change: its practice of limiting some meetings to racial minorities to discuss discrimination.

In recent days, the controversy over Unef — its French acronym standing for the National Union of Students of France — spilled into a third week, melding with larger explosive debates roiling the country.

On Thursday, the Senate [endorsed](#) banning the group and others that organize restricted meetings, attaching a [“Unef amendment”](#) to President Emmanuel Macron's [law against Islamism](#), a political ideology the government blames for inspiring recent terrorist attacks. The National Assembly, controlled by Mr. Macron's party, still needs to ratify the bill, expected to be one of the defining pieces of legislation of his presidency.



“We scare people because we represent the future,” said Mélanie Luce, Unef’s president. Credit...Dmitry Kostyukov for The New York Times

At the same time, the campaign before coming regional elections was turned upside down when Audrey Pulvar, a Black deputy mayor of Paris and a high-profile candidate, drew widespread condemnation after defending the restricted meetings.

The student union’s leaders defend the use of “safe space” forums, saying they have led to powerful and frank conversation; critics say the exclusion amounts to racism against white people and is an American-inspired betrayal of France’s universalist tradition.

To its critics, Unef is the incarnation of the threat coming from U.S. universities — importing ideas that are fundamentally challenging relations between women and men, questioning the role of race and racism in France, and upsetting society’s hierarchies of power.

There is no doubt that in recent years the union has undergone the kind of profound and rapid transformation seldom seen in a country where institutions tend to be deeply conservative and some, like the [French Academy](#) or [literary prize juries](#), are structured in ways that stifle change.

The union’s transformation has reflected widespread changes among French youths who have much more relaxed attitudes toward gender, race, sexual orientation and, as recent [polls](#) have shown, religion and France’s strict secularism, known as *laïcité*.

Unef’s change — some hope and others fear — may portend larger social change.

“We scare people because we represent the future,” said Mélanie Luce, 24, Unef’s president and the daughter of a Black woman from Guadeloupe and a Jewish man from southern France.

In an organization dominated by white men until just a few years ago, Unef’s current leadership shows a diversity rarely seen in France. Ms. Luce is only its fifth female president and the first who is not white. Its four other top leaders include two white men, a woman whose parents converted to Islam, and a Muslim man whose parents immigrated from Tunisia.



From left to right: Majdi Chaarana, Unef's treasurer; Ms. Pougetoux, one of its vice presidents; Ms. Luce; its secretary general, Mr. Bourgeon; and Mr. Liénard, also a vice president. Credit...Dmitry Kostyukov for The New York Times

“Unef is a microcosm that reveals the debates in the society,” said Lilâ Le Bas, a former president. That debate in France is just starting to address issues like discrimination in earnest, she said, “and that’s why it crystallizes so many tensions and pressures.”

Like other student unions, Unef operates on government subsidies, about \$540,000 a year in its case. Among its tasks, it addresses student living conditions, recently organizing, for example, food banks for students hit hard by the coronavirus epidemic.

But its increasingly outspoken social positions have drawn criticism from the political establishment, the conservative news media and even some past members.

In interviews with more than a dozen current and former Unef leaders, including all seven presidents in the past 20 years, not even they were uniformly comfortable with Unef's recent stances, which have placed combating discrimination at the heart of its mission.

Its new focus, critics say, has led to a decline in the union's influence and membership — it was once the largest but is now the second-largest in France. Supporters say that, unlike many other struggling left-leaning organizations in France, the union has a clear new vision.

In 2019, in a protest against blackface, Unef leaders helped stop the staging of a play by Aeschylus at the Sorbonne to denounce the wearing of masks and dark makeup by white actors, leading to accusations of infringing on freedom of expression.



Unef and another group, Collectif Aclefeu, organized a food distribution for students at University Sorbonne Paris Nord last month. Credit...Dmitry Kostyukov for The New York Times

More recently, local officials in Grenoble posted on social media anonymous campus posters that included the names of two professors accused of Islamophobia; Ms. Luce later called it a mistake, but many politicians brandished it as evidence of Unef's "Islam-leftism" or sympathies with Islamism.

The attacks rose to a new level last month after Ms. Luce was challenged in a radio [interview](#) about Unef's practice of holding meetings limited to racial minorities.

A decade ago, Unef's leaders started women-only meetings where members for the first time talked about sexism and sexual harassment in the organization. The discussions have since extended to racism and other forms of discrimination internally.

Ms. Luce explained to her radio host that no decisions were made at the restricted meetings, which were used instead to allow women and racial minorities to share common experiences of discrimination. But the interview led to a flood of sexist and racist death [threats](#).

In a subsequent radio [interview](#) of his own, the national education minister, Jean-Michel Blanquer, agreed with the host's characterization of the restricted meetings as racist.

"People who claim to be progressive and who, in claiming to be progressive, distinguish people by the color of their skin are leading us to things that resemble fascism," Mr. Blanquer said.

Mr. Blanquer has led the government's broader pushback against what he and conservative intellectuals describe as the threat from [progressive American ideas](#) on race, gender and postcolonialism.

France's culture wars have heated up as Mr. Macron shifts to the right to fend off a [looming challenge from the far right](#) before elections next year. His government recently announced that it would [investigate universities](#) for "Islam-leftist" tendencies that "corrupt society."



An online meeting with colleagues from other cities. Unef's new focus of combating discrimination, critics say, has led to a decline in the union's influence and membership. Credit...Dmitry Kostyukov for The New York Times

Now even relatively obscure social theory terms like "intersectionality" — an analysis of multiple and reinforcing forms of discriminations — are drawing fierce attacks by politicians.

"There is a battle to wage against an intellectual matrix that comes from American universities and from intersectional theories set on essentializing communities and identities," Mr. Blanquer said in an [interview](#) with a French newspaper.

Mr. Blanquer declined interview requests, as did Frédérique Vidal, the minister of higher education.

Aurore Bergé, a lawmaker from Mr. Macron's party, said that Unef's actions lead to identity politics that, instead of uniting people in a common cause, excludes all but "those who suffer from discrimination."

"We're driving out the others as if they don't have the right of expression," said Ms. Bergé, who recently unsuccessfully submitted an amendment that would have barred Muslim minors from wearing the veil in public.

Unef's current top leaders say that in focusing on discrimination, they are fighting for France's ideals of liberty, equality and human rights.

They view the recent attacks as rear-guard moves by an establishment that refuses to squarely face deep-rooted discrimination in France, cannot come to terms with the growing diversity of its society, and brandishes universalism to silence new ideas and voices, out of fear.

"It's a problem that, in our society, in the country of the Enlightenment, we restrict ourselves from speaking about certain subjects," said Majdi Chaarana, Unef's treasurer and the son of Tunisian immigrants.

As the student union has spoken out more boldly, Unef's influence, like that of other left-leaning organizations — including the Socialist Party, with which it was long allied, and labor unions — has diminished, said Julie Le Mazier, an expert on student unions at the European Center of Sociology and Political Science.

"It's a major crisis, but it's not at all specific to Unef," she said.



"It's a problem that, in our society, in the country of the Enlightenment, we restrict ourselves from speaking about certain subjects," said Mr. Chaarana. Credit...Dmitry Kostyukov for The New York Times

Bruno Julliard headed the union when it forced a sitting president, Jacques Chirac, to drop a contested [youth employment contract](#) in 2006. Back then, the union was more concerned with issues like tuition and access to jobs, said Mr. Julliard, the first openly gay president of the union.

Mr. Julliard said that the union's restricted meetings and its opposition to the Aeschylus play left him uncomfortable, but that young people were now "much more sensitive, in the good sense of the word," to all forms of discrimination.

"We have to let each generation lead its battles and respect the way it does it, though it doesn't prevent me from having an opinion," he said.

William Martinet, a former president, said that the focus on gender had eventually led to an examination of racism. While Unef's top leaders tended to be economically comfortable white men

from France's "grandes écoles," or prestigious universities, many of its grass-roots activists were of working-class, immigrant and nonwhite backgrounds.

"Once you put on glasses that allow you to see discrimination, in fact, there's a multitude that appears before you," Mr. Martinet said.

Once started, change happened fast. More women became leaders. Abdoulaye Diarra said that he became Unef's first Black vice president in 2017. That same year, the union recruited a hijab-wearing woman whose parents had converted to Islam, [Maryam Pougetoux](#), now one of the union's two vice presidents.

"I don't think that if I'd arrived 10 years earlier I would have been felt as welcome as in 2017," Ms. Pougetoux said.

But the reception was far different on the outside.

Last fall, when a hijab-wearing Ms. Pougetoux appeared in the National Assembly to testify on the Covid epidemic's impact on students, four lawmakers, including one from Mr. Macron's party, walked out in protest.

The wearing of the Muslim veil has fueled divisions in France for more than a generation. But for Unef, the issue was now settled.

Its leaders had long considered the veil a symbol of female oppression. Now they saw it simply as a choice left to women.

"To really defend the condition of women," said Adrien Liénard, the other vice president, "is, in fact, giving them the right to do what they want."

Une du *New York Times* sur l'Unef: quand un monument de la presse internationale devient l'organe de propagande de la gauche identitaire

FIGAROVOX/TRIBUNE - Alors que l'Unef représente moins de 2 % du corps électoral étudiant, le *New York Times* a publié un article sur le syndicat intitulé «*L'Unef à l'avant-garde des mutations françaises*». Selon Sami Biasoni, il s'agit d'un procédé qui vise à imposer dans la société française l'idéologie multiculturaliste qui prospère outre-Atlantique.



Par Sami Biasoni

Publié hier à 18:33, mis à jour hier à 19:37

«Déjà le 14 juillet dernier, fort de son sens aigu de l'à-propos, le New York Times publiait un article célébrant le «réveil racial en France».» *Syuji Honda/blvdone - stock.adobe.com*

Sami Biasoni est doctorant en philosophie à l'École normale supérieure, membre de l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, co-auteur (avec A.-S. Nogaret) de l'essai «Français malgré eux».

Le Sénat a récemment adopté un amendement dit «Unef» visant à permettre la dissolution d'associations qui interdiraient «à une personne ou un groupe de personnes à raison de leur couleur, leur origine ou leur appartenance ou non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée de participer à une réunion», autrement dit qui organiseraient des événements en «non-mixité» pour reprendre l'euphémisme technique usuellement employé par leurs promoteurs. Cette initiative politique - qui a su trouver de nombreux soutiens auprès de parlementaires de tous bords - s'inscrit dans le cadre du projet de loi sur les «séparatismes» et vise à réaffirmer le principe d'universalité sur la base duquel s'établit notre contrat social républicain. Elle survient après la vague d'indignation suscitée par la prise de position pour le moins ambiguë d'Audrey Pulvar concédant que ceux que l'on considérerait comme indésirables à ces occasions, sur la seule base de leur couleur de peau, pourraient peut-être y assister sous réserve qu'ils se taisent. Elle fait en outre écho aux prises de position antérieures du ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, pour qui «*les gens qui se prétendent progressistes et qui, se prétendant progressistes, distinguent les gens en fonction de la couleur de leur peau, nous mènent vers des choses qui ressemblent au fascisme*».

On se souvient que le 14 juillet dernier, fort de son sens aigu de l'à-propos, le *New York Times* publiait un article célébrant le «réveil racial en France», livrant à cette occasion un vibrant panégyrique des figures médiatiques hexagonales émergentes de la cause raciale, et conspuant une cécité volontaire vis-à-vis de la carnation dont notre pays peut encore malgré tout se targuer. Trois mois plus tard, le même journal ne manquait pas de titrer que la police avait «tiré sur un homme» dans la rue alors que la polémique portant sur les «violences policières» faisait rage, avant de réaliser qu'il s'agissait du terroriste coupable de l'assassinat monstrueux de Samuel Paty. Aujourd'hui, c'est à l'Unef de recevoir les honneurs des colonnes du quotidien progressiste américain, pour se trouver «à l'avant-garde des mutations françaises».

Il suffit d'analyser la manière dont le New York Times traite des protagonistes de son sujet pour saisir les enjeux de l'aporie raciale : tous sont réduits à leurs identités visibles ou revendiquées, qui de couleur de peau, qui d'origine, qui de sexualité.

S'il est vrai que l'article ne manque pas de mentionner certains des menus soubresauts de l'activité publique du syndicat, c'est avec toute la circonspection d'un journalisme soucieux de ménager son engagement laudatif ultérieur, et d'une écriture blanche que Roland Barthes lui-même aurait pu citer en exemple. En quelques mois, il faut pourtant se souvenir que l'Unef a pris part aux opérations de blocage ayant abouti à l'annulation des *Suppliantes* à la Sorbonne ou qu'après avoir longtemps revendiqué son héritage féministe et laïc il prône aujourd'hui le voile comme symbole de libération politique et s'associe volontiers à certains syndicats religieux lors d'élections universitaires. Il convient également de rappeler que certains de ses responsables n'ont pas hésité à qualifier les réactions compassionnelles de la nation à l'incendie qui a ravagé Notre-Dame de Paris de «*délire de petits blancs*», où que telle section locale est allée jusqu'à livrer les noms de deux professeurs suspectés d'«islamophobie» sur les murs de leur université. Dans l'un et l'autre cas, certes, le syndicat national a fini par se désolidariser, mais il aura fallu que la désapprobation générale - y compris dans ses propres rangs - l'y contraigne.

Les «mutations» dont il est question ne sont pas françaises, et la défiance d'une grande partie de l'opinion n'est pas une manifestation de crainte face au progrès ; c'est encore moins le signe d'un conservatisme rétrograde face à une histoire en train de se faire. Contrairement à ce qu'affirme Mélanie Luce, présidente de l'Unef, la France n'a pas «*peur parce qu'[ils] représentent l'avenir*»: ce dernier n'est en effet pas donné, et c'est bien à la communauté nationale d'en décider souverainement, paisiblement et démocratiquement. La question des discriminations est une autre chose trop grave pour lui apporter les réponses stéréotypées et clivantes qui n'ont fait qu'attiser les haines outre-Atlantique. Le fait que des discriminations subsistent au sein du corps social ne saurait suffire à invalider le projet humaniste de la nation qui l'héberge ; au contraire, ce projet devrait s'en trouver renforcé et soutenu de toutes parts. Il suffit d'analyser la manière dont le *New York Times* traite des protagonistes de son sujet pour saisir les enjeux de l'aporie raciale: tous sont réduits à leurs identités visibles ou revendiquées, qui de couleur de peau, qui d'origine, qui de sexualité. En guise de corollaire, chacun devrait se comporter conformément à son assignation identitaire: c'est ainsi qu'il est sous-entendu que Bruno Julliard, bien que «premier président de l'Unef ouvertement homosexuel» juge personnellement gênants «*les réunions non-mixtes et le blocage de la pièce d'Eschyle*», mais qu'il n'exprime là que le point de vue d'une personne non concernée puisque non issue de l'immigration. Tel est en effet le fonctionnement systématique de la matrice idéologique décolonialiste et raciale dont le monde anglo-saxon a tant de mal à se défaire mais qui voudrait irriguer aujourd'hui l'ensemble de la civilisation occidentale.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la démocratie américaine cible les « minorités », en vue de s'assurer le soutien « des cœurs et des esprits ».

La stratégie de *soft power* déployée à grande échelle par les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ne sert plus seulement à asseoir la domination du modèle capitaliste, elle vise à exporter le trouble d'un multiculturalisme identitariste fondamentalement conflictuel, au détriment du modèle certes exigeant mais infiniment plus juste d'un universalisme ouvert à la différence de l'autre et à l'indifférence de chacun. Pour ce faire, depuis les attentats du 11 septembre 2001, la démocratie américaine cible les « minorités », en

vue de s'assurer le soutien «des cœurs et des esprits». La réaction concertée de figures militantes éminentes de la pensée raciale outre-Atlantique (dont Angela Davis, Homi Bhabha ou encore Gayatri Chakravorty Spivak) publiée par L'Obs en opposition à la défiance gouvernementale à l'encontre de certaines dérives universitaires atteste de l'extension territoriale du domaine de luttes politiques autrefois essentiellement nationales.

Beaud et Noiriel ont récemment rappelé l'évidence selon laquelle l'appartenance sociale reste «*le facteur déterminant autour duquel s'arriment les autres dimensions de l'identité des personnes*». Toutefois, comme le Parti démocrate américain, comme une portion de la gauche historique de notre pays, l'Unef a délaissé les luttes sociales visant une équité des destins au profit d'une focalisation autour des questions de discriminations visibles, abandonnant le pathologique pour le symptomatique. Et en la matière, le *soft power* américain de naguère semble avoir radicalement cédé le pas à un interventionnisme culturel et politique qui ne se cache guère plus.

Wenn die Genderdebatte Punkte kostet

- VON GINA ARZDORF
- -AKTUALISIERT AM 08.04.2021-12:14



Weil er Frauen in einem wissenschaftlichen Text nur mitgemeint, aber nicht direkt angesprochen hatte, bekam ein Student der Uni Kassel Punktabzug. Ein Interview über das Gendern und die Debattenkultur an Unis.

Die Uni Kassel spricht sich auf ihrer Website für die Verwendung gendergerechter Sprache aus und bezeichnet das generische Maskulinum als ungeeignet, Geschlechtergerechtigkeit auszudrücken. Dozenten könnten, so heißt es, selbst entscheiden, ob sie das Gendern zum Bewertungskriterium bei Prüfungsleistungen machen, dies müsse jedoch transparent angekündigt werden. Von solch einem Fall hat jetzt die Hessische/Niedersächsische Allgemeine berichtet: Bereits im Wintersemester 2018/19 waren einem Studenten Punkte abgezogen worden, weil er in einer Studienleistung keine gendergerechte Sprache verwendet hatte. Die Hochschule hat in einer Stellungnahme reagiert und darauf hingewiesen, dass solche Punktabzüge nur unter spezifischen Voraussetzungen gestattet sind. Bisher habe es über diese Praxis keine Beschwerden gegeben; der Universitätsleitung sei der Fall nur aus den Medien bekannt.

Wir haben mit dem betroffenen Studenten gesprochen.

Ihnen sollen in einer Studienleistung Punkte abgezogen worden sein, weil Sie das generische Maskulinum verwendet haben. Stimmt das?

Lukas Honemann: Ich musste im Wintersemester 2018/19 im ersten Modul des bildungs- und gesellschaftswissenschaftlichen Kernstudiums ein Portfolio abgeben, das drei Aufgaben umfasste, die wissenschaftlichen Charakter hatten. Ich habe meine erste Aufgabe eingereicht und Punktabzug dafür erhalten, dass ich das generische Maskulinum verwendet habe. Bei den folgenden Aufgaben habe ich mich dem Ganzen gebeugt und gendert, um diesem Punktabzug zu entgehen.

Wie entscheidend war der Punktabzug?



Lukas Honemann, 20 Jahre alt, studiert im sechsten Semester Germanistik, Geschichte, Politik und Wirtschaft auf Gymnasiallehramt an der Universität Kassel. :Bild: privat

Wir haben ein Notensystem von null bis fünfzehn Punkten wie in der Oberstufe und ich habe einen Punkt verloren, weil ich nicht gegendert habe. Ich bin dadurch dem Durchfallen aber nicht nahegekommen.

Gab es eine Begründung für den Punktabzug bei der ersten Abgabe?

Der Modulkurs liegt schon etwas zurück, aber ich meine, dass mir begründet wurde, das sei an der Universität Kassel Konsens und der akademische Stand, deswegen solle gegendert werden.

Auf der Website der Uni Kassel heißt es, Lehrbeauftragten stehe es frei, die Verwendung gendergerechter Sprache als Bewertungskriterium anzuführen. Das solle aber frühzeitig angekündigt und transparent gemacht werden. War das bei Ihnen der Fall?

Es kann sein, dass das bei mir selber etwas untergegangen ist und ich das damals nicht mitbekommen habe. Ich weiß aber, dass das mittlerweile in der gleichen Vorlesung groß angekündigt wird. Hier wird gedroht, dass der Verzicht auf genderneutrale Sprache ein Grund sein kann durchzufallen. Bei vielen Dozenten, die selbst gendern, wird das aber auch einfach vorausgesetzt und gilt als Konsens.

Nachdem Sie von Ihrem Punktabzug erfahren haben, haben Sie sich dem Gendern also gefügt?

Richtig. Nachdem ich beim ersten Teil des Portfolios Punktabzug bekommen hatte, habe ich mit der Tutorin gesprochen und seitdem gegendert, weil ich keine andere Wahl gesehen habe. Ich war damals achtzehn Jahre alt und wusste nicht, was ich gegen eine solche Vorgabe von „der Autorität“ tun soll. Das soll kein persönlicher Feldzug gegen die Tutorin sein, ganz im Gegenteil. Die Thematik ist wieder hochgekommen, weil das eben auch Thema bei den Hochschulwahlen ist und politisch angegangen wird. Die Verpflichtung zum Gendern stößt mehreren Leuten auf.

Werden Sie in Zukunft weiterhin gendern?

Ich bin mir selber noch nicht ganz sicher. Ich würde am liebsten einfach so schreiben, wie es das deutsche Sprachsystem vorsieht. Ich bin mir aber sicher, dass das zu Punktabzug führen kann. Um Diskussionen, Ärger und schlechteren Noten aus dem Weg zu gehen, werde ich mich dem Gendern fügen. An dieser Stelle würde ich das Gendern gerne mit Fußnoten vergleichen. Zitieren in Fußnoten ist schon seit vielen Jahren der akademische Konsens. Seitdem das ausdiskutiert wurde, zitiert man, zumindest im Fach Geschichte, in Fußnoten, so wie man im Fach Politik eben mit der Harvard-Zitierweise arbeitet. Im Gegensatz zu Fußnoten ist das Gendern aber noch kein breiter akademischer und gesellschaftlicher Konsens. Dementsprechend kann man aus meiner Sicht die Zitation in Fußnoten bewerten, gendergerechte Sprache aber nicht.

An der Uni Kassel gibt es ja auch keine einheitliche Regelung zur Verwendung gendergerechter Sprache. Die Dozenten können selbst entscheiden, ob das für sie ein Bewertungskriterium ist.

Das ist richtig, zum Beispiel wird in der Alten Geschichte gar nicht gegendert, so wie ich das aufgefasst habe. Aber in den Politikwissenschaften wird das Gendern in den meisten Fällen vorausgesetzt.

Der Verein Deutsche Sprache, der den Punktabzug kritisiert, wird in einem Medienbericht damit zitiert, einen Prozess bis zum Bundesverfassungsgericht finanzieren zu wollen, sollte gegen den Punktabzug geklagt werden. Haben Sie das vor?

Auch da bin ich mir nicht sicher, aber ich gehe eher von „Nein“ aus, weil die Leistung schon länger zurückliegt und nicht in meine Staatsexamen eingeht. Dementsprechend habe ich keinen schwerwiegenden Nachteil erfahren. Ich weiß nicht, wie sich das in der Zukunft weiterentwickelt, aber ich gehe momentan eher von „Nein“ aus als von „Ja“.

In einem Zeitungsartikel, in dem Sie zitiert wurden, sagten Sie, das Gendern dürfe kein politischer Akt sein. Was meinen Sie damit?

Je nachdem, welchen Politikbegriff man verwendet, kann nahezu alles als politischer Akt gewertet werden. Weil das Gendern politisch umstritten ist und es eine Diskussion darum gibt, ist es noch nicht allgemeiner Konsens. So lange verhandelt wird, ist es, würde ich sagen, ein politischer Akt, sich bei der Bewertung auf die eine oder die andere Seite zu stellen. Das Interessante ist, dass gerade an der Uni Kassel, die ja eher dem linken Spektrum zuzurechnen ist, viel über Enthierarchisierung und die Demontage von Autorität gesprochen wird. Interessant ist hierbei, dass das von „linken Kräften“ propagierte Gendersternchen eben über Autorität an die Studenten herangetragen wird. Das finde ich problematisch.

Sollten Universitäten bei der Verwendung geschlechtergerechter Sprache nicht mit gutem Beispiel vorangehen?

Das ist ja gerade die Frage, ob es ein gutes Beispiel ist. In England ist es so, wenn ich mich nicht irre, dass viele Frauen nicht gesondert angesprochen werden wollen, weil sie sich dann in eine Sonderrolle gedrängt fühlen. Außerdem macht es das Gendern mit Sternchen oder Unterstrich Menschen mit Lese-Rechtschreib-Schwäche schwieriger, Texte zu lesen. Deswegen weiß ich nicht, ob das Gendern der richtige Weg ist. Ich möchte hier betonen, dass es keine Debatte über Gleichberechtigung ist. Was die Gleichberechtigung angeht, muss noch einiges getan werden und da sind wir auch, würde ich sagen, zum Beispiel im Vergleich mit den Achtzigerjahren auf Rückschritten, soweit ich mich da auf empirische Daten stützen kann. Hier geht es aber um Schreibweisen. Da ist die Frage, ob es wirklich Diskriminierung abbaut, wenn ich einen Stern oder ein *-In* benutze. Natürlich steht dahinter die Theorie, dass über Sprache das Denken verändert wird, aber ob das hier zum Tragen kommt, da bin ich mir nicht sicher. Ob es ein gutes Beispiel ist, bleibt zu diskutieren, aber Universitäten sollten natürlich mit einem Beispiel vorangehen und durchaus Ideen entwickeln, die dann für die Gesamtgesellschaft nützlich sein können. Besonders die Nützlichkeit der Notenvergabe auf das Gendern stelle ich in Frage.

Und wie kommt das Gendern als Bewertungskriterium bei den Studierenden an?

Die Universität ist ja ein Stückweit ein Querschnitt der Bevölkerung. Da ist es zum Beispiel so, dass das Gendern in manchen Kreisen abgelehnt wird. Aber aufgrund der Notenvergabe, die dahintersteht, wird sich natürlich niemand dazu durchringen, das nicht zu tun. Gleichzeitig gibt es auf der anderen Seite eher links ausgerichtete Studenten, die das Ganze umsetzen, begrüßen und auch einfordern. Die Studentenschaft ist bei diesem Thema, wie auch die Gesamtgesellschaft, zerstritten. Hier möchte ich noch anführen, dass derzeit ein offener Brief an der Uni Kassel herumgeht, in dem sich Leute gegen das Gendern und die Benotung des Genderns aussprechen. Ich selber habe diesen Brief nicht unterzeichnet, weil ich nicht möchte, dass der Anschein entsteht, ich hätte ihn ins Leben gerufen. Aber ich begrüße es, dass sich in der Studentenschaft etwas regt.

Inwieweit wird das Thema „Gendern“ im Studierendenparlament thematisiert?

Es wird nicht thematisiert. Es ist da gar kein Thema.

In einer Stellungnahme der Uni Kassel heißt es, der Punktabzug wegen Genderverzichts müsse voll transparent und von wissenschaftlicher Relevanz für das Thema sein. Was sagen Sie dazu?

Die wissenschaftliche Relevanz dürfte nur in wenigen Fällen gegeben sein. Ich vermute, die wissenschaftliche Relevanz des Genderns geht davon aus, dass das Gendern als Konsens betrachtet wird. Zur Transparenz würde ich sagen, es ist meistens so, dass unterstellt wird, etwas sei bekannt. Dazu kommt, dass man es in Seminaren auch oft mit einer linken Hegemonie zu tun hat. Das heißt, dass man da in einer Diskussion auch wenig erreichen wird. Am Ende ist es so, das ist wieder die Sache mit der Hierarchie, dass die Dozenten die Noten geben. Man möchte natürlich nicht negativ auffallen oder gar als verstaubt gelten und eine schlechtere Beziehung mit einem Dozenten riskieren. Man merkt es ja auch, wenn Dozenten beim Sprechen gendern und beispielsweise bewusst Pausen setzen. Da weiß man, wie die Leute eingestellt sind.

Ja. Diese Genderdebatte ist relativ symptomatisch für die linke Diskussionskultur. Ich würde hier von einer moralischen Problematik sprechen. Im Namen des Progressivseins wird relativ schnell jede pragmatische Position verdrängt. Es wird eben gesagt das Gendern sei im Sinne der Antidiskriminierung. Ich glaube, das ist das Kernproblem, das dahintersteht, dass davon ausgegangen wird, man liege moralisch richtig, weil es im Sinne der Gleichberechtigung und im Sinne der Antidiskriminierung ist. Deswegen gibt es da eigentlich auch kaum Diskussion. Ich habe jetzt schon Furcht, dass Interviews, die ich gebe innerhalb der Universität negativ auf mich zurückfallen können.

Die Fragen stellte Gina Arzdorf

Lukas Honemann ist 20 Jahre alt und studiert im sechsten Semester Germanistik, Geschichte, Politik und Wirtschaft auf Gymnasiallehramt. Er ist Mitglied der Jungen Union und seit 2020 Geschäftsführer der CDU-Kreistagsfraktion Kassel-Land.

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/neue-studie-wie-sehr-europas-stabilitaet-von-der-ezb-abhaengt-17282179.html?premium>

EZB UND EU:

Die heikle Macht der Notenbank

- VON CHRISTIAN SIEDENBIEDEL

- -AKTUALISIERT AM 08.04.2021-15:32

Die Stabilität von Europas Finanzmärkten in der Corona-Krise hängt an der EZB – nicht an der EU. Eine Studie des Forschungsinstituts ZEW Mannheim sieht darin Gefahren.

Europas Finanzmärkte haben die Corona-Pandemie erstaunlich gut weggesteckt. Turbulenzen an den Kapitalmärkten blieben aus. Auch die Renditen der Staatsanleihen Nord- und Südeuropas drifteten zumindest nicht so auseinander, wie das in der Finanz- und Eurokrise zu beobachten war. Hinter dieser relativen Stabilität der Finanzmärkte steckt allerdings weniger die Europäische Union (EU) mit ihren gewaltigen Hilfsprogrammen – als vielmehr die offenbar noch wirkungsvoller eingreifende Europäische Zentralbank. Das jedenfalls geht aus einer Studie hervor, die das Forschungsinstitut ZEW Mannheim mit Unterstützung der Brigitte Strube Stiftung erarbeitet hat und die der F.A.Z. exklusiv vorab vorliegt.

Die spannende Frage dabei: Wenn die Stabilität der Finanzmärkte für Staats-schulden so stark an der EZB hängt – erwachsen aus dieser Abhängigkeit womöglich Gefahren? „Fiskalische Dominanz“ nennen Ökonomen eine Situation, in der die Notenbank zu sehr von den Bedürfnissen der Staaten nach niedrigen Zinsen bestimmt wird. Ist Europa auf diesem Weg?

„Überragender“ Einfluss

In der Studie wird die Abhängigkeit der Stabilität der Finanzmärkte von der Notenbank empirisch mit der Methode der sogenannten Eventstudie analysiert: Man betrachtet, wie die Finanzmärkte auf bestimmte Ereignisse reagieren. Genauer, die Autoren Annika Havlik, Friedrich Heinemann, Samuel Helbig und Justus Nover untersuchen, wie sich verschiedene Ankündigungen in der Corona-Krise auf die Risikoaufschläge („Spreads“) von Staatsanleihen verschiedener europäischer Länder zur Rendite der deutschen Bundesanleihen ausgewirkt haben.

Die Veränderungen dieser Spreads werden gleichsam als Maßstab dafür gewählt, wie stark die verschiedenen Hilfsprogramme die Sorgen der Anleiheinvestoren um einzelne, möglicherweise schwächere Länder in der Eurozone zerstreuen konnten. Mit verschiedenen statistischen Instrumenten wurde dabei versucht, diesen Effekt möglichst gut von sonstigen Einflussfaktoren und Zufälligkeiten zu isolieren.

Betrachtet wurden für die EZB die wichtigsten Ankündigungen in der Pandemiezeit, für die EU neben dem 750 Milliarden Euro schweren kreditfinanzierten Programm „Next Generation EU“ beispielsweise auch die Beschlüsse für neue Hilfsinstrumente wie die Kurzarbeitskredite „Sure“.

Die Ergebnisse der Studie fallen deutlich aus. Das von der EZB im März 2020 aufgelegte Krisenprogramm PEPP („Pandemic Emergency Purchase Programme“), dessen Volumen mittlerweile auf 1,85 Billionen Euro aufgestockt wurde, habe dabei einen „überragenden“ Einfluss auf die Einengung der Renditeabstände gehabt. Das Programm sorgte also dafür, dass südeuropäische Staatsanleihen von möglicherweise stärker gefährdeten Ländern von Investoren als weniger riskant betrachtet wurden.

Schwierigkeiten auf dem Anleihenmarkt für die EU

Allein die erste Ankündigung des EZB-Krisenprogramms habe die Renditeabstände von Europas Staatsanleihen zur Bundesanleihe im Durchschnitt um 6,9 Basispunkte gesenkt. Insgesamt erreichten diese Spreads vor dem Programm im März 2020 ihren Spitzenwert; danach gingen sie zurück und kamen im Jahresverlauf 2020 nicht wieder in diese Höhen.

Demgegenüber seien andere Ankündigungen der Notenbank wie die anfängliche Aufstockung des älteren Kaufprogramms PSPP („Public Sector Purchase Programme“) jedenfalls in dieser Hinsicht wirkungslos gewesen – oder hätten die Investoren an den Anleihemärkten sogar zusätzlich verunsichert. „Das PEPP mit seiner Aufhebung von Obergrenzen für die Ankäufe der Staatsanleihen hochverschuldeter Eurostaaten war der eigentliche Gamechanger“, sagt Nover.

Schwächer waren offenbar die Wirkungen der Programme der Europäischen Union auf die Finanzmärkte. Obwohl die EU im Jahresverlauf 2020 verschiedenartige neue Finanzhilfen wie die Kurzarbeitskredite „Sure“ und das große Programm „Next Generation EU“ auf den Weg gebracht habe, hätten sich diese Ankündigungen nicht erkennbar an den Anleihemärkten niedergeschlagen, heißt es in der Studie. Zum Teil gab es zwar durchaus Bewegungen bei den Anleiherenditen im Umfeld solcher Beschlüsse. Die Renditeabstände etwa der Staatsanleihen Österreichs oder Finnlands zur deutschen Bundesanleihe stiegen etwas, die Italiens und Portugals fielen etwas.

„Am Tropf der EZB“

Diese Veränderungen seien aber tendenziell klein oder statistisch gar nicht signifikant gewesen. Lediglich für Italien sei im Zusammenhang mit der Ankündigung der verschiedenen EU-Hilfsprogramme ein statistisch schwacher Effekt nachweisbar. Seine Staatsanleihenrendite, also der Zinssatz am Markt auf seine Staatsschulden, ging etwas zurück.

Eher für Verunsicherung am Anleihemarkt gesorgt hätten hingegen die Ankündigungen der EU-Kommission, den Stabilitätspakt mit seinen Defizitgrenzen auszusetzen. Die Staaten konnten sich auf diese Weise in der Krise für Hilfsmaßnahmen stärker verschulden. Diese Information wurde der Studie zufolge an den Märkten sogar mit eher steigenden Spreads quittiert – also mit höheren Risikoaufschlägen auf Staatsanleihen, als Zeichen für eine gestiegene Unsicherheit.

Etwas aus dem Rahmen der sonstigen Studie fällt, dass die Autoren sich auch anschauten, wie im Sommer 2019 die Entscheidung für [Christine Lagarde](#) als EZB-Präsidentin von den Finanzmärkten aufgenommen wurde. Dahinter steckt die Hypothese, dass damals – also vor der Pandemie – eine wichtige Entscheidung für die künftige Rolle der Notenbank im Pandemiemanagement gefällt wurde. Betrachtet wurde die Reaktion der Märkte auf die Verständigung im Europäischen Rat auf das Duo Christine Lagarde für die EZB und Ursula von der Leyen für die EU-Kommission. Die Ankündigung dieses überraschenden Personalpakets habe im Sommer 2019 zu einem Rückgang der Spreads vor allem für südeuropäische Anleihen geführt. Die Autoren ziehen den Schluss: Lagarde stehe aus Sicht der Finanzmarktakteure an der Spitze der Notenbank eher für umfangreiche Hilfen für starkverschuldete Staaten als der zuvor auch als Kandidat gehandelte deutsche Bundesbankpräsident Jens Weidmann.

Im Ergebnis deuteten diese Befunde darauf hin, dass die in der Pandemie stabile Finanzierungssituation der europäischen Peripheriestaaten in erster Linie auf die hohen und überproportional auf die hochverschuldeten Eurostaaten ausgerichteten EZB-Krisenhilfen zurückzuführen sei, meinen die Studienautoren. Bislang scheine es weitgehend die EZB zu sein, die aus Sicht der Anleihemarkt-Investoren die Liquidität hochverschuldeter Euroländer garantieren müsse.

„Die Stabilität der Eurozone hängt unseren Ergebnisse zufolge am Tropf der EZB“, sagt Ökonom Friedrich Heinemann. Die bisherigen Fiskalpakete hätten noch nicht zu einer spürbaren Entlastung der EZB geführt. „Auch weiterhin dürfte die EZB gezwungen sein, in ihren geldpolitischen Entscheidungen die Liquidität der starkverschuldeten Eurostaaten mit zu beachten“, führt Heinemann aus: „Damit sind unsere Einsichten ein Beleg dafür, dass die Sorge um eine fiskalische Dominanz der EZB nicht aus der Luft gegriffen ist.“

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/gruppenbewusstsein-in-deutschland-ab-wann-gehört-man-dazu-17283436.html?premium>

DEUTSCHES GRUPPENBEWUSSTSEIN:

Ab wann gehört man dazu?

- VON MOUHANAD KORCHIDE UND DETLEF POLLACK
- -AKTUALISIERT AM 09.04.2021-05:49



Nostalgie verbindet: Trabis mit einem Autodachzelt aus DDR-Produktion beim alljährlichen Treffen im Mai 2018 in Anklam. Bild: Picture-Alliance

Identität ist Unzufriedenheit mit sich. Wie viel Anerkennung braucht es, um gelassen zu sein?

Ein Gastbeitrag über Gruppenbewusstsein in Deutschland.

Als Muslim und als Ostdeutscher, als die wir hier schreiben, wäre es für uns nicht sonderlich schwer, uns als Angehörige einer abgewerteten Gruppe zu verstehen, die von der Mehrheitsgesellschaft zu einem abgelehnten anderen gemacht wurde. Nicht minder leicht wäre es, diesen Diskurs als bloßen Opferdiskurs abzutun, mit dem man die eigene Position öffentlichkeitswirksam zur Geltung bringen und als unhintergebar herausstellen wolle.

So läuft die Identitäts-Debatte derzeit häufig: Auf der einen Seite stehen die Betroffenen, die sich als ausgegrenzt, als unterschätzt, ja als diskriminiert begreifen und an die Mehrheitsgesellschaft appellieren, ihre Verantwortung einzugestehen und einen Paradigmenwechsel zu vollziehen. Auf der anderen jene, die den Ball zurückspielen und die Opferhaltung als Inszenierung zur Durchsetzung partikularer Interessen entlarven.

Was fehlt, ist zweierlei: Selbstkritik und Empathie, einmal die Bereitschaft zur Kritik der jeweiligen Betroffenengruppe an sich selbst und zum anderen die Bereitschaft zur Einfühlung mit der jeweils anderen Seite. [Wolfgang Thierse](#) schlägt als Ausweg aus den sich eigendynamisch verstärkenden Konflikten der Identitätspolitik die Rationalisierung emotionaler Betroffenheitsrhetorik vor, den Bezug auf Werte und Argumente, auf die sich zu verständigen möglich sein muss.

Sie wollen einfach als Deutsche gewürdigt werden

Dieser der europäischen Aufklärung verpflichtete Ansatz wirkt sympathisch. Doch er berücksichtigt zu wenig, dass gerade der „Westen“ und seine Werte in der Identitätsdebatte hochumstritten sind. Für viele [Muslime](#), auch für viele Ostdeutsche ist die westliche Dominanzkultur Teil des Problems.

Im Lichte postkolonialer Theorien, muslimischer Identitätsdiskurse, ostdeutscher Kolonialisierungsthesen sitzt der Westen, was auch immer das meint, auf der Anklagebank. Eine Verteidigung seiner Prinzipien wirkt da irgendwie rückwärtsgerichtet, bewahrend, rechthaberisch und hat den Effekt, nur ein weiteres Mal als einseitige Parteinahme wahrgenommen zu werden. Hat eine Kritik, die gehört werden will, nicht mehr Chancen, wenn sie aus den eigenen Reihen kommt, aus den Reihen der Betroffenen selbst?

Dazu hier ein kleiner Versuch aus muslimischer und ostdeutscher Perspektive. Spätestens nach den Anschlägen des 11. September 2001 rückte die Kategorie „Muslim“ immer stärker als Fremdzuschreibung der ehemaligen Gastarbeiter und deren Nachkommen aus islamischen Ländern, aber auch als Deutungsmuster für vermeintliche soziale Defizite der Gastarbeiterschaft in den Vordergrund. Die Religion sei das Integrationshindernis, heißt es oft. Viele Muslime finden sich entsprechend in einer Rechtfertigungsposition wieder. Sie beklagen, nicht zu Unrecht, dass sie oft als ein Kollektiv, als homogene Gruppe, als „die Muslime“ und weniger als Individuen wahrgenommen werden. Dabei erheben gerade die jungen Muslime, die hier geboren und sozialisiert sind, den Anspruch, einfach als Deutsche gewürdigt zu werden.

Mehr Identifikation, weniger Praxis

Sobald aber darüber debattiert wird, ob der Islam zu Deutschland gehört, oder die Diskriminierung der Muslime thematisiert wird, rücken sie selbst die kollektive Zuschreibung in den Vordergrund und reden von sich als „wir Muslime“. Angehörige der sogenannten zweiten und dritten muslimischen Generation identifizieren sich stärker mit dem Islam als Angehörige der ersten Generation, obwohl sie ihn weniger praktizieren. Für viele der jungen Muslime scheint das Muslimsein eine Art Zufluchtsort auf der Suche nach einem sicheren „Wir“ zu sein, mit dem sie sich in der Gesellschaft zu behaupten versuchen. Codes, die das eigene Muslimische betonen (man spricht zum Beispiel lieber von Allah als von Gott), aber auch sichtbare religiöse Symbole, die dieses „Wir“ in die Gesellschaft tragen, werden attraktiver.

Die Selbstverortung im muslimischen Kollektiv kann so geradezu zu einer Selbststigmatisierung führen. Man wird zum Opfer der westlichen Mehrheitsgesellschaft, die nun die Rolle des Täters zu übernehmen hat: als postkolonialistisch, rassistisch, islamophob. Begriffe wie „der Westen“, „Kolonialismus“, „antimuslimischer Rassismus“ erscheinen zuweilen nahezu synonym. Es ist keine Frage, dass es in unserer Gesellschaft Hass gegen Muslime gibt. Indem sich manche Muslime als nichts anderes denn als Opfer stilisieren, verdrängen sie jedoch die Diskriminierung, die von ihnen selbst ausgeht. Identitäre Kategorien lassen keinen Platz für Selbstkritik, denn schuld sind stets die anderen.

Der Fall Ostdeutschlands liegt anders. Nachdem die Ostdeutschen 1990 sowohl mit den Füßen als auch an der Wahlurne mehrheitlich für den schnellstmöglichen Beitritt zur Bundesrepublik votiert hatten, setzte mit der Abwicklung der Industrie und dem Anstieg der Arbeitslosigkeit der alle Kräfte herausfordernde Prozess der Anpassung an die westlichen Arbeits- und Lebensverhältnisse ein. Verbunden waren die Anpassungsanstrengungen der Ostdeutschen damit, dass sie sich jeden Tag in der Öffentlichkeit anhören mussten, wie schlecht sie für die Meisterung der Herausforderungen von Marktwirtschaft und Demokratie gerüstet seien. Sie wurden als demokratieuntauglich, autoritätshörig und verantwortungsscheu bezeichnet. Viele von ihnen reagierten auf die Herabsetzung, indem sie dem Westen ihrerseits die Anerkennung versagten und die guten Seiten der DDR wiederentdeckten.

Die Nachgeborenen entdecken ihr Ostdeutsch-Sein

Hatte es in der Zeit der DDR kaum so etwas wie Stolz auf die DDR gegeben, so entstand nun eine Art nachholende Ostidentität, in der sich Selbstbehauptungswille und Empörung mischten. Inzwischen geht es der Mehrheit der Ostdeutschen in ihrer Selbsteinschätzung wirtschaftlich gut. Die allermeisten sagen, sie seien mit ihrem Leben im wiedervereinigten Deutschland zufrieden, fast genauso viele wie im Westen.

Noch immer aber gibt es beachtliche Teile der Ostdeutschen, die den alten Opfer- und Demütigungsdiskurs weiterführen. Seit kurzem tritt sogar eine neue, nach der Wende geborene Generation auf, die sich selbstbewusst dritte Generation Ost nennt. Jahrelang, so berichten ihre Repräsentanten und Repräsentantinnen, spielte es für sie keine Rolle, dass sie aus Ostdeutschland stammten. Sie machten ihre

Ausbildung in München, gingen für eine gewisse Zeit ins Ausland und haben sich weder im Westen noch im Ausland als Ostdeutsche gefühlt.

Dann gibt es, sagen wir, ein kritisches Ereignis, an dem jemand abfällig über die Ostdeutschen spricht. Sie beginnen, den Osten für sich zu entdecken, bemerken, dass der Osten in der gesamtdeutschen Debatte kaum sichtbar ist, dass es Vorurteile über den Osten gibt, dass sie in den Eliten unterrepräsentiert sind und die Vermögensunterschiede zwischen Ost und West gewaltig sind. Auf einmal haben sie gute Gründe, sich als Ostdeutsche zu fühlen, sie wollen Ostdeutsche sein, so sagen sie, schon aus Trotz, und begreifen ihr Ostdeutsch-Sein nun als prägenden Teil ihrer selbst. Jetzt sind sie diejenigen, die zurückgesetzt werden, für die man sich nicht interessiert und die man als andere überhaupt erst konstruiert. Sie sind zu Opfern der deutschen Einheit geworden und haben für ihren Opferstatus zumeist auch einen Schuldigen parat: das neoliberale Westsystem, das den Osten kolonialisiert hat.

Was ist hier Inszenierung, was unhintergehbare Erfahrung, was erlebte Herabsetzung, was politisches Kalkül? Das bleibt unklar und muss unklar bleiben, denn die behauptete Identität ruht nie auf eigenem Grund. Sie ist Nichtübereinstimmung mit den eigenen Möglichkeiten, ist kontingent und vermag sich erst im Austesten der eigenen Ansprüche auf gesellschaftliche Beachtung zu formieren. Wir üben Kritik an diesem Versuch, das eigene Kränkungsgefühl zum letzten Wort zu machen, da es sich gegen die Berücksichtigung mitspielender Gesichtspunkte, gegen Korrektur und Lernen sperrt. Aber indem wir unsere Kritik formulieren, werden wir auch wieder unsicher. Vielleicht haben wir den Betroffenen nicht aufmerksam genug zugehört.

Mouhanad Korchide lehrt Islamische Religionspädagogik, Detlef Pollack Soziologie an der Universität Münster.

Quelle: F.A.Z.

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/face-aux-nouveaux-racistes-sonia-mabrouk-et-mathieu-bock-cote-lancent-l-alerte-20210409>

Le Figaro (site web)

vendredi 9 avril 2021 - 06:00 UTC +02:00 3399 mots

Vox ; Vox Société

Face aux nouveaux racistes, Sonia Mabrouk et Mathieu Bock-Côté lancent l'alerte

Devecchio, Alexandre, Rouart, Victor

GRAND ENTRETIEN - Sous couvert d'antiracisme, la nouvelle gauche identitaire mène une véritable révolution raciale, affirment la journaliste Sonia Mabrouk et le sociologue québécois Mathieu Bock-Côté dans leurs nouveaux essais.

Certains n'y ont vu qu'une révolte de circonstance. Et si c'était une révolution?

C'était le 6 juin dernier, alors que la France était encore à demi confinée. Dans les rues de Paris, on pouvait entendre des slogans aussi délétères que «Sibeth traître à sa race» ou encore «Mort aux Blancs». Ce jour-là, 20.000 personnes défilaient pour rendre hommage à George Floyd, tué quelques jours plus tôt à Minneapolis par un policier... américain. Parmi les organisateurs de cette marche, le collectif «La vérité pour Adama» emmené par Assa Traoré, qui allait devenir l'égérie, en couverture du *Time*, d'un nouvel «antiracisme» fustigeant le «*privilège blanc*» et l'État français «*colonialiste*» et «*esclavagiste*»... La plupart des observateurs ne voulaient y voir qu'un épiphénomène. Cette manif antiraciste du troisième type pourrait, tout au contraire, avoir marqué le basculement dans une nouvelle ère: le début d'une révolution raciale importée d'outre-Atlantique.

C'est la thèse magistralement défendue par le sociologue québécois Mathieu Bock-Côté et la journaliste Sonia Mabrouk dans leurs nouveaux essais respectifs. Les deux lanceurs d'alerte sont convaincus que dirigeants et observateurs ont tort de ne pas prendre au sérieux le danger de ce fanatisme identitaire qui avance sous couvert d'«*inclusion*» et d'«*antiracisme*». Bien que minoritaires, les «islamo-gauchistes», «décolonialistes» * et autres «indigénistes» ne sont plus cantonnés aux marges de la gauche radicale ni même dans les facs de sciences humaines, constatent-ils.

Délires victimaires

Peu à peu, leur vocabulaire «ethniste» et «genré» se banalise dans les discours médiatiques et politiques, ils dictent leur loi au CSA, sont présents au cœur même de nos institutions, dans les conseils d'administration des grandes entreprises, dans le monde de la culture, jusque dans les manuels scolaires. Pas un jour ne se passe sans que ces ayatollahs du politiquement correct ne tentent d'entraver la liberté d'expression, d'imposer leur grille de lecture communautariste de la société, et sans que les élites ne reculent face à leurs intimidations, leur accordant toujours plus de concessions. Dernier exemple en date, Audrey Pulvar enjoignant aux Blancs de se taire dans les réunions réservées aux Noirs: l'adjointe d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris et candidate aux élections régionales était invitée à réagir à la polémique suscitée par l'organisation de réunions interdites aux Blancs au sein de l'Unef. Mais on pourrait multiplier les exemples à l'infini: de la volonté d'imposer davantage de «*diversité mélanique*» à l'Opéra et dans la musique classique au procès en «*suprémacisme blanc*» fait à Napoléon, en passant par la chasse aux sorcières menée contre les professeurs suspectés d'«*islamophobie*» à l'université. À terme, ce sont les fondements mêmes de notre civilisation qui pourraient être ébranlés par ces délires victimaires, affirment les deux essayistes. Car, comme le souligne Mathieu Bock-Côté dans *La Révolution*

racialiste (Presses de la Cité), l'offensive est menée sur fond de basculement démographique et de désintégration culturelle. «*Décoloniaux*», «*écologistes radicaux*», «*islamo-compatibles*» : dans *Insoumission française* (L'Observatoire), Sonia Mabrouk décrypte les différents courants qui composent la nébuleuse identitaire pour montrer leurs contradictions, mais aussi leur convergence dans une même haine de la culture occidentale. Qui dit révolution, dit aussi contre-révolution. Si les deux essayistes déconstruisent brillamment les déconstructeurs, leurs essais respectifs peuvent aussi se lire comme des manuels de résistance. En exclusivité pour *Le Figaro Magazine*, les deux insoumis sonnent le tocsin.

Vos livres dénoncent ce que vous nommez la «révolution racialiste» et appellent avec force à une insoumission face à elle. De quoi s'agit-il exactement? Pourquoi y a-t-il urgence à réagir aujourd'hui?

Mathieu Bock-Côté - Le régime diversitaire connaît aujourd'hui son «moment 1793». Il se radicalise en se racialisant et réduit de plus en plus la vie politique et sociale à un conflit fantasmé entre les «Blancs» et les «racisés» - les premiers devant consentir à l'abolition de leurs privilèges, les seconds étant invités à revendiquer leur conscience raciale pour déchirer la fiction universaliste des pays d'Occident. Si je parle de 1793, c'est aussi parce que le régime diversitaire affiche de plus en plus ouvertement sa tentation totalitaire, comme on le voit avec la mouvance woke, qui représente son avant-garde fanatisée. La peine de mort sociale est réservée aux contradicteurs du régime: les meutes lyncheuses s'animent notamment, mais pas exclusivement, sur les réseaux sociaux, pour ruiner la réputation de ceux qui n'embrassent pas les nouvelles catégories idéologiques à la mode, qu'il s'agisse du «racisme systémique», du «privilège blanc» ou de tout ce qui réfère de près ou de loin à la transidentité. Nous assistons à une forme d'américanisation mentale des sociétés occidentales d'autant plus qu'elles se sont transformées démographiquement: la mouvance indigéniste veut pousser la population issue de l'immigration à s'identifier à la communauté noire américaine, même si leurs parcours historiques ne sauraient aucunement être superposés ni même rapprochés. Pour retourner une formule à la mode, on pourrait dire des mouvements indigénistes et décoloniaux européens qu'ils s'approprient culturellement de manière illégitime l'histoire des Noirs américains, qui est effectivement tragique. Mais tel est le propre du racialisme: il vient abolir la diversité des nations, des peuples, des cultures, des civilisations et des religions, pour réduire les hommes à leur couleur de peau. Devant cela, les élites occidentales se couchent. Aujourd'hui, en Amérique du Nord, les grandes entreprises infligent des campagnes de rééducation à leurs employés, invités à confesser leur privilège blanc et à faire acte de repentance. Je veux alerter ceux qui ne comprennent pas la dynamique idéologique de la présente révolution, qui nous conduit directement à une exacerbation de la conscience raciale et peut accoucher d'une société à la fois liberticide et conflictuelle, en plus de réinventer dans un langage progressiste le principe de ségrégation raciale, comme le proposait récemment Audrey Pulvar en flirtant avec le principe des espaces racisés non mixtes, et surtout, en invitant les Blancs qui s'y trouveraient à se taire!

Sonia Mabrouk - Selon moi, il y a deux phénomènes. L'accélération de ces thèses indigénistes, que j'appelle plus largement «déconstructrices» et, en même temps, un affaissement et une faiblesse de notre part. Dans le débat médiatique, on entend dire que ce sont des minorités. Qu'entend-on par minorité? À partir du moment où nous avons affaire à un entrisme de ces minorités dans les domaines social, sociétal, théologique et politique, une masse d'intérêts convergents se forme et a pour but de réécrire l'Histoire, de diluer le sentiment national et, selon moi, d'accélérer un phénomène qui me paraît très inquiétant, que j'appelle la «décivilisation». Pour décrire ces thèses déconstructrices, il m'est apparu important de les analyser à travers leurs figures militantes et médiatiques. En quelques années, les nouvelles incarnations du militantisme contemporain, modèles d'une gauche radicale, ont fait une entrée fracassante sur la scène politique, idéologique et médiatique. D'Assa Traoré, complaisamment couronnée «nouvelle figure de l'antiracisme», à Alice Coffin, symbole du néoféminisme radical, en passant par Camélia Jordana, qui vomit sa haine des policiers, et le maire de Grenoble, Éric Piolle, maître d'œuvre de la «dégenrison» des écoles de sa ville, sans oublier ceux qui ont renforcé l'entrisme islamiste, toutes ces figures ont en commun de vouloir faire tomber le «système» et de lutter contre les discriminations croisées. Les déconstructeurs ont un plan de bataille. Ils savent ce qu'ils font et où ils veulent mener la France. Leur idéologie inquisitrice s'infiltre désormais dans tous les interstices de notre société pour faire du peuple français un peuple étranger sur son propre sol. À coups de repentance et de contrition collective, il sera bientôt interdit de faire référence à l'Histoire sans en demander l'autorisation aux ligues autoproclamées de vertu racialistes. C'est ce moment que nous essayons d'analyser.

Tous ces mouvements apparaissent tout de même très différents et extrêmement minoritaires... La vraie menace ne vient-elle pas plutôt de la montée en puissance de l'islamisme conjuguée au basculement démographique dans certains quartiers?

S. M. - Je ne comprends pas qu'on puisse se poser la question de savoir s'ils sont ou non minoritaires. À mon avis, la question n'est pas là. Je prends l'exemple de mon pays d'origine: la Tunisie. Lorsqu'il y a eu la menace islamiste, qui s'est traduite en Algérie par des milliers de morts, nous n'avons pas cherché à connaître le nombre d'islamistes. La question était de savoir s'il s'agissait d'une menace importante, hégémonique. Faudrait-il ne rien faire au prétexte que toutes ces théories dangereuses seraient minoritaires? Il faut regarder les domaines dans lesquels elles s'implantent. Quand elles sont dans les médias, dans la politique, à l'université, il est déjà trop tard. Même en étant minoritaires, elles sont présentes dans des sphères hégémoniques intellectuellement, théologiques et autres. Exagérons-nous l'ampleur de ces mouvements? Je pense que non. Je préfère insister sur une menace et ne pas venir ensuite constater qu'elle a pris trop d'importance. Faut-il comparer les mouvements? Il le faut, dans la mesure où eux-mêmes appartiennent à la même mouvance. Qu'ils soient indigénistes, racialisés ou autres, ce sont les mêmes qui vont vous critiquer ou vous traiter d'islamophobe, de raciste, etc. J'y vois de fait une convergence. Quand vous analysez les discours des figures de ces mouvements, les connexions deviennent évidentes. Ce n'est pas nous qui en faisons un ennemi structuré, ils sont là. Ils disposent, selon moi, des mêmes convergences d'intérêts, avec le même discours et un projet identique.

M. B.-C. - Oui, les minorités idéologiques radicales font souvent l'Histoire. Les groupes racialisés et décoloniaux cherchent à profiter des changements démographiques engendrés par l'immigration massive: ils croient disposer désormais d'une base sociale pour agir. Leur objectif: créer un sentiment d'aliénation chez les populations issues de l'immigration et construire chez elles une conscience raciale révolutionnaire. Nos dirigeants devraient prendre au sérieux ce fanatisme identitaire. Ils ne prennent pas la peine de lire les textes de cette mouvance et de décrypter la manière dont elle impose son hégémonie idéologique. Le «wokisme», que je définirai comme une hyper

sensibilité revendiquée aux minorités, pour peu qu'elles se définissent contre la figure du Grand Méchant Homme blanc, s'empare de concepts dont la charge émotionnelle est très forte, tout en en modifiant intégralement la définition. C'est ce que dit Robin D'Angelo, qui avoue sans gêne que tout son travail consiste à changer la définition du mot «racisme»: et c'est ainsi qu'au nom de la lutte contre le racisme, on en vient à diaboliser des réalités sociales qui n'ont absolument rien à voir avec lui. La même méthode est utilisée avec le terme «discrimination», ou «haine», ou encore «suprématie blanche». Le commun des mortels, qui ne s'intéresse pas forcément à ces concepts, va se retrouver à utiliser ce langage. Il en est de même de bien des analystes qui se veulent raisonnables et qui ne se rendent pas compte qu'ils se laissent entraîner par un jeu de définitions dans un univers conceptuel qui n'a plus rien à voir avec l'universalisme, la démocratie libérale ou les cultures française ou québécoise. Nous sommes devant une véritable manipulation du langage qui nous fait basculer dans un univers fantasmé dont nous ne parvenons plus à sortir.

Quelles solutions proposez-vous? Certains réclament la dissolution de ces groupes. Est-ce une solution?

S. M. - Cette idéologie est tellement ancrée dans certains esprits que même en procédant à la dissolution de ces instances, je ne suis pas sûre que ce soit suffisant, bien qu'il faille le faire. Dans mon livre, je fais référence à une phrase de René Girard, qui fut l'un de nos plus grands penseurs, qui devrait plus que jamais nous interpeller: *«Il nous faut entrer dans une pensée du temps où la bataille de Poitiers et les croisades sont beaucoup plus proches de nous que la Révolution française et l'industrialisation du second Empire.»* Face à la multitude des dangers qui nous menacent, le contemporain de Levinas et de Lévi-Strauss en appelle à un changement de mode de pensée lié au changement de paradigme que nous connaissons. Il nous appelle à voir plus large, plus grand, à sortir du cadre de pensée instantané pour épouser une vision millénaire. Cette vision passe aussi par un retour vers le sacré. Un retour qui me semble nécessaire non par mysticisme, mais, au contraire, par rationalité.

À côté de cette thèse girardienne, je pense modestement qu'il est possible de penser le sacré en dehors du religieux, de manière immanente et non transcendante, et de proposer un projet. Je pense qu'il est possible

d'opposer aux «déconstructeurs» non pas une idéologie mais ce type de projet. La question que je pose est: comment atteindre le cœur et la raison des Français et des individus pour leur faire comprendre que c'est une menace civilisationnelle? L'objectif reste de convaincre ceux qui ne le sont pas. L'homme moderne a imaginé que le progrès pouvait tenir lieu de projet de société. Selon moi, ces conceptions sont révolues et ont été balayées. Comment et par quoi peut-on remplacer ces conceptions? Ce qui succédera permettra de résister à ces théories et ces idéologies. Retrouver le sacré, le beau, tout ce qui est immanent. Seulement, les responsables politiques aujourd'hui n'osent pas aborder ce thème. C'est pourquoi je parle du sacré, débarrassé de tous ses oripeaux religieux, comme solution. C'est à cette condition qu'il est possible de faire entrer une communauté qui pourra adhérer, quelles que soient ses croyances, à la philosophie du christianisme. L'ouvrage *Ressources du christianisme*, de François Jullien, m'a convaincue dans ce sens. Il explique qu'il faut saisir le sacré, il faut l'intégrer au politique, pour intégrer toutes les personnes issues de diverses croyances religieuses dans une démarche «inclusive», même si je n'apprécie pas ce terme, qui va faire appel à la foi, et celle-ci sera opposable aux déconstructeurs. Il n'est pas interdit de rêver, d'imaginer que le roman national français puisse être aimé. Je ne suis pas née ici mais j'ai un attachement à cette civilisation. C'est pourquoi j'utilise le terme «insoumission». Ce n'est ni un appel ni un sursaut. C'est une pente naturelle qui devrait être prise aujourd'hui et qui ne l'est pas. Nous sommes responsables de cette situation, par cette paresse intellectuelle, par cette anesthésie, nous sommes nous-mêmes en train de procéder à cette déconstruction. Nous précipitons nous-mêmes ce mouvement de décivilisation. Un projet alternatif est possible, mais encore faut-il en accepter l'idée afin qu'il soit diffusé et diffus.

M. B.-C. - La question du régime est fondamentale: c'est mon côté aristotélien. Le régime diversitaire dénature la démocratie libérale, et nous devons restaurer cette dernière. Je suis effaré par le caractère contraignant des lois encadrant la liberté d'expression en France, qui servent en fait à formater idéologiquement le débat public. Je suis effaré par certaines instances de contrôle de la parole publique, tel le CSA, qui prétendent faire le tri entre les discours autorisés et ceux qui ne le sont pas. La première étape, à court terme, est donc d'entreprendre la restauration de la souveraineté démocratique, notamment contre le gouvernement des juges, et de la souveraineté nationale, qui ne doit plus être harnachée par des «traités» qui relèvent moins du droit international que de la gouvernance globale. L'impuissance à maîtriser l'immigration en témoigne. On devrait aussi se demander dans quelle mesure il est légitime que l'État finance à même les fonds publics un nombre incalculable d'associations militantes qui font la promotion active du racisme.

Mais parlons à plus long terme. Évidemment, l'action politique est essentielle, et je crois aux vertus d'une thérapie de choc pour se déprendre du régime diversitaire, mais elle ne suffira pas. Il est nécessaire de changer de temporalité. Nous ne choisissons pas notre époque. Notre époque est celle de la dissidence intellectuelle et culturelle contre la tentation totalitaire du régime diversitaire. Que faire? D'abord tenir. Ne pas céder. Ne pas capituler. Garder vivants des principes essentiels et un certain patrimoine de civilisation. Tel est le rôle des hommes et des femmes de notre temps. Nous ne pouvons plus nous contenter de tenir tête au régime diversitaire au nom du sens commun: il faut savoir au nom de quoi nous nous battons. Sonia Mabrouk nous demande ce que nous tenons pour sacré. Quel est le sacré disponible pour nous, modernes? Il s'agit, je crois, de notre droit à la continuité historique, à la fois comme peuples et comme civilisation. C'est une certaine profondeur existentielle au sein de la communauté politique. L'Histoire nous apprend aussi que nous ne saurions nous priver d'un vrai sens de la transcendance pour sauver la cité lorsqu'elle rencontre des périls existentiels. La démocratie libérale ne s'est jamais très bien défendue par elle-même. Elle a besoin d'un patrimoine de civilisation auquel s'alimenter pour ranimer le cœur des âmes, pour réveiller leur âme, pour les faire passer du domaine de l'«avoir» à celui de l'«être». C'est un paradoxe, mais Churchill, de Gaulle et Soljenitsyne ont défendu la démocratie au nom d'idéaux, qui aujourd'hui entraîneraient leur condamnation. Au Québec, un mot fait partie de notre histoire: la «survivance». C'est-à-dire persévérer dans son être dans un environnement global qui compromet jusqu'à l'existence de la nation, et peut la condamner à une forme de dissolution historique. Il est possible que nous nous retrouvions, aujourd'hui, dans un moment de «survivance» dans l'histoire occidentale.

La France n'est-elle pas le pays le mieux armé pour résister à toutes ces menaces? Ses défenses immunitaires viennent-elles de son aspiration à l'universel ou au contraire de son identité nationale?

M. B.-C. - La France incarne une résistance singulière dans le monde occidental qui est absolument admirable. Qu'on me permette d'y aller dans l'ordre pour répondre à votre question: il y a une culture française, des mœurs françaises, une identité française, qui portent une conception de l'universel, et qui sont travaillées par elle. C'est de tout son être que la France résiste à la révolution raciale. Elle porte une expérience du monde qui va au-delà de toutes les idéologies: il m'arrive de me demander si les Français sont conscients de la profondeur existentielle de leur culture et de la vision du monde qu'elle exprime. La conception française de l'universel me semble particulièrement inspirante. Toutefois, cela dit: l'homme n'est jamais immédiatement universel, et s'il croit devoir renoncer à ses appartenances pour le devenir, il ne s'émancipera pas, mais se mutilera. C'est à travers une culture, des mœurs, une histoire, une sensibilité qu'il se projette dans le monde et peut interpeller ensuite les hommes de toutes les cultures. Mais soyons-en assurés: si la culture française s'effondre, la conception de l'universel qu'elle porte s'asséchera et déperira.

S. M. - La France est universelle et son universalisme est singulier. Ce qui est formidable est que tous ceux qui épousent les idées de la France deviennent universels, non par la force des choses, mais par la force de l'Histoire et des croyances et convictions. C'est une sorte de contrat de mariage. Je pense que la France n'est pas universaliste par essence, mais elle pousse à le devenir - du moins ceux qui ont envie de cette reconquête existentielle.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/04/08/jean-claude-werrebrouck-la-pandemie-questionne-a-nouveau-la-loi-d-airain-de-la-monnaie_6076034_3232.html

- [UROPEENNE](#)

« La pandémie questionne de nouveau la loi d'airain de la monnaie »

TRIBUNE

Jean-Claude Werrebrouck

Professeur émérite d'économie à l'université de Lille

L'économiste Jean-Claude Werrebrouck estime que l'Allemagne devra se résoudre à voir la dette Covid des pays du sud de la zone euro financée par « la planche à billets », comme l'a été celle de la France pendant la première guerre mondiale.

Publié hier à 16h00, mis à jour hier à 20h26 Temps de Lecture 6 min.

Tribune. Les banques centrales semblent pouvoir créer aujourd'hui toutes les liquidités dont on a besoin. Ce ne fut pas toujours le cas. Lorsque la monnaie était métallique, sa rareté était décriée : on pouvait alors parler d'une véritable « loi d'airain » de la monnaie.

Après de nombreux échecs historiques, la première guerre mondiale mit fin à cette pénurie par une innovation radicale : le cours forcé des billets devait durablement autoriser des dépenses militaires illimitées. Jamais l'effort militaire de la période 1914-1918 n'eût été pensable sans cette réforme monétaire de grande ampleur.

Les canons devenus silencieux, il faudra néanmoins en payer le prix par une inflation et une dévaluation massive, consacrée officiellement en 1928. Mais ce retour brutal à la loi d'airain fut tempéré par des barrières accrues à la convertibilité en métal précieux, puis par la fin définitive de ladite convertibilité à la suite de la crise de 1929 et à la seconde guerre mondiale.

Près d'un siècle plus tard, la nouvelle monnaie européenne, l'euro, devait consacrer le retour de la loi d'airain. Les pays du Sud ne devaient plus pouvoir payer leurs importations allemandes en imprimant des billets, à l'inverse de l'Etat français de 1914 qui, dans une logique déficitaire, pouvait payer ses dépenses militaires par simple impression de papier.

Les pays déficitaires de la zone euro ne disposant plus de l'outil monétaire, ils devaient immédiatement s'endetter pour payer. Toute une série de règles de l'Eurosystème [*le réseau de banques centrales piloté par la Banque centrale européenne, BCE*] ont fait qu'aujourd'hui la dette est devenue un enjeu central, alors qu'entre 1914 et 1918 ce même enjeu était totalement dépourvu de sens.

« Comme en 14 »

La crise financière de 2008 a donc réanimé de façon magistrale la loi d'airain. Parce que les Grecs devaient payer les BMW achetées en Allemagne, sans pouvoir obtenir les moyens de paiement au guichet de la Banque centrale européenne, ils devaient rééquilibrer leurs comptes par des réformes structurelles.

Ces réformes déjà entreprises ailleurs ont fait entrer la zone euro dans des politiques budgétaires restrictives, dont le prix a été une croissance beaucoup plus faible que dans le reste du monde. Si la France avait appliqué une politique budgétaire restrictive entre 1914 et 1918, aurait-elle gagné la guerre ?

La pandémie semble à nouveau questionner la loi d'airain de la monnaie. Tous les pays de la zone euro se sont mis à dépenser sans compter, « comme en 14 ». D'où les très nombreux débats concernant la partie Covid de la dette. Pourquoi ne pas renouer avec quelque chose comme l'équivalent du cours forcé des billets de 1914 ?

On sait que c'est impossible dans le cadre des règles actuelles. Il faut pourtant continuer à gérer la pandémie quel qu'en soit le prix, comme il fallait, il y a plus d'un siècle, produire armes et munitions quel qu'en soit le prix. Certes, la loi d'airain de la monnaie unique peut se faire fort discrète tant que les taux nuls autorisent – de fait sinon en droit – la monétisation des dépenses.

Scénario-catastrophe

Il semble toutefois que le doute s'installe sur un retour de l'[inflation](#), doute résultant aussi des gigantesques plans de relance qui se matérialisent dans nombre de régions du monde. Déjà les tensions se manifestent sur les matières premières, le fret, l'énergie, et bien sûr les taux, en particulier celui de la dette publique américaine (1,7 % sur la dette à dix ans).

Le scénario-catastrophe pourrait ainsi réapparaître : hausse des taux sur les dettes publiques les plus fragiles, effondrement parallèle des cours résultant de la fin de la course au rendement sur les seules actions, effondrement des obligations, des banques, etc. Avec, au final, la désagrégation de la zone euro et la fin de la monnaie unique.

Face à ce qui serait alors une catastrophe pour la très excédentaire balance commerciale de l'Allemagne, et donc l'économie du pays, il semble évident qu'une nouvelle thérapie, au moins provisoire, devra se mettre en place avec le consentement de l'Allemagne. Quel en serait le scénario ?

Imaginons la Banque centrale européenne imprimer des billets directement remis aux Trésors des pays du sud de l'Europe pour éviter un incendie sur les taux. De quoi rappeler la fin de la loi d'airain en 1914, lorsque la Banque de France alimentait directement le Trésor français.

Règle de proportionnalité

La mise en pratique de cette idée d'impression de billets se traduirait en [achats massifs de bons du Trésor](#) du Sud par la BCE. Mais l'Allemagne, déjà lancée dans une procédure constitutionnelle de « frein à la dette », serait a priori très opposée à ce qui serait un traitement inéquitable. Elle peut invoquer à cet effet ce qu'on appelle la « règle de proportionnalité » : les différents pays de la zone euro n'ayant pas le même poids en termes de produit intérieur brut (PIB), un pays plus petit ne peut bénéficier d'un achat de dette par la BCE plus volumineux que celui d'un pays plus important.

Par exemple, l'Italie représente 16,8 points de PIB de la zone et l'Allemagne 27 points. Dans ces conditions, l'équité devient une règle de proportionnalité selon laquelle tout achat par la BCE de dette allemande, par exemple 10 milliards d'euros, doit se traduire par un achat de dette italienne qui ne peut être supérieur à $10 \times 16,8/27 = 6,2$ milliards d'euros.

Certes, cette règle de proportionnalité est de fait abandonnée depuis 2020. Mais au vu des programmes de financement de la dette 2021, il va devenir très difficile de ne pas l'invoquer. Les programmes d'émission brute de dette sont de 350 milliards d'euros pour l'Italie et de seulement 225 milliards pour l'Allemagne.

Si la BCE rachetait la totalité de ces 225 milliards, elle ne pourrait en théorie racheter que $225 \times 16,8/27 = 140$ milliards de dette italienne, soit moins de la moitié de l'émission brute prévue par l'Italie. Comme il est évident que la BCE ne rachètera qu'une partie modeste de la dette allemande, il lui faudrait ne racheter

qu'une très faible partie de l'émission italienne, alors même que la tension se manifesterait sur le taux italien. L'Allemagne réclame l'équité, mais l'Italie demande le droit de vivre.

Thérapeutique acrobatique

Bien évidemment, la règle de proportionnalité ne sera pas respectée, mais il va alors exister un vrai problème de limite. Tout se passera comme si avaient lieu de gigantesques transferts vers l'Italie, pays qui pourra, du point de vue allemand, continuer à payer des marchandises allemandes avec des billets que l'on imprime. Et cet énorme problème s'aggravera avec le risque de *spread* (« écart ») de taux entre l'Allemagne et l'Italie, qui va augmenter encore plus le devoir d'assistance à l'Italie.

Ce vertige financier relève du laxisme, selon les défenseurs allemands de l'orthodoxie. Ces derniers ont d'ailleurs déposé – sous la houlette d'un professeur d'économie de l'université de Berlin – un nouveau recours auprès de la Cour constitutionnelle allemande.

Il existe donc encore, théoriquement, un moyen de rembourser les dettes et de prolonger l'existence de l'euro. Mais au prix d'une thérapeutique de plus en plus acrobatique. C'est toutefois bien évidemment ce choix qui se fait et se fera dans la période post-épidémique. L'Allemagne peut refuser, mais, devant le cataclysme que cela déclencherait, elle saura adopter – y compris sa Cour constitutionnelle – une attitude raisonnable.

L'achat de marchandises allemandes par les pays du Sud se fera bel et bien par « impression de billets », mais nul ne viendra en contester le principe. Les économistes eux-mêmes resteront silencieux et la BCE poursuivra sa politique de communication en omettant, comme elle vient de le faire dans sa [conférence de presse du 11 mars](#), de parler chiffres...

Les habits neufs de la dette

La dette publique de la France approche les 120 % de son produit intérieur brut, atteignant le montant record de 2 674,3 milliards d'euros fin septembre. Est-ce un boulet ou un levier ?

- « [Le débat sur la dette doit provoquer une réflexion publique sur les gagnants et les perdants du Covid-19](#) », par Anne-Laure Delatte, économiste, et Benjamin Lemoine, politiste, tous deux chercheurs CNRS à l'université Paris-Dauphine
- « [La monnaie hélicoptère permettrait à la politique monétaire de retrouver un impact direct sur l'économie réelle](#) », par Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen
- « [Comme un marronnier, la tentation du défaut de paiement volontaire revient régulièrement](#) », par Pierre Gruson, professeur de finance à Kedge Business School Bordeaux
- « [Les obligations perpétuelles pourraient se révéler très utiles pour l'Europe](#) », par George Soros, investisseur et philanthrope, président de Soros Fund Management et de Open Society Foundations
- « [L'annulation de la dette est une manœuvre opportuniste et dangereuse](#) », par Christian Descamps, maître de conférences émérite d'économie à l'université de Bourgogne
- « [Cantonement ou annulation, un débat sans issue](#) », par Eric Monnet, directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'École d'économie de Paris, et Shahin Vallée, directeur du programme géo-économie au Centre allemand pour les affaires étrangères/DGAP
- « [Les investisseurs de la zone Asie-Pacifique vont désertier le Vieux Continent](#) », par Gaspard Gabriel, chef d'entreprise à la retraite
- « [Le principe de droit selon lequel un Etat doit respecter les obligations qu'il a contractées n'est pas absolu](#) », par Eric Toussaint, historien, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes

Jean-Claude Werrebrouck(Professeur émérite d'économie à l'université de Lille)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/04/09/la-bce-devrait-avoir-un-mandat-politique-clair-qui-expliciterait-quels-objectifs-secondaires-sont-les-plus-pertinents-pour-l-ue_6076202_3232.html

« La BCE devrait avoir un mandat politique clair qui expliciterait quels objectifs secondaires sont les plus pertinents pour l'UE »

TRIBUNE

Collectif

Huit experts du droit et de la finance européenne demandent, dans une tribune au « Monde », une procédure formelle impliquant le Conseil et le Parlement européen pour spécifier et hiérarchiser les objectifs que la Banque centrale européenne doit atteindre

Publié aujourd'hui à 16h32 Temps de Lecture 5 min.

Tribune. La Banque centrale européenne (BCE) est aujourd'hui confrontée à un paradoxe. D'une part, elle n'a pas vraiment atteint son objectif principal de stabilité des prix, puisque l'inflation a été largement inférieure à sa cible de 2 % ces dix dernières années. D'autre part, malgré cet échec, la BCE envisage aujourd'hui de faire davantage que de simplement veiller à la stabilité des prix dans la zone euro.

Christine Lagarde a ainsi fait naître l'espoir que la BCE mette en place des mesures concrètes contre le changement climatique à l'occasion de l'évaluation de la stratégie de la banque centrale qu'elle a lancé à son arrivée.

En théorie, les traités européens imposent déjà à la BCE d'atteindre d'autres objectifs que son mandat principal de stabilité des prix. L'article 127 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) stipule ainsi que, sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, la BCE « *apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union, tels que définis à l'article 3 du traité sur l'Union européenne (TUE)* ».

S'adapter au fil du temps aux nouveaux défis

Cette disposition est bien souvent mentionnée par tous ceux qui désirent pousser la BCE à agir dans une direction ou dans une autre. Ainsi, les syndicats souhaitent généralement que la BCE tente d'atteindre le plein emploi avec plus de force, tandis que des ONG demandent à la BCE d'en faire davantage pour lutter contre le changement climatique ou les inégalités.

De fait, l'étendue des objectifs mentionnés à l'article 3 du Traité sur l'Union européenne (TUE) – allant de la sécurité, de l'équité et de la croissance économique à la protection de l'environnement, à l'innovation et à de nombreux autres objectifs louables de l'UE – ouvre la porte à un nombre infini d'objectifs possibles pour la BCE.

En théorie, cette flexibilité pourrait s'avérer bénéfique, en permettant à la BCE de s'adapter au fil du temps aux nouveaux défis auxquels sont confrontés les Européens. Mais au bout du compte, ce flou conduit plutôt la BCE à l'inaction. En effet, en levant l'ambiguïté et en favorisant explicitement un objectif secondaire

particulier, la BCE prendrait le risque d'être perçue comme prenant des décisions politiques, et préfère le plus possible se tenir à l'écart de telles décisions.

La BCE souffre en fait d'un « déficit d'autorisation démocratique »

La négligence de ses objectifs secondaires est alors compréhensible, dès lors qu'on considère que ce mandat ne contient pas d'indications sur la manière dont ces objectifs secondaires doivent être classés et atteints.

La BCE souffre en fait d'un « *déficit d'autorisation démocratique* », qui résulte de l'incapacité des rédacteurs des Traités européens à avoir prévu les situations difficiles que la BCE a dû affronter depuis sa création et qui l'ont bien souvent obligé à arbitrer entre différents objectifs et différents outils avec des conséquences plus considérables que ce que ses fondateurs avaient prévu (« *The ECB, the Courts and the Issue of Democratic Legitimacy After Weiss* », Nik de Boer et Jens van't Klooster, *Common Market Law Review* n°57/6, décembre 2020).

Si la primauté de son mandat de stabilité des prix de la BCE – et, depuis 2014, de sa fonction de surveillance du secteur bancaire – est claire, la question de savoir comment la BCE doit agir pour atteindre ses objectifs secondaires est beaucoup plus floue et sujette à des arbitrages difficiles. Il est parfois possible d'utiliser différents outils pour atteindre simultanément différents objectifs, mais ce n'est pas toujours possible.

Accroître la légitimité de l'action de la BCE

Si elle est obligée de choisir, la BCE doit-elle privilégier l'emploi ou le climat ? La gestion de tels compromis est par essence une tâche politique. C'est pourquoi la BCE devrait accueillir favorablement un mandat politique clair qui expliciterait quels objectifs secondaires sont les plus pertinents pour l'UE dans une situation donnée. Comme l'a rappelé l'ancien membre du directoire de la BCE Benoit Cœuré « *fixer des priorités entre différents objectifs est la définition de la politique [...] et c'est ce que font les parlements* ».

C'est pourquoi, afin d'accroître la légitimité de l'action de la BCE dans le cadre de ses objectifs secondaires, une procédure formelle impliquant le Conseil et le Parlement européen devrait être mise en place afin de spécifier et de hiérarchiser les objectifs que la BCE devrait atteindre.

En pratique, un dialogue entre le Parlement européen et la BCE existe déjà et pourrait être utilisé pour mettre en place une telle hiérarchisation. Le Parlement pourrait, par exemple, utiliser sa résolution annuelle sur l'activité de la BCE pour voter un classement des principaux objectifs secondaires, et recentrer ses auditions trimestrielles avec le président de la BCE afin de contrôler régulièrement l'exécution de son mandat ainsi interprété.

Décembre 2020, mise en place d'un accord interinstitutionnel

De cette manière, la légitimité de la BCE à poursuivre un ensemble d'objectifs élargi serait confortée. Cela lui permettrait d'œuvrer efficacement – en déployant l'ensemble de ses outils disponibles – à la réalisation d'objectifs clairs, guidés par des institutions démocratiques.

Le mandat actuel de la BCE a été établi il y a trois décennies, alors qu'aucun des défis actuels n'était attendu. Il est donc tout à fait naturel que le mandat de la BCE fasse aujourd'hui l'objet d'interprétations différentes et parfois contradictoires au sein de la zone euro. Si la Cour de justice européenne a un rôle à jouer dans l'identification de garde-fous afin de garantir que la BCE respecte les limites fixées par les traités de l'UE, elle ne devrait pas décider à la place des décideurs politiques élus des orientations futures du mandat de la BCE.

Le Parlement européen a récemment franchi une étape importante en demandant en décembre 2020 la mise en place un accord interinstitutionnel précis sur ses relations avec la BCE – qui sont encore à ce jour

largement informelles. Les prochaines négociations entre la BCE et le Parlement à ce sujet, parallèlement à l'évaluation en cours de sa stratégie par la BCE, offrent une occasion unique de renforcer la procédure grâce à laquelle la banque centrale rend des comptes aux citoyens européens, tout en respectant son indépendance.

Les signataires de cette tribune sont : **Grégory Claeys**, chercheur à l'Institut Bruegel (Bruxelles) ; **Pervenche Berès**, ancienne présidente de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen ; **Nik de Boer** est professeur de droit constitutionnel à l'Université d'Amsterdam ; **Panicos Demetriades**, professeur à l'Université de Leicester et ancien membre du conseil des gouverneurs de la BCE ; **Sebastian Diessner**, chercheur à l'Institut universitaire européen de Florence ; **Stanislas Jourdan**, directeur exécutif de Positive Money Europe ; **Jens van't Klooster**, chercheur à l'université de Louvain - KU Leuven ; **Vivien Schmid**, professeur à l'Université de Boston

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/themen/was-verbindet-charles-baudelaire-und-gustave-flaubert-17283527-p3.html>

BAUDELAIRE UND FLAUBERT:

Was ist mehr wert, Gedichte oder Eisenbahn?

- VON WOLFGANG MATZ
- -AKTUALISIERT AM 09.04.2021-14:10



Baudelaire's Erbe: Der italienische Land-Art-Künstler Dario Gambarin hat ein riesiges Abbild von Charles Baudelaire zu dessen 200. Geburtstag in einen Acker gefräst. Bild: dpa

Die beiden Begründer der modernen Literatur kamen 1821 zur Welt. Heute ist der Jubiläumstag von Charles Baudelaire. Was verbindet ihn mit Gustave Flaubert, und was uns mit ihnen? Ein Gastbeitrag.

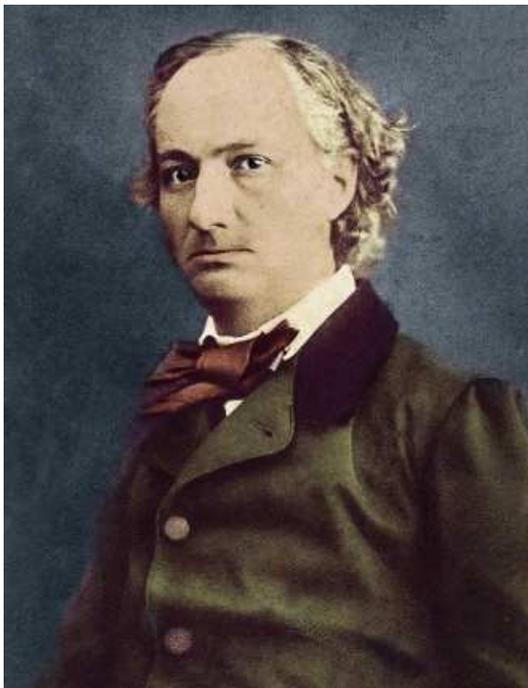
Victor Hugo hat sie beide überlebt. Während ihn beim Staatsbegräbnis am 1. Juni 1885 fast zwei Millionen Menschen einen ganzen Tag lang zur letzten Ruhestätte im Pariser Panthéon begleiten, liegt Flaubert schon fünf Jahre in der Familiengruft in Rouen und Baudelaire deren achtzehn auf dem Friedhof Montparnasse, wo der Grabstein ihn bis heute als Stiefsohn des berühmten Generals Aupick vorstellt. Als die beiden jungen Kollegen sich in den vierziger Jahren ans Schreiben machten, da war Hugo längst der überlebensgroße Held der romantischen Bewegung, jetzt, 1885, ist er unsterblicher Riese nicht nur der Literatur: der größte Schriftsteller des Jahrhunderts, moralische, politische Instanz, Kämpfer gegen das Opern-Empire von „Napoleon dem Kleinen“, Demokrat und Freund des Volkes, Familienvater und berühmtester Großvater Frankreichs, das weiße, bärtige Greisenhaupt festgehalten auf eindrucksvollen Fotografien. Victor Hugo *ist* dieses neunzehnte Jahrhundert, in dessen Hauptstadt er zu Grabe getragen wird wie kein *homme de lettres* vor oder nach ihm.

Baudelaire und Flaubert waren keine Repräsentanten, ihre Revanche bekamen sie dennoch. Ein Fall für Zahlenmystiker: 1821 werden sie geboren, Charles Baudelaire heute vor zweihundert Jahren, am 9. April, in Paris, Gustave Flaubert am 11. Dezember in Rouen. Wiederum in ein und demselben Jahr veröffentlichen sie ihre Meisterwerke: Flaubert Anfang 1857 „Madame Bovary“, Baudelaire im Sommer 1857 „Les Fleurs du Mal“. Beide werden durch diese Bücher in legendären Prozesse wegen Unmoral angeklagt, Flaubert wird am 7. Februar freigesprochen, Baudelaire am 20. August verurteilt zu dreihundert Franc Strafe. Und ebenso gleichen sie sich im jeweiligen Finale furioso: Die Nachwelt feiert den Roman einer provinziellen *femme fatale* und den Gedichtband voll „kränkelder Blumen“ als Auftakt aller modernen Literatur, und wie stark hier der Zusammenklang ist von Prosa und Poesie, bezeugte Milan Kundera noch ein Jahrhundert später: „„Madame Bovary“: zum ersten Mal ist ein Roman soweit, die höchsten Ansprüche der Poesie zu erfüllen (die Intention, ‚vor allem die Schönheit zu suchen‘; die Bedeutung jedes einzelnen Wortes; die intensive Melodie des Textes; der für jedes Detail geltende Imperativ der Originalität).“

Staat zu machen ist mit so etwas nicht

Hugo, Flaubert, Baudelaire, keiner der drei hatte auch nur eine Vorahnung von dieser Revanche, die eines Tages alles auf den Kopf stellen wird. Nietzsche, früher Prophet für diese Umwertung aller ästhetischen Werte, reiht Hugo als „Pharus am Meere des Unsinn“ streng unter „Meine Unmöglichen“, in Flaubert bewundert er den „Charakter, der sogar die Einsamkeit und den Mißerfolg vertrug, – etwas außerordentliches unter den Franzosen“, und Baudelaire ist ihm „der Mensch eines vielleicht verdorbenen, aber sehr bestimmten und scharfen, seiner selbst gewissen Geschmacks: damit tyrannisiert er die Ungewissen von Heute“. Staat zu machen ist mit so etwas nicht, doch das neue Jahrhundert schätzt weniger den Repräsentanten, bevorzugt die Märtyrer für den heroischen Kampf um die Moderne. Doch worum wurde hier eigentlich gekämpft?

Nadar, einer der ersten großen Fotografen der Geschichte, betrieb in Paris ein höchst erfolgreiches Unternehmen für die allerneueste Bildtechnik. Außerdem gehörte er zu den engsten Freunden von Baudelaire, er war einer der wenigen, die der distinguierte Dandy duzte. Doch Baudelaire hasste die Fotografie, mechanischer Höhepunkt des realistischen Aberglaubens, dass „die Kunst die genaue Nachbildung der Natur ist und nichts anderes sein kann als diese Nachbildung“. In Fotografie und Eisenbahn, den zeitgemäßen Halbgötzen par excellence, bewunderte eine ganze Epoche sich selbst und ihren Wachtraum vom Fortschritt. „Ein Band Gedichte ist mehr wert als eine Eisenbahn“, widersprach der neunzehnjährige Flaubert. In einem waren die beiden Begründer der modernen Literatur, Baudelaire und Flaubert, sich einig: im Hass auf nahezu alle Errungenschaften der modernen Zeit.



Charles Baudelaire (1821 bis 1867), fotografiert von Felix Nadar (nachkoloriert) :Bild: Picture-Alliance

Ein Buch, das große Wirkung gehabt, kann eigentlich gar nicht *wahr* beurteilt werden“, sagt Goethe, und so ist es sicher müßig, diese Wirkung als eine Geschichte der Missverständnisse zu erzählen. Trotzdem, Baudelaire und Flaubert begriffen sich nicht als Vorreiter der Zukunft, weder sich selbst noch gegenseitig. Kennengelernt hatten sie sich kurz vor dem Erscheinen ihrer Epochen-Bücher, im Salon jener Madame Sabatier, deren freizügige Marmorstatue als „Femme piquée par un serpent“ ebenfalls Skandal gemacht hatte, noch heute bestaunt man sie im Musée d’Orsay. Gegenseitige Bewunderung und Sympathie waren groß, die Prozesse taten ein Übriges, doch für so etwas wie eine „Schule“ waren die persönlichen Obsessionen viel zu ausgeprägt. Wohl kann man sagen, der Dichter habe den Romancier besser verstanden als der Romancier den Dichter, denn Baudelaire war gewiss der schärfere kritische Intellekt; trotzdem, das wechselseitige Urteil verrät schon das meiste vom Selbstverständnis der modernen Pioniere, bevor man sie überhaupt dazu erklärte.

Beide schickten ihre Bücher natürlich zuerst an Victor Hugo, mit der traditionellen Ambivalenz von Jüngeren, die das Vorbild bewundern, es überzeugen wollen – und stürzen; der große Mann bedachte sie mit wohlwollendem Lob. Zwischen den zwei Debütanten ging es anders zu. Der Romancier reagiert auf sein Widmungsexemplar der „Fleurs du mal“ mit überschwänglichem Dank ganz à la Flaubert: „Zuerst habe ich Ihren Band von vorn bis hinten verschlungen wie die Köchin einen Fortsetzungsroman, und jetzt, seit acht Tagen, lese ich ihn Vers für Vers, Wort für Wort, und offen gesagt, er gefällt mir, hat mich verzaubert. Sie haben ein Mittel gefunden, die Romantik zu verjüngen. Sie ähneln keinem (wichtigste aller Qualitäten). Die Originalität des Stils kommt von der Konzeption. Der Satz ist prallvoll von der Idee, bis er platzt.“ Die Romantik verjüngt, nicht etwa abgeschafft!

„Als wär ich tausend Jahre alt“

Und da Flaubert die Begeisterung mit der Liste seiner elf Lieblingsgedichte illustriert, beweist er zugleich, dass „sein“ Baudelaire durchaus nicht übereinstimmt mit dem der späteren Literaturgeschichte: kein Paris, kein Wein, kein Satan und keiner der vom Staatsanwalt inkriminierten Verse. Dafür die romantisch-schillernden Frauenfiguren aus „Schönheit“, „Ideal“, „Riesin“ und der rückwärtsgewandte Medusenblick in die ewige Vergangenheit: „Ich habe mehr Erinnerungen, als wär ich tausend Jahre alt.“

Spürt man in dieser Wahl auch einen Vorbehalt? Drei Jahre später bedankt sich Flaubert ein weiteres Mal bei Baudelaire, nun für dessen Prosagedichte „Der Spleen von Paris“, und jetzt bringt er den Vorbehalt bei allem Lob zur Sprache: Baudelaire habe nun doch „einen allzu großen (?) Nachdruck (und zwar mehrmals) auf den *Geist des Bösen* gelegt. Hier und da spürt man so etwas wie einen Sauerteig des Katholizismus.“ Flaubert hatte mit Hilfe der Klosterschülerin Emma Rouault, verheiratete Bovary, eine feine Nase entwickelt für die zweideutigen Reize der Religion, und so argwöhnt der Feind der Frommen hinter Baudelaires Lästerungen – sicher der vergänglichste Teil seines Werks und für T. S. Eliot nur ein „lächerlicher Hokuspokus“ – das scheinheilige Manöver, mit dem schweigenden Himmel durch Provokation endlich ins Gespräch zu kommen. Diesen Dichter hätte man, weiß Gott, zu Unrecht verurteilt!



Gustave Flaubert (1821 bis 1880), dargestellt von Maurice Sand :Bild: Imago

Baudelaire seinerseits schreibt die große klassische Kritik über den Roman seines Freundes. Selbstverständlich ist die Bewunderung für Stil, Sprache, Form, mit einem Wort: für die ganz eigene und besonders hervorgehobene „Schönheit“. Doch wie der große Kritiker stets zugleich über sich selbst spricht, so geht es ihm mit „Madame Bovary“ auch ums Eigene: Wenn er die kleine Arztgattin mit ihren läppischen

Liehabern einer klassischen Lady Macbeth an die Seite stellt, wenn er den Kritikern, die nur bei den vom Zahn der Zeit bestätigten, also altgedienten Sujets Bedeutung finden, entgegenhält: „Kurzum, diese Frau ist wirklich groß“, dann ist hier der Punkt, wo Baudelaire und Flaubert sich tatsächlich treffen: in der dauernden Frage, wie unter den tristen, trivialen Zeitgenossen in „schwarzem Frack und Gehrock“ dennoch so etwas geschaffen werden kann wie ein glanzvolles literarisches Werk.

Eine Barbarei mit Gasbeleuchtung

Zum Glück des Zahlenmystikers bringt das Jahr noch einen Dritten ins Spiel, denn fünfzig Jahre später, am 10. Juli 1871, wird der Autor geboren, der mehr als jeder andere gelernt hat von seinen beiden Vorgängern: „Ich glaube“, schreibt [Marcel Proust](#) 1921, „dass alle wirkliche Kunst klassisch ist, doch die Gesetze des Geistes gestatten es selten, dass man sie bei ihrem Auftreten als solche erkennt.“ Und pro domo: „Die großen Neuerer sind die einzigen wahren Klassiker und bilden eine fast kontinuierliche Reihenfolge.“ Klassiker, das ist nicht einfach das schmückende Etikett für den abgetretenen Altmeister; Klassiker ist vielmehr der Autor, der für seine Zeit die angemessene, alle flüchtigen Aktualitäten einfangende, sie dennoch überdauernde Ausdrucksform findet – und hielte er diese Zeit auch, wie Flaubert, für das „Jahrhundert der Huren“ oder, wie Baudelaire, für eine einzige „große Barbarei mit Gasbeleuchtung“. Nein, sie alle wollten alles andere sein als zeitgemäß. Was sie wollten, war eine selbst gegen die Zeitumstände zeitlose Kunst.

Und heute? Es bleibt der Verdacht, die „Moderne“ hätte, zumindest in der Breite, gerade mit dem gesiegt, was ihren Klassikern so abscheulich war, mit dem „Realismus“, der trivialen Abbildung von trivialer Wirklichkeit. Ihre Idee – seit Baudelaire, Flaubert, Proust und trotz allem auch Victor Hugo – war jedoch eine ganz andere: „Die Bemühung um äußere Schönheit, die Sie mir vorwerfen, ist für mich eine *Methode*“, schreibt Flaubert am 10. März 1876 an die verehrte Kollegin George Sand. „Wenn ich in einem meiner Sätze eine schlechte Assonanz oder eine Wiederholung finde, bin ich sicher, dass ich im Falschen herumwate.“ Den Ungewissen von heute ins Stammbuch! Die Literatur der Moderne wurde klassisch allein durch den Stil als Ausweis künstlerischer Wahrheit. Und dass man sie immer wieder liest wie der Koch den Fortsetzungsroman: verzaubert, gerührt, amüsiert, zutiefst gefesselt, macht sie unsterblich.

„1857 – Flaubert, Baudelaire, Stifter: Die Entdeckung der modernen Literatur“ im Wallstein Verlag.

STANDPUNKT:

Das Bundesverfassungsgericht auf Irrwegen

- VON HANS EICHEL
- -AKTUALISIERT AM 10.04.2021-09:28



Das Grundgesetz weist Deutschland den Weg in ein vereintes Europa, aber wann kommt das Bundesverfassungsgericht endlich mit seiner Rechtsprechung bei den Problemen der Gegenwart und Zukunft an?

In seinen Urteilen charakterisiert das [Bundesverfassungsgericht](#), insbesondere der Zweite Senat, die Mitgliedstaaten der Europäischen Union immer wieder als „souveräne Nationalstaaten“. So zuletzt im Urteil vom 5. Mai 2020 über Anleihekäufe der Europäischen Zentralbank. In einem Interview formuliert es der Berichterstatter zu diesem Urteil, Peter M. Huber, so: „Europa ist ein Verbund von souveränen Nationalstaaten, die sogar austreten können, wenn es ihnen nicht mehr passt.“

Deutschland, ein „souveräner Nationalstaat“? Das [Grundgesetz](#) kennt weder den Begriff „Nationalstaat“ noch „Souveränität“, nur „Hoheitsrechte“ im Plural. 1949, als das Grundgesetz geschaffen wurde, konnten die Verfassungsväter und -mütter gar nicht von einem „souveränen Nationalstaat“ Deutschland sprechen. Deutschland war geteilt, es galten die alliierten Vorbehaltsrechte. Auch 1993, als Deutschland seine Einheit wiedergewonnen hatte und nun in der Verfassung der neuen Lage Rechnung trug, wurde kein Artikel über einen „souveränen Nationalstaat“ Deutschland aufgenommen, bewusst.

Die europäischen Nationalstaaten hatten in ihrer Geschichte im Innern Demokratie, oft Marktwirtschaft und soziale Sicherungssysteme hervorgebracht, aber auch aggressiven Nationalismus und Rassismus. „Souverän“, nicht unwiderruflich gebunden durch eine internationale Ordnung (so versteht offenbar der Zweite Senat diesen Begriff), hatten sie mit kriegerischen Mitteln Imperien errichtet und zwei Weltkriege entfesselt. Der Völkerbund, die erste global angelegte Friedensordnung, geschaffen nach dem [Ersten Weltkrieg](#), scheiterte. Deutschland trat 1933 nach Hitlers Machtergreifung aus, um seine Souveränität zu betonen. Dann richtete der „souveräne deutsche Nationalstaat“ die schlimmsten Verheerungen in Europa an, er wurde ein Verbrecherstaat.

Die Väter und Mütter des Grundgesetzes wollten 1949 mit dieser Geschichte, mit allen ihren negativen Elementen, ein für alle Mal brechen. Sie wollten Demokratie und Sozialstaat, sie stellten die Menschenrechte an die Spitze des Grundrechtskatalogs, die Staatsbürgerrechte folgten danach. Sie wollten keinen „souveränen“, mit Letztentscheidungsrecht ausgestatteten, sie wollten einen in eine internationale Rechts- und Friedensordnung unwiderruflich eingebundenen Staat. Art. 25 formuliert es unmissverständlich: „Die allgemeinen Regeln des Völkerrechts sind Bestandteil des Bundesrechts. Sie gehen den Gesetzen vor und erzeugen Rechte und Pflichten unmittelbar für die Bewohner des Bundesgebietes.“ Art. 24 Abs. 3: „Zur Regelung zwischenstaatlicher Streitigkeiten wird der Bund Vereinbarungen über eine allgemeine, umfassende, obligatorische, internationale Schiedsgerichtsbarkeit beitreten.“ Ein Verfassungsgebot also. Und Art. 24 Abs. 2, eine Kann-Vorschrift, wieder verbunden mit einem Gebot: „Der Bund kann sich zur Wahrung des Friedens einem System gegenseitiger kollektiver Sicherheit einordnen; er wird hierbei in die

Beschränkungen seiner Hoheitsrechte einwilligen, die eine friedliche und dauerhafte Ordnung in Europa und zwischen den Völkern der Welt herbeiführen und sichern.“

Welche Ordnung als Ziel deutscher Politik gedacht war, macht die überwölbende Präambel klar: „Im Bewusstsein seiner Verantwortung vor Gott und den Menschen, von dem Willen beseelt, als gleichberechtigtes Glied in einem vereinten Europa dem Frieden der Welt zu dienen, hat sich das Deutsche Volk (...) dieses Grundgesetz gegeben.“ 1951 begann dann der Prozess der westeuropäischen Einigung mit Bildung der Montanunion, gegründet von Frankreich, Italien, den Beneluxstaaten und der Bundesrepublik Deutschland. Diese Länder trieben die europäische Einigung voran. 1993, als Deutschland das Grundgesetz reformierte, war die europäische Einigung – und damit die Integration Deutschlands als „gleichberechtigtes Glied“ in dieses Europa – viel weiter fortgeschritten. So wurde Art. 23, der durch den Beitritt der DDR zum Grundgesetz obsolet geworden war, nicht durch einen Artikel über einen „souveränen Nationalstaat“ Deutschland ersetzt, sondern durch einen Europa-Artikel. **Helmut Kohl**, Hans-Dietrich Genscher (später Klaus Kinkel) und Hans-Jochen Vogel, die treibenden Kräfte hinter dieser Grundgesetzreform, blickten nach vorn, auf die weitergehende Einigung Europas.

Die Bundesrepublik hatte schon Ende der 1980er Jahre in die Gründung einer Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion, also in die Aufgabe der eigenen Währung, eingewilligt und sich damit zu ihrem Willen bekannt, sich unwiderruflich in ein vereintes Europa zu integrieren. Ohne diese Grundentscheidung wäre die Zustimmung der anderen Europäer und der Alliierten zur Wiedervereinigung wohl nicht zu erreichen gewesen.

Der neue Art. 23, der Europaartikel des Grundgesetzes, war die verfassungsrechtliche Verankerung dieser Zusage und doch nur die Operationalisierung dessen, was die Präambel seit 1949 sagt. Beide verbieten auch, dass Deutschland aus der EU austritt, wenn es ihm „nicht mehr passt“ (da irrt Peter Huber). Nein, Art. 23 begrenzt nicht die Möglichkeiten Deutschlands, sich in Europa zu integrieren, wie Peter Huber fälschlicherweise meint, er gebietet vielmehr Deutschland die Mitwirkung an der Verwirklichung eines vereinten Europas „bei der Entwicklung der Europäischen Union (...), die demokratischen, rechtsstaatlichen, sozialen und föderativen Grundsätzen und dem Grundsatz der Subsidiarität verpflichtet ist und einen diesem Grundgesetz im wesentlichen vergleichbaren Grundrechtsschutz gewährleistet“.

Das ist die materielle Voraussetzung. Die formelle Bedingung für die nötige Gesetzgebung ist eine Zweidrittelmehrheit von Bundestag und Bundesrat. Dass dabei „die Gliederung des Bundes in Länder, die grundsätzliche Mitwirkung der Länder bei der Gesetzgebung oder die in Artikel 1 und 20 niedergelegten Grundsätze“ nicht berührt werden, weil sie keiner Grundgesetzänderung zugänglich sind, ist klar (Art. 79 Abs. 3).

Weder durch den Wortlaut des Grundgesetzes noch durch den Willen seiner Verfasser gedeckt ist aber die kühne Konstruktion des Zweiten Senats, unter souveräner Außerachtlassung aller Deutschland in die internationale Ordnung einbindender Verfassungsregelungen den letztendlichen Durchgriff der deutschen Staatsgewalt auf alle Rechtsakte internationaler Organisationen, denen sich Deutschland angeschlossen hat, festzustellen.

Damit geht letztlich immer das nationale dem vereinbarten internationalen Recht vor, der Verfassungsgesetzgeber kann nie endgültig Hoheitsrechte übertragen, das Bundesverfassungsgericht bleibt im Extremfall immer das höchste Gericht. Das ist das Gegenteil von allem, was die Verfasser des Grundgesetzes wollten. Das führt zu einem nationalstaatlichen Denken zurück, das in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts verheerende Schäden angerichtet hat und zur Lösung der Probleme des 21. Jahrhunderts ungeeignet ist.

Wann endlich wendet sich der Zweite Senat der ratio legis und der ratio legislatoris des Grundgesetzes zu und kommt mit seiner Rechtsprechung bei den Problemen der Gegenwart und Zukunft an?

Hans Eichel war von 1999 bis 2005 Bundesfinanzminister (SPD).

FINANZPOLITIK:

Macht oder ökonomisches Gesetz

- EIN KOMMENTAR VON GERALD BRAUNBERGER
- -AKTUALISIERT AM 10.04.2021-16:34



In den vergangenen zehn Jahren haben sich die Propheten von Inflation und Währungszerrüttung mehr als notwendig blamiert. Bild: dpa

Die Vorstellung eines mächtigen, intervenierenden Staates hat Konjunktur. Aber Vorsicht: Wer politische Entscheidungen gegen ökonomische Zusammenhänge trifft, wird einen Preis zahlen.

Wer von Joe Biden eine Finanzpolitik erwartet hat, die einem Elder Statesman aus der Mitte der Demokratischen Partei gezieme, mag sich angesichts der Billionen, die Bidens Administration zur Belebung und Modernisierung der amerikanischen Wirtschaft mobilisieren will, getäuscht fühlen. Das ist nicht die Finanzpolitik eines Mannes, der im Laufe einer langen politischen Karriere die Unzuverlässigkeit finanzpolitischer Impulse oder die unangenehmen Folgen, die eine Kombination aus expansiver Geld- und Finanzpolitik für den Geldwert haben kann, kennengelernt hat.

Es handelt sich vielmehr um eine Politik, die sich um Erfahrungen aus dem vergangenen Jahrhundert nicht kümmert, in der Finanzkrise und in einer wachsenden Ungleichheit von Vermögen und Einkommen in erster Linie Fehlentwicklungen einer zunehmend diskreditierten Marktwirtschaft betrachtet und das Klima-Thema als zusätzliche Begründung herbeizieht, um ein weit ausgreifendes Staatshandeln zu rechtfertigen.

Das Vertrauen in den Staat nimmt zu

Man soll sich nicht täuschen: Die Vorstellung eines mächtigen, intervenierenden wie regulierenden Staates hat nicht nur in Amerika Konjunktur, und sie wird sich umso stärker ausbreiten, je weniger es bürgerlichen Kräften gelingt, den nicht nur in der jungen Generation verbreiteten Wunsch nach einer Hochschätzung des Themas Klima und Nachhaltigkeit überzeugend mit der Notwendigkeit marktwirtschaftlicher Prinzipien in der Wirtschaftspolitik zu verbinden. Es wird nicht genügen, für die Zukunft eine spürbare Inflation – die aus heutiger Sicht möglich, aber keineswegs zwingend erscheint – an die Wand zu malen, zumal sich die Propheten von Inflation und Währungszerrüttung in den vergangenen zehn Jahren mehr als notwendig blamiert haben.

Wie der Zeitgeist (ehemals) ehrwürdige Institutionen prägt, belegt die Geldpolitik. Für die heute aktive Generation von Geldpolitikern wäre der durch expansive Finanzpolitik bei nachlässiger Geldpolitik in den Vereinigten Staaten entstandene Aufbau der Inflation in den sechziger Jahren des vergangenen Jahrhunderts, der in den frühen siebziger Jahren ein weltumspannendes Währungssystem in Schutt und Asche legte, vielleicht lehrreich. Aber die heutige Generation kennt hohe Inflation nurmehr als ein historisches Phänomen; stattdessen hat sie verinnerlicht, wie eine expansive Geldpolitik in und nach der Finanzkrise weder zu einer konjunkturellen Überhitzung noch zu einer exzessiven Inflation führte. Gerne schreibt sich die aktuelle Generation in der Geldpolitik die Bekämpfung des Klimawandels und der Ungleichheit auf ihre Fahnen. Man kann nur hoffen, dass sie ihr eigentliches Mandat nicht aus den Augen verliert.

Ein Perpetuum mobile zur Staatsfinanzierung gibt es nicht

Ist es ein Zufall, wenn sich mit [Larry Summers](#), Olivier Blanchard, Raghuram Rajan und zuletzt auch Maurice Obstfeld Ökonomen kritisch zur amerikanischen Finanzpolitik geäußert haben, die aus der Sicht einer jungen Generation Vertreter eines Establishments darstellen, das seine beste Zeit längst hinter sich hat? Wen soll es wundern, dass sich zur gleichen Zeit die Regierungen wenig um die steigende Staatsverschuldung sorgen, da das sehr niedrige Zinsniveau die Zinskosten in den Staatshaushalten niedrig hält und die Zentralbanken mit ihren Ankaufprogrammen dafür sorgen, dass die Anleihen ausgebenden Finanzminister nicht mangels Nachfrage privater Anleger auf ihren Papieren sitzenbleiben – wonach der illusionäre Charakter des Perpetuum mobiles der Staatsfinanzierung offensichtlich wäre. Die zunehmende wechselseitige Abhängigkeit von Regierungen und Zentralbanken wird nicht als unschicklich empfunden: Schließlich kämpft man gemeinsam für die Bewahrung einer lebenswerten Welt.

Wer wollte da mit dem verstaubten Werk eines verblichenen Ökonomen kommen, der zu einer Zeit lebte, in der nicht demokratisch gewählte Kaiser längst morsche Imperien regierten und die sich ausbreitende Industrialisierung nicht nur für Wohlstand, sondern auch schon für Umweltschäden sorgte? Und doch sei all jenen empfohlen, die angesichts einer Geringschätzung der Marktwirtschaft überbordendes Vertrauen in die wirtschaftliche Steuerungsfähigkeit des Staates besitzen und jede Staatsausgabe für gerechtfertigt halten, sobald ihr das Etikett „Klima“ oder „Bildung“ aufgeklebt wird, in einer stillen Stunde Eugen von Böhm-Bawerks Schrift „Macht oder ökonomisches Gesetz?“ zu lesen.

Ihre Botschaft ist so wahr wie unbequem: Wer politische Entscheidungen gegen ökonomische Zusammenhänge mit Vernunft trifft, wird einen Preis zahlen. Man muss befürchten, dass der Zeitgeist eine Politik befördert, die erst mit einem hohen Preis für die Menschen einhergeht, ehe die Ökonomie wieder zu ihrem Recht kommt.

Le Figaro, no. 23837

Le Figaro, samedi 10 avril 2021 348 mots, p. 1

Une

ÉDITORIAL

L'histoire a bon dos

Gélie, Philippe

La susceptibilité offre une posture commode dans le jeu des apparences diplomatiques. Derrière ce masque, le pouvoir algérien vient d'éconduire une délégation française emmenée par le chef du gouvernement, Jean Castex : pas assez de ministres à sa suite pour se hisser « à la hauteur » des attentes d'Alger et des enjeux bilatéraux. Plutôt faire l'impasse sur la coopération que donner l'impression de subir la moindre désinvolture de Paris, même en cette période de Covid où les déplacements sont rares.

Le Comité intergouvernemental de haut niveau franco-algérien avait été lancé sous François Hollande dans l'espoir d'amorcer une réconciliation sur le modèle franco-allemand... Il y a encore du chemin à faire ! En Algérie, la France reste avant tout coupable des « crimes » de 130 ans de colonisation et de huit ans de guerre (évoquer d'autres aspects est passé de mode). Ces méfaits ont été reconnus - sinon expiés - par quatre présidents depuis Jacques Chirac. Mais tous les efforts de contrition restent insuffisants pour Alger, y compris les « excuses » offertes aux victimes par Emmanuel Macron en 2017.

Cette cour à sens unique d'une belle qui se dérobe confine à l'absurde. Pour discuter d'État à État, l'Algérie veut que la France s'enferme dans « le piège de la repentance » pointé par l'historien Benjamin Stora dans son récent rapport. La France n'est jamais à la bonne place : trop impliquée avec les réseaux de l'ancien président Bouteflika, coupable d'ingérence lorsqu'elle défend les droits des manifestants du Hirak, accusée d'indifférence par ces derniers si elle poursuit le dialogue avec le régime honni...

L'histoire a bon dos. L'Algérie ne pourra se réconcilier avec la France que lorsqu'elle se sera réconciliée avec elle-même, lorsque ses dirigeants auront le soutien du peuple, lorsqu'ils chercheront à faire le bonheur des Algériens au lieu de les opprimer et de les pousser à l'exil... vers la France, et lorsqu'ils cesseront d'accaparer les richesses du pays en se défaussant à bon compte sur leur bouc émissaire préféré. Le passé ne sera pas toujours l'excuse du présent.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/04/09/francois-heran-la-liberte-d-expression-tend-aujourd-hui-a-etouffer-la-liberte-de-croyance_6076099_3232.html

« La liberté d'expression tend aujourd'hui en France à étouffer la liberté de croyance »

Le sociologue François Héran pense que certains défenseurs de l'universalisme républicain occultent l'ampleur des discriminations ethno-raciales et religieuses.

Propos recueillis par [Anne Chemin](#)

Publié le 09 avril 2021 à 04h26, mis à jour hier à 11h55



Un homme lors d'un rassemblement en hommage à Samuel Paty, à Strasbourg (Bas-Rhin), en octobre 2020. FREDERICK FLORIN / AFP

Elu en 2017 professeur au Collège de France sur la chaire « Migrations et sociétés », François Héran dirige l'Institut Convergences Migrations après avoir présidé aux destinées de l'Institut national d'études démographiques pendant plus de dix ans. Dans un texte écrit après l'assassinat de Samuel Paty, *Lettre aux professeurs sur la liberté d'expression* (La Découverte, 252 pages, 14 euros), le sociologue et démographe plaide en faveur d'une République qui sache faire vivre la « règle d'or du respect mutuel ».

Dans une démocratie libérale, écrivez-vous, la liberté d'expression et la liberté de conscience forment un « couple inséparable ». Comment se conjuguent-elles, en France, depuis 1789 ?

La liberté d'expression tend aujourd'hui à étouffer ou absorber la liberté de croyance alors que, historiquement, ce sont des tours jumelles. Dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ou la Convention européenne des droits de l'homme de 1950, elles sont consacrées, l'une après l'autre, par des articles qui posent le principe de la liberté avant de rappeler qu'elle s'exerce dans les limites de la loi. A charge pour le législateur ou la justice de veiller à ce que ces limitations ne soient pas liberticides.

Mais rien n'est dit sur la façon d'articuler liberté d'expression et liberté de croyance, sans oublier le lien avec les libertés connexes : droit d'association, dignité des personnes, respect des droits d'autrui. La dure tâche de « mettre en balance » les libertés revient donc à la justice nationale et européenne. Or c'est un

principe majeur parfois oublié en France : les libertés fondamentales sont « indivisibles », on ne peut pas jouir de l'une en écartant les autres. La Convention européenne n'est pas un Mikado dont on pourrait retirer une poutre à sa guise, c'est un édifice cohérent.

Vous regrettez que, avec les débats sur les caricatures de Mahomet, la liberté d'expression ait aujourd'hui pris le pas sur la liberté de conscience. Quels sont, selon vous, les dangers de cette évolution ?

Rien n'est sacré pour la caricature : c'est dans notre tradition. Mais, depuis les attentats djihadistes, on sacralise la désacralisation en paralysant toute critique des caricatures. C'est un recul pour la liberté de conscience, mais aussi pour la liberté d'expression. C'est pourquoi je reprends, dans mon livre, les débats qui ont divisé le milieu des caricaturistes, dont Pétillon, qui travaillait à la fois au *Canard enchaîné* et à *Charlie Hebdo*. Peut-on mettre sur le même plan les caricatures qui ciblent l'extrémisme et celles qui avilissent la pratique des fidèles ? Peut-on exercer sa liberté d'expression en négligeant les niveaux d'expression ?

Ce n'est pas parce que les djihadistes confondent tout que nous devons remiser notre faculté de discernement. La Cour de Strasbourg rappelle que la satire blessante est légitime – à condition qu'elle contribue au débat démocratique. Où est le débat quand la « critique » ne fait qu'avilir la pratique religieuse ordinaire ? C'est le cas, par exemple, d'un dessin de Coco montré furtivement par Samuel Paty à ses élèves de quatrième : le prophète en prière est prosterné nu, vu de dos, une goutte au pénis, une étoile dans l'anus. Conscient du problème, le professeur avait invité les élèves choqués à quitter la salle.

Pour la même raison sans doute, l'association DCL [*Dessinez Créez Liberté*] créée par *Charlie Hebdo* s'était abstenue d'inclure cette caricature dans ses dossiers pédagogiques destinés aux élèves. Jean-Michel Blanquer, de son côté, a eu beau proclamer que « *la lâcheté n'est plus de mise* », il a refusé d'inclure les caricatures de Mahomet dans les manuels scolaires par respect pour la « *liberté pédagogique et éditoriale* ». C'est dire qu'il y a des limites à la liberté d'expression, même aux yeux de ses plus ardents défenseurs. La charte de la laïcité à l'école et le programme d'éducation morale et civique font d'ailleurs fi de la distinction spacieuse qui voudrait qu'on puisse offenser les croyances sans offenser les croyants : respecter autrui, c'est aussi respecter ses convictions religieuses. Quand on doit initier les élèves aux règles de la vie sociale, force est de revenir à la « règle d'or » qui a inspiré la déclaration de 1789 et les fondateurs de l'école républicaine : ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse.

Vous affirmez que l'ampleur des discriminations ethno-raciales en France se heurte à une « culture du déni » qui mine le lien social. Pourquoi ?

Nombre d'enquêtes et de testings attestent l'ampleur des discriminations ethno-raciales en France. Si vos origines maghrébines ou subsahariennes sont perceptibles, vos chances d'obtenir un entretien d'embauche sont, à diplôme égal, divisées par deux ou trois et l'écart s'accroît quand transparaît une appartenance à l'islam. Ce phénomène est passé sous silence par les pamphlets qui accusent les victimes de se complaire dans la victimisation et d'être portées par la « haine des Blancs ». On leur dénie le droit de dénoncer l'islamophobie, pourtant attestée par les données, et l'on décrète que ce mot doit être banni, parce qu'on y voit une offense à l'universalisme républicain. Or l'objectif est tout autre : il s'agit d'identifier les mécanismes qui empêchent la République de tenir ses promesses. Déni des réalités, convictions offensées, recours à la police des mots : on est dans une forme de « *cancel culture* ».

Pour les défenseurs de l'universalisme républicain, les adeptes des théories « raciales » ou « identitaires » mettent en péril l'égalité des droits – ils pensent notamment aux réunions non mixtes. Que répondez-vous ?

L'affaire des réunions non mixtes a pris des proportions démesurées. Si des groupes d'étudiantes ou d'étudiants préfèrent discuter en interne de leur expérience des discriminations, c'est parce que la réalité des discriminations est largement niée par le pouvoir exécutif ou législatif. Au lieu de voter des mesures concrètes, on se contente d'incantations sur l'universalisme républicain et le principe d'égalité. Qui

s'offusque, par exemple, de l'existence de l'association Femmes de l'intérieur, fondée par les femmes occupant des positions de responsabilité au ministère de l'intérieur ? Le feraient-elles si elles ne devaient pas unir leurs forces contre les obstacles et les préjugés ? Le bulletin d'adhésion porte en petits caractères que les hommes sont bienvenus s'ils partagent les idéaux de l'association mais, de fait, les réunions sont féminines et l'on y traite de sujets comme le harcèlement au travail. Où est le mal ?

L'affaire des réunions « non mixtes » a fait beaucoup de bruit pour rien. Ce n'est pas le rien qui m'inquiète, c'est le bruit – ces réactions en chaîne portées par quelques médias et qui ont fini par emballer le Sénat, tout cela parce qu'il est question de discrimination « raciale ». On peut s'octroyer ainsi, avec un maximum de rhétorique et un minimum d'enquête, un brevet de républicanisme. Eric Zemmour s'est offert le plaisir de railler « *cette gauche qui encourage le retour du racisme* » mais taxer de racisme ceux qui s'intéressent de trop près aux discriminations raciales, c'est aussi absurde que d'accuser les criminologistes d'être des criminels.

J'attends autre chose du Parlement. A quand la « nuit du 4 août » qui donnerait au Défenseur des droits les moyens de mettre sur pied un observatoire national des discriminations digne de ce nom, capable de mesurer périodiquement leur ampleur, y compris les discriminations indirectes, qui sont les plus fréquentes et brisent des vies par dizaines de milliers ? Les députés socialistes ont rejeté, en 2016, la formule anglaise [des récépissés d'interpellation](#). Les caméras embarquées, expérimentées çà et là, ont été récusées par les syndicats de police, qui ont également vilipendé la « [plate-forme de signalement](#) » lancée en février 2021 par Emmanuel Macron.

Après avoir affirmé que les sciences sociales étaient « gangrenées » par l'« islamo-gauchisme », la ministre des universités, Frédérique Vidal, a demandé au CNRS de distinguer les recherches « militantes » des recherches « scientifiques ». Estimez-vous qu'elle met en péril les libertés académiques ?

Il en va des libertés académiques comme de toutes les libertés : elles doivent faire l'objet d'une vigilance interne permanente. Les chercheurs doivent impérativement respecter les contraintes de méthode de chaque discipline. La controverse est cependant inhérente à l'activité scientifique et l'engagement en faveur de causes générales est le ressort de bien des vocations d'enseignants ou de chercheurs. Face à la concurrence, y compris celle des nouvelles générations, certains sont parfois tentés de déplacer le débat scientifique sur le terrain politique, voire judiciaire, en intéressant les médias à leur querelle, mais c'est une infime minorité. Laissons les chercheurs débattre de questions telles que la mesure de l'islamophobie, les études décoloniales, les méthodes intersectionnelles, etc. Rien ne justifie que des ministres interfèrent dans ces débats : ils sortent alors de leur ordre, comme disait Pascal. N'ont-ils pas d'autres affaires à régler ?

Anne Chemin

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/sahra-wagenknecht-schreibt-ueber-die-linke-selbstgerechtigkeit-17284871.html?premium>

KRITIK VON SAHRA WAGENKNECHT:

Die selbstgerechten Lifestyle-Linken

- VON SAHRA WAGENKNECHT
- -AKTUALISIERT AM 11.04.2021-13:26



Urban, divers, individualistisch – links ist für viele heute vor allem eine Lifestyle-Frage, kritisiert Sahra Wagenknecht. Bild: dpa

Die gesellschaftliche Linke trat einst für all diejenigen ein, die nicht mit dem goldenen Löffel geboren wurden. Verliert sie sich nun in Lifestyle und Symbolik einer privilegierten Minderheit?

Doch, die gesellschaftliche Linke kann noch siegen. Sie kann Multis wie den Konsumgüterkonzern **Unilever**, zu dem die Marke Knorr gehört, in die Knie zwingen. Wegen der Rassismusdebatte in den sozialen Netzwerken, teilte das Unternehmen im August 2020 mit, werde der Knorr-Klassiker Zigeunersauce ab sofort unter neuem Namen als „Paprikasauce Ungarische Art“ in den Supermarktregalen zu finden sein. Freilich, der verschlechterte Tarifvertrag, den Unilever fast zeitgleich zum heroischen Abschied von der Zigeunersauce den 550 verbliebenen Mitarbeitern im Knorr-Stammwerk Heilbronn mit der Drohung aufgezwungen hatte, den Betrieb andernfalls ganz zu schließen, besteht unverändert. Er bedeutet für die Knorr-Beschäftigten Personalabbau, niedrigere Einstiegsgehälter, geringere Lohnsteigerungen und Samstagsarbeit. Anders als die Zigeunersauce hatte all das allerdings nie für bundesweite Schlagzeilen oder gar für einen Shitstorm der sich links fühlenden Twitter-Gemeinde gesorgt.

Doch der Kampf gilt nicht nur Namen. Er macht auch vor populären Büchern, Filmen und selbst klassischen Philosophen nicht halt. Die Forderung, den mit acht Oscars prämierten Hollywood-Schinken „Vom Winde verweht“ zu verbieten, ließ sich zum Bedauern mancher Aktivisten bisher leider nicht durchsetzen. Auch Kant oder Rousseau werden an vielen Universitäten im Rahmen des Philosophiestudiums immer noch gelesen, obwohl die beiden Denker der Aufklärung in linken Kreisen längst als Rassisten enttarnt wurden. Nicht totzukriegen ist bisher auch der wichtigste Vertreter der klassischen deutschen Philosophie, Georg Wilhelm Friedrich Hegel, trotz der Textstellen, die ihn nach Ansicht italienischer Linksintellektueller unzweifelhaft als Sexisten ausweisen, was diese zu einer Facebook-Kampagne unter der Überschrift Sputiamo su Hegel (Wir spucken auf Hegel) motiviert hat.

Was ist heute noch links? Was rechts? Viele Menschen wissen es nicht mehr. Nur in einem sind sie sich sicher: Das, was sie an öffentlichen Äußerungen unter dem Label „links“ vernehmen, ist ihnen oft unsympathisch. Und dem Milieu, das sie damit verbinden, misstrauen sie zutiefst.

Links, das stand einmal für das Streben nach mehr Gerechtigkeit und sozialer Sicherheit, es stand für Widerständigkeit, für das Aufbegehren gegen die oberen zehntausend und das Engagement für all diejenigen, die in keiner wohlhabenden Familie aufgewachsen waren und sich mit harter, oft wenig inspirierender Arbeit ihren Lebensunterhalt verdienen mussten. Als links galt das Ziel, diese Menschen vor Armut, Demütigung und Ausbeutung zu schützen, ihnen Bildungschancen und Aufstiegsmöglichkeiten zu

eröffnen, ihr Leben einfacher, geordneter und planbarer zu machen. Linke glaubten an politische Gestaltungsfähigkeit im Rahmen des demokratischen Nationalstaats und daran, dass dieser Staat Marktergebnisse korrigieren kann und muss. Natürlich waren Linke immer auch Teil der Kämpfe gegen rechtliche Diskriminierungen, etwa der amerikanischen Bürgerrechtsbewegung der fünfziger und sechziger Jahre. Denn der alte liberale Imperativ, dass niemand aufgrund seiner Hautfarbe, Religion oder Lebensweise benachteiligt werden darf, war für sie selbstverständlich.

Links als Lifestyle

Im linksliberalen Mainstream unserer Zeit gilt die Sicht dieser traditionellen Linken als altbacken und rückwärtsgewandt. Dominiert wird das öffentliche Bild heute von einem Typus, den ich den Lifestyle-Linken nenne, weil für ihn im Mittelpunkt linker Politik nicht mehr soziale und politökonomische Probleme stehen, sondern Fragen des Lebensstils, der Konsumgewohnheiten und moralische Haltungsnoten. In Reinform verkörpern die grünen Parteien dieses lifestyle-linke Politikangebot. Aber auch in den sozialdemokratischen, sozialistischen und anderen linken Parteien ist es in den meisten Ländern zur dominierenden Strömung geworden. Für das politisch-kulturelle Weltbild des Lifestyle-Linken hat sich in jüngerer Zeit der Begriff des Linksliberalismus etabliert, wobei Linksilliberalismus wesentlich passender wäre. Zu beachten ist, dass dieser moderne Linksliberalismus nichts mit der geistig-politischen Strömung zu tun hat, die früher einmal unter diesem Begriff firmierte und linke Liberale bezeichnete.



„Die Selbstgerechten“ von Sahra Wagenknecht erscheint am 14. April beim Campus Verlag und kostet 24,95 €.
:Bild: Campus

Der Lifestyle-Linke lebt in einer anderen Welt. Zu seinen Überzeugungen gehört, den Nationalstaat für ein Auslaufmodell und sich selbst für einen Weltbürger zu halten, den mit dem eigenen Land eher wenig verbindet. Generell schätzt der Lifestyle-Linke Autonomie und Selbstverwirklichung mehr als Tradition und Gemeinschaft. Überkommene Werte wie Leistung, Fleiß und Anstrengung findet er uncool. Das gilt vor allem für die jüngere Generation, die von umsorgenden, meist gutsituierten Helikoptereltern so sanft ins Leben begleitet wurde, dass sie existentielle soziale Ängste und den aus ihnen erwachsenden Druck nie kennengelernt hat. Papas kleines Vermögen und Mamas Beziehungen geben zumindest so viel Sicherheit, dass sich auch längere unbezahlte Praktika oder berufliche Fehlschläge überbrücken lassen.

Symbolik statt dröge Sozialökonomie

Da der Lifestyle-Linke mit der sozialen Frage persönlich kaum in Kontakt getreten ist, interessiert sie ihn auch meist nur am Rande. Also man wünscht sich schon eine gerechte und diskriminierungsfreie Gesellschaft, aber der Weg zu ihr führt nicht mehr über die drögen alten Themen aus der Sozialökonomie, also Löhne, Renten, Steuern oder Arbeitslosenversicherung, sondern vor allem über Symbolik und Sprache. Entsprechend wird die Alltagssprache ständig nach Wörtern durchsucht, die irgendjemanden verletzen könnten und die es fortan zu meiden gilt. An ihre Stelle treten dann neue Wortschöpfungen, die zumindest bei den Strenggläubigen unter den Lifestyle-Linken zu einer ganz eigenwilligen Form, sich auszudrücken, führen, die mit der deutschen Sprache nur noch bedingt zu tun hat. Außenstehenden mag sich oft nicht erschließen, worin bei Begriffen wie Flüchtling oder Rednerpult oder in der Bezeichnung als Mutter oder Vater die Diskriminierung besteht beziehungsweise warum sich inmitten linker Texte immer wieder dubiose Sternchen finden. Aber wer zum *inner circle* gehört, der kennt die Regeln und hält sie ein.

Etwas irritierend ist vielleicht, dass sich die Normen korrekten Sprechens immer wieder ändern. Auch kommen immer wieder neue Modeworte auf, die man selbstverständlich schnellstmöglich kennen und selbst gebrauchen sollte. In jüngerer Zeit in den linksliberalen Sprachschatz aufgenommen wurden etwa die Cis-Frauen für weibliche Mitbürger, die keine Transsexuellen sind. Wer sich ungescholten an lifestyle-linken Diskussionen beteiligen will, braucht also vor allem eins: genügend freie Zeit, um in Fragen korrekter Ausdrucksweise immer auf dem Laufenden zu bleiben.

Der typische Lifestyle-Linke wohnt in einer Großstadt oder zumindest einer schicken Unistadt und selten in Orten wie Bitterfeld oder Gelsenkirchen. Er studiert oder hat ein abgeschlossenes Universitätsstudium und gute Fremdsprachenkenntnisse, plädiert für eine Post-Wachstums-Ökonomie und achtet auf biologisch einwandfreie Ernährung. Discounterfleisch-Esser, Dieselauto-Fahrer und Mallorca-Billigflugreisende sind ihm ein Graus. Das heißt nicht, dass er selbst nicht Auto fährt oder nie ein Flugzeug besteigt. Er reist – mit Ausnahme von Corona-Zeiten – sogar außerordentlich gern und fliegt in der Regel besonders weit, denn Mobilität und Weltläufigkeit gehören ja zu seiner DNA. Aber dabei handelt es sich eben nicht um Ballermann-Tourismus, sondern um Bildungsreisen, die dabei helfen, andere Kulturen kennenzulernen, die letztverbliebenen wilden Orang-Utans zu besichtigen oder im Ayurveda-Hotel dem inneren Selbst näherzukommen. Dass im Gegenzug innerstädtische Wege oft mit dem Fahrrad oder dem Elektro-Zweitwagen bewältigt werden, erleichtert das Gewissen.

Ein Milieu der Privilegierten

Nun ist prinzipiell nichts dagegen einzuwenden, dass Menschen den geschilderten Werten folgen und ihr Leben danach gestalten. Wenn sie es sich leisten können und sich wohl dabei fühlen, warum nicht? Es gibt zweifellos unangenehmere Zeitgenossen als großstädtische Veganer, die ihre Kinder im E-Auto zur Schule fahren, Plastikverpackungen meiden und den weltweiten CO₂-Ausstoß minimieren wollen, auch wenn sie selbst zu ihm nicht unmaßgeblich beitragen.

Was den Lifestyle-Linken in den Augen vieler Menschen und vor allem der weniger Begünstigten so unsympathisch macht, ist seine offensichtliche Neigung, seine Privilegien für persönliche Tugenden zu halten und seine Weltsicht und Lebensweise zum Inbegriff von Progressivität und Verantwortung zu verklären. Es ist die Selbstzufriedenheit des moralisch Überlegenen, die viele Lifestyle-Linke ausstrahlen, die allzu aufdringlich zur Schau gestellte Überzeugung, auf der Seite des Guten, des Rechts und der Vernunft zu stehen. Es ist die Überheblichkeit, mit der sie auf die Lebenswelt, die Nöte, ja sogar auf die Sprache jener Menschen hinabsehen, die nie eine Universität besuchen konnten, eher im kleinstädtischen Umfeld leben und die Zutaten für ihren Grillabend schon deshalb bei Aldi holen, weil das Geld bis zum Monatsende reichen muss. Und es ist der unverkennbare Mangel an Mitgefühl mit denen, die um ihr bisschen Wohlstand viel härter kämpfen müssen, so sie überhaupt welchen haben, und die vielleicht auch deshalb zuweilen härter oder grimmiger wirken und schlechter gelaunt sind.

In Nöten sind andere

Auch eine schwer zu leugnende Bigotterie trägt ganz sicher zum geringen öffentlichen Ansehen des Lifestyle-Linken bei. Wer Mühe hat, sich von seinem wenig auskömmlichen Gehalt einmal im Jahr einen Urlaub zu leisten, oder trotz lebenslanger Arbeit von einer schmalen Rente leben muss, der schätzt es nicht, wenn ihm Leute Verzicht predigen, denen es im Leben noch nie an etwas gefehlt hat. Und über Zuwanderung als große Bereicherung für unsere Gesellschaft möchte man nicht ausgerechnet von Freunden des Multikulturalismus belehrt werden, die genau darauf achten, dass das eigene Kind eine Schule besucht, in der es mit anderen Kulturen nur im Literatur- und Kunstunterricht Bekanntschaft machen muss.

Natürlich gibt es auch unter Lifestyle-Linken Unterschiede. Nicht jeder, der für mehr Zuwanderung wirbt, Gendersternchen verwendet und der Meinung ist, der Klimawandel sei vor allem eine Frage der Konsumgewohnheiten, wurde mit dem goldenen Löffel im Mund geboren, und auch nicht jeder ist wohlhabend. Es mag sogar einige geben, die nicht an einer Uni waren. Aber solche Lifestyle-Linken befinden sich in der klaren Unterzahl. Typisch sind die anderen.

Ist das gelebte Toleranz?

Unterschiede gibt es auch in der Haltung zu den weniger privilegierten Teilen der Bevölkerung. Es gibt die Lifestyle-Linken, die die Ärmere und weniger Gebildeten schlicht verachten. Als Hillary Clinton im amerikanischen Wahlkampf 2016 die möglichen Trump-Wähler als *Basket of deplorables* beschimpfte, was frei übersetzt Ansammlung von Erbärmlichen bedeutet, war das sicher einer der wenigen ehrlichen Momente in ihrer ganzen Wahlkampagne. Auch der Begriff White Trash (weißer Abfall) für die weiße amerikanische Arbeiterschicht wurde von Linksliberalen verbreitet. In Deutschland sind die alten weißen Männer ein in lifestyle-linken Kreisen beliebtes Feindbild. Auch der Proll wird gern zur Bezeichnung einer Personengruppe verwendet, über die man sich ungeniert abfällig äußern kann und bei der die sensiblen Rücksichten in puncto verletzender Sprache plötzlich nicht mehr gelten.

Wenig sympathisch macht den Lifestyle-Linken natürlich auch, dass er fortwährend eine offene, tolerante Gesellschaft einfordert, selbst aber im Umgang mit abweichenden Sichten oft eine erschreckende Intoleranz an den Tag legt, die sich mit der äußersten Rechten durchaus messen kann. Diese Ruppigkeit des Umgangs resultiert daraus, dass der Linksliberalismus nach Auffassung seiner Anhänger letztlich keine Meinung ist, sondern eine Frage des Anstands. Wer vom Kanon ihrer Denkgebote abweicht, ist für Linksliberale daher auch kein Andersdenkender, sondern mindestens ein schlechter Mensch, wahrscheinlich sogar ein Menschenfeind oder gleich ein Nazi. Aus dieser Sichtweise erklärt sich die Aggression, mit der Positionen, aber auch Personen bekämpft werden, die sich außerhalb des linksliberalen Weltbilds bewegen oder auch nur eines seiner heiligen Gebote verletzen. Im Kampf gegen Nazis ist immerhin (fast) alles erlaubt. Und liberal ist der Lifestyle-Linke tatsächlich nur im Dunstkreis seines eigenen Denkens.

Sahra Wagenknecht
Die Selbstgerechten
Campus-Verlag, Frankfurt, 24,95 €. Das Buch erscheint am 14. April.

https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/warum-deutschland-weniger-probleme-mit-ungleichheit-hat-17285417.html?printPagedArticle=true#pageIndex_3

HANKS WELT:

Warum Deutschland weniger Probleme mit Ungleichheit hat

- VON RAINER HANK
- -AKTUALISIERT AM 11.04.2021-18:51



Aktivisten von Oxfam weisen bei einer Aktion in Hamburg 2017 mit einer symbolischen Kreuzung auf den Abzweig zwischen mehr sozialer Ungleichheit und weniger Armut hin. Bild: dpa

Zweifellos vergrößert sich die Kluft zwischen Arm und Reich weltweit, doch dabei bedarf es einer Differenzierung. Warum wir weniger Probleme mit der Ungleichheit haben als andere Länder.

Wird Corona die Welt gleicher machen? Während in normalen Zeiten die Ungleichheit meist zunimmt, nivellieren Katastrophen die Einkommensabstände. Kriege, Revolutionen, Staatspleiten und Pandemien eint, dass die Vermögen der Reichen vernichtet werden und ärmere Schichten hinterher mehr Geld haben, weil – so zynisch es klingt – weniger Menschen da sind, die um Arbeitsplätze konkurrieren. Einiges spricht dafür, dass Corona nicht in dieses historische Schema fällt. Aktionäre freuen sich über Kursrekorde, wer keine Aktien besitzt, muss mit Kurzarbeitergeld zufrieden sein. Der Lockdown kommt einer Art von Zwangssparen gleich. Wer sonst Luxusreisen bucht, in Fünfsternehotels absteigt und teure Autos liebt, spart derzeit viel Geld. Die Welt wird nach Corona noch ungleicher sein als heute, zumal ärmere Länder unter Corona stärker leiden. Dieser Tage hat der Internationale Währungsfonds IWF gewarnt, die Kluft zwischen reichen und armen Ländern werde größer werden.

Die Ungleichheit wird uns somit auch nach der Pandemie beschäftigen. Als ich vor fünfundzwanzig Jahren im Anschluss an ein Sabbatical am MIT in Boston erzählte, ich wolle ein Buch über Ungleichheit schreiben, begegneten mir fragende Blicke. Heute würde ich Bedauern ernten: Haben wir nicht schon genügend Bücher über Ungleichheit?

Weltweit zunehmende Ungleichheit

Die Daten sind eindeutig. Nach einer Phase der Einkommensangleichung in der Nachkriegszeit haben sich seit den achtziger Jahren die Reichen von den Armen statistisch immer weiter entfernt. Dramatisch in den Vereinigten Staaten, mehr oder weniger moderat in Kontinentaleuropa. Bezogen im Jahr 1970 ein Prozent der Reichsten der Welt rund acht Prozent des gesamten Einkommens, bekommen sie inzwischen elf Prozent in Westeuropa und zwanzig Prozent in Amerika. Die ärmere Hälfte der Bevölkerung verfügte 1970 über etwa zwanzig Prozent des Einkommens. Heute sind es nur noch 12,5 Prozent in Amerika und achtzehn Prozent in Europa. Man sieht, wie sich in rund fünfzig Jahren der angelsächsische vom kontinentaleuropäischen Kapitalismus entfernt hat. Zwar hat weltweit die Ungleichheit zwischen den Staaten abgenommen, innerhalb eines Landes hat sie aber zugenommen. Die globale Ungleichheit dreht sich heute (wieder) mehr um Klassegegensätze und weniger um nationale Unterschiede.

Wer sich über den Stand des ökonomischen Wissens zur Ungleichheit zuverlässig informieren will, findet dazu gutes Material in einem gerade bei MIT Press erschienenen Sammelband, den die beiden Harvard-Ökonomen [Olivier Blanchard](#) und Dani Rodrik herausgegeben haben („Combating Inequality“). Die Aufsätze gehen auf eine Ökonomen-Konferenz am Peterson Institute for International Economics in Washington vom Herbst 2019 zurück, also noch vor Ausbruch der Pandemie. Aber, wie gesagt, am Trend dürfte sich nichts ändern.

Fast alle Beiträge des Sammelbandes sind der Meinung, es brauche politische Maßnahmen zur Linderung der Ungleichheit. Niemand warnt mehr davor, Egalisierungspolitik dämpfe das Wachstum. Eher dominiert die Ansicht, Ungleichheit selbst drosselt das Bruttoinlandsprodukt, weil das wirtschaftliche Potential der Geringverdienenden nicht zur Entfaltung kommt und die Reichen Monopolrenten für sich kassieren. Die Vermutung, in einem Sammelband amerikanischer „Salzwasserökonomen“ von der Ostküste dominierten – im Gegensatz zu „Süßwasserökonomen“ der marktwirtschaftlichen Chicago-Schule – mehrheitlich linke Positionen, ist nicht ganz falsch. Indes: Wissenschaftler wie Greg Mankiw, Philippe Aghion, David Autor oder Daron Acemoglu, alle hier vertreten, sind mehr oder minder ideologisch abstinert.

Armut hat Priorität

Ungleichheit gilt gemeinhin als schlecht. Der Harvard-Philosoph Thomas Scanlon korrigiert diese häufig achtlos gemachte Unterstellung mit ein paar hilfreichen Differenzierungen. Zunächst: Auf der Prioritätenliste des Schlechten ganz oben steht Armut, nicht Ungleichheit. Armut ist ein Skandal, Ungleichheit ist komplizierter – und intellektuell herausfordernder. Die Erfolge der Armutsbekämpfung mit Marktwirtschaft und rechtsstaatlichen Institutionen (besonders in Asien, vor allem in China) sollte niemand kleinreden. Scanlon macht den interessanten Versuch, problematische Ungleichheit von unproblematischer Ungleichheit zu unterscheiden. Unproblematisch findet er etwa die Tatsache, dass die Menschen in Skandinavien länger leben als in den Vereinigten Staaten. Die Amerikaner könnten daran ja etwas ändern, indem sie sich besser ernähren und sich mehr bewegen. Dass Frauen länger leben als Männer, lässt Scanlon ebenfalls kalt. Sorgen würde er sich, wenn Männer länger lebten als Frauen. Denn das könnte darauf deuten, dass männliche Babys besser ernährt oder besser medizinisch versorgt würden.

Ob Ungleichheit gerechtfertigt ist, hängt vom institutionellen Rahmen und dem politischen Kontext ab. Eine Kommune, die bessere Straßen und Abwassersysteme nur für einen Teil ihrer Bürger zur Verfügung stellt, hat ein moralisches Problem. Wenn ich aber von meinem Reichtum Oxfam mehr spende als der katholischen Kirche, dann ist das unproblematisch. Eine Gesellschaft, in der 99 Prozent das Gleiche haben, das letzte eine Prozent aber deutlich ärmer dran ist, findet Scanlon dann problematisch, wenn diese Armen von der Mehrheit schlecht behandelt würden und gezwungen, sich ihrer Armut zu schämen. Umgekehrt hat eine Gesellschaft kein moralisches Problem, in der alle gleich sind, ein Prozent aber viel reicher ist, solange die Reichen ihr Geld ehrlich verdient haben und ihr Reichtum ihnen keine besondere Vormacht verleiht. Beide Gesellschaften unterscheiden sich übrigens nicht in Bezug auf das Maß der Ungleichheit („Gini-Indikator“), werden aber gleichwohl moralisch unterschiedlich beurteilt.

Deutschland kommt im Sammelband der MIT-Ökonomen überraschend gut weg. Der am University College in London lehrende Ökonom Christian Dustmann lobt die deutsche Exportindustrie und die IG Metall über den grünen Klee. Während die Vereinigten Staaten zwischen 2000 und 2018 aufgrund von Globalisierung und Automatisierung 23 Prozent ihrer Industriearbeitsplätze verloren haben, waren es hierzulande lediglich 10 Prozent. Amerika leidet unter China; die deutschen Arbeitnehmer hingegen profitieren von der chinesischen Nachfrage. Dustmann führt dies auf die betriebliche Öffnung des Tarifsystems zurück und auf die duale Ausbildung unserer Facharbeiter, die praktische Fertigkeiten, theoretisches Wissen und flexible Anpassung an neue Aufgaben erlaubt.

Üblicherweise wird die relativ geringe Ungleichheit in Deutschland auf die Umverteilung von oben nach unten mit Steuern und Sozialabgaben zurückgeführt. In dieser Erklärung wäre sie Folge flexibler industrieller Arbeitsbeziehungen, welche der deutschen Wirtschaft größere Resilienz in der Globalisierung bescheren. Originell ist diese Deutung allemal. Dustmann hat für seine Arbeiten gerade den mit 50.000 Euro dotierten Carl-Friedrich-von-Weizsäcker-Preis der Leopoldina-Akademie erhalten.

Le Figaro, no. 23839

Le Figaro, mardi 13 avril 2021 1160 mots, p. 11

Société

Les instances nationales de l'islam au bord de l'implosion

Alors que le mois sacré du ramadan commence ce mardi pour des millions de musulmans en France, les différentes fédérations représentatives se livrent une guerre sans merci et sans précédent.

Guénois, Jean-Marie

RELIGION La violente tempête qui divise les instances nationales de l'islam de France en ce début de ramadan pourrait conduire au naufrage du Conseil français du culte musulman (CFCM). Tout du moins dans sa forme actuelle. Le « mois sacré » du ramadan, qui commence mardi et pendant lequel les cinq millions de musulmans vivant sur le sol français sont appelés à pratiquer l'aumône et le jeûne total diurne, devrait se dérouler calmement. Mais l'organisation française de leur religion devrait connaître une évolution importante dans les mois qui viennent.

Conçu en 2003 par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, le mode centralisé et pyramidal du CFCM, avec des élus des mosquées - mais aussi de nombreuses personnalités cooptées -, voit ses jours comptés. S'il a toujours été l'objet de critiques internes acerbes, il est à présent en proie à une guerre intestine qui pourrait lui être fatale. Les neuf grandes fédérations qui fondèrent cette institution sont en effet divisées en trois blocs, avec des césures apparemment irréconciliables. Pour ne rien arranger, le ministère de l'Intérieur, qui était jusque-là le garant du CFCM - et qui sauva bon nombre de crises précédentes -, admet aujourd'hui que le modèle est à bout de souffle. Il vient d'ailleurs de convoquer des « assises territoriales » décentralisées afin d'établir l'inventaire des difficultés, via les préfetures. Elles rendront leur diagnostic fin mai.

Bon nombre des 2 800 mosquées et salles de prière n'attendent plus rien du CFCM. C'est à partir de l'échelon départemental qu'une nouvelle organisation pourrait voir le jour. Plusieurs idées sont sur la table : l'élection de représentants départementaux, comme le préconise le président du CFCM, Mohammed Moussaoui ; la création d'instances départementales diversifiées sur le modèle de ce qui existe dans le département du Rhône, une idée que ne rejeterait pas le ministère de l'Intérieur. Mais rien n'est arrêté. Si tous admettent l'évidence de la crise et la nécessité de la réforme, personne ne s'entend sur les solutions à apporter.

En décembre 2020, le CFCM semblait pourtant uni et en parfaite santé. Il annonçait la création d'un Conseil national des imams (CNI), assorti d'une charte républicaine des valeurs. Deux projets ambitieux qui ont en réalité provoqué une implosion totale du système. C'est la question centrale des imams qui a tout fait capoter. En cherchant à donner un statut et des normes de formation et de recrutements aux imams, le CFCM est très vite arrivé - sous pression de l'Élysée - à la question de l'engagement républicain de ces religieux. D'où l'idée de l'écriture d'une « charte des principes pour l'islam de France » que les imams et responsables des mosquées auraient dû signer pour pouvoir exercer sur le sol français. Si un consensus avait été facilement trouvé sur les exigences du Conseil français des imams quant à leur formation, leur recrutement et leur statut, une guerre à fragmentation a éclaté sur la question des engagements républicains.

C'est le nouveau recteur de la grande mosquée de Paris et avocat de son état, Me Chems-Eddine Hafiz, qui a bloqué, mi-décembre, une version de cette charte, qu'il jugeait trop influencée par des « islamistes ». Elle affirmait, en un mot, le primat de l'islam sur la République. Ce qui a conduit à une nouvelle version de la charte, où étaient réaffirmés le primat républicain et le rejet sans ambiguïté de « l'islam politique ». Elle prônait aussi l'égalité hommes-femmes, le droit de conscience et celui de changer de religion. Ce texte fut signé en présence du président de la République, le 17 janvier 2021 à l'Élysée, par toutes les fédérations composant le CFCM. Toutes sauf trois. Cette première rupture, toujours en cours, s'est encore accentuée avec la crise de la mosquée de Strasbourg (*lire ci-dessous*) et par la décision du ministère de l'Intérieur, le 31 mars, d'exclure ces trois mouvements des prochaines assises territoriales de l'islam de France : les deux associations d'obédiences turques, la

Confédération islamique Millî Görüs (CIMG) et le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF), suivi par le mouvement Foi et Pratique, dit « Tabligh » , porteur d'un islam de type indo-pakistanaï.

Une seconde rupture intervient lors d'un conseil exécutif du CFCM, le 17 mars, pour un motif interne : la méthode de nomination de l'aumônier national des prisons. Quittent alors la table du CFCM, pour un « retrait définitif » , quatre fédérations importantes : la grande mosquée de Paris, le Rassemblement des musulmans de France (RMF), regroupant une partie des marocains, l'ex-UOIF, rebaptisé Musulmans de France, et la Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles. Ensemble, ils annonçaient créer une « coordination » pour les représenter au niveau national. Chems-Eddine Hafiz, le chef de file de cette nouvelle coordination, explique au *Figaro* : « *J'ai tourné la page, je ne reviendrai plus au CFCM. Je ne jette la pierre à personne, mais la charte de l'imam a été un révélateur. Nous avons deux autres points de divergence. Le premier porte sur la place des fédérations historiques de l'islam de France. Certains voudraient les affaiblir, nous voulons les renforcer par un système de confédération. Le second porte sur le système électoral, qui veut absolument élire des représentants religieux. Ce qui finit par créer des divisions, car les musulmans sont trop diversifiés pour se reconnaître en une seule majorité qui s'imposerait à tous. Il faut plus de souplesse.* »

Mohammed Moussaoui, président du CFCM, répond au *Figaro* : « *Il ne faut pas se voiler la face. Le CFCM, sans budget et avec une secrétaire à mi-temps, n'a toujours été qu'un espace de dialogue entre fédérations. Celles-ci n'ont d'ailleurs jamais accepté que les gros dossiers, comme celui de la viande hallal, soient vraiment discutés à son niveau. Quant à ceux qui sont partis du bureau exécutif, un coup d'État qui ne dit pas son nom, ils l'ont fait à titre personnel, mais leur fédération demeure membre du CFCM. L'avenir est de toute façon à la départementalisation de l'islam de France. Nous allons donc préparer une assemblée générale extraordinaire pour préparer ces structures départementales - élues - du culte musulman, plus proches du terrain.* »

Qui aurait allumé la mèche de ce « coup d'État » ? Certains regardent du côté de l'Élysée. De fait, c'est Emmanuel Macron qui a poussé en décembre pour que la charte républicaine de l'islam soit durcie et imposée comme l'un des volets de sa politique antiséparatiste. Quitte à faire exploser le CFCM.

David Desgouilles: «Marine Le Pen bénéficie de la dérive raciale d'une partie de la gauche»

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Selon un sondage publié dans le JDD, Marine Le Pen battrait n'importe quel candidat de gauche à l'élection présidentielle. Pour David Desgouilles, la gauche paie son abandon de l'idéal républicain.

Par **Aziliz Le Corre**

Publié hier à 15:49, mis à jour hier à 17:09

Face à Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen obtiendrait 60 % des voix au second tour de l'élection présidentielle. *AFP / THOMAS SAMSON / AFP / BERTRAND GUAY*

FIGAROVOX. - Selon un sondage publié dans le JDD, Marine Le Pen battrait n'importe quel candidat de gauche à l'élection présidentielle. Comment expliquez-vous que la gauche ne convainc plus aujourd'hui et ne permette pas de faire barrage au Rassemblement National?

David DESGOUILLES. - Ce que Laurent Bouvet avait surnommé la «gauche castor», parce qu'elle n'était plus occupée qu'à construire des barrages, semble en effet prise au piège qu'elle avait elle-même créé. Dans ce sondage, Marine Le Pen fait jeu égal avec Anne Hidalgo, bat largement Yannick Jadot (53 %/47 %) et écrase Jean-Luc Mélenchon (60 %/40 %).

Cela s'explique d'abord par le fait que la gauche baisse dans toute l'Europe occidentale et qu'elle est faible dès le premier tour. Philippe Guibert dans une tribune parue la semaine dernière sur le site de Marianne, rappelle que seulement un quart des électeurs «s'auto-positionnent» (pardonnez-moi l'expression) désormais à gauche.

Ensuite, elle est elle-même violemment traversée par des clivages comme la laïcité, l'attitude à tenir face à l'islamisme, l'importation de la culture woke des États-Unis. C'est la théorie des «deux gauches irréconciliables» théorisée par Manuel Valls. Ces nouveaux clivages se sont ajoutés au clivage européen né du référendum de 2005 que François Hollande avait réussi à mettre sous le boisseau pour être élu, avant d'en subir les conséquences sous son mandat, devant se séparer d'Arnaud Montebourg et le remplacer par Emmanuel Macron, et précipiter ainsi sa chute.

La polémique autour des propos d'Audrey Pulvar illustre presque de manière caricaturale la situation de la gauche d'aujourd'hui. Pourtant adjointe d'Anne Hidalgo qui souhaite conserver une conception classique de la laïcité à la française (La maire de Paris a été présente à des événements du Printemps républicain), l'ex-journaliste, tête de liste PS aux régionales en Île-de-France, a tenté une espèce de réconciliation extrêmement maladroite et troublante à propos des «réunions non mixtes» de l'UNEF, indiquant que des Blancs pourraient y assister, mais à condition de se taire.

L'adage « au premier tour, on choisit, au second on élimine » place désormais Jean-Luc Mélenchon en danger numéro un pour les électeurs, prenant la place de Marine Le Pen.

Quant à Jean-Luc Mélenchon, sa participation à la manifestation du 10 novembre 2019, aux côtés d'organisation aujourd'hui dissoutes, comme le CCIF a constitué un déclic dans l'opinion. Le sondage de l'Ifop vient montrer que l'adage «au premier tour, on choisit, au second on élimine» le place désormais en danger numéro un pour les électeurs, prenant la place de Marine Le Pen. Ses accommodements - réels ou

supposés - avec l'islamisme sont désormais considérés comme plus dangereux que la xénophobie - réelle ou supposée - qu'incarne depuis des décennies le FN puis le RN.

Aujourd'hui, malgré les efforts louables d'Olivier Faure, l'élection de maires PS très clairs sur ces questions, comme celui de Montpellier, la gauche radicale considérée comme accommodante semble la plus bruyante auprès de l'ensemble de l'électorat. Les déclarations de Pulvar, comme l'attitude de maires EELV n'ont pas aidé. Un sentiment s'installe: celui que la gauche considérée comme républicaine a d'ores et déjà perdu la partie contre la gauche radicale à la mode woke, et il est très probable que cela explique les scores de Jadot et d'Hidalgo dans ces hypothèses de second tour contre Marine Le Pen.

Marine Le Pen assume une stratégie plus à droite pour conquérir l'électorat «bourgeois». Pensez-vous qu'il s'agit de la bonne stratégie, alors que l'écart se creuse dans les sondages face à Xavier Bertrand?

De toute évidence, il s'agit d'une stratégie de second tour. Persuadée d'y être présente, Marine Le Pen souhaite ne plus effrayer l'électorat retraité et/ou bourgeois dans la perspective d'un duel avec Emmanuel Macron. En 2017, elle a considéré que son programme économique avait été la cause de son échec, s'est débarrassée alors de Florian Philippot et accepte désormais l'Euro, par exemple.

S'agit-il d'une bonne stratégie? Dans la mesure où elle tire les conséquences de ce qui s'est passé en 2017, on pourrait en effet répondre par l'affirmative. Mais ce n'est pas évident. Car justement, ce que lui reprochait déjà son père Jean-Marie Le Pen il y a cinq ans, c'était de jouer le second tour avant le premier. Or, elle recommence. Simplement, au lieu de viser l'électorat mélenchoniste, elle vise celui du candidat de la droite classique.

Ce n'est pas sans danger pour le premier tour. On observe que Xavier Bertrand insiste énormément sur les thèmes régaliens. S'il adoptait parallèlement une ligne économique, sociale, et eurocritique dans la filiation de Séguin-Pasqua, ne pourrait-il pas alors concurrencer dès le premier tour Marine Le Pen par rapport à des classes populaires troublées par le nouveau discours de cette dernière? La France n'est certes pas le Royaume-Uni mais rappelons-nous de la manière dont Boris Johnson a éclipsé Nigel Farage.

En cas de deuxième tour opposant Marine Le Pen et Emmanuel Macron, l'écart se réduit (54 %/46 %). D'ici 2022 la présidente du Rassemblement National peut-elle encore gagner des points et remporter l'élection présidentielle?

46 %, cela n'est certes pas le score de 2017 mais c'est encore celui considéré comme humiliant par Jacques Chirac face à François Mitterrand en 1988.

Mais en effet, nous sommes à un an du premier tour de l'élection présidentielle et, même s'il y a des tendances lourdes, parmi lesquelles la situation de la gauche analysée plus haut, beaucoup d'événements peuvent encore intervenir d'ici-là. Des événements internationaux, la situation pandémique, et la manière, le délai, dont nous allons - ou pas - nous en sortir, de nouvelles candidatures, des attentats, etc.

Si le RN ne remporte aucune région ni département comme en 2015, sa capacité à gagner sera à nouveau mise en cause.

Et il y a aussi les élections régionales et départementales. Si le probable ratage de LREM lors de ces scrutins aura peu d'influence sur le destin présidentiel d'Emmanuel Macron, il en va autrement pour Marine Le Pen. Si le RN ne remporte aucune région ni département comme en 2015, sa capacité à gagner sera à nouveau mise en cause. C'est peut-être ce qu'attendent certaines personnalités de la droite dite «hors-les-murs» pour se lancer. Si, en revanche, le RN gagne une région voire davantage, il y aura un déclic dans l'opinion. Non seulement, elle éliminera toute concurrence dans son camp, mais cela installerait l'idée que «c'est possible». Et enclencher une dynamique encore plus importante en sa faveur.

Le Figaro, no. 23838

Le Figaro, lundi 12 avril 2021 952 mots, p. 18

Débats

Cartographie des intellectuels et de leurs controverses dans la France d'aujourd'hui

Julliard, Jacques

L'historien et essayiste a lu et apprécié le livre de notre collaboratrice Eugénie Bastié,

La Guerre des idées (Robert Laffont). Le livre d'Eugénie Bastié sur la « guerre des idées », et plus encore sur ceux qui en font commerce, les intellectuels, s'ouvre sur une scène symbolique qui en dit long sur le statut dans la France contemporaine de ces « penseurs de métier », comme disait Nizan, statut fait à la fois de prestige et d'impuissance. Trois jours après le saccage des Champs-Élysées par les « gilets jaunes », le 20 mars 2019, le président Macron reçoit, plus de huit heures durant, une brochette de soixante-sept intellectuels, pour parler de l'état de la France. Le président de la République, qui a reçu beaucoup de corps de métiers afin de noyer l'incendie des « gilets jaunes » sous un flot de paroles, ne saurait en exclure les intellectuels, pas plus que d'autres représentants des classes moyennes. Mais, tandis que la plupart des professions sont capables de désigner des représentants, chacun des invités - j'avais prudemment décliné - est une PME à soi seul ; incapable de déléguer à des porte-parole, chacun d'eux aura donc royalement droit à deux minutes (120 secondes !) d'expression personnelle, tandis que le président parle évidemment d'abondance. Quel honneur individuel et quelle humiliation collective !

Le livre d'Eugénie Bastié que les lecteurs du *Figaro* connaissent bien, puisqu'elle oeuvre avec talent à la rubrique intellectuelle, est à la fois un reportage (vingt-neuf intellectuels ont été longuement interrogés) et une entreprise réussie de mise en ordre de leurs idées, à un moment où la confusion est grande dans un paysage dévasté.

Pas plus que la communauté internationale organisée en deux blocs antagonistes n'a résisté à l'implosion de l'Union soviétique, la communauté intellectuelle n'a résisté à l'effondrement du marxisme comme principe d'organisation du débat. Je crois bien que le mot lui-même n'est pas prononcé une seule fois au long de ces trois cents pages. Imagine-t-on une pareille absence il y a encore une trentaine d'années ?

Alors, quelles sont, recomposées sous la plume alerte d'Eugénie Bastié, les lignes de force du débat ?

Un constat tout d'abord : il n'y a plus de grands penseurs ! Certes, il faut toujours se méfier de l'illusion rétrospective de célébrité, qui tend à nous faire majorer les grands anciens au détriment des nouveaux arrivants. Pourtant, tout au long du livre, une évidence s'impose : la vie intellectuelle, ses débats et ses combats, paraît tout entière organisée autour des figures du passé, dont l'ombre portée s'allonge tandis que le soleil se couche, de sorte que Foucault, Derrida et Bourdieu, sur les deux rives de l'Atlantique, forment un trio de juges de paix comme aux enfers des Anciens, Minos, Eaque et Rhadamante.

Une évidence s'impose : la droite est de retour ! Depuis longtemps, en vérité depuis le début de la Ve République, elle avait gagné la bataille des urnes, malgré les exceptions de Mitterrand et de Hollande. Aurait-elle, se demande Eugénie Bastié mais aussi plusieurs de ses interlocuteurs de gauche, gagné la bataille des idées ? Si l'on prend pour critère les tirages des livres, la chose est incontestable. Éric Zemmour, Patrick Buisson, Philippe de Villiers écrasent la concurrence, tandis que dans le domaine littéraire Michel Houellebecq ou Sylvain Tesson, auteurs de best-sellers, affirment des idées conservatrices. Oui, la droite a acquis en ce début de XXI^e siècle une visibilité, une légitimité qui lui manquait depuis le naufrage de l'Action française en 1940 ; oui, il y a un nouveau conservateur.

Mais parallèlement, souligne Eugénie Bastié, il y a une résurrection de la gauche radicale, dont le succès d' *Indignez-vous* !, de Stéphane Hessel, ou encore l'émergence de ce curieux mouvement Nuit debout sont les indices. Son succès ne s'appuie guère sur de grandes figures, mais plutôt sur l'instauration d'une police de la pensée, qui passe son temps à composer, à remanier,

à publier des listes de proscriptions. En simplifiant, on serait tenté de dire que la droite extrême a gagné la bataille des idées dans l'opinion publique, tandis que la gauche extrême est de plus en plus dominante à l'université et dans une grande partie des médias. Cette distorsion devrait inquiéter d'autant plus que le débat devient chaque jour plus âpre et que l'intolérance, voire la haine se sont installées. La preuve, c'est que d'un camp à l'autre on ne dialogue plus. Entre les deux pourtant a surgi ce que l'on peut appeler avec Eugénie Bastié un « *tiers parti intellectuel* » fait d'anciens hommes de gauche pour la plupart, qui se trouvent séparés des diverses factions de la gauche officielle, non pour avoir évolué mais au contraire pour être restés fidèles à leurs idées en matière d'éducation, de laïcité, de sécurité et de République. On y rencontre Marcel Gauchet, Alain Finkielkraut, Pierre Nora, mais aussi Pascal Bruckner, Élisabeth Badinter, Jean-Pierre Le Goff, Christophe Guilluy et encore Pierre-André Taguieff, Caroline Fourest, Franz-Olivier Giesbert et tant d'autres qui sont « *classés à droite pour des raisons de gauche* » .

Quant aux thèmes qui fracturent le champ intellectuel selon des lignes nouvelles, ce sont les mêmes que ceux que l'on rencontre désormais à toutes les étapes du débat politique lui-même : le roman national, la guerre des sexes, le néoracisme, l'immigration. Sur chacun d'entre eux, Eugénie Bastié ne se contente pas de présenter les termes du débat : elle les décortique dans des analyses pleines de finesse qui comptent parmi les meilleurs d'un livre passionnant d'un bout à l'autre et remarquablement maîtrisé. Eugénie Bastié ne cache pas ses préférences, et c'est peu de dire qu'elles ne vont pas à l'islamo-gauchisme sous toutes ses formes. Mais à tout moment, elle respecte chacun de ses interlocuteurs, et ce n'est pas la moindre qualité d'un livre appelé à devenir l'une des références incontournables du débat.

Comment la France veut faire abandonner à l'UE la règle des 3 % de déficit public

La France, qui présidera le Conseil de l'UE au premier semestre 2022, souhaite revoir les règles budgétaires communautaires. Un cercle de réflexion rattaché à Matignon plaide notamment pour l'abandon des 3 %.

Par [Elsa Conesa](#)

Publié aujourd'hui à 11h00, mis à jour à 12h06

« *Un débat d'un autre siècle.* » C'est en ces termes qu'Emmanuel Macron résumait, fin 2019, les contraintes européennes en matière budgétaire – les fameux plafonds de dette et de déficit publics, fixés respectivement à 60 % et 3 % du produit intérieur brut (PIB) depuis vingt ans. « *Nous avons besoin de plus d'expansionnisme, de plus d'investissements* », affirmait le président de la République déjà, dans un entretien au [magazine The Economist](#), quelques semaines avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe l'Europe, dont il soulignait alors « *l'extraordinaire fragilité* ».

La France souhaite depuis plusieurs années ouvrir une réflexion sur la pertinence de ces deux objectifs chiffrés introduits par le traité de Maastricht en 1992, et si souvent brocardés par l'extrême droite et l'extrême gauche. Imposés à l'époque en vue de la création de l'euro, ces critères visaient à fixer un cadre budgétaire commun à des économies européennes aux profils très différents.

Bien que leur caractère scientifique discutable ait été souligné par de nombreux économistes, ces normes, dont l'application est suspendue dans le contexte du Covid jusqu'à la fin 2022, n'ont pas été vraiment retouchées depuis leur adoption. C'est la succession de crises et d'injections massives d'argent public qui en a progressivement fait le symbole d'une « Europe de Maastricht » vue comme dogmatique et peu en phase avec la réalité sociale des Etats membres.

Une petite révolution

La France, qui présidera l'Union européenne (UE) au premier semestre en 2022, compte s'appuyer sur les effets très dispersés de la crise sanitaire en Europe pour ouvrir ce débat très sensible, dont l'issue dépendra sans doute des élections en Allemagne cet automne. Mais pour Emmanuel Macron, le calendrier n'est pas forcément mauvais en année électorale.

« *Ce n'est pas absurde de faire de ce sujet un combat à l'occasion de la présidence française de l'UE,* souligne Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. *Derrière le débat technique, il y a une réflexion sur la conception de l'Europe et de l'Etat. Autant les chiffres du déficit et de la dette ne parlent pas aux Français, autant l'articulation entre les injonctions européennes et ce qui relève du rôle de l'Etat, autrement dit la souveraineté, les intéresse* ».

Dans cette perspective, des travaux ont été engagés pour faire émerger des propositions, notamment par le Conseil d'analyse économique (CAE), un centre de réflexion rattaché à Matignon. Dans une note publiée mardi 13 avril, l'organisme suggère ainsi de renoncer à l'objectif commun des 3 % de déficit, et de remplacer le seuil des 60 % de dette par un plafond différent pour chaque pays. Une petite révolution en somme.

« *La crise du Covid a rendu encore plus flagrante le décalage entre ce cadre et la réalité*, soulignent les économistes Philippe Martin, Jean Pisani-Ferry, conseil d'Emmanuel Macron pendant la campagne de 2017, et Xavier Ragot, auteurs de la note. *Le consensus intellectuel sur le sujet est que ces règles n'ont plus rien à voir avec le monde de Maastricht.* » De fait, depuis la création de l'euro, les dettes publiques ont explosé – en France, elle a doublé et approche les 120 % du PIB –, les taux sont devenus négatifs, faisant fondre la charge de la dette à mesure que celle-ci augmente, tandis que l'inflation a quasiment disparu.

« D'importants effets pervers »

Les écarts entre pays se sont, en outre, creusés depuis 2000 : la dette suédoise est restée sous les 50 % du PIB quand celle de l'Italie atteint 210 %. L'UE va enfin se doter de nouveaux instruments pour lever de la dette commune, une initiative politiquement inimaginable en 2000. « *Nous ne sommes plus dans le monde de Maastricht* », martèlent les auteurs de la note.

L'objectif des 3 %, référence cardinale des vingt dernières années, serait ainsi carrément abandonné, celui-ci n'ayant « *aucun fondement analytique* » mais au contraire « *d'importants effets pervers* », rappelle le CAE. C'est pourtant la France qui en est à l'origine, et non l'Allemagne. Le ministère du budget avait forgé ce chiffre en 1981, alors que le déficit s'approchait pour la première fois des 100 milliards de francs. La somme en valeur absolue étant un peu effrayante, elle fut transformée en part de PIB.

« *Par rapport à la richesse nationale, et c'est ça qui compte, le déficit qui est là représente 2,6 % de notre richesse, c'est le chiffre le plus faible de tous les pays occidentaux, sauf les Etats-Unis* », [justifiait à l'époque Laurent Fabius](#), jeune ministre des finances au journal télévisé, en septembre 1981. L'idée fut reprise au niveau européen dix ans plus tard, poussée par le directeur du Trésor, Jean-Claude Trichet. « *Il fallait des seuils contraignants car les Etats européens ne se faisaient pas confiance* », rappelle Jean Pisani-Ferry.

Quant à l'objectif d'une dette n'excédant pas 60 % du PIB, il pourrait, selon le CAE, être remplacé par des cibles définies par chacun des pays pour eux-mêmes, pour cinq ans et évaluées par une autorité budgétaire indépendante. En France, ce pourrait être le Haut Conseil des finances publiques, une instance placée auprès de la Cour des comptes. Cette cible serait ensuite validée par Bruxelles sur la base d'une méthodologie commune.

En découleraient des niveaux de croissance et d'évolution de la dépense publique pour chaque pays. Objectif : « *éviter les totems* », insistent les auteurs, qui déplorent un environnement dans lequel « *la frontière entre le vice et la vertu, c'est le 3 %* ». Ceux-ci insistent, toutefois, sur la nécessité de conserver des objectifs pour éviter que l'insolvabilité d'un Etat ne fragilise l'ensemble de la zone euro, ce qui avait failli se produire en 2012 avec la Grèce.

Rémi Lefebvre : « Les partis politiques hors jeu de la présidentielle ou presque... »

TRIBUNE

Rémi Lefebvre

Professeur de science politique

La candidature de Jean-Luc Mélenchon et, plus récemment, celle de Xavier Bertrand démontrent que les formations politiques ne semblent plus structurer le processus de désignation des candidats voire s'apparentent à des outils au service d'ambitions personnelles, analyse le politiste dans une tribune au « Monde ».

Publié hier à 02h27, mis à jour hier à 07h11 Temps de Lecture 4 min.

Tribune. Xavier Bertrand a donc déclaré, mercredi 24 mars, [sa candidature pour l'élection présidentielle](#) sans attendre les élections régionales ni l'hypothétique primaire d'un parti (Les Républicains, LR) dont il n'est de toute façon plus membre. Les partis politiques semblent avoir perdu la maîtrise du jeu présidentiel ou sont des instruments au service d'ambitions personnelles.

Sous la V^e République, un des rôles des partis était de fabriquer des présidentiables et de les départager à travers diverses méthodes (cooptation, sondages, primaires fermées ou ouvertes...). Jusqu'en 2012, l'élection présidentielle arbitre la lutte de personnalités s'appuyant sur des organisations partisans même si les primaires ouvrent le processus à des non-adhérents.

Lors de l'élection présidentielle de 2017, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon s'autoproclament candidats en s'appuyant sur des partis-mouvements – La République en marche (LRM) et La France insoumise (LFI) –, créés ad hoc pour appuyer leur ambition personnelle. Le parti ne produit plus le candidat en le légitimant au préalable, c'est le candidat qui crée le parti pour porter sa campagne. La personnalité du candidat devient l'aspect central de l'offre politique (l'organisation n'est qu'un arrière-plan). L'investiture partisane n'est plus un préalable puisque le parti n'est, en quelque sorte, que le moyen, le support et la conséquence d'une candidature personnelle.

« Investiture populaire »

[En novembre 2020, Jean-Luc Mélenchon s'est déclaré](#) pour la troisième fois candidat à l'élection présidentielle. Le député a inventé alors de nouvelles règles pour se représenter et se réinventer. S'il « propose » à nouveau sa candidature, il la conditionne à une « investiture populaire » (le parrainage de 150 000 citoyens). Il ne présente donc pas sa candidature comme procédant de LFI, tout en précisant que « *c'est le programme qui est investi, pas un homme* ». Une nouvelle plate-forme est créée pour récolter les parrainages : nous sommes pour.fr.

Ce n'est significativement pas sur la plate-forme de LFI que les soutiens sont recueillis. Les militants LFI n'ont été que consultés un peu plus tôt, par e-mail, tout comme les députés lors d'une réunion informelle. Le

seuil de 150 000 parrains est franchi en quelques jours : plus de 2 millions d'abonnés sur Twitter suivent le leader de LFI qui revendique 500 000 adhérents. La candidature résulte donc d'une forme d'autodésignation mais celle-ci est sanctionnée par un plébiscite populaire aux résultats largement prévisibles.

Emmanuel Macron, quant à lui, s'apprête à présenter sa candidature hors de toute symbolique partisane au nom d'un nouveau « dépassement ». Elle est naturalisée par son statut de président sortant et son emprise totale sur LRM. Au journal *Libération*, le 11 mars 2021, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, [confie qu'« Emmanuel Macron ne sera pas le candidat LRM à la présidentielle »](#) et le délégué général de ce mouvement, Stanislas Guerini, précise : « *Je n'envisage évidemment pas Macron comme le candidat d'un parti politique, ce sera le candidat du dépassement.* »

Dans la perspective de 2022, ce processus d'autonomisation des candidats semble affecter aussi les organisations dites traditionnelles, ceux de l'ancien duopole Les Républicains-Parti socialiste. Prendre ses distances avec les partis devient une figure imposée pour tout prétendant au trophée présidentiel.

Le cas de Xavier Bertrand est exemplaire. Après l'élection présidentielle, l'ancien secrétaire général de l'UMP (de 2008 à 2010) s'émancipe de son parti et annonce son départ de LR. En août 2020, il annonce qu'il se « *prépare* » à l'élection présidentielle de 2022. Multipliant les critiques contre les appareils, il exclut de se soumettre à une primaire de la droite, estimant que sa primaire « *sera le scrutin régional des Hauts-de-France* » de 2020.

Financement

Xavier Bertrand a créé un mini-parti, La Manufacture, structure personnelle dont il développe l'implantation à mesure qu'approche l'élection présidentielle. Pour prendre de vitesse ses concurrents de droite, il décide finalement de se lancer avant un scrutin régional dont l'organisation est compromise par la crise sanitaire. Sa stratégie est indirectement partisane : se rendre incontournable auprès de son ancien parti en s'installant dans l'opinion et les sondages pour obtenir de lui, au final, la ratification de sa candidature.

La stratégie de Valérie Pécresse, elle aussi présidente de conseil régional (Ile-de-France), présente des similitudes structurelles. [Elle a quitté LR en juin 2019](#), a créé son propre (micro) parti, Libres !, en juillet 2017, et se prépare à une possible candidature pour 2022.

Cette stratégie est aussi mobilisée à gauche, comme le démontre le positionnement d'Arnaud Montebourg. Candidat aux primaires de son parti en 2011 et 2017, il prend ses distances avec le PS et la politique officielle du « sérail », et cultive une image d'entrepreneur. Mais il reste présent dans les médias et travaille à l'hypothèse d'une candidature à l'élection de 2022, hors du PS, en espérant finalement son soutien.

Le Parti socialiste aura-t-il un candidat au final ? Anne Hidalgo, la maire de Paris, teste l'hypothèse de sa candidature mais ne s'inscrit guère dans une symbolique partisane. Elle a créé une « plate-forme d'idées » numérique autonome de son parti, tout comme le député européen Yannick Jadot, qui voudrait faire l'économie de la primaire organisée par EELV en septembre, qu'il trouve trop enfermante...

On observe ainsi une forme d'individualisation du capital politique. Pour les prétendants à l'élection présidentielle disposant d'un capital politique personnel, s'appuyer clairement sur son parti apparaît une stratégie moins porteuse que s'en démarquer. Mais ces changements sont aussi trompeurs. L'élection présidentielle ne s'est pas totalement « départinisée ». Elle suppose toujours des moyens collectifs (de financement notamment). C'est LRM et LFI qui financeront respectivement la campagne d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon. Xavier Bertrand, Anne Hidalgo ou Yannick Jadot auront besoin des moyens d'organisations dont ils ne peuvent s'aliéner totalement le soutien.

Rémi Lefebvre est professeur de sciences politiques à l'université de Lille.

Ferghane Azihari: «L’islam n’est pas la religion des opprimés»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Les violences qui affectent le monde musulman sont injustement attribués aux Occidentaux, estime Ferghane Azihari. Selon lui, les dérives islamistes n’ont pas seulement à voir avec les facteurs géopolitiques, mais tiennent des principes inhérents à cette religion.

Par Ferghane Azihari

Publié hier à 16:39, mis à jour hier à 16:39

«L’empreinte, dans le monde arabe, d’idéologies dérivées du socialisme européen dément la rhétorique ethno-différentialiste en vigueur chez les adversaires des Lumières». *MARWAN NAAMANI/AFP*

Ferghane Azihari est analyste en politiques publiques.

Chaque attentat islamiste commis en France est l’occasion pour une certaine presse anglo-saxonne de critiquer la tradition séculière hexagonale. Elle reste fidèle aux objections que les philosophes du siècle des Lumières britanniques formulaient à l’encontre de l’athéisme de leurs homologues français.

L’hostilité islamiste envers la France serait le fait de l’intransigeance du pays de Diderot envers la religion. Ce biais explique le désintérêt des contempteurs du modèle français pour le parcours des djihadistes. Peu de médias anglo-saxons ont fait le travail du Journal du dimanche qui, dans son dernier numéro, décrit méticuleusement la socialisation numérique et religieuse de l’assassin de Samuel Paty. Ce récit donne du fil à retordre à ceux qui jugent la variable religieuse secondaire pour comprendre ce genre de crimes.

Sans surprise, cette presse anglo-saxonne fait aussi profil bas quand un professeur britannique subit des intimidations après avoir montré les caricatures de Mahomet. Il semble que la menace islamiste s’abatte aussi sur les citoyens d’un pays doté d’une religion d’État et qui tolère des tribunaux islamiques sur son sol. Si «*l’intégrisme laïque*» n’est pas en cause, quel est donc le dénominateur commun à la France et l’Angleterre? Le passé colonial, peut-être?

On ne peut s’empêcher de noter cette contradiction récurrente de l’interprétation « tiers-mondiste » de l’islam : il reproduit tous les clichés orientalistes qu’il prétend combattre.

Dans son rapport sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d’Algérie commandé par Emmanuel Macron, l’historien Benjamin Stora évoque en effet le terrorisme islamiste pour illustrer l’urgente nécessité d’allumer des «*contre-feux*» aux «*incendies de mémoires enflammées*».

La formule traduit l’adhésion à la lecture géopolitique de la violence islamique. Cette violence n’aurait rien ou peu à voir avec l’islam. La religion musulmane ne serait qu’un alibi pour exprimer des frustrations nées des péchés de l’Occident et de ses laquais dans le monde arabo-musulman. L’un des plus éminents représentants de cette école est l’islamologue François Burgat, qui a passé sa carrière à soutenir que les violences qui affectent le monde musulman sont essentiellement «*réactives*».

On ne peut s’empêcher de noter cette contradiction récurrente de l’interprétation «*tiers-mondiste*» de l’islam: il reproduit tous les clichés orientalistes qu’il prétend combattre.

L’un d’entre eux consiste à nier l’agentivité de l’Orient: sa capacité à être un acteur politique autonome. «*Les succès descriptifs et textuels de l’orientalisme ont été si impressionnants que des périodes entières de l’histoire culturelle, politique et sociale de l’Orient ne sont considérées que comme des réactions à l’Occident. L’Occident est l’agent, l’Orient est un patient*», déplorait l’écrivain palestino-américain Edward Saïd dans son célèbre ouvrage sur l’orientalisme.

N'est-ce pas ce que font tous ceux qui attribuent les violences qui affectent le monde musulman à des causes qui lui sont extérieures?

De ce préjugé infantilisant découle un anti-impérialisme falsifié. Il explique la complaisance envers les méfaits qu'inspirent l'islam et son hostilité à la modernité. Il soutient que l'irruption brutale de l'Europe dans le monde musulman au 19^e siècle et la persistance de l'impérialisme ne pouvaient qu'aboutir, chez les dominés, à une contre-violence enrobée d'une idéologie locale «*en réaction*» à la brutalité étrangère. «*Le lexique islamique se réfère à un univers symbolique et normatif perçu comme endogène, «fait maison», imposé ni du dehors, par la puissance coloniale, ni d'en haut par les élites*», écrit François Burgat dans son ouvrage sur l'islam politique paru en 2016.

En assignant la quête de l'Oriental vers l'autodétermination au lexique islamique, François Burgat l'infériorise en suggérant qu'il est incapable de faire la part des choses. L'Oriental ne parviendrait pas à lutter contre une domination étrangère injustifiée en épousant les traits civilisationnels du conquérant les plus intéressants.

Pourtant, l'Amérique latine n'est pas revenue aux religions précolombiennes et aux sacrifices humains pour lutter contre l'emprise de l'Espagne et du Portugal. Les Américains ont habilement utilisé le «*No Taxation Without Representation*» des Britanniques pour les chasser du Nouveau Monde.

Alors que le monde musulman connaît depuis deux siècles une vive tension entre l'aspiration à la modernité et le repli sectaire autoritaire, pourquoi est-ce le second qui l'emporte encore ?

Les Européens n'ont pas renié tous les acquis de la Révolution française exportés par une brutalité napoléonienne que Benjamin Constant qualifiait de «*funeste anachronisme*». Et alors que les Japonais ont été confrontés en 1853 à une Amérique prête à leur déclarer la guerre s'ils refusaient de s'ouvrir au commerce international, ce sont des intellectuels nippons comme Fukuzawa Yukichi qui ont pressé leurs concitoyens d'adopter le libéralisme occidental pour s'insérer sur le chemin de la prospérité.

Certes, il serait faux d'affirmer que le monde musulman n'a jamais été sensible aux idées occidentales. De toute évidence, l'empreinte, dans le monde arabe, d'idéologies dérivées du socialisme européen comme le baasisme et le nassérisme dément la rhétorique ethno-différentialiste en vigueur chez les adversaires des Lumières depuis le 18^e siècle.

Les peuples ne sont pas par essence imperméables aux idées qui ont pris racine en dehors de leur aire culturelle primaire. Même s'il est dommage, en l'espèce, que trop de pays du Sud préfèrent importer les idées les plus défectueuses de l'Occident plutôt que ses succès.

Le problème du monde musulman est ailleurs. Alors qu'il connaît depuis deux siècles une vive tension entre l'aspiration à la modernité et le repli sectaire autoritaire, pourquoi est-ce le second qui l'emporte encore? Les précédents américains, européens et japonais que nous venons de citer suggèrent que le facteur géopolitique doit être écarté.

D'autant que parmi les phares de l'obscurantisme et du despotisme islamique figure l'Arabie saoudite. Or le Royaume des Saoud fait partie des alliés historiques de l'OTAN et n'a jamais connu la colonisation européenne.

La tradition islamique - à travers le Coran et la Sunna - contient trop d'injonctions à persécuter les «*mécéants*».

Toutes les nations victimes de l'impérialisme ne s'enferment pas dans l'obscurantisme. Et l'obscurantisme n'a guère besoin d'une domination impériale pour prospérer.

La rigueur ne commande donc pas seulement d'abandonner les lectures géopolitiques des violences religieuses. Elle implique aussi de reconnaître pleinement le rôle de l'islam dans le rejet des valeurs modernes par une frange significative du monde oriental et des minorités musulmanes qui résident en Europe.

La tradition islamique - à travers le Coran et la Sunna - contient en effet trop d'injonctions à persécuter les «*mécréants*» et glorifie un chef politique et militaire qui, selon ses biographes, a commis toutes sortes d'exactions propres à la fonction.

Faut-il désespérer de l'Orient pour autant? Dans sa critique de l'Orientalisme, Edward Saïd, tout en étant curieusement complaisant vis-à-vis de l'islam, mettait néanmoins en garde contre l'autre cliché qui assigne l'Orient à une identité figée.

Voilà qui encouragerait presque les musulmans du monde entier à déconstruire un culte autoritaire vieux de 1400 ans pour adosser leur quête vers l'auto-détermination à des philosophies politiques plus paisibles. Il en va aussi de l'intérêt de l'Orient, qui est la première victime des oppressions que l'islam inspire.

Redeker: «D'un point de vue civilisationnel, l'écriture inclusive est comparable à la destruction des paysages»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Pour le philosophe Robert Redeker, l'écriture inclusive est le fruit d'une idéologie déconstructionniste visant à effacer l'héritage de la nation et à exclure la langue française de son histoire.

Par Robert Redeker

Publié hier à 13:45, mis à jour hier à 16:15

«Avec l'écriture inclusive, l'âme de notre langue ne sera plus la nation, mais une idéologie». *Libre de droits*

Robert Redeker est agrégé de philosophie. Il a notamment publié Les Sentinelles d'humanité (Éditions Desclée de Brouwer).

Il arrive à notre pays une catastrophe qui le blesse à mort, qui le blesse dans son âme, qui est littéraire ; cette catastrophe porte un nom: l'écriture inclusive. La langue est cette réalité qui rapporte chaque homme à son peuple. Le développement de l'écriture inclusive est appelé à changer la nature du fait d'être français.

Après l'écriture inclusive, l'on ne pourra plus être français de la même façon qu'avant son despotisme. Les politiciens qui dans certaines municipalités essaient de la propager sont parfaitement conscients de l'objectif politique à long terme: changer le fait national français. L'écriture inclusive signe la fin de l'intime compagnonnage de la France avec sa littérature.

Pour que l'écriture inclusive s'impose, il a fallu d'abord que la langue ait été affaiblie par la déconstruction. Et surtout, qu'elle ait subi la plus infamante des accusations, celle d'être fasciste. Gilles Deleuze et Roland Barthes se sont chargés de la dénonciation préparatoire à la liquidation.

L'écriture inclusive est en réalité le contraire de ce qu'elle affirme d'elle-même : elle est exclusive, elle exclut la langue de son histoire.

Selon le livre de Deleuze, écrit en duo avec Guattari, *Mille Plateaux*, en 1980, l'essence de la langue tient dans le mot d'ordre. Retenons-en quelques citations croustillantes: «*Le langage n'est pas fait pour être cru, mais pour obéir et faire obéir*»; «*une règle de grammaire est un marqueur de pouvoir, avant d'être une règle syntaxique*»; «*le langage est transmission du mot fonctionnant comme mot d'ordre, et non communication d'un signe comme information*». Le langage n'informe pas, ne communique pas, il ordonne.

Barthes de son côté, affirme avec un sérieux de procureur en procès stalinien ou maoïste, dans sa *Leçon inaugurale* au Collège de France, prononcée en 1977: «*la langue n'est ni réactionnaire ni progressiste ; elle est tout simplement fasciste, car le fascisme ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire*». Passons sur le fait que cette définition du fascisme - «*obliger à dire*» - soit particulièrement faible.

Au Moyen Âge l'anthropomorphisme traînait des animaux devant le tribunal. Deleuze et Barthes poussent le ridicule beaucoup plus loin: c'est la langue qui comparaît devant un tribunal révolutionnaire, à cause de sa fusion supposée avec toutes les formes de la domination.

Mais l'obscurantisme est ici le même que dans les procès médiévaux. Sans cette mise en accusation de la langue, qui passera pour involontairement comique auprès de tout esprit doué de bon sens, qui pourrait passer pour une farce si elle n'était ce qu'elle est, une condamnation réelle émise depuis les hauteurs pédantes de l'esprit de sérieux, l'écriture inclusive n'aurait jamais pu voir le jour.

Une fois la langue condamnée comme fasciste, tout devient possible: elle ne mérite plus ni respect, ni vénération.

L'écriture inclusive est en réalité le contraire de ce qu'elle affirme d'elle-même: elle est exclusive, elle exclut la langue de son histoire. Elle l'expulse la langue de son passé, de sa tradition, de son logis, de sa logique. Toute langue est une vision du monde. Sa logique - qu'on appelle grammaire - est la mise en ordre de cette vision du monde, sa structuration.

Bref, toute langue est un cosmos, au sens étymologique du mot. Comprenons: l'écriture inclusive arrache la langue à la vision du monde dont elle est l'une des expressions, elle en détruit le cosmos. L'écriture inclusive est un séparatisme: il s'agit pour elle de séparer la langue française d'avec ce que fut la France jusqu'ici. D'avec la manière française de voir le monde, de l'écrire et de le parler.

L'affaire n'est pas seulement de séparer la langue d'avec la nation ; elle est surtout de garantir la colonisation de la langue par une idéologie, le post-féminisme. La nation, jusqu'à nos jours et depuis plusieurs siècles, au moins depuis les poètes de la Pléiade, du Bellay, Ronsard, depuis La défense et illustration de la langue française, l'important livre de Joachim du Bellay, était l'âme de la langue française ; avec l'écriture inclusive, l'âme de notre langue ne sera plus la nation, mais une idéologie.

Deux aspects frappent dans la propagande en faveur de ce type d'écriture : le refus d'assumer un héritage, doublé de la non-reconnaissance d'une dette envers le passé

L'écriture inclusive véhicule le mythe ultrarévolutionnaire de la tabula rasa: du passé de la langue l'on doit faire table rase, afin de se laisser habiter par les fantasmes de ses adversaires. La substitution, de 1792 à 1806, du calendrier révolutionnaire au calendrier traditionnel, s'est faite dans un état d'esprit analogue, quoique pour d'autres motifs.

Deux aspects frappent dans la propagande en faveur de ce type d'écriture: le refus d'assumer un héritage, doublé de la non-reconnaissance d'une dette envers le passé. Le mythe de la tabula rasa ne chemine jamais sans son alter ego: le mythe de l'auto-engendrement.

La langue française nouvelle, inclusive, libre de toute dette devant le passé, dégenrée, désésexualisée, dépatricialisée, déblanchie, déracinée, intersectionnalisée, est supposée s'engendrer elle-même à partir des énoncés et prescriptions idéologiques dont on persille la langue française traditionnelle.

Une nation est une entité qui apparaît dans l'histoire, une entité dont l'essence est d'apparaître. La langue n'est pas «*la nation même*», comme le croyait Guillaume de Humboldt, elle est la visibilité d'une nation. Identifions dans la littérature, aussi bien orale qu'écrite, le lieu où cette visibilité atteint son degré d'intensité indépassable.

La langue de Shakespeare, de Keats, de Shelley, rend à jamais la nation anglaise visible à l'univers. La langue de Racine, de Molière, de Bossuet, rend, elle aussi, visible la nation française. La langue rend une nation visible, à la fois à ceux qui la composent, qui lui appartiennent, et aux autres nations.

Existent également de par le monde force nations sans État, qui restent visibles par la perdurance de leur langue. La langue est la visibilité de l'histoire d'une nation, si bien que la parler procure le sentiment de faire partie de cette histoire, ainsi que de faire partie d'une communauté qui plonge ses racines dans le passé. La

langue rend visible une continuité, l'inscription de chacun dans une continuité qui implique de recevoir un héritage et de payer, sous la forme du respect, une dette.

C'est cette visibilité que l'écriture inclusive cherche à mettre à mort. L'écriture inclusive se propose d'invisibiliser ce que la langue visible: la nation. Abîmer la langue est rendre la nation plus invisible, la plonger dans de l'invisibilité, dans la nuit ; c'est aussi abîmer le lien national, montrer le chemin à l'anomie et au séparatisme. Abîmer la langue n'est pas seulement un acte linguistique, c'est un acte politique.

Les éoliennes rendent le paysage invisible, effaçant le passé de la nation. L'écriture inclusive est à la langue ce que les éoliennes sont au paysage.

Promouvant une néolangue persillée d'idéologie - quand on lit un texte en écriture inclusive, l'on s'imagine confronté à du français persillé, mais, au lieu d'être persillé d'une autre langue, il l'est d'idéologie - destinée à remplacer le français, l'écriture inclusive se veut à la fois a-historique (elle se prend pour la vérité de la langue indépendamment de son histoire), et post-historique (elle suppose l'histoire, c'est-à-dire la domination, enfin dépassée par le progrès linguistique avec lequel elle s'identifie).

Elle se veut la victoire sur la nation et son histoire en les rejetant toutes deux non dans la mémoire, qui impliquerait une dette, obligerait à du respect, mais dans l'enfer de l'oubli.

L'écriture inclusive est, d'un point de vue civilisationnel, exactement la même chose que la destruction des paysages, cet autre héritage des siècles: les éoliennes rendent le paysage invisible, effaçant le passé de la nation. L'écriture inclusive est à la langue ce que les éoliennes sont au paysage.

Excluant la langue de son histoire, détruisant sa logique, arrachant sa langue au peuple pour lui imposer le sabir des nouvelles précieuses ridicules, expulsant le peuple de sa langue, l'écriture inclusive est l'écriture la plus exclusive qui se puisse envisager.

Ramadan: «Quand la marque Evian cède au chantage à l'islamophobie»



«La polémique autour du tweet d'Evian est tout sauf anecdotique». Radomir Rezný/Vincent - stock.adobe.com

FIGAROVOX/TRIBUNE - La marque Evian a suscité une levée de boucliers en partageant un message sur les réseaux sociaux incitant à boire de l'eau. Publié le premier jour de Ramadan, il a été jugé islamophobe. La marque s'en est excusée. Pour Mathieu Slama, cette polémique est symptomatique du renoncement face au nouvel intégrisme qui menace nos sociétés.

Par Mathieu Slama

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 2 heures

Consultant et analyste politique, Mathieu Slama collabore à plusieurs médias, notamment Le Figaro et Le Huffington Post. Il a publié La guerre des mondes, réflexions sur la croisade de Poutine contre l'Occident, (éd. de Fallois, 2016).

Les polémiques sur les réseaux sociaux se succèdent, se ressemblent, mais il y en a qui méritent qu'on s'y attarde tant elles sont révélatrices de l'état d'esprit d'une époque.

La marque Evian a publié mardi matin le tweet suivant: «RT (retweetez) si vous avez déjà bu 1L aujourd'hui». Un tweet a priori anodin, mais c'était sans compter certains utilisateurs du réseau social qui se sont offusqués du manque de sensibilité du tweet qui serait provocant à l'égard des musulmans pratiquants, dans le contexte particulier du premier jour du Ramadan. «*Mauvais timing*», «*ce tweet est islamophobe*», «*honte au community manager d'Evian*»: voilà en substance certaines réactions qu'on pouvait lire sous le tweet d'Evian.

On aurait pu penser que l'histoire s'arrêterait là, mais non: sous la pression, Evian publie un nouveau tweet quelques heures plus tard, s'excusant de la «maladresse» du tweet initial: «*Bonsoir, ici la team Evian, désolée pour la maladresse de ce tweet qui n'appelle à aucune provocation!*»

Cette polémique - et la manière dont Evian a réagi - dit plusieurs choses de l'état de notre débat public et de notre faillite collective face au retour du religieux et à l'entrisme de la religion musulmane.

La première chose est que les marques sont désormais soumises, au même titre que les politiques, à une pression de plus en plus grande des minorités et adaptent leur communication en conséquence. On se

rappelle d'un séminaire du groupe Coca-Cola aux États-Unis durant lequel il était demandé aux personnes blanches de mieux s'éduquer aux problématiques racistes et d'écouter davantage les personnes «racisées», reprenant toute l'idéologie et les terminologie des militants woke. Récemment, c'était la chanteuse et entrepreneuse Rihanna qui devait s'excuser publiquement après que sa marque avait utilisé des musiques religieuses arabes lors d'un événement. Qu'elles s'excusent ou qu'elles s'engagent, toutes ces marques croient faire de la politique alors qu'elles se soumettent, en réalité, à la logique de marché qui consiste à flatter les sensibilités communautaires pour préserver leur business. Une polémique sur des sujets communautaires peut coûter gros financièrement. Les marques veulent donc s'afficher progressistes et «woke», même si cela les amène à défendre des idées qui sont dangereuses d'un point de vue démocratique. Evian s'est excusé parce qu'ils ont pris peur face à une possible action de boycott par des musulmans, et que leur agence de communication s'est inquiétée des possibles répercussions de la polémique en termes d'image. Les marques se convertissent en masse à cette nouvelle religion «woke», profitant même de ce tournant pour afficher leur vertu et faire de la communication à peu de frais. Le capitalisme a parfaitement digéré et intégré les valeurs «woke», ce qui prouve d'ailleurs leur absence totale de subversion. Mais c'est un autre sujet.

On exige d'Evian – et des autres marques ou institutions – de prendre en compte, dans leur communication, les spécificités religieuses d'une communauté.

La seconde leçon de cette polémique est dans ce qu'elle dit de notre rapport au religieux et de la manière dont la laïcité est aujourd'hui menacée de toute part, en particulier face à un entrisme islamiste qui nie à peu près l'intégralité des valeurs héritées de notre culture libérale. Au nom du respect dû à une religion, nous devrions renoncer à certaines libertés. Au nom de ce respect, nous devrions accepter des limites à la liberté pour satisfaire certaines sensibilités. Au nom du respect, nous devrions renoncer aux valeurs essentielles qui fondent notre pays. C'est au nom de ce même «respect» qu'on a exigé de Charlie Hebdo qu'ils cessent de publier les caricatures de Mahomet, accusées de stigmatiser la communauté musulmane, alors que c'est justement ce refus des caricatures qui est stigmatisant car une preuve d'intolérance absolue face à la liberté d'expression et de critiquer. De quoi est donc accusé Evian? d'avoir manqué de considération pour une communauté, et d'avoir commis un quasi-blasphème en négligeant l'importance du ramadan pour les musulmans pratiquants. Autrement dit, on exige d'Evian - et des autres marques ou institutions - de prendre en compte, dans leur communication, les spécificités religieuses d'une communauté. Comment ne pas voir, dans cette injonction, une pente extrêmement dangereuse pour notre démocratie? Car il s'agit bien de modifier en profondeur notre rapport aux religions et aux communautés: ce ne sont plus elles qui s'adaptent à notre modèle de société, mais notre modèle de société qui doit s'adapter à elles. La France ne doit en aucun cas céder aux exigences de ces nouveaux puritains. Elle ne doit pas céder aux injonctions au «respect» de telle ou telle religion. Ou alors on entérine le fait qu'on change de modèle et qu'on entre dans un système anglo-saxon où le religieux et le communautaire prennent une place prépondérante au sein de la société, et où les libertés fondamentales sont limitées au regard de l'exigence de respect et de considération. Ce serait une régression épouvantable.

C'est la troisième leçon de cette polémique: la montée en puissance, en France, d'une approche anglo-saxonne de la liberté d'expression, où celle-ci est conditionnée au respect de telle ou telle minorité. C'est ce qu'on appelle la «cancel culture», ou culture de l'annulation, qui suppose l'interdiction de tout propos qui offenserait une communauté ou une minorité. Si Evian a posté ce tweet d'excuse, c'est par peur des appels au boycott et pour ne pas nuire à son image d'entreprise responsable et progressiste. Autrement dit, elle a anticipé et intégré la possibilité du boycott, car c'est devenu la norme aujourd'hui, en particulier sur les réseaux sociaux. Peu importe que ces appels viennent d'une toute petite minorité: ils trouvent une caisse de résonance immense sur les réseaux sociaux et à travers l'activisme de militants puritains qui passent leur vie à traquer les inconvenants au nouveau politiquement correct «woke». Gare à celui qui est accusé de racisme ou d'offense envers une minorité: il ne s'en relèvera pas. La cancel culture, ce produit d'une culture anglo-saxonne puritaine et intolérante, détruit des carrières et des entreprises à mesure qu'elle étend son emprise. Tout cela au mépris des libertés les plus élémentaires, et de principes démocratiques que l'on croyait naïvement sanctuarisés - comme la liberté d'expression ou l'importance du débat contradictoire.

Si Evian a posté ce tweet d'excuse, c'est par peur des appels au boycott et pour ne pas nuire à son image d'entreprise responsable et progressiste.

La quatrième leçon de ce fiasco est liée à l'émergence, au sein du monde occidental, d'une culture islamique dont certains représentants refusent les valeurs libérales propres à l'Occident - et c'est tout particulièrement le cas en France. A-t-on vu des catholiques s'offusquer de la communication sur la viande de certaines enseignes le vendredi saint? Évidemment, non. Il y a donc un conflit de valeurs décisif qui se joue derrière ces polémiques en apparence anodines. L'acceptation du blasphème, de la critique d'une religion (même excessive), de l'égalité hommes-femmes sont des enjeux que l'on pensait résolu et qui se retrouvent, aujourd'hui, remis en question à la faveur de la montée de l'islamisme dans l'espace public. Pire encore, une partie de la gauche, qui utilise de manière politique la notion d'islamophobie, est devenue au fil des années, complice de cet incroyable recul des libertés, au nom, encore une fois, du respect d'une communauté.

La polémique autour du tweet d'Evian est donc tout sauf anecdotique. Elle dit tout de nos renoncements face à un nouvel intégrisme qui voudrait nous imposer, au nom du «respect», des normes et des principes contraires à nos valeurs et à notre culture libérales. Il ne faut rien céder à cette nouvelle intolérance et, plus que jamais, défendre agressivement les valeurs qui fondent notre société, c'est-à-dire la liberté d'expression et la liberté de heurter les croyances, quelles qu'elles soient. Si on cède là-dessus, on aura tout perdu.

INTERVIEW

Sahra Wagenknecht: «In einer Demokratie muss man zur Grundlage nehmen, was die Menschen wollen, und nicht, was einige hippe Weltbürger schön finden»

Identitätspolitik hält sie für kontraproduktiv, offene Grenzen für gefährlich und den Nationalstaat für unentbehrlich. Mit ihrem neuen Buch schreckt die deutsche Linken-Politikerin ihre Parteikollegen auf. Sie richte ihre Überzeugung nicht danach aus, was ihr Umfeld von ihr erwarte, sagt Wagenknecht im Gespräch. Hansjörg Friedrich Müller, Berlin68 Kommentare14.04.2021, 05.30 Uhr



«Debatten über Denk- und Sprachverbote gehen an den Bedürfnissen der Menschen vorbei»: Sahra Wagenknecht, hier im November 2019 in Berlin.

Christian Spicker / Imago

Frau Wagenknecht, unter Ihren Parteikollegen hat Ihr neues Buch schon vor seiner Veröffentlichung einigen Widerspruch ausgelöst. Einer sprach von einer «Generalabrechnung» mit der Linkspartei, andere forderten, Sie sollten auf eine erneute Bundestagskandidatur verzichten. Haben Sie diese Reaktionen erwartet oder vielleicht sogar erhofft, um eine Debatte anzustossen?

Wenn man ein Buch schreibt, wünscht man sich natürlich konstruktive Diskussionen. Allerdings wurde bisher kaum über den wirklichen Inhalt meines Buchs geredet, das ja erst jetzt erscheint. Es war eine Debatte über Zitate, die aus dem Zusammenhang gerissen wurden. Diese Diskussion wurde instrumentell geführt, um meine Wiederaufstellung als Kandidatin für den Bundestag zu verhindern.

Letzteres misslang: Am Wochenende wurden Sie von 60 Prozent der Delegierten zur Spitzenkandidatin in Nordrhein-Westfalen gewählt. Ist Ihre Partei gespalten?

Unterschiedliche Flügel gibt es in allen Parteien, und zu den Fragen, die ich in meinem Buch anspreche, gibt es auch in allen anderen Parteien des linken Spektrums entsprechende Diskussionen, zuletzt etwa in der SPD über den Artikel von Wolfgang Thierse, der ebenfalls über

Identitätspolitik und Cancel-Culture klagt. Ich hoffe, dass es irgendwann gelingt, diese Debatte weniger mit Emotionen als mit Argumenten zu führen.

Einige Passagen Ihres Buches wirken allerdings, als wollten Sie offene Rechnungen begleichen. Ihren Parteikollegen Bernd Riexinger nennen Sie den früheren Chef einer linken deutschen Partei, dessen Name zu Recht vergessen sei. Helfen Sie damit Ihren Anliegen?

Sein Name kommt in meinem Buch ja gar nicht vor . . .

Dass Sie ihn nicht beim Namen nennen, ist auch ein Urteil über ihn.

Es geht mir nicht primär um meine Partei, sondern um die Schwäche der gesellschaftlichen Linken. Es muss doch jeden Linken umtreiben, dass Sozialdemokraten und Linkspartei zusammen kaum noch auf 25 Prozent der Stimmen kommen, und das, obwohl sich eine Mehrheit der Bevölkerung mehr sozialen Ausgleich wünscht und das Ansehen der Union nach ihrem katastrophalen Krisenmanagement und ihrer endlosen Kandidatendebatte so lädiert ist wie lange nicht mehr. Wer sich da nicht fragt, was wir falsch machen, ist wirklich selbstgerecht.

Und was läuft falsch?

Die linken Parteien verlieren mehr und mehr aus den Augen, für wen sie eigentlich da sein müssen. Wir sind keine Interessenvertretung gutsituierter Grosstadt-Akademiker, sondern müssen uns vor allem für die einsetzen, die sonst keine Stimme haben: die in schlecht bezahlten Service-Jobs arbeiten, oder auch für die klassische Mittelschicht, etwa Handwerker und Facharbeiter, die oft keinen akademischen Abschluss haben. Debatten über Denk- und Sprachverbote gehen an den Bedürfnissen der Menschen vorbei.

Sie schreiben, die linksliberale Erzählung sei nichts als eine aufgehübschte Neuverpackung der Botschaften des Neoliberalismus. Führte ein Bündnis von Neoliberalen und Linksliberalen zum Rechtspopulismus?

So könnte man das zusammenfassen, ja. In der Sozialdemokratie wurden Politiker wie Gerhard Schröder und Tony Blair stark, die den sozialen Zusammenhalt der Gesellschaft weiter zerstörten und sie in Richtung einer entfesselten Marktgesellschaft veränderten. Gleichzeitig begann der moderne Linksliberalismus sich durchzusetzen. Im Namen des Letzteren schuf man Stellen für Antidiskriminierungs- oder Frauenbeauftragte, während gleichzeitig ein riesiger Niedriglohnsektor entstand, in den vor allem Frauen und die Nachfahren von Einwanderern abgedrängt wurden.

Die sogenannte Identitätspolitik ist Ihnen ein Dorn im Auge. Diese, so schreiben Sie, widme sich immer kleineren, immer skurrileren Minderheiten. Das brachte Ihnen den Vorwurf ein, Sie hielten den Kampf um Minderheitenrechte für einen linksliberalen Spleen.

Wer Identitätspolitik betreibt, kämpft nicht für Minderheitenrechte im Sinne von Gleichberechtigung. Natürlich darf niemand aufgrund seiner Herkunft, seiner Religion oder seiner sexuellen Orientierung benachteiligt werden, das ist eine Selbstverständlichkeit. Aber die Identitätspolitik will nicht Gleichheit, sondern Ungleichheit, sie bläst die Unterschiede zwischen Ethnien oder sexuellen Orientierungen zu bombastischen Gegensätzen auf. Der Bürgerrechtsbewegung in den USA etwa ging es darum, dass die Hautfarbe keine Rolle mehr spielen sollte. In den identitätspolitischen Debatten ist sie dagegen das Unterscheidungsmerkmal, von dem abhängt, wer was sagen oder tun darf.

Manches, was Sie schreiben, lädt zu Missverständnissen ein: «Allem, was nach linksliberalem Verständnis rechts ist, wird der Kampf angesagt: Nationalismus, Rückwärtsgewandtheit, Provinzialität, Rassismus, Sexismus, Homophobie, Islamophobie», heisst es in Ihrem Buch. Wer kann ernsthaft etwas dagegen haben, diese Phänomene zu bekämpfen?

Das Problem ist doch, was heute unter diesen Begriffen verstanden wird. Wer den radikalen politischen Islam kritisiert, wird ganz schnell für islamophob erklärt. Aber jeder fortschrittliche Mensch muss doch diese reaktionäre Strömung im Islam bekämpfen, die den Hass auf die westliche Lebensart, auf Gleichberechtigung oder Homosexuelle predigt. Oder nehmen Sie den Rassismus: Es ist doch eine Verharmlosung von echtem Rassismus, wenn man jemanden, der nicht alle Feinheiten der «woken» Sprachregulierung beherrscht, als Rassisten diffamiert.

Sie verteidigen auch Jörg Meuthen, den Chef der AfD: Wenn man einen wirtschaftsliberalen Professor einen Nazi nenne, als was wolle man dann Björn Höcke bezeichnen, fragen Sie. Andererseits scheint Meuthen kein grosses Problem damit zu haben, mit einem wie Höcke in einer Partei zu sein. Sollten Linke dennoch mit Teilen der AfD das Gespräch suchen?

Es geht mir nicht darum, das Gespräch zu suchen, sondern vor dem inflationären Gebrauch des Begriffs «Nazi» zu warnen. Björn Höcke ist für mich einer. Wer Meuthen und andere mit ihm über einen Kamm schert, trägt dazu bei, dass die echten Nazis ihren Schrecken verlieren. Ich teile die meisten Dinge nicht, die Meuthen vertritt, aber ihm zu unterstellen, er arbeite an der Machtergreifung eines neuen Hitler, macht die eigene Argumentation nicht glaubwürdiger.

Die Achtundsechziger kritisieren Sie scharf: Diese seien «wohlhabende Bürgerkinder», die den Leistungsgedanken verächtlich gemacht hätten. Manchmal dachte ich bei der Lektüre Ihres Buches, eigentlich wollten Sie zurück zur SPD des Helmut Schmidt.

Natürlich waren nicht alle Achtundsechziger wohlhabende Bürgerkinder, aber auf wichtige Meinungsführer der damaligen Zeit trifft das zu. Die SPD Willy Brandts oder Helmut Schmidts erreichte noch sehr grosse Teile der Bevölkerung. Damals waren Reformen noch soziale Verbesserungen, nicht wie unter Schröder eine Chiffre für Sozialabbau. Natürlich würde ich mir wünschen, dass die SPD bei ihrem damaligen Programm geblieben wäre, dann wäre sie sehr viel stärker, und wir hätten einen wichtigen Bündnispartner.

Die SPD, die Sie beschreiben, gibt es doch gar nicht mehr. Spätestens mit der Wahl ihrer neuen Chefs Saskia Esken und Norbert Walter-Borjans wandte sie sich vom Schröder-Kurs ab und rückte wieder nach links.

Das stimmt, zumindest verbal, doch in der Regierung konnte sie davon wenig umsetzen. Und bemerkenswert ist doch, dass sie trotzdem nicht stärker wird. Einerseits hat sie mittlerweile viel Glaubwürdigkeit verloren und hat mit Olaf Scholz ausgerechnet einen Kanzlerkandidaten, der wie kaum ein anderer für die grosse Koalition steht. Andererseits liegt vor allem Saskia Esken voll auf der Welle des modernen identitätspolitischen Linksliberalismus. Beides hält die Wähler auf Distanz.

Einer Ihrer Hauptgegner scheinen die Grünen zu sein. Sie stehen für alles, was Sie in Ihrem Buch kritisieren.

Mein Hauptgegner sind natürlich rechte Parteien, nicht die Grünen. Die Grünen vertreten ein bestimmtes Milieu, die neue akademische Mittelschicht. Damit sind sie sehr erfolgreich. Die Frage ist nur, ob die linken Parteien, also die SPD und wir, mit den Grünen um diese sozial gut abgesicherte Klientel kämpfen oder ob wir uns nicht lieber um diejenigen kümmern sollten, die um ihr bisschen Wohlstand viel härter kämpfen müssen oder nie welchen erreichen.

Wie sehen Sie Susanne Hennig-Wellsow und Janine Wissler, die neuen Chefinnen Ihrer Partei? Sind sie auch Vertreterinnen jener Lifestyle-Linken, deren Dominanz Sie beklagen?

Ich bin froh, dass wir seit Februar eine neue Parteispitze haben. Jetzt geht es darum, wie wir es schaffen, gemeinsam eine Politik zu machen, mit der die Linke ihr Potenzial wieder besser erreicht.

Dafür brauchen Sie auch die richtigen Leute an der Spitze. Sicher, aber die beiden sind noch nicht lange im Amt. Ich hoffe, dass wir einen guten Wahlkampf führen können, indem wir die Themen in den Mittelpunkt stellen, die die Menschen wirklich bewegen.

Sie erwähnten bereits die Corona-Pandemie. Die Lockdown-Politik der deutschen Regierung haben Sie immer wieder kritisiert. Was würden Sie anders machen?

Es ist traurig, dass wir nach über einem Jahr Pandemie immer noch nicht weiter sind, als über pauschale Lockdowns zu diskutieren. Es gibt in Deutschland kaum eine seriöse Studie darüber, wo wirklich Infektionen stattfinden. Manche Städte haben Joggern eine Maskenpflicht verordnet, obwohl im Freien kaum Infektionen stattfinden. In vollen Bussen und Bahnen und in Lagerhallen oder Grossraumbüros dagegen weit eher. Jetzt soll eine Inzidenz von 100 zum absoluten Massstab gemacht werden. Eine völlig willkürliche Zahl, die von der Menge der Tests abhängt. Ausserdem ist es ein Riesenunterschied, ob sich 100 Ungeimpfte in einem Pflegeheim infizieren oder 100 junge Leute, die womöglich gar nichts davon merken. Es ist natürlich ein Drama, dass das Impfen so langsam vorankommt, aber zumindest die über 80-Jährigen sind mittlerweile zu grossen Teilen geimpft. Und die meisten Corona-Opfer waren über 80.

Durch die Einführung eines EU-Impfpasses, so haben Sie beklagt, würde Druck auf die Bürger ausgeübt, sich impfen zu lassen. Stattdessen müsse man Ängste vor den Nebenwirkungen der

Impfstoffe ernst nehmen. Wie weit geht Ihr Verständnis für Impfgegner? Viele Wortmeldungen, die aus dieser Gruppe zu hören sind, sind doch offensichtlich irrational.

Eine Grenze ist da überschritten, wo Fake-News verbreitet werden, also Horrormeldungen über Impfstoffe, für die es keine wissenschaftliche Grundlage gibt. Ich bin heilfroh, dass wir die Impfung haben. Wenn man Risiko und Nutzen abwägt, ist sie für ältere Menschen ein Segen. Wenn man aber jung und relativ gesund ist, dann ist das Risiko, ernsthaft an Corona zu erkranken oder zu sterben, nach allem, was wir wissen, nicht grösser als bei der Grippe. Zudem fällt ein Aspekt weg: Anders als etwa bei Masern ist es bei Covid-19 nicht so, dass Geimpfte die Krankheit nicht weiter übertragen können. Es gibt also aus Sicht der Gesellschaft keinen Grund, Druck auszuüben. Jeder sollte selbst entscheiden, ob er sich impfen lässt.

Die EU machte bei der Beschaffung von Impfstoffen keine gute Figur. Fühlen Sie sich dadurch bestätigt? In Ihrem Buch äussern Sie Sympathien für den Nationalstaat.

Es geht hier gar nicht um Sympathien, sondern darum, wer handlungsfähig ist. Viele in Deutschland würden sich derzeit wünschen, wir hätten eine Impfstrategie wie Grossbritannien oder die USA gehabt. In England öffnen jetzt die Pubs, während wir über den nächsten Lockdown diskutieren. Im Nachhinein hat es sich eindeutig nicht bewährt, der EU das Impfstoff-Management zu übertragen. In unserer heutigen Welt ist der Nationalstaat als Handlungsinstrument ebenso wenig ersetzbar wie als Instrument des sozialen Ausgleichs. Eine grosse Mehrheit der Deutschen fühlt sich zwar auch als Europäer, aber eben doch weit stärker als Bürger ihres Landes. Die Bereitschaft, grössere soziale Transfers von Nord nach Süd oder von West nach Ost zu akzeptieren, ist nicht da. In einer Demokratie muss man doch zur Grundlage nehmen, was die Menschen wollen, und nicht, was einige hippe Weltbürger schön finden.

Gemessen an der traditionellen, internationalistischen Position der Linken wirkt das fast schon wie eine Kapitulationserklärung.

Das sehe ich überhaupt nicht so. Offene Grenzen für alle, das ist nicht Solidarität. Wir sehen das in Europa zum Beispiel bei den Pflegekräften. In Osteuropa liegen die Gesundheitssysteme am Boden, weil fast alle Pflegekräfte in Deutschland oder anderen westeuropäischen Ländern arbeiten. Echte Solidarität mit den Armen ist notwendig, aber das würde bedeuten, dass wir eine andere Welthandelspolitik machen oder dass wir die Menschen in vergessenen Flüchtlingslagern in Kenya, in Libanon oder Jordanien besser versorgen, aber nicht, dass sich jeder seinen Wohnsitz aussuchen kann. Das sind völlig unrealistische Forderungen.

Frau Wagenknecht, Sie waren zeitlebens eine Dissidentin: In der DDR sagte man Ihnen, sie sollten sich erst einmal in ein Kollektiv einordnen, nach der Wende gehörten Sie der Kommunistischen Plattform und damit dem linken Flügel der damaligen PDS an, jetzt befinden Sie sich am rechten Flügel Ihrer Partei. Ist Konsens für Sie ein Greuel?

Natürlich freue auch ich mich mehr über Zuspruch als über Widerspruch. Aber ich richte meine Überzeugung nicht danach aus, was das Umfeld gerade von mir erwartet. Ich stehe auch nicht am rechten Rand meiner Partei. Ich möchte, dass die Linke stärker wird.

2004, in einem Gespräch mit Günter Gaus im TV-Sender Sat 1, beklagten Sie das Niveau deutscher Debatten, die Sie damals als öde empfanden. Sehen Sie das immer noch so?

Öde würde ich vielleicht nicht mehr sagen, ich empfinde die heutigen Debatten eher als aggressiv und intolerant. Es wird ja immer gesagt, die Rechte sei illiberal, und das ist auch so. Aber das Schlimme ist, dass mittlerweile auch linke Debatten von einer extremen Intoleranz geprägt sind, und das tut uns allen nicht gut.

Auf Gaus' Frage, wie Sie sich entspannten, antworteten Sie damals, durch Wandern und Lesen. In Zeiten von Kämpfen und Intrigen sei es hilfreich, sich mit Shakespeare zu beschäftigen. Lesen Sie derzeit Shakespeare?

Vielleicht sollte ich das wieder einmal machen. Ich lese tatsächlich sehr gerne Klassiker, auch Goethe oder Thomas Mann. Oft hilft es, wenn man ältere Autoren liest: Bestimmte menschliche Eigenschaften und Konflikte gibt es seit Jahrhunderten, auch wenn sie uns in immer neuen Formen begegnen. Die Beschäftigung mit Literatur gibt einem einen gewissen Abstand zu den aktuellen Debatten, der sehr hilfreich sein kann.

Le Figaro, no. 23841

Le Figaro Économie, jeudi 15 avril 2021 947 mots, p. 22

Économie

La France à l'offensive pour lancer la réforme des règles européennes sur la dette et le déficit

Un rapport préconise l'abandon des critères de Maastricht, les fameux 3 % et 60 %. La partie à vingt-sept est loin d'être gagnée.

Collomp, Florentin

EUROPE La France prend l'initiative pour réformer les règles budgétaires de la zone euro. Le Conseil d'analyse économique (CAE), centre de réflexion rattaché à Matignon, vient de publier une note de trois économistes qui prône l'abandon des très décriés critères de Maastricht de 3 % de déficit et 60 % de dette par rapport au PIB, au profit d'une approche plus constructive sur la soutenabilité de la dette.

Un serpent de mer. Avant même la crise du Covid, fin 2019, Emmanuel Macron avait jeté un pavé dans la mare en qualifiant ce sujet de « *débat d'un autre siècle* ». Plutôt isolé en Europe sur la question, il veut essayer de convaincre ses homologues de la nécessité de moderniser les règles, quitte à se heurter aux réticences de pays orthodoxes. Il pourrait en faire un cheval de bataille de la présidence française de l'Union européenne, au premier semestre 2022, qui coïncidera avec la campagne présidentielle en France.

La fenêtre de tir est pertinente. L'endettement moyen de la zone euro a bondi de plus de 15 points avec la pandémie, à plus de 100 % du PIB. Celui de nombreux États a crevé des plafonds : 200 % pour la Grèce, 160 % pour l'Italie, 122 % pour l'Espagne, 117 % pour la France. Pour faire face à la crise, les règles du pacte de stabilité et de croissance ont été suspendues en 2020, puis pour 2021 et 2022. Les Vingt-Sept pourraient en profiter pour les remettre à plat avant la fin de ce régime d'exception.

« *Le cadre conceptuel a été totalement bouleversé entre le monde de Maastricht et le monde d'aujourd'hui* », plaide Philippe Martin, président du CAE, l'un des auteurs du rapport. Pour résumer, on est passé du dogme de l'austérité à celui du « *quoi qu'il en coûte* ». Un paradigme facilité par la baisse des taux d'intérêt qui n'a cessé de réduire la charge de la dette malgré son explosion.

De plus, les seuils de 3 % et 60 % n'ont d'autre fondement économique que de refléter plus ou moins la situation de la France à l'époque de leur adoption en 1992. Avec des effets pervers sur la politique budgétaire, comme on a pu le voir après la crise financière et pendant celle des dettes souveraines, où la reprise a été entravée par un retour à la rigueur trop rapide.

Le Conseil d'analyse économique propose de remplacer ces indicateurs par un engagement spécifique de chaque État membre sur la trajectoire de sa dette sur cinq ans, soumis à l'approbation de Bruxelles. L'objectif est d'« *en finir avec le micromanagement de la Commission européenne sur les budgets nationaux pour renationaliser l'objectif* », tout en renforçant l'indépendance d'autorités budgétaires nationales, comme le Haut Conseil des finances publiques en France. Pour Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), coauteur du rapport, cela donnerait « *plus de liberté et plus de responsabilité* » aux pays, en « *prenant acte de leur hétérogénéité* ». Cela éviterait aussi le réflexe d'imputer systématiquement à Bruxelles les décisions douloureuses. « *Ce n'est pas une proposition laxiste puisque existerait une possibilité de veto européen sur un budget qui poserait un risque* », précise l'économiste Jean Pisani-Ferry, proche d'Emmanuel Macron, troisième signataire de la proposition.

Reste à convaincre vingt-six partenaires de la France de la nécessité de changer les traités dans lesquels ces règles sont gravées dans le marbre. « *Il y a un consensus entre le Nord et le Sud pour s'accommoder du statu quo qui crée une forte inertie*, prévient Shahin Vallée, économiste au conseil allemand des relations étrangères. *Pas parce qu'on pense que les règles sont bonnes ou*

qu'il ne serait pas dangereux de les appliquer mais, comme on ne les respecte pas de toute façon en temps normal, et qu'on est capable de les suspendre en temps de crise, pourquoi griller du capital politique dans ce débat. »

D'un côté, il s'agit de ne surtout pas ouvrir la voie à la possibilité d'un assouplissement. De l'autre, éviter de provoquer un conflit intraeuropéen sur ce sujet explosif. Rien ne pourra avancer sans que Berlin se saisisse du sujet, ce qui n'interviendra pas avant la mise en place d'un nouveau gouvernement à l'issue des élections de septembre (*lire ci-dessous*). La couleur de cette coalition sera déterminante. De plus, en Allemagne, comme dans d'autres pays, ces questions de déficit et de dette sont inscrites dans la Constitution. Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, évoque d'ailleurs l'idée d'en faire autant en France. Bercy est beaucoup plus frileux que l'Élysée ou Matignon sur le projet de réforme du pacte.

Les pays frugaux, dont les Pays-Bas, l'Autriche ou la Finlande, veillent au grain et ne montrent aucun appétit pour ouvrir la boîte de Pandore. « *Ils reconnaissent que le système actuel est imparfait mais jugent qu'il a le mérite d'exister* » , analyse Zsolt Darvas, économiste à l'institut Bruegel, à Bruxelles. Si l'on rétablissait brutalement les règles, un grand nombre de pays pourrait se retrouver en procédure de déficit excessif, qui est prévue pour cela.

Dans le camp des Latins, Rome pourrait faire front commun avec Paris. Mais le premier ministre, Mario Draghi, fort de son autorité d'ancien président de la Banque centrale européenne, n'est pas sorti du bois sur la question. L'Espagne y aurait aussi intérêt. « *À ce stade, hormis quelques changements cosmétiques dans l'interprétation des critères, je suis très sceptique sur les chances de voir une réforme majeure aboutir* » , estime Zsolt Darvas.

FOLGEN DER FINANZPOLITIK:

Morsche Türme aus Staatsschulden

- EIN KOMMENTAR VON GERALD BRAUNBERGER
- -AKTUALISIERT AM 14.04.2021-17:44



Es wäre leicht, die tatsächliche Tragfähigkeit der Staatsverschuldung zu testen: Die Zentralbanken müssten ihre Käufe von Staatsanleihen erst reduzieren – und dann einstellen.

Auf dem Weg in eine Welt, in der Regierungen auch nach einer wirtschaftlichen Erholung Schulden nicht konsolidieren, sondern weiter ausbauen wollen, stören institutionelle Regeln wie die Maastricht-Kriterien oder nationale Schuldenbremsen. Angesichts niedriger Zinsen gefährdeten zusätzliche Schulden die Nachhaltigkeit der Staatsfinanzen nicht, heißt es. In Ministerialbüros und Hörsälen lässt sich so etwas leicht deklamieren.

Die Nachhaltigkeit einer immer weiter steigenden Staatsverschuldung ließe sich leicht testen: Die Zentralbanken müssten mit der allmählichen Überwindung der durch die Pandemie bedingten Wirtschaftskrise ihre Käufe von Staatsanleihen erst reduzieren und dann einstellen. Dann würde sichtbar, welche Länder ihre Verschuldung dort zu annehmbaren Bedingungen finanzieren könnten, wo sie finanziert werden sollten: am privaten Kapitalmarkt, der seit Jahren nicht unter einem Mangel an anlagebereitem Kapital leidet.

Geisterbahn-Keynesianer unter den Ökonomen

Dieser Test wird allerdings so lange wie irgend möglich in die Zukunft verschoben werden. Denn Zentralbanken und Regierung wissen genau, dass dann die Stunde der Wahrheit drohte. Es gäbe vermutlich eine Reihe von Staaten, darunter Deutschland, die ihre Schulden am Markt problemlos finanzieren könnten – wenn auch wohl zu etwas höheren Zinsen. Aber es gäbe auch Staaten, denen dies nicht möglich wäre; eventuell käme es sogar rasch zu Insolvenzen. Deshalb werden die Zentralbanken fortfahren, einen nicht geringen Teil der neuen Anleihen aus dem Markt zu nehmen und dafür Zentralbankgeld auszugeben. Die Zentralbanken ersetzen so die fragile Bonität mancher Regierungen durch das in sie existierende Vertrauen. Aber diese Strategie funktioniert nur so lange, wie ihre Rolle als Garant der Staatsfinanzierung nicht mit ihrer Kernaufgabe der Geldwertsicherung in Konflikt gerät. Bisher ist dies nicht der Fall, aber dies kann sich ändern.

Das wissen natürlich auch jene Geisterbahn-Keynesianer unter den Ökonomen, deren wirtschaftspolitisches Credo sich weitgehend auf die Schuldenfinanzierung von Staatsausgaben in jeder Lebenslage beschränkt und die offenbar nicht mitbekommen haben, was John Maynard Keynes schrieb. Und so befördern morsche Lehren den Aufbau morscher Türme aus Staatsschulden.

ASTA GEGEN AUFTRITT AN UNI:

Was ist so „menschenverachtend“ an Egon Flaigs Thesen?

- VON MATHIAS BRODKORB
- -AKTUALISIERT AM 15.04.2021-11:55



Egon Flaig Bild: Marcus Kaufhold

Studentenvertreter der Uni Osnabrück fordern die Ausladung eines Althistorikers, den sie als Rechten markieren. Warum will der Asta einen freien wissenschaftlichen Diskurs verhindern? Ein Gastbeitrag.

Wieder ist an einer deutschen Universität eine Diskussion über akademische Meinungsfreiheit entbrannt, genauer: über das Recht, ungehindert reden zu dürfen. Verantwortlich dafür ist der Asta der [Universität Osnabrück](#). Vor wenigen Tagen forderte er mit einer öffentlichen Erklärung die Ausladung des Althistorikers Egon Flaig. Dieser soll eigentlich am 28. April auf Einladung seiner Kollegin Christiane Kunst in einer Online-Veranstaltung über „Die Grenzen von Macht Konzepten“ sprechen. Der Asta erwartet von der Hochschule, die Veranstaltung zu unterbinden.

Egon Flaig sorgte in den vergangenen Jahren immer wieder für Debatten. In seiner „Weltgeschichte der Sklaverei“ (2009) behauptete er nicht nur, dass die Sklaverei im arabischen Raum und Afrika über eine durchaus selbständige Tradition verfügte und daher keiner europäischen „Entwicklungshilfe“ bedurft hätte. Er ging noch einen Schritt weiter und bekräftigte, dass die Abschaffung der Sklaverei ohne Hilfe des Kolonialismus gar nicht möglich gewesen wäre. Die Herausarbeitung dieses dialektischen Dilemmas provozierte in der deutschen Fachwelt mitunter heftigen Widerspruch.

An die Macht der Vernunft glauben

Seit einigen Jahren nun tummelt sich der emeritierte Althistoriker auch verstärkt auf den Feldern der Erinnerungskultur und der politischen Ideengeschichte. Im Jahr 2011 attackierte er in der F.A.Z. anlässlich des 25. Jahrestages des „Historikerstreites“ den Philosophen Habermas scharf und legte mit „Die Niederlage der politischen Vernunft“ (2017) ein Plädoyer für die Errichtung einer „Weltrepublik“ vor. Schon zur Abwendung einer globalen ökologischen Katastrophe sieht Flaig keinen anderen Weg. Die Grundlagen dieser Weltrepublik sollen dabei konsequent aus dem Arsenal der europäischen Aufklärung gespeist werden – und genau daran stoßen sich seine aktuellen Kritiker. [Der politische Aufstieg des Islams jedenfalls wäre für ihn eine Katastrophe](#), denn dies ginge nach seiner Ansicht nicht ohne Rückabwicklung der Säkularisierung.

Der Asta der Universität Osnabrück hält ihn wohl auch deshalb für einen „Rechtsintellektuellen“, der sogar „mehr“ als nur umstritten sei und dessen „menschenverachtenden“ Thesen man an einer Universität keinen

Raum geben dürfe. Flaig habe bei einer Buchlesung sogar „nebenher (...) auch mal den Mord an Walter Lübcke“ gerechtfertigt, also jenes CDU-Politikers, der bis zu seiner Ermordung Regierungspräsident von Kassel gewesen war.

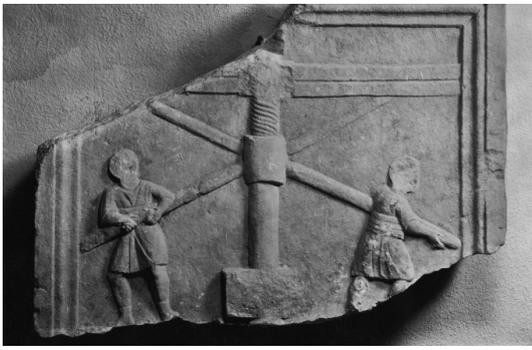
Zurück geht dieser Vorwurf auf eine Lesung aus Flaigs neuestem Buch „Was nottut“ (2019). Michael Bartsch behauptete in der „taz“, Flaig gebe Lübcke eine „Mitschuld“ an seinem Tod. Das führte der Journalist darauf zurück, dass Flaig dem ehemaligen Regierungspräsidenten einen Angriff auf die Bürgerrechte vorgeworfen hatte. Anders jedenfalls kann man nach Flaig Lübckes Empfehlung an Kritiker der Flüchtlingspolitik, doch einfach das Land zu verlassen, kaum interpretieren. Im strittigen Buch weist Flaig die Mitschuld-Logik indes ausdrücklich zurück: „Wer spricht, ist verantwortlich für seine Aussage; er ist nicht verantwortlich für das Handeln anderer.“ Schon Monate zuvor hatte er in einem Interview mit der rechtskonservativen Wochenzeitung „Junge Freiheit“ zum Mord an Lübcke außerdem gesagt: „Er ist ein Terrorakt und ein Angriff auf den Staat, der sein Personal in besonderer Weise schützen und, in solch einem Fall, in besonderer Weise ehren muß.“

Mehrfach folgte Flaig in der Vergangenheit Einladungen zu Fachvorträgen vor AfD-Gliederungen und diente der AfD-Bundestagsfraktion im Januar 2019 gar als Sachverständiger zum Thema „Deutsche Erinnerungskultur“ vor dem Bundestagsausschuss für Kultur und Medien. Er betonte dabei meist, als Wissenschaftler und nicht als Politiker zu sprechen. Er hielt bewusst keine „Reden“, sondern wissenschaftliche „Vorträge“. Auf die Frage, ob ihm nicht klar sei, sich durch Annahme derartiger Einladungen angreifbar zu machen, reagiert er blitzschnell und entschlossen: „Wer an die Aufklärung glaubt, muss auch an die Macht der Vernunft glauben. Ich spräche privatissime selbst mit dem Teufel, wenn er ausreichend höflich bliebe.“

Nicht nur polemisch, sondern auch zu einfach

Nach eigenen Angaben nimmt Flaig seit Mitte des Jahres 2019 bewusst keine Einladungen der [AfD](#) mehr an. Das habe vor allem mit dem dominierenden Einfluss des Höcke-Flügels und dem damit verbundenen Bedeutungszuwachs ethnopluralistischer Konzepte innerhalb der AfD zu tun. „Damit ist für mich eine Grenze überschritten, das ist unvereinbar mit meinen Grundsätzen“, so Flaig. Der Ethnopluralismus wurde von der französischen „Neuen Rechten“ Mitte der sechziger Jahre entwickelt und hat seit dieser Zeit zur ideologischen Erneuerung zahlreicher rechter Bewegungen beigetragen. Demnach würde die Welt aus ganz unterschiedlichen Völkern bestehen, die sich durch eine je spezifische Kultur radikal voneinander unterscheiden und daher möglichst getrennt voneinander leben sollten. „Im Ethnopluralismus werden Völker und Kulturen essentialisiert, nur soll diese Essenz nicht mehr aus Blut oder Rasse bestehen wie bei Hitler, sondern aus der Kultur“, meint Flaig. Dieses Denken jedoch komme für ihn nicht ohne Zerstörung des Konzepts einer fundamentalen Gleichheit aller Menschen aus: „Die Idee der völkischen Kultur ist dann relevanter als der Begriff der Menschheit. Damit werden die Menschenrechte und mit ihnen die Aufklärung zu Grabe getragen.“ Nach eigenem Bekenntnis steht der ehemalige Trotzkiist politisch übrigens den Unionsparteien nahe. Wählen will er sie im September trotzdem nicht: „Ich wähle die FDP, weil es die einzige Partei ist, der ich derzeit noch zutraue, die Meinungsfreiheit ernsthaft zu verteidigen.“

Für den Asta der Universität Osnabrück stellt sich die Sache mit dem Ethnopluralismus genau umgekehrt dar. Er wirft Flaig vor, dass in dessen Denken „unterschiedliche Kulturen nicht vereinbar seien und sie sich nur in homogenen abgeschlossenen Räumen entwickeln könnten.“ Flaig kann sich diese Paradoxie nur auf einem Weg erklären: Die „universitäre Legasthenie“ müsse mittlerweile große Ausmaße angenommen haben.



Antike Reliefplatte: Zwei Sklaven betätigen die Schraube einer Baumpresse griechischen Typs. :Bild: bpk

Vielleicht ist diese Erklärung aber nicht nur polemisch, sondern auch zu einfach. Eher verbirgt sich dahinter ein Grundsatzstreit über das Verhältnis von Wissenschaft auf der einen und Politik und Gesellschaft auf der anderen Seite. Genauer geht es um das Verhältnis von Wahrheit und Macht. Jedenfalls nimmt eine entsprechende Rechtfertigung in der Erklärung des Asta breiten Raum ein. Die angehenden Akademiker aus Osnabrück berufen sich dabei auf den ehemaligen Hochschullehrer Freerk Huisken. Der hatte schon vor Jahren das Gebot Max Webers kritisiert, dass Wissenschaft nicht politisch agieren solle. Als „Marxist“ will sich Huisken auf Nachfrage zwar nicht klassifizieren lassen. Aber so viel verrät er: „Stimmige Widerlegungen“ des „Kapitals“ von Marx kenne er nicht. Eine „Parteilichkeit der Wissenschaft“ komme für ihn dennoch nicht in Frage.

Huisken hält daher ganz und gar nichts von einer Ausladung. Zwar hätte Egon Flaig durchaus Widerspruch verdient, aber dazu müssten sich die Studenten schon zu „stimmiger Kritik“ aufrufen und dürften es nicht schubladenhaft bei einer „moralischen Etikettierung als „Rassist“ oder „Rechtsextremer“ belassen. Eine „Unsitte“ sei es jedenfalls, einfach die Ausladung Flaigs zu verlangen. Der Asta solle aufpassen, dass er unter dem Leitmotiv „In Deutschland, für Deutsche ungehörig“ am Ende nicht einer „für moralisch einwandfrei gehaltenen nationalistischen Begründung“ das Wort erteile.

Eingriffe in die Wissenschaftsfreiheit strikt zurückweisen

Die Studentenvertreter an der Universität Osnabrück dürften dabei kaum für sich in Anspruch nehmen können, für „ihre“ Studenten zu sprechen. An der Wahl zum „Studierendenparlament“ im Januar 2021 jedenfalls nahmen nur 4,9 Prozent aller Studenten überhaupt teil. Die drei befreundeten Hochschulgruppen der Grünen, die „Kleinen Strolche“ und die „Powerpuffgirlz“ verfügen über eine stabile Zweidrittelmehrheit. Wie dünn die demokratische Legitimation dieses Gremiums allerdings ausfällt, wird an der Hochschulgruppe „Fleisch“ deutlich. Sie trat mit vier Kandidaten an und brachte ihren Spitzenkandidaten bei 14.091 Stimmberechtigten mit ganzen drei Stimmen zum Mandat.

Dies mag auch erklären, warum die Hochschulleitung den Vorgang eher gelassen nimmt. Präsidentin Susanne Menzel-Riedl jedenfalls lässt auf Anfrage mitteilen, sie sehe keine Veranlassung, in die geplante Veranstaltung einzugreifen: „Ein Diskurs verschwindet schließlich nicht, wenn man ihn verbietet. Grenzen sind erst erreicht, wenn verfassungsfeindliche, menschenverachtende Thesen aufgeworfen werden.“

Aus der Fachöffentlichkeit erhält Menzel-Riedl hierfür Unterstützung. Für den Vorsitzenden des deutschen Philosophischen Fakultätentages, den Althistoriker Michael Sommer, ist die Verteidigung der Wissenschaftsfreiheit „Fürsorgepflicht“ einer jeden Hochschulleitung. Das sieht auch die Präsidentin des deutschen Historikerverbandes, Eva Schlotheuber, so. Zwar freue sie sich über jeden kritischen Studenten, aber Eingriffe in die Wissenschaftsfreiheit müssten strikt zurückgewiesen werden. Wo, wenn nicht in einer Universität, solle eine Gesellschaft denn die Fähigkeit entwickeln, „sich über kontroverse Ansichten auf der Basis von Argumenten austauschen zu können“, fragt sie fast rhetorisch.

Dass es bei dem ganzen Vorgang überhaupt um Fragen der Wissenschaftsfreiheit gehe, weist der Asta nach kollektiver, basisdemokratischer Beratung vehement zurück. Wer das behaupte, mache sich einer „Diskursverschiebung“ schuldig, wie sie typisch sei für die „politische Rechte“: „Wissenschaft ist kein wert-

und politikfreier Raum, und Kritik kann unterschiedliche Formen annehmen – das Ausladen beziehungsweise Nicht-Einladen bestimmter Sprecher*innen ist eine davon“, so der Asta.

Mathias Brodkorb war Wissenschafts- und Finanzminister in Mecklenburg-Vorpommern und ist nun Aufsichtsratsvorsitzender der Universitätsmedizinen Rostock und Greifswald.

Quelle: F.A.Z.

Meurtre de Sarah Halimi: «Ce déni de justice est une manière d'occulter le réel»



FIGAROVOX/TRIBUNE - Tout en retenant le caractère antisémite du crime, la justice a confirmé hier l'irresponsabilité pénale du meurtrier de Sarah Halimi. Pour le réalisateur François Margolin, qui prépare un film sur l'affaire, cette décision est inquiétante à l'heure où émerge un nouvel antisémitisme islamiste en France.

Par François Margolin

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 2 heures

«L'irresponsabilité n'avait jamais été invoquée jusque-là, dans une décision de justice, lorsqu'elle était passagère». © RAPHAEL KESSLER / Hans Lucas via AFP

François Margolin est réalisateur, producteur et scénariste. Il a réalisé le film Salafistes et prépare actuellement un film sur l'Affaire Sarah Halimi.

Donc, on peut désormais assassiner une femme, en France, pour la seule raison qu'elle est juive et ne pas même passer en procès. C'est la leçon que tout un chacun peut (et va) tirer de l'arrêt de la Cour de Cassation du 14 Avril.

Cette femme a un nom, Sarah Halimi, et elle avait pour seul tort d'être la voisine d'un jeune homme, musulman, d'origine malienne, son voisin. Un voisin qui la persécutait depuis des mois chaque fois qu'il l'apercevait dans l'immeuble dont il partageait la cour. Elle avait peur de lui, il savait qu'elle était juive.

Ce que subissent les Juifs en France n'a pas d'équivalent dans les autres pays occidentaux.

Quel plus beau signal donner à tous les antisémites que notre pays recèle? Comme si l'antisémitisme n'était pas en croissance exponentielle depuis près de vingt ans, depuis que le DJ Sébastien Sellam a été assassiné par son copain d'enfance, depuis qu'Ilan Halimi a été torturé et tué par le Gang des Barbares, depuis que Mohammed Merah s'est attaqué aux très jeunes enfants de l'école Ozar Hatorah de Toulouse, depuis qu'Amedy Coulibaly a pris en otage et assassiné quatre Juifs à l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, depuis que Mireille Knoll a été lardée de coups de couteaux et brûlée par un voisin,...

La liste est trop longue et l'on ne parle pas de toutes ces agressions, de toutes ces insultes, de toutes ces menaces que subissent les Juifs de France à longueur de journée, dans la rue, et, bien sûr, sur les réseaux sociaux. Comment s'étonner alors que beaucoup d'entre eux choisissent de partir, en Israël ou ailleurs, ou,

plus discrètement, de changer de quartier ou de ville, pour ne plus avoir à vivre dans la crainte, pour être des Français comme les autres?

Car ce que subissent les Juifs en France n'a pas d'équivalent dans les autres pays occidentaux. Dans la plupart des pays d'Europe, les synagogues n'ont pas besoin d'être surprotégées et les écoles d'être placées sous la protection de militaires.

Les terroristes qui massacrèrent au Bataclan auraient-ils pu trouver des juges qui les déclarent « irresponsables » en expliquant qu'ils étaient sous l'emprise de psychotropes ?

Qu'on habite à New-York ou à Budapest, à Rome ou à Los Angeles, la peur d'être juif n'existe pas. Alors pourquoi en France? Alors pourquoi des juges, assis tranquillement dans leur tour d'ivoire, ne tiennent-ils pas compte de ce contexte et se réfugient-ils derrière des arguties juridiques, je dis bien des arguties juridiques, car l'irresponsabilité n'avait jamais été invoquée jusque-là, dans une décision de justice, lorsqu'elle était passagère. Lorsqu'il s'agissait d'une «*bouffée délirante*», lorsqu'elle était le résultat de la consommation de haschich de la part d'un habitué de cette drogue, condamné pour cela à maintes reprises.

La Justice n'est pas une valeur à part. Elle est le résultat de choix de société, de lois, qui changent bien souvent. Et bien souvent aussi les juges n'hésitent pas à invoquer le «*contexte*» dans leurs jugements. Les exemples sont nombreux mais un des plus récents est celui qui a disculpé de toute diffamation envers l'homme qu'elle avait accusé à tort, Sandra Müller, la femme qui a «*inventé*» le hashtag #Balancetonporc. S'ils n'avaient pas été «*neutralisés*», les terroristes qui massacrèrent au Bataclan auraient-ils pu trouver des juges qui les déclarent «*irresponsables*» en expliquant qu'ils étaient sous l'emprise de psychotropes? Je ne le crois pas, car le scandale eut été tel que la France entière se serait soulevée. Et la presse, unanime, aurait crié au déni de justice.

Il s'agit de dire que, bien sûr, on est contre mais de ne surtout rien faire de concret pour lutter contre cet antisémitisme qui hante nos cités et nos banlieues.

Alors pourquoi n'en est-il pas ainsi pour Sarah Halimi?

Pourquoi revient-on, par exemple, sur une enquête, bâclée mais pourtant entérinée par des juges, comme celle sur la mort d'Adama Traoré? Pourquoi journalistes et politiques clament-ils alors leur indignation sur cette mort inexplicée -ce qui n'est pas le cas de celle de Sarah Halimi- et affirment-ils aujourd'hui qu'ils «*respectent une décision de justice*»? N'y aurait-il pas deux poids deux mesures?

Et surtout une façon de nier la question de l'antisémitisme. De dire que, bien sûr, on est contre mais de ne surtout rien faire de concret pour lutter contre cet antisémitisme, qui hante nos cités et nos banlieues.

Il est bien trop facile de clamer régulièrement «*plus jamais ça*» et de laisser faire. De se retrancher derrière des «*experts*» parfaitement discutables -la psychiatrie est loin d'être une science exacte- pour ne pas juger. Pour ne pas laisser la Justice, la vraie, celle des Cours d'Assises et des jurys populaires, faire son travail.

Puisse l'exemple de Sarah Halimi nous permettre de réformer les lois et d'empêcher que des assassins échappent à celle-ci. Et d'éviter que des juges puissent considérer que l'on est responsable du caractère antisémite d'un crime, mais que l'on ne soit pas responsable de ce même crime.

«Scandaleux» : Sarah El Hairy regrette les excuses d'Evian, qui a cédé aux «islamogauchistes»

La secrétaire d'État chargée de la Jeunesse trouve «dingue» la réaction de la firme française, qui a rétropédalé mardi après avoir fait la promotion de son eau le jour de l'ouverture du mois de Ramadan.

Par **Arthur Berdah**

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 29 minutes

De la fermeté, mêlée à de la résignation. Invitée de RTL ce jeudi matin, la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, Sarah El Hairy, a vivement réagi aux excuses publiées mardi par Evian. En cause, le fait que la firme française, marque phare du groupe Danone, ait rétropédalé sur les réseaux sociaux, après avoir fait la promotion de son eau le jour de l'ouverture du Ramadan. Message dont l'entreprise a cru bon de préciser qu'il n'appelait «à *aucune provocation*», pour répondre au procès en «islamophobie» supposée qui lui était instruit.

«C'est totalement scandaleux», a fustigé l'élue MoDem de Loire-Atlantique, accusant la société d'avoir cédé aux «islamogauchistes. «C'est absolument dingue», a-t-elle poursuivi, remontée contre la «victimisation» systématique, et les incitations à «la repentance» permanente. «Moi, franchement, j'en suis triste, en fait (...). Ils se sont excusés, et c'est bien dommage», a-t-elle tranché, réaffirmant que «oui, dans notre pays, on fait de la publicité». «Et quand on est une entreprise d'eau ? Eh bien oui, on vend de l'eau. Et personne n'a besoin de se sentir offensé».

DIE SOZIOLOGIE VON EHRE:

Wie hältst du's mit der Männerehre?

- VON GERALD WAGNER
- -AKTUALISIERT AM 15.04.2021-11:30

Ob islamische Religiosität die Gewaltakzeptanz fördert, ist eine heikle Frage. Eine Antwort darauf liefert eine aktuelle Studie von Soziologen der Universität Bremen.

In Studien zu gewaltakzeptierenden Einstellungen unter muslimischen Jugendlichen werden üblicherweise Einflüsse wie der Erziehungsstil ihrer Eltern, das weitere persönliche Umfeld und natürlich der sozialstrukturelle Status untersucht. Nach dem direkten Einfluss der Religion an sich wird dagegen kaum gefragt. Verstärkt ihr Glaube die Akzeptanz von Gewalt unter muslimischen Jugendlichen?

Eine heikle Frage. Michael Windzio, Thalia Hirsch und Dirk Baier [weisen in einer neuen Studie darauf hin](#), dass auch nach älteren Untersuchungen das gewalttätige Verhalten von Jugendlichen mit ihrer Religiosität zunehme – aber nur bei Muslimen, nicht bei christlichen Jugendlichen. Es konnte auch schon gezeigt werden, dass mit steigender Religiosität die Gewablehnung bei muslimischen Eltern zurückgehe.

Sie erwarteten also, so die Autoren dieser Studie, einen positiven Effekt von „muslimisch, religiös“ auf eine „gewaltakzeptierende Geschlechterrollenorientierung“. Wenn man einerseits davon ausginge, dass eine solche Gewaltbereitschaft im Schulkontext insgesamt diskreditiert sei, sie andererseits aber Teil der religiösen Tradition ist, müsste sie eigentlich eher abnehmen, wenn diese muslimischen viele Kontakte mit nichtmuslimischen Jugendlichen haben.

Die Daten dieser Studie stammten aus einer Befragung von rund 45.000 Schülern der 9. Jahrgangsstufe, die 2008 an insgesamt 1207 deutschen Schulen durchgeführt wurde. Das Durchschnittsalter der Jugendlichen lag bei 15 Jahren, jeder vierte hatte einen Migrationshintergrund. Rund 6 Prozent der Teilnehmer beschrieben sich als muslimisch und religiös.

Gewalttätige Kontrolle von Töchtern

Die Annahmen der Autoren bestätigten sich bereits auf der deskriptiven Ebene. Es ging ihnen dabei um die „gewalttätige Kontrolle der Tochter“: Ist es richtig, so die Fragestellung, seiner Tochter eine Ohrfeige zu geben, wenn sie abends viel später als vereinbart nach Hause kommt? Die Zustimmung zu dieser Frage war unter religiösen Muslimen am höchsten. Natürlich prüften die Autoren ihren Befund auf mögliche andere Einflüsse, etwa den sozioökonomischen Status des Elternhauses, das Geschlecht, Alter, die ethnische Herkunft, den Schultypus oder den Bildungshintergrund der Eltern. Doch auch unter Kontrolle all dieser Variablen bleibe der Effekt von „muslimisch, religiös“ als erklärende Variable noch immer positiv, so die Autoren. Die Zustimmung zur gewalttätigen Kontrolle von Töchtern sei allerdings unabhängig von der Religion generell stärker, wenn die Jugendlichen Gewalt in der eigenen Familie erlebten oder dieser selbst ausgesetzt seien. Insgesamt fiel die Zustimmung allerdings auch geringer aus, wenn die Befragten einen deutschen Kindergarten besucht hatten und wenn sie auf ein Gymnasium gingen.

Und wenn es nun doch eher kulturelle Wertvorstellungen wären, die für diese Jugendlichen Gewalt rechtfertigten? Dann stelle sich die Frage nach dem Zusammenhang der Religion mit einer gewaltlegitimierenden Kultur männlicher Ehre. Die Autoren erwarteten zwar einen engen Zusammenhang von „muslimisch, religiös“ mit dieser Kultur, aber in welcher Richtung? Verstärkt die Kultur der Ehre den Einfluss der Religion? Oder ist es eher umgekehrt? Die Kultur der Ehre wurde dabei durch die Zustimmung

zu solchen Aussagen ermittelt, wie etwa dass ein Mann mit Gewalt auf Beleidigungen reagieren müsse oder dass ein Mann seine Stellung als Oberhaupt der Familie auch mit Gewalt durchsetzen dürfe.

Die Studie konnte nachweisen, dass eine Kultur der Ehre auch die Zustimmung zur Frage nach der Gewalt gegen Töchter positiv beeinflusste. Und selbst wenn man die Kultur der Ehre als abhängige Variable nimmt, zeigt sich der Effekt der Religion: Muslimische Jugendliche bejahen deutlich stärker als nichtmuslimische Jugendliche eine solche Ehre, die sich vor allem als eine gewaltbereite Kontrolle und Dominanz nach innen, in die Familie hinein ausprägt, so die Autoren. „Insgesamt“ verblieben auch nach allen Tests „substantielle und signifikante Effekte“ einer muslimischen Religiosität auf „gewaltakzeptierende Geschlechterrollen“, und zwar „insbesondere bezogen auf die Kontrolle von Frauen in der Familie“.

Dieser Befund erhärtete ihre Ausgangshypothese, „dass die schriftlich kodifizierten Glaubensinhalte muslimischer Religiosität, die innerfamiliäre Beziehungen regeln sollen, tatsächlich wirksam sind“. Man solle nicht davon ausgehen, dass die religiösen Unterweisungen in der Familie und den Moscheen keine Wirkungen auf die Jugendlichen entfalteteten, so die Autoren. Die ihnen vermittelten „theologischen Konzepte“ des Islams seien in das „fraglos gegebene Alltagswissen“ der Jugendlichen eingegangen.

Michael Windzio, Thalia Hirsch, Dirk Baier: Kultur der Ehre und Religion. Gewaltakzeptierende Geschlechterrollenorientierungen muslimischer Jugendlicher, in: Soziale Welt 71 (4), 2020, 440–474

ANGRIFF AUF SCHWULES PAAR:

„Er empfand das als Sünde“

- VON STEFAN LOCKE, DRESDEN
- -AKTUALISIERT AM 12.04.2021-16:37



Der Angeklagte Abdullah A. am Montag im Gerichtssaal in Dresden. **Bild**

Vor dem Oberlandesgericht muss sich ein Syrer verantworten. Er soll im Oktober zwei Touristen angegriffen haben, die sich an den Händen hielten. Der Angeklagte macht keine Angaben – dafür berichtet der Gutachter.

Am Abend des 4. Oktober vergangenen Jahres haben gut ein halbes Dutzend Menschen im Dresdner Zentrum viel Glück gehabt. Es war ein warmer, sonniger Herbsttag, und die Restaurants waren geöffnet, als Abdullah A., ein damals 20 Jahre alter Flüchtling aus Aleppo in Syrien, über den Neumarkt streifte und nach „passenden“ Opfern gesucht haben soll. In seinem Gürtel habe A. links und rechts je ein Messer stecken gehabt, um „Ungläubige“ zu töten, berichtet der Gutachter dem Gericht.

Den ganzen Tag über habe A. darüber nachgedacht, wie er diesen Plan am besten umsetzen könne, und immer wieder auch die seiner Meinung nach passende Koran-Sure gelesen, die lautet: „Bekämpft auf dem Weg Gottes diejenigen, die euch bekämpfen, aber seid nicht die Aggressoren.“ Was genau könnte sie in seiner Lage bedeuten? So schildert es am Montag der Mediziner und forensische Psychiater Norbert Leygraf, der im März an zwei Tagen über viele Stunden mit Abdullah A. in Untersuchungshaft gesprochen und im Anschluss ein Gutachten angefertigt hat.

Abdullah A. habe großen Redebedarf gehabt, berichtet Leygraf am Montag im Dresdner Gerichtssaal. „Ich hatte den Eindruck, dass er das alles mal jemanden mitteilen wollte.“ Immer wieder habe er A. unterbrechen müssen, weil er mit dem Mitschreiben gar nicht hinterhergekommen sei. Während er dem Gericht berichtet, sitzt der Angeklagte schräg hinter ihm. A. sieht jünger aus als 21 Jahre, die er inzwischen ist. Seine Jeans hat er bis zu den Knien aufgekrempt und trägt einen olivgrünen Parka mit großer Kapuze.

Hass auf Ungläubige und Homosexuelle

Mit seinem schwarzen Wuschelkopf und dem zarten Oberlippenbart könnte man ihn für ein Mitglied einer Boyband halten, doch das hier ist der Staatsschutzsenat des Oberlandesgerichts Dresden und A. der Angeklagte. Er sitzt gefesselt an Händen und Füßen zwischen Verteidiger und Dolmetscher und zeigt keinerlei Gesichtsregung – nur ab und an fährt er sich mit der rechten Hand durch die Haare, wobei die gefesselte linke stets mit nach oben kommt. Nein, sein Mandant wolle nichts sagen, sondern sich schweigend verteidigen, antwortete der Anwalt auf die Frage des Richters. Später wird er noch mitteilen, dass A. das „irdische Gericht“ nicht anerkenne.

Nur wenige Minuten brauchte zuvor ein Vertreter des Generalbundesanwalts, um die Anklage zu verlesen. A. werden Mord, versuchter Mord und gefährliche Körperverletzung vorgeworfen. Er habe an jenem 4. Oktober „heimtückisch und aus niedrigen Beweggründen“ einen Menschen getötet und einen weiteren schwer verletzt. Es ist die Quintessenz der „Überlegungen“, die A. an jenem Tag anstellte.

Auch das Tatmotiv spricht der Bundesanwalt unumwunden aus: A. habe aus Hass auf Ungläubige und Homosexuelle gehandelt. „Er empfand das als Sünde und wollte sie dafür bestrafen.“ Hinterrücks habe er die beiden Männer angegriffen, zuerst mit dem großen Messer mit der 21 Zentimeter langen Klinge „mit hoher Kraft“ so auf einen der Männer eingestochen, dass es den Körper fast vollständig durchdrang und der Griff abbrach. Dann habe er dessen Partner das kleinere Messer mit der 14 Zentimeter langen Klinge knapp zehn Zentimeter in den Körper gerammt. Die Angegriffenen seien zu Boden gegangen und hätten sich mit den Füßen gewehrt, woraufhin A. auch auf Beine und Füße eingestochen habe und dann geflohen sei.

Nach dem Abendgebet ins Dresdner Zentrum

Einer der Männer erlag kurz darauf im Krankenhaus seinen schweren Verletzungen, sein Partner überlebte knapp. Beide, 53 und 55 Jahre alt, waren ein Paar, sie stammten aus Köln und Krefeld, und weilten als Touristen in der Stadt. An jenem Abend waren sie auf dem Rückweg von einem Restaurant in ihr Hotel, als A. auf sie getroffen sei. Der Syrer habe seine Wohnung an jenem Sonntag erst spät am Nachmittag verlassen, schildert der Gutachter in der Beweisaufnahme, was A. ihm in der Haft erzählte. Er habe die Messer mitgenommen, in einer Moschee das Abendgebet abgehalten, sei dann mit der Straßenbahn ins Zentrum gefahren und dort umhergestreift.

Zunächst habe er zwei Männer und eine Frau als Opfer auserkoren, aber sich dann an die Sure erinnert, wonach man nicht als Aggressor auftreten und Frauen und alte Menschen nicht angreifen dürfe. Danach sei er mehreren einzelnen Personen und schließlich zwei Männern gefolgt, die jedoch bald getrennter Wege gegangen seien. Gegen 21 Uhr sei er dann zwei Männern begegnet, die eng beieinander liefen und sich an den Händen hielten. Er habe sie beobachtet, überholt und nochmal überlegt, ob es richtig sei, was er vorhabe. Dann habe er sie passieren lassen, die Messer gezückt und angegriffen. Das Blut habe sofort gespritzt.

Er habe mehrmals nach dem Motiv gefragt, sagte Gutachter Leygraf. Der Angeklagte habe gesagt, dass Homosexualität eine Sünde sei. Homosexuelle seien „Feinde Gottes“, sie müssten bekämpft und getötet werden. Deshalb habe er sie gezielt ausgesucht. Dass er danach geflohen war, sei nicht geplant gewesen. Er habe eigentlich stehen bleiben, gegen weitere „Ungläubige“ kämpfen und als Märtyrer sterben wollen. Warum er das nicht getan habe, will der Richter vom Gutachter wissen. „Ich war nicht stark genug mit den Messern, ich habe zwar zugestochen, aber war nicht richtig mit dem Herzen dabei“, habe A. diesem geantwortet.

„Sehr ernst, nachdenklich und selbstkritisch“

Er hätte nicht eigenmächtig handeln sollen, sondern vorher die Terrormiliz „Islamischer Staat“ (IS) konsultieren müssen und sei „leider“ nicht richtig bei der Sache gewesen, habe aber in den folgenden Tagen über die Tat nachgedacht und sei zu dem Schluss gekommen, dass er sich nun auf größere Taten vorbereiten und nach Syrien zurückkehren müsse. Im Gerichtssaal herrscht atemlose Stille. Ein so umfassendes Geständnis, eine so detaillierte Schilderung des Motivs und der Gedankenwelt eines Täters hört man nur selten.

Leygraf stuft A. als überaus glaubwürdig ein. Er sei während der Exploration „freundlich und zugewandt“ gewesen, habe in Bezug auf die Tat sehr ernst, nachdenklich und auch selbstkritisch gewirkt; letzteres freilich nur in der Hinsicht, dass er seinen Plan nicht vollständig verwirklichen könne. Zum Teil widersprüchliche Darstellungen gebe es jedoch in A.'s Schilderungen seiner Lebensgeschichte und der Flucht nach Europa.

Als gesichert gilt, dass A. im Jahr 2015 über die Türkei und die Balkanroute nach Deutschland kam und sich hier schnell radikalisierte. Aufgewachsen ist er in Aleppo in einem alevitischen Elternhaus als drittes von

neun Geschwistern. Die Familie sei nicht sonderlich religiös, auch habe A. sich in Syrien nicht an Gebete und Fastenzeit gehalten, sondern beides erst nach seiner Ankunft in Deutschland sehr ernstgenommen. A. sei in ärmlichen Verhältnissen großgeworden. Der Vater habe eine kleine Baufirma gehabt, diese aber wegen eines Unfalls aufgeben müssen. Danach sei die Mutter arbeiten gegangen, während A. gemeinsam mit dem Vater Benzin und Diesel verkauft und dabei die Nachtschichten übernommen habe.

Probleme in der Schule

In der Schule habe er Schwierigkeiten mit dem Lernen, aber auch mit seinen Mitschülern gehabt. Als er die sechste Klasse besuchte, kam der Krieg. Er habe Tote und schwer Verletzte gesehen, „schlimme Bilder“, fühle sich aber nicht traumatisiert. Neben dem Mineralölhandel hielt er sich mit Diebstahl von Lebensmitteln über Wasser, habe mehrfach im Gefängnis gesessen, sei gefoltert worden und habe einen Suizidversuch unternommen.

Mit 14 Jahren sei er mehrfach in die Türkei gereist, wo eine seiner älteren Schwestern mit ihrer Familie lebt. 2015 dann hätten ihn die Eltern nach Europa geschickt. „Komm nicht zurück ohne eine Kiste voll Dollar!“, soll der Vater ihm gesagt haben. A.'s erste Station in Deutschland war ein Minderjährigen-Heim in München, aus dem er „wegen der vielen Regeln“, die dort galten, floh, von der Polizei aufgegriffen wurde und schließlich in Sachsen landete. Dort kam es vielfach zu Auseinandersetzungen mit anderen Flüchtlingen, insbesondere mit Afghanen und Christen. A. wurde deshalb mehrfach verlegt und beschloss dann, sich zwei Jahre älter zu machen, um nicht mehr in Heimen für Minderjährige unterzukommen. Merkwürdigerweise ging der Plan auf, und er bezog, nachdem er wegen ungebührlichen Verhaltens abermals aus einem Flüchtlingsheim geworfen worden war, schließlich eine Wohnung in Dresden.

Dort begann eine „Karriere“ als Intensivtäter. Bereits von 2016 an hatte sich A. radikalisiert, doch die Sicherheitsbehörden hatten ihn bereits auf dem Schirm. Allein in seiner Wohnung habe er viel im Internet gesurft. Die Nacht sei zum Tage und der Tag zur Nacht geworden, habe er Leygraf erzählt. Zum Deutschunterricht sei er kaum noch gegangen, sondern sei süchtig nach seinem Handy gewesen. Er habe gesehen, wie gut es den Leuten in Deutschland ginge und wie arm es anderswo auf der Welt zugehe. „Er wollte wissen, zu wem er gehöre, was er sei und warum es so viel Ungerechtigkeit gebe“, sagt Leygraf. Ungewöhnlich freimütig habe A. auch über seine Sexualität gesprochen. Er habe noch nie mit einer Frau geschlafen, aber sehr viel zu Filmen im Internet masturbiert, was er als Sünde ansehe. Er habe sich unrein gefühlt und auch deshalb ein Selbstmordattentat begehen wollen.

Im Gefängnis griff er andere an

Die überbordenden Probleme mit sich selbst mündeten offenbar in einer zunehmenden Radikalisierung. A. habe sich dem „Islamischen Staat“ anschließen und in Deutschland mit Sprengstoffgürteln Anschläge gegen „Ungläubige“ begehen wollen, heißt es in einem Urteil aus dem Jahr 2018, als er wegen der Planung einer schweren Gewalttat, Verbens für den IS und Körperverletzung zu einer Jugendstrafe von zwei Jahren und neun Monaten verurteilt wurde. Er hatte im Internet immer wieder einschlägige Seiten besucht und Bauanleitungen und Bauteile für Sprengvorrichtungen bestellt.

Die Haftzeit saß er nicht nur komplett ab, es kamen auch noch vier Monate oben drauf, weil er im Gefängnis mehrfach Mitgefangene und Justizvollzugsbeamte angegriffen hatte. Die Anstaltspsychologen aber auch die Nichtregierungsorganisation „Violence Prevention Network“ schätzten A. auch zum Haftende als gefährlich ein. Unter zahlreichen Auflagen kam er Ende September 2020 frei und zog in eine Unterkunft nach Dresden. Die Behörden hatten ihm da schon den Aufenthaltsstatus entzogen; er hätte eigentlich abgeschoben werden sollen, doch Abschiebungen auch für Straftäter nach Syrien waren damals ausgesetzt.

A. wurde überwacht

Was dann passierte, ist nur schwer zu verstehen. A. hatte Bewährungshelfer, musste sich drei Mal in der Woche bei der Polizei melden, er durfte keine gefährlichen Gegenstände bei sich tragen und wurde überwacht. Letzteres jedoch vor allem in Bezug auf seinen Umgang, weil die Behörden einen Anschluss an

radikale Islamisten verhindern wollten. Dass A. selber inzwischen ein radikaler Islamist war, und auch die Haftzeit daran nichts geändert hatte, war allen Beteiligten bewusst.

Wie er unter diesen Umständen jedoch zwei Tage nach seiner Entlassung in ein Dresdner Geschäft gehen und neben einem Gebetsteppich zwei Messersets mit je drei und zwei Messern erwerben konnte, ist ein Rätsel. Gegenüber dem Gutachter äußerte er, dass er gezielt so viele Messer gekauft habe, um mehr Ungläubige zu töten. Am dritten Tag nach der Haft bekam er dem Gutachter zufolge noch Besuch von einem Cousin und telefonierte mit seiner Mutter. Tags darauf las er noch einmal die Sure, wonach Ungläubige zu töten seien und fuhr in die Stadt.

Zwei Wochen später war er anhand zahlreicher DNA-Spuren identifiziert und wurde verhaftet. Er habe nichts Falsches getan, im Gegenteil: Es sei richtig gewesen, zu töten, habe er gegenüber dem Gutachter gesagt. Ob er es wieder tun würde? Nein, habe er gesagt, heute würde er sich beraten lassen und einen Plan machen, um es „richtig geschehen“ zu lassen. Mit einem Urteil wird noch im Frühjahr gerechnet.

Students protest plan to stage Sartre's classic 'No Exit' play: 'it doesn't allow us to feel safe'

ALEXANDER PEASE - UMASS BOSTON • APRIL 2, 2021

A petition has been launched against Western Washington University Department of Theatre's decision to showcase the existentialist play "No Exit" this fall.

The petition argues the script is *problematic* because it gender stereotypes women and lesbians and puts a man in a quasi-leadership role, which perpetuates patriarchy.

"When choosing a play for the upcoming season, there seemed to be a blind spot: gender and sexuality were not considered," the petition states. "We understand that this is a piece that is meant to challenge us as a department, but this play is not challenging if it doesn't allow us to feel safe."

The petition also argues the play is inappropriate at this time because it is set in one room in which the characters cannot escape, thus may be too "mentally taxing for the community to watch. Especially if we are still in quarantine at that time."

"This play is not challenging, but instead is reinforcing classical notions of womanhood designed by the patriarchy," the petition states, adding "it is disturbing and unacceptable."

"No Exit" is a play by French philosopher and existentialist Jean-Paul Sartre. Penned in 1944, it's about three people trapped in a room, and as they spend more time in it they come to realize that being trapped in eternity with the same three people is hell as opposed to fire and brimstone.

The play's most **famous line** — "Hell is other people" — comes toward the end when the male character realizes this:

"What? Only two of you? I thought there were more; many more. [Laughs.] So this is hell. I'd never have believed it. You remember all we were told about the torture-chambers, the fire and brimstone, the 'burning marl.' Old wives' tales! There's no need for red-hot poker. Hell is — other people!"

What concerns the activists at Western Washington University is the plot that surrounds the three main characters. One woman, Estelle, pines for the man's affection, named Garcin. The other woman, a lesbian named Inez, seeks comfort from Estelle, but is rebuffed.

"The stereotype surrounding Inez is inaccurate and extremely harmful and perpetuates abusive ideals around lesbian-identifying individuals," the petition states. "This [is] the wrong kind of queer representation that is very hurtful to LGBTQ+ people in the student theatre community."

The play includes unwanted sexual advances, another concern listed in the petition.

"Plays with depictions of sexual harassment or unwelcome sexual advances are harmful and may reignite feelings of trauma within audience member and students that are watching/working on this piece," it states.

A dozen students worked together to author a six-page **petition** explaining why the department should ditch the play. The effort is headed up by WWU theatre student Katie Ginther.

“Gender stereotyping and sexuality stereotyping is just not needed,” Ginther told *The College Fix* in an interview. She said the play is based upon the idea that women “need men,” but, “we don’t,” Ginther said with a chuckle.

Asked about the timing of staging a play set in what amounts to eternal quarantine during an actual pandemic, Ginther said that “no matter what time we are in, we don’t need a play like this anymore.”

Ginther is no stranger to petitions. She was involved in a lengthy list of demands pertaining to combating systemic racism within the Western Washington University theatre department in 2020, which she **shared with** *The Fix*.

Asked if the “No Exit” petition is reflective of the entire WWU theatre department, Ginther replied in saying “Yeah, it definitely is.” Not only that, there is “no backlash” from anyone in the department about the prospect of re-evaluating or replacing the play, she said.

Ginther said she was encouraged by the theater department chair to launch the petition and “see what the response of the students and audience members were.”

It has garnered nearly 200 signatures so far and it is unclear if the show will go on, there has been a delay in the verdict due to spring break, Ginther said.

Currently, there have been no castings or auditions held for the play but it **remains** on the listing as part of the 2021-22 WWU theatrical season. The website notes the line up was created from “student suggestions and faculty discussion.”

If the play is produced after all, Ginther said she personally “will support students that choose to be in the play.”

The petition does suggest many alternative plays to “No Exit,” but notes that if it is put on it should include a trigger warning for the audience and sensitivity training for those involved in the production.

It also calls for “a female and LGBTQ+ led panel before or after the play that is **REQUIRED** for all audience members to attend.” [Emphasis in the original].

Western Washington University’s media affairs department did not respond to requests from *The College Fix* seeking comment.

Le Figaro (site web)

vendredi 16 avril 2021 - 05:15 UTC +02:00 1784 mots

Vox ; Vox Politique

Michel Onfray:**«Mitterrand a tué la gauche avec un fusil à deux coups**

»

Van der Plaetsen, Jean-René

GRAND ENTRETIEN - Quarante ans après l'accession de François Mitterrand à l'Élysée, le philosophe dresse un bilan accablant de celui qui réalisa le plus long mandat d'un président sous la Ve République. Il date aussi de son exercice du pouvoir la naissance d'un fascisme de gauche, qui se traduit aujourd'hui par l'arrivée de l'intersectionnalité dans la sphère de la pensée.

Quarante ans après, quelles leçons tirez-vous des deux mandats de Mitterrand à l'Élysée?

Je n'ai pas eu besoin de quarante années pour comprendre ce que j'avais déjà saisi en mars 1983: François Mitterrand vient de l'extrême droite, ce qui lui a permis de faire carrière, de ses jeunes années, avant-guerre et guerre comprise, à sa conversion opportuniste au socialisme dès qu'il a compris que, pour parvenir au pouvoir, dans la configuration de la Constitution de 1958 et de l'élection du président de la République au suffrage universel direct, il lui fallait obtenir deux choses: droitiser, sinon fasciser le général de Gaulle, ce qui fut fait avec son pamphlet *Le Coup d'État permanent* (1964), puis se retrouver en face de lui comme le seul opposant de gauche, dès lors séduire le peuple de gauche en s'emparant de ce qui deviendra le Parti socialiste et réaliser l'union de la gauche qui le portera au pouvoir. Une fois parvenu au pouvoir, il gouverne vingt-deux mois à gauche et, face à sa gestion économique calamiteuse, il abandonne le socialisme, se convertit au libéralisme, retourne le PS comme une crêpe avec cette idéologie. Il change alors de marotte et devient un militant européiste. Pour gouverner, il instrumentalise l'extrême droite en faisant monter Jean-Marie Le Pen: il donne l'ordre au ministre de la Communication, c'était alors Georges Fillioud, qui s'exécute, d'inviter le patron du Front national dans les médias d'État, Le Pen y fait des merveilles rhétoriques, puis, dans la foulée, électorales. De ce fait, la force que Mitterrand a perdue, il la compense en créant la faiblesse de la droite républicaine par la montée en puissance d'un FN qui la prive d'union sous prétexte de Front républicain qui fait voter à «gauche» des gens qui se disent et se croient «de droite».

Mitterrand tue la gauche, le socialisme, le communisme, il abolit la souveraineté nationale par européisme, il fait monter la famille Le Pen par cynisme politique, il caricature l'idéal européen en laissant croire qu'il n'est d'Europe que libérale, il porte à son degré maximal les affaires - Bérégovoy, Grossouvre, les délits d'initiés, le financement des partis, la double famille entretenue par l'impôt des Français, les maîtresses... Voilà le bilan.

Les septennats de Mitterrand ont connu plusieurs époques et métamorphoses. La plus importante fut le tournant de la rigueur de 1983. Ce jour-là, les socialistes n'ont-ils pas perdu le peuple («les métallos, tourneurs et fraiseurs» si chers à Pierre Mauroy)?

Oui, bien sûr. Le seul qui a continué à leur parler, non sans succès d'ailleurs, c'est Jean-Marie Le Pen. Le PCF eut un temps le souci de la nation, d'une politique d'immigration choisie, d'une rigueur morale sur les questions de drogue, sinon de famille. Il fut également le défenseur de l'éducation populaire et de la culture pour le plus grand nombre. C'était le PCF *old school*, certes prosoviétique, mais, en France, défenseur d'une politique de civilisation. Par opportunisme électoraliste, il a emboîté le pas au PS qui, pour avoir perdu les classes populaires, s'est créé un peuple de substitution avec les marges - ethnique, religieuse, sexuelle, quand elles marchent main dans la main, on les dit aujourd'hui intersectionnelles. Georges Marchais n'y reconnaîtrait pas les siens... Le PCF a vendu son âme au diable pour une poignée de lentilles. Et Mélenchon, en bon disciple de Mitterrand, n'attend

que l'heure d'avaler les reliefs de ce parti centenaire qui s'est défait au fur et à mesure de tout ce qui constituait son identité - faucille et marteau, dictature du prolétariat et centralisme démocratique.

Il est aujourd'hui admis par tous que la France a consenti à transférer à l'Union européenne des pans entiers de sa souveraineté. Faut-il dater le début de ce mouvement des septennats de Mitterrand?

C'est un suicide avec un fusil à deux coups: d'abord, l'abandon de l'idéal socialiste le 23 mars 1983, avec le tournant dit de la rigueur. Puis la soumission au traité de Maastricht le 7 février 1992 après une campagne éhontée qui, via la quasi-totalité des médias, a criminalisé les électeurs du «non» en même temps que Mitterrand instrumentalisait sa maladie pour attirer la compassion sur sa personne et son projet. Qu'on se rappelle ce que Philippe Séguin et Guillaume Durand, sinon Jean d'Ormesson, ont ensuite rapporté sur ce débat télévisé où le sort de la France s'est joué avec un président qui n'a pas manqué d'instrumentaliser son cancer. C'est aussi à mettre au passif de cet homme...

C'est sous les mandats de Mitterrand que se développe toute une mythologie de l'antiracisme, incarnée par l'association Touche pas à mon pote, prétendument destinée à faire barrage au Front national. Faut-il voir dans cette idéologie - dévoyée - de l'antiracisme l'origine des outrances du décolonialisme et de l'islamisme?

Touche pas à mon pote fut en effet l'un des bras armés de cette destruction de la gauche, du socialisme, du souci de la nation, du pays et de la France, au nom d'un multiculturalisme qui, sous prétexte d'antiracisme, luttait pour l'europhisme, le cosmopolitisme, le métissage et la dilution de la France dans un grand marché planétaire. C'est le projet d'État universel, d'État total, de gouvernement planétaire qui est visé. Lire ou relire Jünger et Jacques Attali qui l'a lu.

Parmi les autres bras armés, le magazine *Globe*, subventionné par Pierre Bergé, et les réseaux de la gauche dite morale qui, via *Libération*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, Jack Lang, BHL, Julien Dray, la presse libérale, des éditorialistes et de prétendus politologues, genre Olivier Duhamel, mais aussi Philippe Val, alors directeur de *Charlie Hebdo* vite récompensé par l'obtention de la direction de France Inter accordée par Nicolas Sarkozy, ont paradoxalement, et encore, œuvré à mettre la famille Le Pen là où elle est tout en prétendant s'offusquer de son existence!

À la façon de l'apprenti sorcier, ces gens ont activé une dynamique qui les déborde aujourd'hui: les décolonialistes, les intersectionnalistes, les néoféministes, les antisionistes, les islamo-gauchistes, et tout ce que je nomme la fachosphère de gauche, qui sont leurs créatures, ne leur mangent pas dans la main. Mieux, ou pire: ils méprisent cette gauche que Mélenchon voudrait fédérer. Ils instrumentalisent, non sans un cynisme qui rappelle celui de Mitterrand, ce vieux personnel politique fardé comme une prostituée qui attend le client au pied de l'urne.

Ce qu'on appelle aujourd'hui l'intersectionnalité prend donc sa source sous Mitterrand?

Oui. Très précisément après que Mitterrand eut détruit la gauche *old school*, le Parti socialiste, les radicaux de gauche et le Parti communiste, que Jaurès, Mendès France et Georges Marchais ne reconnaîtraient pas, la gauche aurait dû se créer un nouveau corpus, une nouvelle ligne - de gauche. D'abord, en commençant par un droit d'inventaire concernant le mitterrandisme. Pour en avoir émis l'idée, avec justesse, Lionel Jospin l'a payé cher...

Le Mitterrand qui disait au congrès d'Épinay en 1971 que quiconque ne veut pas rompre avec le capitalisme ne peut être dit socialiste, et le Mitterrand qui fait de Bernard Tapie le navire amiral de sa nouvelle gauche ayant pour slogan «Vive la crise!» et qui invite les chômeurs à créer leur entreprise (une proposition de Raymond Barre, cela dit en passant...), n'étaient pas le même, c'est le moins qu'on puisse dire. Entre deux, il est vrai, Mitterrand était devenu président de la République.

La gauche a été fainéante: d'abord, elle n'a pas rompu avec Mitterrand qui avait pourtant rompu avec elle dès mars 1983, et ce par carriérisme, opportunisme, cynisme, il y avait en effet tant de places et de postes juteux à prendre! Ensuite, elle n'a pas su se créer une plate-forme à partir de son histoire propre, dont celle des socialismes français non marxistes du XIXe siècle - qu'on me permette de renvoyer une fois de plus à Proudhon. Elle a acheté clés en main l'idéologie du politiquement correct des campus américains. Or, il se fait que, paradoxalement, ces campus américains fonctionnaient à la *French Theory*, autrement dit, à la soupe fabriquée avec Foucault, Deleuze, Derrida, Bourdieu - une soupe bien américaine, genre Andy Warhol... La gauche française est devenue américaine.

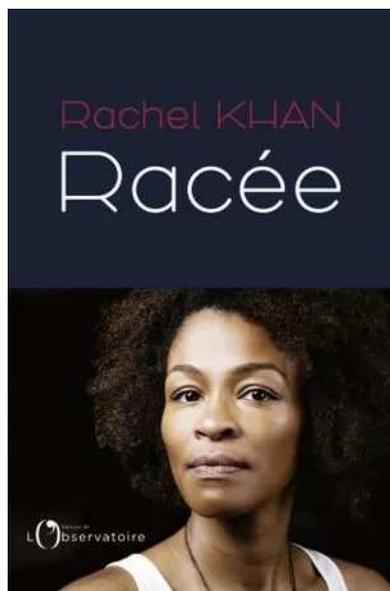
Avec son racialisme, son antisionisme, son éloge de la phallocratie et de la misogynie, pourvu que tout cela s'enracine dans la charia, son refus du débat, sa criminalisation de toute pensée qui n'est pas la sienne, l'usage de la violence physique contre cette pensée alternative, cet intersectionnalisme, donc, ressemble comme deux gouttes d'eau à un nouveau fascisme.

Mais le compagnonnage entre le fascisme et la gauche n'est pas une affaire nouvelle. De la présence du mot «socialisme» dans national-socialisme, une évidence sémantique et idéologique que l'on n'interroge jamais, à cette fachosphère de gauche qui monopolise le débat dans les écoles, les universités, la recherche, elle aussi subventionnée par l'impôt du contribuable, les médias dits du service public, mais aussi la plupart des autres qui, bien que privés, sont aidés par l'impôt eux aussi, en passant par le pacte germano-soviétique lui aussi un puissant impensé de la gauche, sinon l'origine politique de Mussolini, à gauche, la résistance aux fascismes du XXe siècle n'est guère venue de la gauche... Qu'on songe aux premiers qui ont traversé la Manche pour répondre positivement à l'appel du général de Gaulle: combien de députés issus du Front populaire ont-ils répondu présent à cette époque? La plupart ont voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Il manque à la gauche un Nuremberg qui lui permettrait de repartir sur des bases assainies.

Sur l'homme lui-même, que reprenez-vous à l'échelle de l'Histoire?

Rien.

Rachel Khan: «Pour les racistes, embrasser la France est une trahison »



FIGAROVOX/TRIBUNE -L'actrice et essayiste, qui refuse le discours victimaire, vient d'être comparée à l'affiche «Banania» par la militante associative Rokhaya Diallo. Une insulte qui, selon Rachel Khan, dévoile le véritable visage du nouvel «antiracisme».

Par Rachel Khan

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 2 heures

«La lutte dite «antiraciste» des identitaires racistes est un danger profond.» JOEL SAGET/AFP

Rachel Khan est juriste, scénariste, actrice et écrivain. Dans son dernier essai, Racée (L'Observatoire), elle se moque des nouvelles idéologies «décoloniales» et «intersectionnelles» qui, sous prétexte d'antiracisme, ne font, selon elle, qu'alimenter les ressentiments.

Répondant à l'une de mes interventions télévisuelles, Rokhaya Diallo m'a adressée une illustration de Banania avec cette mention:«Tant qu'on les caresse dans le sens du poil et qu'on chante les louanges de la France, ils nous adorent». Par ce message insultant, elle dévoile le véritable visage de la lutte antiraciste.

Le racisme n'a pas de couleur.

Il est peut-être même la chose la plus partagée au monde.

Dès lors, si les insultes varient, la violence, elle, reste la même. Ainsi, selon la couleur de peau du haineux, on passe de nègre à nègre de maison, de la valorisation de la traite à la dévalorisation du traître, du singe trop gourmand au Bounty dont la noix de Coco intérieure est raffinée, du lancé de Banane au Banania, personnage devenu le symbole de la soumission des colonisés.

Quoi de surprenant, dans cette atteinte?

La lutte dite «antiraciste» des identitaires raciales est un danger profond. C'est précisément ce que je tente de démontrer dans mon livre «Racée». Or, depuis sa sortie la mise en abyme entre le texte et le réel est fascinante.

Parce que ma pensée est indépendante des décoloniaux, mes paroles libres leur sont insupportables.

L'ouvrage énonce les mots utilisés dans la lutte dite antiraciste et qui dans le réel détruit notre société universaliste, laïque et républicaine pour la remplacer par une société fermée faite de colère, de haine, de ressentiment donc de violence. Parce que mon livre est celui d'une afro-yiddish, à l'histoire très spécifiquement française de la Shoah et de l'immigration, d'une femme qui n'aurait pas pu naître ailleurs qu'en France, pays des Lumières et d'ouverture, où les mariages d'amour «mixtes» sont possibles, et j'en suis la preuve, on me demande de me taire.

C'est trop tard, le livre est là. Le livre vit. De manière irréaliste et prémonitrice, j'y décris les mécanismes «wokes» que j'éprouve personnellement aujourd'hui. Depuis sa sortie c'est un «déchaînement» de tous les identitaires raciales pour mieux m'enchaîner.

Pour ces militants, être noire est une pensée unique. Toute liberté d'expression est circonscrite au dogme de la communauté, que je serais cessé représenter au nom de la « cause »

Car, pour ces militants, être noire est une pensée unique. Toute liberté d'expression est circonscrite au dogme de la communauté, que je serais cessé représenter au nom de la «cause».

Embrasser la France, sa liberté, son désir d'égalité, sa fraternité est une trahison, où mieux argument ultime: ferait le jeu des fachos. Fin du dialogue.

Ici aucun débat d'idée n'est possible. La pulsion haineuse prend tout individu libre pour cible. L'échange est banni, il faut vaincre et non convaincre toute personne dont le discours ne va pas dans le sens de cette idéologie de la vengeance à l'égard de l'homme blanc.

Or, en 2021, nous n'avons pas de leçon à recevoir de la colonisation des idéologies wokes issus d'un pays ségrégationniste il y a encore peu de temps, qui se prétendent être des sciences sociales pour opérer à la castration de nous-même.

Je n'ai pas, non plus, de leçon à recevoir pour parler de mon livre où j'ai tenté pendant plusieurs mois de déployer dans une forme intime et littéraire une pensée face à ces nouvelles formes d'intolérance venues des États-Unis qui nous tuent.

Pour ces derniers, l'idée n'est plus d'ouïr mais de jouir de l'intimidation, de l'humiliation, de la terreur, de couper la parole sans cesse dans de faux débats dont les seuls fanatiques peuvent penser que c'est ainsi que l'on gagne.

La période exige des positions claires face aux discriminations et non de lutter contre le racisme par le racisme

Or, en France, nous sommes des identités multiples, complexes, en mouvement. La liberté d'expression et de création fait partie de nos principes fondamentaux. Mon livre a pour objet les mots, le langage, l'importance de préserver une création libre, un dialogue et de nous protéger contre cette nouvelle dictature en sourdine. Il s'agit surtout, d'un ouvrage relatif à notre réparation intime et des moyens de recoudre la société grâce à la transmission de notre héritage universaliste, pour que toujours nous puissions lutter contre toutes les formes d'injustices et de discriminations ensemble quel que soit notre *pedigree* ; car sur cette bataille-là, nous avons besoin de toutes les forces.

La période exige des positions claires face aux discriminations et non de lutter contre le racisme par le racisme. Si j'ai écrit «Racée» c'est pour permettre à tous les républicains et universalistes de s'exprimer sans crainte et sans peur.

Et puis il faut garder en tête que plus nous serons nombreux à défendre nos principes plus les Bananes et autres Banania sur nos peaux auront l'avantage de glisser.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/04/16/sante-ce-n-est-pas-la-ou-les-depenses-sont-les-plus-elevees-que-les-resultats-sont-les-meilleurs_6077019_3232.html

Santé : « Ce n'est pas là où les dépenses sont les plus élevées que les résultats sont les meilleurs »

TRIBUNE

Bruno Palier

Politiste

Dans une tribune au « Monde », le politiste Bruno Palier passe en revue les idées reçues sur l'insuffisance ou, à l'inverse, sur le gaspillage, qui caractériseraient les budgets de la santé en France.

Publié aujourd'hui à 12h31 Temps de Lecture 5 min.

Tribune. Depuis trente ans, la France se situe dans le peloton de tête des quatre pays les plus dépensiers en matière de santé (avec les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suisse), où l'on dépense un à deux points de PIB de plus que la moyenne des pays de l'OCDE. Au cours des années 2010, avant la crise du Covid-19, la part de notre richesse nationale consacrée à l'ensemble des dépenses de santé (publique et privées) a toujours dépassé les 11 % du PIB, loin derrière les Etats-Unis (17 % du PIB) mais au coude à coude avec l'Allemagne et la Suisse, devant le Japon et la Suède, puis les autres pays nordiques, les pays d'Europe du Sud ou la Grande-Bretagne (qui se situent entre 9 et 10 % du PIB selon les années).

Contrairement aux idées reçues, la concurrence entre assurances et entre professionnels de santé, loin de faire baisser les coûts, a, au contraire, tendance à les faire augmenter. Les dépenses de santé sont plus élevées là où la concurrence entre médecins et entre assurances est la plus grande. Dans les pays où les systèmes nationaux de santé fonctionnent comme un service public (Grande-Bretagne, pays nordiques, Europe du Sud), les autorités publiques rémunèrent directement les professionnels sous forme salariale ou à proportion de la taille de leur patientèle, contrôlent de façon étroite leur installation et leurs pratiques ainsi que celles des patients. Les dépenses y sont moins élevées que dans les systèmes d'assurance maladie (privée aux Etats-Unis ou en Suisse, collective et obligatoire en Allemagne, au Japon et en France), où les professionnels sont payés à l'acte et gardent une large autonomie d'installation, de tarification et de prescription par rapport aux autorités publiques, de même que les patients gardent une grande liberté de choix des médecins ou des hôpitaux.

La France, championne des dépenses

Qui paye ces dépenses ? La part de la dépense privée est plus importante dans les systèmes d'assurances maladie (entre 25 et 35 % des dépenses totales en Europe, 50 % aux Etats-Unis) que dans les systèmes nationaux de santé (moins de 20 % en Grande Bretagne et moins de 15 % dans les pays nordiques). En France, la prise en charge par la Sécurité sociale s'est récemment améliorée pour avoisiner 78 % des dépenses. La Sécurité sociale assume les coûts des soins hospitaliers, des maladies de longue durée, mais beaucoup moins bien les soins courants, laissant aux mutuelles 21,5 % du coût de la médecine de ville et 12,4 % du prix des médicaments ; les patients eux-mêmes doivent prendre en charge respectivement 10,3 % et 11,8 % de ces coûts (données pour 2019).

La comparaison entre les performances de ces différents systèmes en matière de santé de la population et d'égalité d'accès aux soins montre que ce n'est pas là où les dépenses sont les plus élevées que les résultats sont les meilleurs. En Europe, si la France est souvent championne des dépenses, elle ne l'est pas en matière de résultats. L'espérance de vie y est certes parmi les plus élevées du monde, mais pas plus qu'au Japon ou en Suède, qui dépensent moins que nous. En outre, l'espérance de vie en bonne santé y est très inférieure à celle des pays nordiques (plus des deux tiers de la vie après 65 ans pour eux, moins d'un tiers pour nous). Avec un taux de 3,8 pour 1000 en 2018, la mortalité infantile (nombre de décès d'enfants au cours de leur première année de vie) nous classe plutôt dans la mauvaise partie du tableau (1,7 au Japon, 2,3 en Suède ou en Espagne, 2,7 en Italie, 2,8 en Grande Bretagne et en Allemagne, 4,8 aux Etats-Unis). En outre, la France est l'un des pays développés où les inégalités sociales de santé sont les plus élevées. A 35 ans, un diplômé du supérieur a 7,5 ans d'espérance de vie de plus qu'un non-diplômé (4 années pour les femmes). Notre niveau plus élevé de dépenses de santé ne se traduit donc pas en une meilleure santé de la population.

Le coût de la concurrence

Mais alors, où va l'argent ? Environ 70 % des dépenses de santé servent à rémunérer les personnels. Les rémunérations des soignants, hors professions médicales, sont particulièrement basses, pour des conditions de travail difficiles. Si les rémunérations des médecins sont plus élevées, elles sont en revanche le plus souvent inférieures en France à celles pratiquées dans les systèmes nationaux de santé. Les médecins généralistes français gagnent en moyenne deux fois moins que leurs confrères britanniques, tandis que les spécialistes touchent environ 30 % de moins que leurs confrères suédois ou britanniques. En revanche, on trouve en France des écarts de rémunération (pouvant aller de 1 à 4) au sein d'une même spécialité médicale, écart que l'on ne trouve pas dans les autres pays...

Le surcroît de dépenses est surtout lié à des facteurs quantitatifs. Il y a plus de médecins généralistes et de spécialistes en France que dans les pays anglo-saxons ou nordiques, avec une forte inégalité de répartition sur le territoire (les médecins sont nombreux là où vivent des personnes âgées plutôt aisées, et fuient les territoires ruraux ou pauvres). Surtout, ces médecins pratiquent beaucoup d'actes : consultations, examens souvent redoublés, nombreuses prescriptions de traitements parfois redondants ou contradictoires. La France est ainsi championne de consommation de médicaments, notamment d'antibiotiques.

Cette coûteuse multiplication des actes s'explique par la volonté de satisfaire les patients pour éviter qu'ils n'aillent voir ailleurs, mais aussi par la volonté des professions médicales d'accroître leurs revenus. Face à cette inflation, les autorités ont limité la revalorisation du tarif des actes, mais les médecins ont répondu en multipliant encore ceux-ci, se lançant ainsi dans une course épuisante à la suractivité.

La concurrence induite par la liberté de choix des médecins et par les pratiques libérales de la médecine conduit à un surcroît de dépenses qui ne se traduit pas par un surcroît de santé. Cette concentration sur les actes de soins a peu à peu éloigné le système français de la prévention et des objectifs de santé publique. Ce qui explique en partie nos difficultés actuelles face au Covid-19.

Bruno Palier est politiste, directeur de recherche du CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po. Il a notamment écrit « La Réforme des systèmes de santé » (PUF « Que sais-Je ?, » nouvelle édition à paraître en mai 2021)

SÖDERS AMBITIONEN:

Die Zerstörung der CDU?



Nur er und das Land: Markus Söder bei einer Video-Kabinettsitzung am 13. April :Bild: dpa

Macron in Frankreich, Kurz in Österreich und Trump in Amerika haben vorgemacht, wie man jenseits der etablierten Parteistrukturen an die Macht kommt. Manches spricht dafür, dass Bayerns Ministerpräsident etwas Ähnliches vorhat.

- VON ECKART LOHSE, BERLIN
- -AKTUALISIERT AM 16.04.2021-16:14

Mal angenommen, eine Professorin der Politikwissenschaft gibt ihren Studenten folgende Aufgabe: Sie sollen eine Vorgehensweise ersinnen, mit der die CDU in der Unionsfamilie maximal geschwächt wird. Das Ergebnis könnte so aussehen: Da eine Organisation am härtesten getroffen wird, wenn Angriffe aus dem Inneren kommen statt von außen, wäre ein Vorstoß der Schwesterpartei CSU besonders effektiv. Wichtig wäre es auch, einen Moment für den Angriff zu wählen, in dem die große Schwester sich in Sicherheit wiegt. Drittens ist ein Treffer dann besonders schmerzhaft, wenn die Entschlossenheit des Angreifers unterschätzt wurde.

Kurzum: Die Studenten hätten ein Szenario entwerfen können, wie das derzeit vom CSU-Vorsitzenden Markus Söder im Kampf um die Kanzlerkandidatur vorgeführte. Ein Angriff aus dem Süden ist zwar nichts Neues. Aber dass er ausgerechnet fünf Monate vor einer Bundestagswahl von dem Mann kommt, der nach dem Streit über die Asylpolitik seit zwei Jahren predigt, wie wichtig der Frieden in der Union ist, gewährleistet ein maximales Überraschungsmoment. Dass Söder über Monate trotz ausgezeichneter Umfragewerte so getan hat, als habe er kein Interesse an der Kanzlerkandidatur, verstärkt die Überraschung noch.

Einmütig sprachen sich CDU-Präsidium und -Vorstand am Montag für eine Kanzlerkandidatur von Parteichef Armin Laschet aus und waren fest davon überzeugt, Söder werde das so akzeptieren, wie er es am Sonntag zugesagt hatte. Schon am Donnerstag zeigten sich – nicht nur beim sachsen-anhaltischen Ministerpräsidenten Reiner Haseloff – erste Zweifel, ob diese (Vor-)Entscheidung gegen das Anrennen des mit Stapeln von Umfragen bewaffneten Söder zu halten sein würde. Fragte man in der CDU, was sich denn von Montag bis Donnerstag an den Fakten geändert habe, so lautet die Antwort, man habe nicht gedacht, dass der CSU-Vorsitzende die Sache mit solcher Härte betreibe.

Auch diejenigen in der CDU, die Söders Vorgehen gar nicht gut finden, wissen, dass da kein wildgewordener Politikamateur mit Tunnelblick und weiß-blauem Baseballschläger das christdemokratische Porzellan zerdeppert. Wenn einer in der Disziplin des Machterwerbs und -erhalts ein kalter Profi ist, dann Markus Söder. Man darf ihm also unterstellen, dass er mit voller Absicht das Konrad-Adenauer-Haus und die gesamte Führungsetage der CDU unter Feuer nimmt.

Vollendet Söder die „Zerstörung der CDU“? So hatte der Youtuber [Rezo](#) vor zwei Jahren ein Video mit scharfer Kritik an den politischen Inhalten der CDU benannt. Als es millionenfach abgerufen wurde, ahnte man im Konrad-Adenauer-Haus, dass es einen Nährboden für solche Phantasien gibt. Söder weiß, dass sein Vorgehen der CDU schaden kann. Warum also macht er es? Er will doch Bundeskanzler werden, daran kann inzwischen kein Zweifel mehr bestehen. Aber er will es ebenso offenkundig mit einem anderen System, als demjenigen, das vor allem Helmut Kohl, aber letztlich auch Angela Merkel angewandt haben. Beide haben sich in ihren 16 Jahren Kanzlerschaft auf die Partei gestützt.

Söder sieht sich als in Bayern beheimateter Volkstribun

Söder scheint zu glauben, ohne Parteien zurechtzukommen zu können. Ein erfahrener CDU-Mann sagt, der CSU-Chef habe seine eigene Partei entkernt und versuche nun, die CDU zu enthaupten. Der bayerische Ministerpräsident ist selbstbewusst genug zu meinen, dass er mit Hilfe des Wahlvolks und unter Übergehen der von ihm verachteten Parteifunktionäre das Land regieren kann, heiße es nun Bayern oder Deutschland. Insofern war es ein Missverständnis, sein Mantra „mein Platz ist in Bayern“ als Desinteresse an der Kanzlerschaft zu interpretieren. Er sieht sich als in Bayern beheimateten Volkstribun, der Deutschland regieren will.

Es gibt inzwischen einige Vorbilder dafür, dass dieses Modell in westlichen Demokratien funktionieren kann, wenn ein Politiker in der Wählerschaft nur genügend Begeisterung hervorruft. Ob es der österreichische Bundeskanzler Sebastian Kurz ist, der ehemalige amerikanische Präsident Donald Trump oder der französische Präsident [Emmanuel Macron](#). Ihr System, sich über und gegen die Parteien zu stellen, die bisher Kanzler und Präsidenten getragen haben, trug sie ins Amt.

Wie lange man in einer freiheitlichen Demokratie auf diese Weise an der Macht bleiben kann, ist noch ungewiss, weil die Methode nicht ausreichend erprobt ist. Kurz hat nicht einmal vier, sehr unruhige Regierungsjahre hinter sich, in denen er vom Koalitionspartner FPÖ zu den Grünen geschwenkt ist. Ein Beleg dafür, dass Parteien mit ihren Funktionären und Programmen für ihn nachrangig erscheinen. [Trump](#) ist bei der Wiederwahl knapp gescheitert, aber eher an seiner Person als an seiner Vorgehensweise beim Machterwerb und der Machtausübung.

Es geht um den Fortbestand der CDU als Volkspartei

Die Wiederwahl von Macron im kommenden Jahr ist ungewiss. Seine Herausforderin Marine Le Pen will ihn von rechts – methodisch betrachtet – mit seinen Waffen schlagen. Sie legte kürzlich den Parteivorsitz zumindest vorübergehend nieder, weil sie überzeugt scheint, besser ohne Partei die Sympathien der Franzosen auf sich ziehen zu können. So verängstigt ist Macron inzwischen, dass er die Ecole National d'Administration schließen lässt, Säule und Sinnbild des französischen Establishments.

Die CDU, so sehen es die erfahrenen Analytiker in der Partei, kämpft nicht in erster Linie für Armin Laschet, wenn sie für Armin Laschet kämpft. Es geht um ihren Fortbestand in der bisherigen Funktion: eine Volkspartei, die sich so lange gern als Kanzlerwahlverein verspotten lässt, wie sie bestimmt, wer Kanzler wird. Kann sie das nicht mehr, könnte sie den Weg der bürgerlichen Parteien in an deren westlichen Demokratien gehen. Abwärts.

Le Figaro (site web)

vendredi 16 avril 2021 - 22:31 UTC +02:00 886 mots

Actualité ; Société

Couvre-feu et ramadan : une tolérance accordée pour les musulmans dans certains départements

INFO LE FIGARO - Selon nos informations, la direction départementale de l'Hérault a reçu un message d'information du ministère de l'Intérieur indiquant qu'une «tolérance est accordée» aux «fidèles» souhaitant prier avant la fin du couvre-feu.

La polémique a enflé toute la journée. Dans le Tarn, comme l'ont révélé nos confrères du média local *Le Journal d'Ici*, les forces de l'ordre ont reçu pour consigne, de la part de la préfecture, de ne pas verbaliser les musulmans circulant entre 19 heures et 22 heures, et à partir de 5 heures, alors que la France est actuellement sous couvre-feu pour cause de Covid.

Un courriel reçu le mercredi 14 avril par les gendarmes et les policiers du département, que le média local a pu consulter, assurait que « *les pratiquants sont autorisés par la préfecture à dispenser l'aumône (se traduisant par la livraison de nourriture à des amis, famille...)* ». Cette consigne, indiquée dans un mail que *Le Parisien* «est en mesure de confirmer», vaut pour toute la durée du ramadan, fixée cette année du 13 avril au 12 mai.

Le directeur de cabinet de la préfète a répondu au journal tarnais. « *Ces consignes encouragent les forces de l'ordre au discernement. Elles ne s'appliquent pas aux cas individuels mais uniquement aux actions menées au bénéfice des nécessiteux dans le cadre des associations ou des mosquées, dans la mesure où la situation sanitaire ne permet pas la rupture du jeûne dans les lieux de culte et autres locaux collectifs* », dit-il au journal. Selon France Bleu, « *tout est en fait partie d'une seule autorisation à faire l'aumône pour une association albigeoise, Lueurs de l'Islam* ». Le directeur de cabinet ajoute: « *La même tolérance est déjà appliquée aux maraudes des organismes caritatifs, mais aussi à la livraison de repas à domicile par les restaurants et les sociétés spécialisées* ». Lorsqu'elle fait des maraudes, la Croix-Rouge dispose de la même autorisation, reprend France Bleu.

La préfecture du Tarn a réagi à l'article du *Journal d'Ici*, sur Facebook. « *La préfète rappelle que le couvre-feu s'applique à tous sans aucune distinction. Constatant la mauvaise compréhension des consignes données aux forces de l'ordre, la préfète leur rappelle ce jour clairement que toute personne contrevenant aux règles du couvre-feu doit faire l'objet de verbalisation*. » Pour certains, la publication fait office de rétropédalage.

Consigne ministérielle ?

Ce vendredi soir, *Le Figaro* est en mesure de confirmer que le Tarn n'est pas le seul département concerné par ces mesures de « *tolérance* ». La direction départementale de l'Hérault, dans le sud de la France, a également transmis cette consigne, a appris *Le Figaro* de source policière. Dans un mail reçu par les autorités locales, que *Le Figaro* a consulté, l'on peut lire: « *Nous venons d'être destinataires d'un message d'information du ministère au sujet du ramadan. Plusieurs responsables locaux du culte musulman ont demandé à pouvoir autoriser leurs coreligionnaires le désirant à pratiquer la prière du matin à 5h30, une demi-heure avant la fin du couvre-feu. Cette pratique ne devrait concerner que peu de fidèles, notamment les personnes les plus âgées. Le ministère nous informe que cette tolérance est accordée pour ces fidèles.* »

Dans un communiqué paru mercredi 14 avril sur le site du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'institution confirme et « *informe les musulmans de France qu'il est toléré de se rendre au lieu de culte le plus proche de son domicile pour accomplir la prière du matin* ». Sans qu'il ne soit précisé d'horaire. « *Cette dérogation est accordée par monsieur le ministre de l'Intérieur à la demande du CFCM. Le CFCM recommande aux imams de retarder cette prière dans la mesure du possible pour permettre un usage utile et limité de la dérogation.* »

À cette heure, *Le Figaro* ne peut pas confirmer la transmission de ces consignes dans d'autres départements. Interrogés, plusieurs responsables policiers précisent que cette tolérance est « officielle » et ces dérogations, « nationales ». « *J'ai eu pas mal d'interrogations sur tout le territoire, et plusieurs préfetures s'interrogent, puisque ce sont des consignes ministérielles* », nous assure-t-on, en Occitanie. « *Cette instruction ministérielle de tolérance a été répercutée dans de nombreux services départementaux* », avance-t-on dans la région parisienne. *Dans plusieurs Directions centrales de la sécurité publique (DDSP), ces consignes, qui stipulent que l'on doit faire preuve de "discernement", ont déjà été transmises jusque sur le terrain .»*

Tolérance «localement»

Joint par nos soins, le ministère de l'Intérieur affirme pourtant que « *toutes les demandes pour dépasser le couvre-feu après 19 heures pour des motifs religieux ont été refusées* ». Il peut cependant y avoir « localement » une « *tolérance de quelques minutes (pas davantage !) pour la première prière du matin, qui a lieu entre 5h30 et 6 heures* », concède-t-on.

Côté police, l'instruction fait, quoi qu'il en soit, jaser. « *On se retrouve dans une position délicate. On va devoir gérer des investigations impossibles à mener: comment voulez-vous qu'un policier sache qu'untel est musulman, juif ou catholique? La religion musulmane fait déjà l'objet d'attaques des uns et des autres, il ne faudrait pas que ça empire* », vocifère un syndicaliste.

Le Figaro (site web)

vendredi 16 avril 2021 - 19:21 UTC +02:00 925 mots

Actualité ; Société

À Polytechnique, un concours d'élite presque ordinaire

Beyer, Caroline

REPORTAGE - Lors des épreuves communes à trois prestigieuses grandes écoles, le Covid-19 était le cadet des soucis des candidats.

« *Il vous reste cinq minutes. N'oubliez pas de numéroté vos copies* », indique au micro la voix d'un surveillant en uniforme militaire. Les 350 candidats qui composent, ce jeudi 15 avril, dans l'un des trois gymnases de l'École polytechnique, procèdent calmement aux derniers ajustements.

Sur leurs tables numérotées, séparées d'un mètre cinquante «nez à nez», des stylos, des compas, du chocolat, des bouteilles d'eau et de jus de fruits. Cela fait près de six heures qu'ils planchent sur une épreuve de mathématiques. Derrière leurs masques. « *Posez vos stylos* », reprend la voix. Protocole sanitaire oblige, c'est progressivement, par rangées, que ces candidats au concours commun à l'X, aux écoles normales supérieures (ENS) et à l'École de physique et de chimie de Paris (ESPCI), se dirigent progressivement vers la sortie. Le marathon des épreuves d'accès aux écoles d'ingénieur a commencé le lundi 12 avril, avec ce premier concours, qui permet d'intégrer les plus prestigieuses.

Comme chaque année, quelque 4 500 candidats venus des classes préparatoires scientifiques les plus réputées ont passé, du lundi au vendredi, des épreuves de maths, physique, chimie, informatique, français et langues étrangères. Sur le campus de l'X, mais aussi à la porte de Versailles et dans des centres d'examen de province. À l'arrivée, 430 seront retenus à Polytechnique (parmi eux, 15 % de filles seulement), une centaine dans les ENS.

Pas de rattrapage

Rien de bien nouveau pour l'élite de l'élite, si ce n'est le protocole sanitaire drastique mis en place cette année. Le prix à payer pour que se tiennent ces épreuves organisées simultanément en France, dans 30 centres, mais aussi outre-mer et au Maroc. « *Le charme des écrits. Il ne faut pas qu'il y ait un problème quelque part* », résume Michel Gonin, directeur du concours à l'X. *C'est « one shot »*. Pas de session de rattrapage prévue, même par temps de Covid.

« *On vient des meilleures prépas. Ça fait deux ans qu'on bosse. Si on était cas contact, évidemment qu'on ne le dirait pas. De toute façon, avec les révisions, on n'est pas vraiment sorti* », explique Sébastien, qui vient de sortir du gymnase. « *Les masques, le gel, la distanciation, c'est pas le truc le plus pénible. On a fait ça toute l'année. En prépa, les cours ont continué comme si de rien n'était* ». « *Ce qui est étrange, c'est plutôt quand on retire le masque* », sourit Lisa, qui arbore un pull aux couleurs du lycée Louis-le-Grand.

Pour ces jeunes gens qui se pressent vers le restaurant universitaire, en quête d'un repas à emporter, « *le plus pénible* », c'est bien cette épreuve de mathématiques de six heures qu'ils viennent de vivre. L'épreuve la plus longue de la semaine, spécifique à l'École normale de la rue d'Ulm, ce temple de la recherche mathématique, qui propose 38 places. « *C'est tout sauf le cours. Les énoncés, très longs, partent très loin* », explique Sébastien.

Sur la vingtaine de questions, les candidats avouent « *ne pas en avoir fait la moitié* ». « *Pour élaborer cette épreuve, ils la font passer au champion de l'ENS. S'il arrive au bout, ils rajoutent des questions* », sourit Lisa, qui a composé « *sans aucun stress car elle est inaccessible* ». Elle s'imaginerait pourtant bien à Normale, « *être prof, faire de la recherche* », contrairement à Sébastien: « *Polytechnique ouvre plus de portes* », estime le jeune homme qui compte dans sa famille quatre personnes passées par l'X.

L'impact du Covid-19

La crise du Covid n'a pas vraiment bouleversé l'organisation du concours sur ce campus un peu vide où quelques élèves polytechniciens, soumis comme partout aux cours en distanciel, flânent ou font du sport. Les gymnases disponibles et les grands espaces du plateau de Saclay se prêtent à la situation.

L'idée de faire passer des tests Covid aux candidats, avant qu'ils n'entrent sur le campus, a vite été écartée. « *Oui, il y a une zone grise, mais nous ne sommes pas des gendarmes. Et qu'aurions-nous fait en cas de tests positifs? Nous n'avons pas d'autorité là-dessus* », explique le directeur du concours. « *Ces élèves travaillent d'arrache-pied depuis deux, voire trois ans* », ajoute-t-il. Parmi les candidats inscrits au concours, 15 % ne se sont finalement pas présentés. Comme chaque année.

« *Il est fondamental de maintenir ce concours, y compris les oraux, qui vont commencer à la mi-avril* », martèle Michel Gonin. En 2020, alors que l'épidémie de Covid avait pris tout le monde de court, l'X et les ENS avaient été les seules grandes écoles à maintenir ces oraux. « *30 % des candidats intègrent Polytechnique grâce à eux* », explique ce physicien qui pilote le concours depuis dix ans. Dix années au cours desquelles « *la philosophie n'a pas changé* » : « *Des sujets sophistiqués, ouverts sur la recherche qui vont au-delà du programme de prépa, notamment en physique* ». À 14 h 30, le ballet des voitures sur le parking de l'X reprend, comme à 6 h 30 du matin. Les parents viennent récupérer leurs enfants, qui plancheront à nouveau le lendemain.

Die derzeitige Klimapolitik ist Augenwischerei

Die Klimapolitik in Deutschland und Europa ist nicht nur ineffektiv, weil sie so gut wie keine Auswirkungen auf das Klima hat; sie ist auch ineffizient, weil sie höhere volkswirtschaftliche Kosten als nötig verursacht. Es braucht dringend eine sachliche Debatte ohne Moralismus.

Rupert Pritzl und Fritz Söllner 146 Kommentare 16.04.2021, 05.30 Uhr



Vor lauter Moralismus geht beim Klimaschutz der Blick für die Realität verloren.

Der Philosoph Hermann Lübbe warnte schon 1984 vor einer zunehmenden «Neigung, auf die Herausforderungen von Gegenwartsproblemen moralisierend zu reagieren». Dieser Satz ist aktueller denn je: Der gesellschaftliche Diskurs wird in vielen Politikbereichen von einem politischen Moralismus geprägt, der eine unvoreingenommene, kritische und sachlich geführte Diskussion behindert, wenn nicht gar unmöglich macht. Dies wird besonders in der Debatte über die Klima- und Energiepolitik sichtbar. Als Ursache für die Klimakrise wird in der öffentlichen Diskussion häufig die niedrige Gesinnung vieler Menschen genannt. Der Klimawandel sei «menschengemacht» und zudem Produkt absichtlichen Handelns.

Negative Zivilisationsfolgen – wie etwa die Gefährdung des Klimas – haben jedoch in der heutigen Welt «überwiegend die handlungstheoretische Charakteristik von Nebenfolgen». Damit ist nicht gemeint, dass es sich um unwichtige oder vernachlässigbare Phänomene handelt, sondern dass sie nicht bewusst herbeigeführt wurden. Vielmehr treten sie typischerweise als unbeabsichtigte Konsequenz auf, wo andere Ziele verfolgt werden. Die Chinesen bauen nicht Kohlekraftwerke, um den Gehalt der Atmosphäre an Treibhausgasen zu erhöhen, sondern um ihre Wirtschaft verlässlich und günstig mit Energie zu versorgen.

Der «Klimaleugner» im Fokus

Sowohl im Sinn des gesellschaftlichen Friedens als auch im Hinblick auf Lösungen zur Bewältigung der «Nebenfolgen» ist es wenig zielführend, mit moralischen Anklagen und mit Schuldzuweisungen zu arbeiten. Stattdessen ist es notwendig, die Komplexität der modernen, arbeitsteiligen und ausdifferenzierten Gesellschaft und die wechselseitigen Abhängigkeiten zwischen dieser und ihrer natürlichen Umwelt anzuerkennen.

Wenn man die Ursache der Klimakrise in einer «klimaschädlichen» Gesinnung sieht, dann ist es naheliegend, andere Ansichten und Argumente unterdrücken und unschädlich machen zu wollen. Es ist daher gängige Praxis, dass jene, die sich diesbezüglich kritisch äussern, zum Schweigen gebracht werden sollen, indem sie als «Klimaleugner» oder gar «Klimaverbrecher» bezeichnet werden. Nicht die argumentative Entgegnung in der klimapolitischen Diskussion wird beabsichtigt, sondern die Diskreditierung und moralische Entwertung der Andersdenkenden.

Auf diese Weise wird mittels Emotionalisierung und Personalisierung in der öffentlichen Debatte eine vernünftige und sachliche Diskussion unmöglich gemacht.

Merkels Atomausstieg

Der Klimaschutz wird heutzutage zur «Überlebensfrage der Menschheit» hochstilisiert und von vielen als das höchste, wichtigste und dringlichste gesellschaftliche Ziel betrachtet. Kompromisse aufgrund von anderen gesellschaftlichen Zielen werden folglich bei einer Verabsolutierung des Klimazieles nicht gemacht. Um dieses zu erreichen, werden alle erdenklichen Mittel eingesetzt – und seien es auch Verstösse gegen bestehendes Recht und Gesetz. Aber nicht nur bei Klimaaktivisten ist das Bewusstsein für Rechtsstaatlichkeit schwach ausgeprägt.

Auch Bundeskanzlerin Angela Merkel, die 2018 gesagt hat, dass die Bundesregierung Recht und Gesetz, «wo immer das notwendig ist», einhalten wolle, hat es beim überhasteten Atomausstieg mit Recht und Gesetz nicht so ganz ernst genommen.

Wer die Klimakrise auf die Unmoral von grossen Teilen der Bevölkerung zurückführt, muss gleichzeitig versuchen, eine «gute» Gesinnung zu bewirken. Aber die eindringlichen Appelle, «zur Vernunft zu kommen» und «umzukehren», fruchten sehr wenig – und sind aus ökonomischer Sicht gar nicht anders zu erwarten.

Verhalten ändern

Wenn die Menschen aber nicht freiwillig ihr Verhalten ändern, dann muss man sie eben mit Geboten und Verboten dazu zwingen. Gutgesinnte handeln immer gut, und Schlechtgesinnte handeln immer schlecht. Gutgesinnte fahren Rad oder Elektroauto, verwenden Energiesparleuchten, leben vegetarisch oder vegan und installieren Photovoltaikanlagen auf den Dächern ihrer Häuser. Alle anderen, die dies nicht freiwillig und aus besserer Einsicht tun, müssen dann angeblich zu einem solchen Verhalten auf die eine oder andere Weise gezwungen werden. Für eine nüchterne und sachliche Abwägung von Handlungsalternativen bleibt dabei kein Raum. Kohle- und Kernenergie haben nicht jeweils Vor- und Nachteile, die es abzuwägen gilt, sondern sind Teufelswerk und müssen baldmöglichst abgeschafft werden. Photovoltaikanlagen und Windräder dürfen hinsichtlich ihrer Kosten und Nutzen nicht mit anderen Arten der Energieerzeugung verglichen werden, sondern stellen den energie- und klimapolitischen Heilsweg dar.

Dabei erweisen sich viele energie- und klimapolitische Vorhaben als reines Wunschdenken und als Illusion, wenn sie mit den harten Tatsachen der ökonomischen und naturwissenschaftlichen Realität konfrontiert werden.

Das Klimaproblem stellt sich aus ökonomischer Sicht wie folgt dar: Die Emission von Treibhausgasen, unter denen CO₂ die grösste Rolle spielt, erhöht die Konzentration dieser Gase in der Atmosphäre und trägt so zur

Destabilisierung des Klimas bei. Da die damit einhergehenden Kosten nicht von den Emittenten getragen werden, haben diese keinen Anreiz zur Emissionsvermeidung. Eine rationale Klimapolitik kann folglich nur darin bestehen, einen Preis für die Treibhausgasemissionen einzuführen – entweder durch eine Emissionssteuer oder durch ein Emissionsrechtehandelssystem. Da das Klimaproblem ein globales Umweltproblem ist, muss dieser Preis weltweit einheitlich sein. Nur so können die Emissionen effektiv und effizient reduziert werden.

Keine Auswirkungen auf das Klima

Klimapolitisch sinnlos ist dagegen, wenn sich einzelne Länder Emissionsreduktionsziele setzen. Angesichts ihrer relativ geringen Anteile an den weltweiten Emissionen können die EU oder gar Deutschland allein unmöglich für eine spürbare Reduktion der Gesamtemissionen und damit für eine Stabilisierung des Weltklimas sorgen. Solange es keine international koordinierte Klimapolitik gibt, sollten deshalb knappe Ressourcen in die Adaption an den Klimawandel investiert werden, etwa in die Verstärkung der Nordseedeiche oder den Waldumbau, statt dass sie für wirkungslose Reduktionsanstrengungen verschwendet werden. Die Klimapolitik in Deutschland und Europa ist nicht nur ineffektiv, weil sie so gut wie keine Auswirkungen auf das Klima hat; sie ist auch ineffizient, weil sie höhere volkswirtschaftliche Kosten als nötig verursacht.

Das gilt besonders für die deutsche Klimapolitik: Das im Jahr 2000 eingeführte Erneuerbare-Energien-Gesetz, das den Ausbau erneuerbarer Energien bei der Stromerzeugung fördert, führt innerhalb des übergreifenden EU-Emissionshandelssystems nicht zur Verringerung der Treibhausgasemissionen, sondern nur zu einer Verlagerung in andere Länder.

Der Kohleausstiegsbeschluss, die massive Förderung der Elektromobilität und das «Klimapaket 2030» setzen den Irrweg der deutschen Klimapolitik fort. In eine ähnliche Richtung scheint auch der «Green Deal» der EU zu gehen; auch bei ihm geht es mehr um die gute Absicht als um eine rationale Politik.

Ursächlich für diese Misere ist nicht etwa mangelndes Wissen um eine bessere Klimapolitik, sondern die bewusste Verweigerung einer rationalen Analyse des Klimaproblems und seiner möglichen Lösungen zugunsten einer emotionalen und gesinnungsbasierten Politik – ursächlich ist der politische Moralismus.

Fritz Söllner ist Professor für Volkswirtschaftslehre, insbesondere Finanzwissenschaft, an der Technischen Universität Ilmenau. Zuletzt von ihm erschienen: «Die Geschichte des ökonomischen Denkens» im Springer-Verlag (2021). **Rupert Pritzl**, Volkswirtschaftler, ist im Bayerischen Wirtschaftsministerium tätig und Lehrbeauftragter an der FOM Hochschule.

Le Figaro, no. 23843

Évian, ou quand une entreprise se soumet

Bock-Côté, Mathieu

Un tweet banal incitant les Français à boire suffisamment d'eau (et de préférence de l'eau d'Évian) dans leur journée. Dans un monde normal, cette publicité aux allures de consigne infantilisante n'aurait pas vraiment créé scandale. Mais nous ne vivons plus dans un monde normal depuis un certain temps déjà. Le tweet ayant été publié le premier jour du ramadan, il a suscité des réactions sur les réseaux sociaux, chez certains internautes très agressifs, qu'il n'est pas interdit de supposer islamistes. Évian fut accusé de provoquer les musulmans, de manquer de sensibilité à leur endroit. Prise de panique, l'entreprise a publié un second tweet pour s'excuser de sa maladresse et préciser qu'elle n'avait d'aucune manière voulu provoquer qui que ce soit avec son premier message. Oui, Évian était en désaccord avec toute provocation !

Naturellement, une conduite lâche ne pouvait que faire sursauter le commun des mortels, découvrant que certaines grandes entreprises françaises sont désormais disposées à se soumettre à ce qu'elles croient être les injonctions de la religion musulmane, et plus particulièrement, de ceux qui veulent faire de la France une terre d'Islam. En croyant éviter la crise, et en misant sur l'apaisement pénitentiel, Évian témoignait d'un réflexe servile, d'une disposition à la soumission, devant une puissance à laquelle on prête désormais le pouvoir de fixer ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

Les commentateurs se contentant de voir là une stratégie consistant à ne pas faire de vagues s'aveuglent volontairement devant la signification politique de la chose, qui révèle, sur le plan symbolique, un transfert de souveraineté sur le territoire national, la culture française étant désormais appelée à s'effacer devant ce que l'on croit être la culture musulmane.

L'Islamisme progresse une gène flexion à la fois. Les islamistes les plus revendicatifs sont transformés en interprètes autorisés de l'Islam. On leur accorde le droit de parler en son nom. À l'échelle de l'histoire, on y verra une psychologie conquérante : les islamistes arrivent en France avec l'idée d'y imposer leurs codes. Le commun des mortels s'exaspère de ces capitulations à répétition, mais les majorités passives subissent l'histoire, alors que les minorités idéologiques résolues la font.

Posons néanmoins la question à bonne hauteur : y a-t-il encore une culture française qui soit la norme en France ? Une certaine illusion libérale se dissipe sous nos yeux : aucune société n'existe sans tabous. Toute la question est de savoir autour desquels se constitue l'espace public. Qu'est-ce qui fait scandale : insulter ou célébrer la France ? Cette semaine, simplement rappeler qu'en France, on boit de l'eau quand on le veut bien a pu se ranger dans le registre des provocations et du blasphème.

Cet événement éclaire sur une dimension trop souvent négligée de l'inquisition « woke », qui déborde depuis un bon moment de l'université. Le « wokisme » colonise le monde de l'entreprise, et plus particulièrement, des grandes entreprises, qui voient dans la mise en scène de leur quête d'une toujours plus grande « diversité » une manière de construire leur profil social et leur identité citoyenne. En Amérique du Nord, il n'est plus rare de voir les plus grandes d'entre elles prendre la pause en s'accusant de participer au « racisme systémique » et à la logique de la « suprématie blanche ». Plus une grande entreprise s'accuse, plus elle se croit vertueuse, et cherche en quelque sorte à se voir reconnue et certifiée dans ses bonnes pratiques en matière diversitaire. Les entreprises qui ne le rallient pas explicitement sont pointées du doigt et accusées de perpétuer en leur sein des inégalités raciales.

Le « wokisme » colonise particulièrement les départements de ressources humaines et prend forme dans l'approche « ÉDI », pour « équité, diversité et inclusion ». Il s'impose partout sur les milieux de travail, à la manière d'ateliers de rééducation idéologique au nom de la sensibilisation à la diversité. Les employés sont de plus en plus souvent contraints d'assister à ces séances, pour les transformer en alliés de la diversité. Ils devront peut-être même chercher, s'ils sont blancs, à devenir moins blancs. On prétend alors dépister leurs arrière-pensées, leurs biais inconscients, et qui confesse quelques réserves devant cette petite séance de lavage de cerveau se désigne alors aux yeux de tous comme un opposant, un dissident, un employé réfractaire, contagieux et toxique.

C'est seulement en ayant conscience de cette conversion du capitalisme au « wokisme » qu'on comprendra l'accélération de la révolution raciale.

Sein Ruf ist schlecht, aber sein Potenzial gigantisch: ein Lob auf den Konservativismus

Progressive haben sich Diversity und Inklusion auf die Fahne geschrieben und sind oftmals doch bloss Gleichmacher. Die neuen Konservativen bilden hierzu das Gegenmodell: Sie sind zwar zuweilen etwas behäbig, erweisen sich jedoch als die eigentlichen Bewahrer von Vielfalt und Dissidenz.

Alexander Grau

17.04.2021, 05.30 Uhr

Der Konservative ist der notorische Verlierer. Darin liegt seine ganze Tragik. Seine Geschichte ist eine demütigende Abfolge geräumter ideologischer Positionen. Was ihm vorgestern noch als ewige Gewissheit galt, war gestern schon fragwürdig und ist heute selbst für bekennende Konservative ein Anachronismus: die Vorstellung einer gottgegebenen Ordnung, die Ständegesellschaft, die Unverbrüchlichkeit der Ehe.

Man könnte die Liste fortsetzen. Während die politische Linke seit zweihundert Jahren unverdrossen ihr ewiges Mantra von der Gleichheit aller Menschen verkündet, mussten Konservative – welch Ironie der Geschichte – ihr Weltbild permanent ändern.

Erstens: isoliert

Das setzt eine gewisse Leidensfähigkeit voraus. In eine Welt hineingeboren, in der Flexibilität und Spontanität zu höchsten Tugenden avanciert sind, klammert sich der Konservative an Beständigkeit und Kontinuität. So läuft man Gefahr, von einer tragischen zu einer lächerlichen Gestalt zu werden. Dem Konservativen haftet zunehmend etwas Clowneskes an.

Doch Clowns sind zumindest komisch. Der Konservative jedoch gilt als schlechtgelaunter Spielverderber, griesgrämig und engstirnig. In einer hedonistischen Wohlstandsgesellschaft, in der Spass und Vergnügen zur Leitwährung geworden sind, sind das keine Attribute, mit denen man reüssieren kann. Zudem umweht den Konservativen der Gout des Antidemokraten und Freiheitsverächters. Dementsprechend steht er unter der Dauerobservation der Linksliberalen und Weltoffenen.

Die klassischen Werte des Konservatismus, also die Orientierung am Tradierten, Beständigen und Überlieferten, sind auch jenseits der Politik, im gesellschaftlichen, kulturellen und wirtschaftlichen Alltag, zu Unwerten avanciert. Die neuen Ideale westlicher Gesellschaften lauten Innovationsfähigkeit und Kreativität.

Der Innovative und Kreative ist zum Idol ganzer Branchen und Milieus geworden. Das gilt für das kleinstädtische Provinztheater ebenso wie für die Vorstandsetage irgendeines Grosskonzerns. Ganz nebenbei ist dem Konservativen damit zugleich ein alter Verbündeter abhandengekommen: die Führungskraft aus den Chefetagen der Wirtschaft. Dort gibt man sich heutzutage lieber sogenannt progressiv, huldigt der Buntheit und Diversität und flirtet ungeniert mit dem neolinken Zeitgeist.

Kurz: Der Konservative ist nicht nur der andauernde Verlierer der Geschichte. Darüber hinaus stand er auch nie isolierter da als heute. Seiner sozialen Milieus beraubt, ohne jeden relevanten Verbündeten wartet er auf den finalen Schlag, mit dem die Koalition aus konformistischen Meinungsführern und politischen Aktivisten sein Denkmilieu beerdigt.

Zweitens: hilflos

Es wundert daher nicht, dass viele Konservative sich selbst nicht mehr vertrauen und zum Opportunisten mutieren. Mit seinen Idealen hadernd, hat der spätmoderne Konservative begonnen, links-mainstreamige Positionen zu adoptieren. Er hat nun keine eigenständige inhaltliche Haltung mehr, sondern gefällt sich darin, genau das zu wollen, was der Mainstream immer schon will, nur eben ein paar Jahre später. Nichts aber ist beschämender und überflüssiger als der Verfahrenskonservative, der vor dem Zeitgeist kapituliert hat und sich kleinlaut eine kurze Gnadenfrist erlehnt.

Das ist kein Konservatismus, das ist Spießertum. Dann lieber eine radikal linke Gesellschaft jetzt gleich und sofort. Das hat zumindest Format. Hasenfüße braucht niemand.

Das strukturelle Defizit des derzeit gepflegten Konservatismus liegt in seiner parasitären ideologischen Existenz. Eine politische Ideologie, deren wesentliche Motivation und Legitimation lediglich darin besteht, das zu verhindern, was andere wollen, wird früher oder später in Schönheit sterben.

Das wird man auch nicht dadurch verhindern, dass man dem Konservatismus auch noch die letzten Zähne zieht und ihn auf eine Art gediegene Bürgerlichkeit reduziert. Wer Konservatismus treuherzig auf gehaltlose Phrasen wie «Hightech und Heimat» und eine Handvoll Werte wie Fleiß und Redlichkeit eindampft, hat die Kulturhoheit der sich progressiv Dünkenden schon verinnerlicht. Ein Konservatismus, der Strahlkraft entwickeln will, muss sich als grundlegende Alternative zu neulinken Gesellschaftsträumen präsentieren.

Darum: Ballast abwerfen

Dafür ist es zunächst notwendig, das herrschende Framing zu durchbrechen. Ein konservatives Programm, dessen Sprache Rücksicht auf die Befindlichkeiten des herrschenden Zeitgeistes nimmt, wird nie die intellektuelle Eigenständigkeit gewinnen, die politischen Ideen Faszination und Attraktivität verleiht. Wer sich permanent für seine Sprache entschuldigt, dem haftet zu Recht ein Verliererimage an. Es muss vielmehr deutlich werden, dass klassische konservative Werte wie traditionelle Familie, Heimat und Überlieferung

keine Gefängnisse sind, sondern Schutzräume, die dem Einzelnen die Möglichkeit geben, nach seinen Vorstellungen glücklich zu werden.

Der Konservatismus wird nur dann lebensfähig sein, wenn er den herrschenden Gesellschaftsphantasmen eine Erzählung entgegensetzt, die von Lebensqualität spricht, von einer freien, sich am menschlichen Mass orientierenden Gemeinschaft ohne Bevormundung, für die Traditionen keine Last sind, sondern notwendiger Rahmen ungehinderter Persönlichkeitsentfaltung. Auch deshalb wären Konservative gut beraten, kulturellen und intellektuellen Ballast über Bord zu werfen.

Insbesondere ihre Fixierung auf das angeblich Zeitlose ist ein ideologischer Klotz am Bein. Selbstverständlich sind kollektive Identitäten, soziale Rollen oder kulturelle Normen menschliche Konstruktionen. Das macht sie aber nicht weniger wertvoll.

Das konservative Gegenprogramm

Ein selbstbewusster Konservatismus weiß, dass das Konzept der sozialen Konstruktion keine böswillige linke Erfindung ist, sondern eine anthropologische Realität. Nationale Kulturen, Rituale, soziale Rollen und Institutionen wie Ehe und Familie stammen aus dem sozialen Labor der Geschichte. Genau deshalb aber sind sie wertvoller, humaner und angemessener als die künstlichen Produkte modischer Gesellschaftsingenieure.

Vor allem sollten sich Konservative von ihrem latenten Antiindividualismus verabschieden. Die bedeutendsten Konservativen waren große Individualisten. Und wer sich heute zum Konservatismus bekennt, ist es angesichts der Hegemonie der Kulturlinken ohnehin. **Konservativ sein bedeutet heutzutage, innerlich frei zu sein und geistig unabhängig und sich nicht beeindruckt zu lassen von den scheinbaren Gewissheiten der Meinungsmacher.**

Dieser mutige Individualismus ist in freien und liberalen Gesellschaften ein ungleich attraktiveres Angebot als die autoritären und ängstlichen Weltbeglückungsphantasien der Dauerbesorgten. Befreit von dem Verdacht, lediglich Herrschaftsideologie alter Eliten zu sein, kann ein moderner Konservatismus endlich das subversive Potenzial entfalten, das schon immer in ihm steckte.

Dies gilt umso mehr, als die Freiheitsräume jedes Einzelnen durch die technologische Entwicklung und die ideologischen Übergriffe der sich progressiv Wahnenden gleichermaßen bedroht sind. Insbesondere Liberale sollten sich von der naiven Illusion befreien, Konzerne und Wirtschaftsverbände seien ihre natürlichen Verbündeten. Das ist Augenwischerei. In einer verdächtigen Allianz träumen wirtschaftsnahe Think-Tanks und linke Gesellschaftsplaner von einem Umbau Europas und der Welt zu einem traditionsbefreiten Siedlungsraum flexibler, postnationaler und hybrider Patchworkexistenzen, die in einer entgrenzten Welt global austauschbar und funktionsfähig sind.

Dem inhumanen Albtraum einer nivellierten Globalgesellschaft muss der Konservative das attraktive und befreiende Bild einer Welt unterschiedlichster Kulturen, Werte und Ideale entgegensetzen, in der man stolz das Eigene ist und das Fremde spannend und aufregend findet, eben weil es fremd ist und ganz anders. **Denn Individualismus und kultureller Pluralismus sind im Kern konservative Werte, die für den modernen Menschen reizvoller und faszinierender sind als der dröge Einheitsbrei modischer Gleichmachungsvisionen.**

Alexander Grau ist promovierter Philosoph und Autor. Zuletzt sind von ihm die Bücher «Politischer Kitsch. Eine deutsche Spezialität» (2019) und «Kulturpessimismus. Ein Plädoyer» (2018) erschienen.

Béziers : l'inquiétant profil de la jeune femme qui voulait attaquer une église

Des extraits du journal intime de l'accusée, Leila B., dépeignent une jeune femme fascinée par l'ultra-violence et les décapitations de Daech.

Par Le Figaro

Publié hier à 22:20

À Béziers, les policiers enquêtent sur le profil psychologique de Leila B., 18 ans, accusée de préparer un attentat contre des chrétiens dans une église. Ils avaient interpellé la jeune femme dans la nuit du 3 au 4 avril, après avoir découvert, dans sa chambre les ingrédients nécessaires à la fabrication de bombes artisanales : des bouteilles d'acide sulfurique, de l'acétone, de l'alcool à brûler, des seringues, des fils électriques...

La lecture de son journal intime, dont des extraits sont rapportés par *Le Parisien*, confirme sa fascination pour Daech. On y retrouve des sourates incitant au djihad, des schémas de fabrication d'explosif, des dessins de couteaux, de pistolets, de bourreaux de l'État islamique tenant une tête décapitée. Il y a aussi - plus surprenant - un dessin de soldat nazi et de croix gammées.

Dans ses textes, elle détaille l'avancée de ses plans macabres : « *Il est 12h11, je viens de me réveiller et j'ai plein de trucs à faire. Je dois aller acheter une tenue, de l'eau oxygénée, un récipient en verre [...] Bientôt tout sera fini, bientôt je me vengerai. À partir de maintenant, personne ne pourra m'arrêter...* » Sur ses conversations en ligne, avec des individus radicalisés, elle tenait des propos qui laissaient présager le pire : « *Les chrétiens, je vais tuer. Couper des têtes. Je vais tuer les gens de l'église, oui Montpellier en France* ». Elle visitait des sites ultra-violents, et est fascinée par les vidéos d'exécutions.

Si les premiers éléments de l'enquête laissaient penser qu'elle souhaitait attaquer une église de Strasbourg ou bien de Montpellier, d'autres indices suggèrent qu'elle aurait pu faire un attentat dans l'église de son quartier, qu'elle voit depuis la fenêtre de sa chambre. Dans la dernière page de son journal intime, elle a méticuleusement dessiné un plan de l'édifice, noté les horaires d'ouverture et les zones d'affluence.

Dans certains écrits de son carnet, elle évoque aussi d'autres projets de meurtres de masse, comme l'attaque de son lycée. « *Le jour J [...] je vais buter un de mes voisins puis décider si je bute 3 autres voisins. [...] Après je vais au lycée et je commence le massacre. Je vais faire sauter, détruire des trucs, buter tous les gens sur mon chemin.* »

La perquisition de la chambre de l'apprentie terroriste présumée, regorgeait déjà d'indices glaçants. Sur un mur, un poster des tours du World Trade Center en feu est punaisé. Les policiers retrouvent aussi dans la pièce des photos de Samuel Paty mutilé.

Leila était en rupture scolaire, mais aussi familiale. Aucun membre de sa famille ne pouvait rentrer dans sa chambre. Elle y vivait recluse.

LEHRE AUS CORONA-SEMESTERN:

Digitale Wende statt Digitalisierung

- VON MALTE KLEINWORT
- -AKTUALISIERT AM 17.04.2021-16:39



Corona wirkt an den Hochschulen wie ein Brennglas. Es kommen die Schwächen von analoger wie digitaler Lehre zum Vorschein. Welche Schlüsse gilt es nach zwei Pandemie-Semestern zu ziehen? Ein Gastbeitrag.

Es verdeutlicht den Stand der öffentlichen Debatte über universitäre Lehre, dass zuletzt immer häufiger eine Frage gestellt wurde, auf die eine einfache Antwort schwerfällt: Was ist eigentlich „digitale Lehre“? In der jüngsten Resolution des Deutschen Hochschulverbandes vom 26. März („Digitale Lehre aufwerten“) wird trocken festgestellt, dass in keiner Lehrverpflichtungsverordnung eines Bundeslandes eine begriffliche Klärung zu finden ist. Definitionsversuche fallen nicht zuletzt deshalb schwer, weil für die Universität gilt, was Armin Nassehi und viele andere für die Gesellschaft insgesamt diagnostiziert haben: Das Digitale hat Anteil an der Funktionslogik der modernen, ausdifferenzierten Gesellschaft, bevor Digitalisierung als Gebot der Stunde ausgerufen worden ist.

Eng ist die geläufige und traditionelle Präsenzlehre mit digitalen Anteilen und Elementen verbunden. Das gilt für das Bereitstellen, die Lektüre und Bearbeitung von Texten ebenso wie für die Literaturrecherche, Textproduktion und Kommunikation. Selbst eingefleischte Konservative unter den Lehrenden nutzen gerne digitale Datenbanken als Alternative zu Zettelkästen, Plattformen zum Hochladen von Dateien als Alternative zum Seminarordner und E-Mail-Kommunikation als Alternative zum Briefwechsel mit Studierenden. Lehre ist ohne elektronische Medien nicht mehr denkbar, und schon seit vielen Jahren (auch) nicht mehr ohne digitalisierte Formate. Insofern mangelt es den Definitionsversuchen, welche die digitale Lehre als Sonderfall der traditionellen Lehre zu bestimmen bemüht sind, an Überzeugungskraft und definitorischer Schärfe.

Die entscheidende Frage, die sich für die Zukunft stellt, ist nicht, ob digital gelehrt werden soll, sondern mit welchen digitalen Tools, auf welche Weise und von welchen Stellen das wie unterstützt wird.

Die jüngsten Definitionsbemühungen erklären sich nicht zuletzt dadurch, dass in einigen Länderverordnungen zur Lehrverpflichtung eine aus der Zeit gefallene Formulierung zu finden ist, derzufolge (nicht weiter definierte) multimediale, digitale oder virtuelle Lehrangebote nur auf einen Teil der Lehrverpflichtung angerechnet werden können. Der Deutsche Hochschulverband wendet sich gegen solche Festschreibungen und fordert, dass digitale Lehrformate stets in Abhängigkeit von dem damit verbundenen Lehraufwand angerechnet werden sollten. So schwierig sich konkrete Definitionsversuche gestalten, so förderlich für die universitäre Debatte ist der Austausch über Lehrformate, den damit verbundenen Aufwand und angemessene Formen der Anrechnung und Würdigung.

Um besser nachvollziehen zu können, wie es zu diesem Stand der Debatte gekommen ist, lohnt ein Blick zurück.

Die ersten beiden Corona-Semester im Rückblick

Zu Beginn der Pandemie wurde die Frage, was digitale Lehre überhaupt ist, kaum gestellt. Vielmehr schien allen klar zu sein, dass damit ein von vielen gemiedenes Schattenreich der Präsenzlehre gemeint sein musste. Mehr wurde auch nicht benötigt, um die häufig ideologisch geführten Debatten über eine vermeintlich drohende Abschaffung der Präsenzlehre zu führen. Mit der Zeit wurden aber neue Begriffe und Differenzierungen nötig, um besser erklären zu können, was Präsenzlehre ausmacht und welche Formen digitaler Lehre in welcher Hinsicht problematisch sein könnten. Es etablierte sich die Unterscheidung von synchronen und asynchronen Lernphasen: Synchron lernen Studierende gleichzeitig und gemeinsam mit der Lehrperson beispielsweise in einer Präsenzsitzung, aber auch im Rahmen einer Webkonferenz. Asynchron sind Lehren und Lernen zeitlich und räumlich entkoppelt, beispielsweise durch Schreibaufträge, die bis zu einem bestimmten Termin erledigt werden müssen. „Blended Learning“ als Mischung aus synchronen und asynchronen Lernphasen etablierte sich in der Debatte – auch in dezidiert abgesetzter Absetzung von rein asynchronen Lehrkonzepten – als Gütesiegel für ein Lehrformat, das Vermittlung und individuelle Betreuung eng mit Interaktion und direktem Austausch von Studierenden und Lehrenden verbindet. Am Ende des ersten Corona-Semesters im Sommer 2020 waren viele Lehrende und Studierende trotz aller Belastungen überrascht darüber, dass die Lehre besser funktionierte als befürchtet.

Im zweiten Corona-Semester über den Jahreswechsel wurde die Theorie gewissermaßen vom Alltag und der individuellen Umsetzung eingeholt. Studierende und Lehrende machten die Erfahrung, dass vielversprechende Konzepte bereits durch kleine Fehler oder Probleme bei der Umsetzung scheitern können. Interaktion ist beispielsweise nicht per se bereichernd, sondern kann auch eine Belastung darstellen, wenn sie nicht mit Lernerfolgserfahrungen oder anderen motivierenden Elementen verbunden wird. Nachdem sich im ersten Corona-Semester viele Studierende über einen zu hohen Workload beklagt hatten, scheiterte im zweiten der gute Wille, Abhilfe zu schaffen, häufig an Defiziten bei der Kommunikation über den Workload, dessen Berechnung und an der Organisation von Arbeitsaufträgen.

Derartige Probleme lassen sich nicht von heute auf morgen lösen. Es bewahrheitete sich, was einige bereits im ersten Semester festgestellt hatten: Corona wirkt an den Hochschulen wie in anderen gesellschaftlichen Bereichen als Brennglas, in dem schon vor Corona bestehende Problemlagen deutlicher zum Vorschein kommen. Die Chancen digital unterstützter Lehre offenbarten sich ebenso wie die Herausforderungen und der Aufwand bei der Erstellung guter neuer Lehrkonzepte. Die enge Verknüpfung von Chancen und Aufwand führte schließlich zu den bereits diskutierten grundsätzlichen Fragen, was „digitale Lehre“ ist und auf welche Weise der Mehraufwand angerechnet werden kann.

Die Studierenden im Fokus

Bei einer Befragung von mehr als 400 Studierenden und Lehrenden, die Anfang Februar an der Fakultät für Philologie der Ruhr-Universität Bochum durchgeführt worden ist, beklagen 80 Prozent der Studierenden die psychische Belastung durch fehlende Kontakte in Präsenz und weisen konkret auf Motivationsprobleme und Konzentrationsschwächen hin, die ihnen das Studieren erschwerten. Damit wird eine Diagnose aus der Sondererhebung des „Deutschland-Barometers Depression“, für das Mitte bis Ende Februar rund 5100 Menschen repräsentativ online befragt wurden, bestätigt: Der zweite Lockdown belastet die Psyche stärker als der erste.

Kurzfristig sind die Universitäten sicher angehalten, mit entsprechenden Maßnahmen wie zusätzlichen Betreuungs- und Beratungsangeboten sowie geeigneten interaktiven und die Motivation steigernden Lehrformen dafür zu sorgen, dass die psychischen Belastungen so gering wie möglich gehalten werden. Langfristig sind die Folgen noch nicht absehbar. Es ist zu befürchten, dass viele Studierende, die in Folge der Pandemie die Motivation zum Studieren verloren haben, sie auch in Präsenz nicht so einfach wiederfinden werden.

Diese Problemlage unterstreicht, wie wichtig es ist, dass die positiven Erfahrungen mit alternativen Lehrkonzepten in den Corona-Semestern zur Verbesserung der Lehrsituation in der Post-Pandemie-Zeit genutzt werden. Mit Blick auf die Antworten, auf die in den Bochumer Umfragen variierte Frage, wie Lehre nach Corona aussehen sollte, wird klar: Lehrende und Studierende ahnen zwar bereits, was verbessert werden könnte, es fehlen aber noch konkrete, präzise formulierte Konzepte, Vorstellungen oder Wünsche.

Was verbessert die Lehre nachhaltig? Eine Vorlesung mit interaktiven Umfrage-Elementen per Audience Response System, mit kleinen das Semester begleitenden Übungen statt Abschlussklausuren oder als Video-Podcast im Vorfeld hochgeladen, um im Flipped Classroom intensiven Austausch über die Vorlesungsinhalte in Präsenz zu ermöglichen? Ein Seminar mit Wikis statt Referaten oder Schreibübungen, die es einer größeren Zahl von Studierenden ermöglicht, mit Spaß ihr Schreiben zu verbessern, oder ein Seminar, in dem Studierende durch kleine Aufgaben auf Lernplattformen für den Austausch in Präsenz vorbereitet und motiviert werden?

Damit sich die Lehrsituation tatsächlich nachhaltig verbessern kann, sind kluge Förderkonzepte nötig, die den Lehrenden Zeit für die Entwicklung und Durchführung von alternativen Lehrkonzepten und für die notwendige didaktische Fortbildung schenken. Nötig sind auch Räume des Austauschs für Lehrende und Studierende über die Chancen und Risiken digital unterstützter Lehre, in denen aus trockenen Evaluationen und umfangreichen Befragungen durch Diskussionen über Statusgrenzen hinweg angemessene Maßnahmen abgeleitet werden können.

In mancher Hinsicht sind die Lehrerfahrungen der letzten beiden Semester wie der Biss in den Apfel vom Baum der Erkenntnis aus der Sündenfall-Geschichte. Der einfache Weg zurück zu paradiesisch anmutenden Lehr-Routinen vor Corona scheint nicht möglich. Mit Blick auf Heinrich von Kleists Überlegungen aus der berühmten Schrift „Über das Marionettentheater“ spricht wiederum überhaupt nichts dagegen und vieles dafür, ein zweites Mal von der verbotenen Frucht einer Lehre, die ausdrücklich digital unterstützt wird, zu essen – dann aber bitte wieder in Präsenz. Selbst triste, nur karg ausgestattete Seminarräume umweht in Erinnerung an die Zeit vor Corona ein Hauch vom Paradies.

Der Autor ist Literaturwissenschaftler und wissenschaftlicher Mitarbeiter am Germanistischen Institut der Ruhr-Universität Bochum. Er ist Mitgründer des Gesprächsforums „DL in G_“ (Digitales Lehren in geisteswissenschaftlichen Fächern) und ist seit 2020 Digitalbeauftragter der Philologischen Fakultät an der RUB.

Le Figaro, no. 23844

Le Figaro, lundi 19 avril 2021 779 mots, p. 21

Opinions

Le « quoi qu'il en coûte » tue la relance

Baverez, Nicolas

L'épidémie de Covid-19 a clos le cycle des politiques libérales ouvert à la fin des années 1970, qui avait été fortement ébranlé par le krach de 2008. L'heure n'est plus au libre-échange, au capitalisme entrepreneurial, à la diminution des impôts et des dépenses publiques, à l'indépendance des banques centrales, mais au protectionnisme, au renouveau des interventions de l'État, à l'envolée des déficits et des dettes publics financés par l'émission de monnaie.

Stephanie Kelton s'affirme comme l'égérie de ce nouveau paradigme, qui postule que le déficit et la dette publics peuvent être augmentés de manière illimitée pour obtenir le plein-emploi, à la seule condition d'éviter le retour de l'inflation. Joe Biden a fait des États-Unis le fer de lance de cette doctrine. Il entend générer une croissance de 6,5 % et réinstaurer le plein-emploi dès la fin de 2021 par un plan de relance budgétaire de 14 % du PIB, doublé d'un programme d'investissements de 2 250 milliards de dollars dans les infrastructures et la transition énergétique. Le premier est financé par la dette, qui serait remboursée par la croissance et l'inflation, le second par des hausses d'impôts sur les entreprises et les plus aisés.

En France, la stratégie du « *quoi qu'il en coûte* » semble appliquer ces nouveaux principes de politique économique. Le ministère de l'Économie a indiqué que 424 milliards d'euros seront mobilisés pour faire face à l'épidémie de Covid-19 entre 2020 et 2022, entraînant pour ces trois années des déficits de 9,2 %, 9 % et 5,2 % du PIB. La dette atteint désormais 2 650 milliards d'euros, soit 40 000 euros pour chacun des 67 millions de Français.

Force est cependant de constater que la situation de la France diffère en tout de celle des États-Unis et que l'explosion des dépenses et des dettes publiques n'est pas mise au service de la relance, mais de la sanctuarisation d'un modèle de décroissance à crédit insoutenable.

Tout d'abord, la perte de contrôle des finances de la nation, en raison du surendettement public et privé, est masquée. Comme le souligne la Cour des comptes, la course folle des dépenses de fonctionnement hors Covid s'est poursuivie en 2020, notamment sous la forme de plusieurs milliers de créations de postes de fonctionnaire. En réalité, la dette publique ne sera nullement contenue autour de 118 % du PIB, compte tenu des dépenses engagées et de la diminution durable de la richesse nationale, mais tendra vers 130 % du PIB à la fin de la décennie.

Surtout, les dépenses publiques ne sont en France que marginalement consacrées à la relance et financent pour l'essentiel des aides d'urgence aux secteurs de l'économie fermés pour des raisons sanitaires ainsi que le dispositif de chômage partiel.

Conséquences directes de l'incapacité de l'État à anticiper l'épidémie, puis à la maîtriser, comme du retard dans la campagne de vaccination, les aides cannibalisent en effet la relance, handicapée de plus par le blocage du plan européen du fait de la Cour de Karlsruhe. La France manquera ainsi la reprise mondiale de 2021, après celles de 1995 et de 2009. Par ailleurs, le mantra du « *quoi qu'il en coûte* » ancre dans l'esprit des Français l'idée déraisonnable que l'État, en plus d'être garant de la sécurité et gestionnaire de la protection sociale, a désormais vocation à réassurer en toutes circonstances les revenus des ménages et des entreprises.

Aux États-Unis, la dépense publique accélère la reprise de l'activité et de l'emploi ; en France, elle sert d'anesthésiant pour la poursuite des restrictions sanitaires et l'absence de réforme de l'État. Loin de suivre la trajectoire américaine, notre pays s'enferme dans le piège qui s'est refermé sur l'Italie en 2011. Il pérennise la baisse de la production, notamment dans les secteurs d'excellence de l'aéronautique, du tourisme, de l'hôtellerie-restructuration, de la culture. Il se surendette dans une monnaie, l'euro, qu'il ne maîtrise pas et qui ne bénéficie pas du monopole du dollar comme devise internationale. Enfin il ne dispose d'aucune marge de manoeuvre pour augmenter les impôts et les prélèvements, qui sont les plus élevés au monde développé.

La stratégie du « *quoi qu'il en coûte* » ne répond plus à une logique économique, mais à un objectif politique. Elle ne constitue en rien une stratégie de sortie de crise, mais cherche à reporter après l'élection présidentielle l'ajustement de l'emploi et des revenus des Français ainsi que la restructuration inévitable des entreprises. Au prix du déclassement définitif de la France. La priorité absolue doit aujourd'hui aller non pas à la prolongation de la mise en coma artificiel de l'économie et de la société, mais à la relance. Avec pour objectif de retrouver le plus vite possible le niveau de richesse et d'emploi de fin 2019.

190,133

<https://www.lefigaro.fr/faits-divers/le-livreur-deliveroo-qui-refusait-de-servir-des-clients-juifs-a-ete-expulse-vers-l-algerie-20210418>

Le livreur Deliveroo qui refusait de servir des clients juifs a été expulsé vers l'Algérie

Condamné en janvier à quatre mois de prison pour avoir refusé à deux reprises de prendre une commande car il «ne livre pas les juifs», l'homme de 19 ans a été expulsé samedi vers l'Algérie.

Par **Le Figaro**

Publié hier à 10:45, mis à jour hier à 11:33

Un livreur avait été condamné en janvier à quatre mois de prison pour avoir refusé à deux reprises de prendre une commande car il «ne livre pas les juifs». *TOBY MELVILLE / REUTERS*

C'est le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin qui l'a annoncé dans un tweet samedi : «*le « livreur » de repas à domicile qui avait déclaré ne pas vouloir servir des clients juifs a été expulsé aujourd'hui du territoire national, après avoir purgé sa peine de prison*» a-t-il précisé. Il s'était personnellement engagé à le faire expulser du territoire, alors que l'homme de 19 ans était déjà sous le coup d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Gérald DARMANIN

@GDarmanin

J'ai pris la décision de faire expulser du territoire national le « livreur » de repas qui, dans le Bas-Rhin, avait déclaré ne pas vouloir effectuer de livraisons auprès des clients juifs. Il a, par ailleurs, été condamné à 4 mois ferme.

5:01 PM · 14 janv. 2021 · Twitter for iPhone

Le Figaro, no. 23844

Le Figaro, lundi 19 avril 2021 1313 mots, p. 20

Débats

« La gauche s'enferme dans un microcosme militant ultra-minoritaire »

Bastie, Eugénie

Les intentions de vote totalisées par les candidats présumés de La France insoumise, du PS et d'EELV à la présidentielle sont historiquement basses. Le politologue* explique les étapes

et les raisons d'un tel affaiblissement.

LE FIGARO.- Un sondage récent (Ifop pour le JDD) donne la gauche toutes tendances confondues à 28 % des intentions de vote à la présidentielle. Est-ce un score historiquement bas ?

Gaël BRUSTIER.- C'est un score sondagier qui démontre que la gauche poursuit sa plongée vers les abysses. Il y a bien eu, dans notre histoire électorale, des défaites cuisantes pour la gauche. Ainsi, les régionales de 1992, qui ont longtemps passé pour être une déroute, ont placé gauche, écologistes et extrême gauche à 44,67 % des voix. Si l'on fait le même total pour les législatives de mars 1993, le score de la gauche est de 39 %. En fait, ce qui a été spectaculaire au début des années 1990, c'est le rejet du parti au pouvoir, le Parti socialiste, mais beaucoup moins le rejet de la gauche. Cette dernière conservait de puissants relais dans la société. On le voit notamment dans la jeunesse avec le mouvement contre le CIP en 1994 ou contre la réforme de la loi Falloux. L'élection présidentielle se profilant, Séguin, alors président de l'Assemblée et soutien de Chirac, comprend que ce dernier ne gagnera face à Balladur qu'en menant campagne au centre gauche. Or un quart de siècle plus tard, les piliers traditionnels de la gauche dans la société se sont effondrés. Aucun candidat de droite ne mènerait campagne au centre gauche aujourd'hui.

Comment expliquer cet effondrement ?

Cela fait longtemps que la gauche a perdu les classes populaires. Ce processus s'est engagé il y a quatre décennies. En 1978, après les ruptures de l'Union de la gauche, le PCF perd des électeurs ouvriers au profit de l'abstention. À partir de cette date le vote ouvrier de classe va progressivement s'affaiblir puis s'effondrer. Contrairement à une opinion répandue, non « le peuple » n'est pas à la fois conservateur et intéressé uniquement par son bien-être matériel. D'autres facteurs jouent. Lors du référendum sur le traité de Maastricht qui consacre la nouvelle doxa du PS au pouvoir, la polarisation sociale du vote s'affirme. Le 20 septembre 1992, ouvriers et employés se prononcent contre le traité alors que les plus diplômés comme les plus aisés le plébiscitent. Se mêlent dans les classes populaires la crainte des conséquences de la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux au sein de l'Union, du libre-échange, une authentique crainte pour les services publics en même temps qu'une forme de principe de précaution démocratique lié au flou de la prise de décision au niveau européen. On le voit de nouveau dans la large victoire du non au référendum de mai 2005. Or pour une partie de la gauche, « l'Europe » était devenu un substitut à la transition vers le socialisme. Cependant, on peut voir également que la gauche radicale met, à l'époque, la démocratie au coeur de sa reconfiguration sous l'impulsion de Mélenchon, de Buffet ou du fondateur d'Attac Bernard Cassen.

Quelles sont les raisons profondes de la « droitisation » de l'électorat ?

Par « droitisation », terme imparfait mais parlant, nous avons pointé il y a dix ans, avec mon compère Jean-Philippe Huelin, que la marche à pas forcés de la globalisation avait fait muter notre économie, notre tissu industriel et a frappé l'univers des classes populaires de la France industrielle en premier lieu, France dont nous venons tous les deux. Toute personne, tout citoyen, développe une vision du monde, du coin de la rue à Wuhan. Il n'y a pas plus averti des réalités de la mondialisation qu'un ouvrier

de l'industrie. La droitisation, c'est en France la liquidation d'un certain consensus social-démocrate et la plongée dans un néolibéralisme impulsé par l'État, dont les fiascos de la politique industrielle sont des symptômes et les friches industrielles des séquelles béantes. L'alignement de la France sur « l'Occident », l'agitation permanente des thèmes identitaires, les solutions autoritaires, l'anti-intellectualisme etc. sont consubstantiels à la droitisation.

Doit-on attribuer aux errements « identitaires » dits « woke » l'effondrement de la gauche ?

Il me semble que ce n'est pas tant le fond de ces débats qui peut indisposer les électeurs que le fait que ces débats ésotériques sont le symptôme d'un enfermement de la gauche dans un microcosme militant ultraminoritaire. La culture dite « woke » vient des campus américains, où la gauche s'est repliée au fil des vagues conservatrices déferlant sur les États-Unis. La gauche y a vécu un long exil intérieur. En France, tous ces débats pâtissent du fait qu'ils tiennent de l'adolescence de la révolte autant que de la révolte de l'adolescence. Une cruelle immaturité préside à tout cela. Nous avons un énorme problème dans ce débat invoquant des concepts issus des campus anglo-saxons. La plupart de ceux qui les brandissent soit ne connaissent pas les sciences sociales, soit ne connaissent pas l'anglais, voire ni l'une ni l'autre. Ce qui est vrai, c'est que nos sociétés affrontent une vague de polémiques stériles et tellement grotesques qu'elles confinent au dangereux : la violence d'internet n'a d'égale que sa faiblesse d'ancrage dans la société. Twitter est devenu l'asile de protagonistes et de causes en manque de public. La « gauche Twitter » n'est pas robespierriste, elle est hébertiste (*faction d'extrême gauche dirigée par Hébert, directeur du journal Le Père Duchesne, et liquidée par Robespierre en mars 1794, NDLR*). Ce qui peut détourner de la gauche un nombre important de Français, c'est cette hyperpolitisation de tout et n'importe quoi et la violence constante des mots, le caractère ésotérique des concepts, les jugements expéditifs et les cabales les plus implacables. Une dépolitisation autoritaire venue d'en haut pourrait apparaître comme un soulagement et une solution attendue par une partie importante de la société.

Alors que le Covid a acté un retour de l'État dans l'économie, la gauche semble inaudible sur la crise sanitaire...

Au début de la crise, la gauche a été balayée. Le PS demandait un confinement encore plus strictement appliqué, en reléguant les libertés aux oubliettes. Au fil des mois, l'absence de stratégie alternative s'est confirmée mais, surtout, le PS a révélé sa volonté de ne pas voir ni interpréter le monde tel qu'il est. Il y a un déficit de pensée dans une bonne partie de la gauche. Chevènement, Védrine ou Strauss-Kahn ont toujours pensé l'action politique consubstantiellement à une analyse du monde. L'action quotidienne au Parlement des élus PCF ou LFI est plus en phase avec l'électorat de leurs circonscriptions, plus dans le réel. Cependant, on le voit avec la question du commerce mondial, fondamentale, les gauches sont très empruntées. La gauche est aussi inaudible parce que ce qu'elle dit est incompréhensible. Sous le quinquennat de Hollande le registre technocratique a atteint son paroxysme : du « pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi » au CICE, d'énoncés improbables en mesures biscornues, la gauche s'est rabougrie, recroquevillée de façon accélérée. Son bilan économique était mauvais, mais la façon de parler de son action, catastrophique.

La gauche est audible chaque fois qu'elle est en phase avec les préoccupations immédiates et quotidiennes des citoyens et qu'elle leur propose un horizon mobilisateur, un projet de long terme. Quelle que soit la gauche, elle va devoir donner des solutions simples, concrètes, volontaristes aux maux de la société française. « *L'analyse et la critique du monde tel qu'il est, le progrès intellectuel et l'affranchissement de l'humanité* », c'était la définition de la gauche par Lucien Herr. Il serait temps de retrouver ce cap.

* Gaël Brustier est l'auteur de « Recherche le peuple désespérément », coécrit avec Jean-Philippe Huelin (François Bourin, 2009) et de « À demain Gramsci » (Le Cerf, 2015). Dernier ouvrage paru : « Le Désordre idéologique » (Le Cerf, 2017).

Le Figaro (site web)

lundi 19 avril 2021 - 19:58 UTC +02:00 1402 mots

Vox ; Vox Société

Jérôme Fourquet:**«L'exaspération face à la délinquance influera sur le résultat de la présidentielle»**

Fourquet, Jérôme, Perrault, Guillaume

ENTRETIEN - Nos concitoyens estiment que la violence contre les personnes s'est affranchie de toute limite, explique le directeur du pôle opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop, auteur de *L'Archipel français* .**LE FIGARO. - Des affaires de délinquance graves ne cessent de faire la une des médias. L'opinion juge-t-elle que leur nombre augmente de façon incontestable et que l'insécurité progresse?**

Jérôme FOURQUET. - Selon une enquête Ifop-Fiducial pour CNews et Sud Radio effectuée il y a deux semaines, 71% des Français estimaient que la délinquance avait augmenté au cours des derniers mois, dont 48% qu'elle avait même «beaucoup» augmenté. Ce sombre diagnostic, très largement partagé dans la population, ne tombe pas du ciel et le fameux «sentiment d'insécurité» n'est pas une vue de l'esprit ou un fantasme, comme certains avaient pu le dire au début des années 2000. Cette perception s'ancre dans une litanie d'affaires et de faits, qui ne cessent de scander l'actualité depuis des années. Alors que l'épidémie de Covid-19 sature les ondes et les écrans, les faits liés à la délinquance (rixes entre bandes de jeunes, violences urbaines, etc.) parviennent régulièrement à franchir ce mur du son et marquent les esprits.

La sécurité est une préoccupation traditionnelle des Français. Leurs attentes en la matière sont-elles plus fortes aujourd'hui qu'il y a quelques années?

L'insécurité n'est certes pas une préoccupation nouvelle dans notre pays, mais beaucoup de concitoyens ont l'impression que la France est confrontée à une inexorable montée de la violence qui s'est affranchie de toute limite. Les mineurs impliqués dans les récentes rixes sont ainsi de plus en plus jeunes. Et les porteurs d'uniforme sont très fréquemment pris à partie. Selon l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, près de 30 policiers et gendarmes sont blessés en mission chaque jour (chiffres de 2018, les plus élevés depuis 2009). Et ce sont désormais les pompiers qui sont l'objet de caillassages ou de guet-apens depuis plusieurs années.

Parallèlement à sa montée en intensité, cette lame de fond se propage partout et n'épargne plus aucun territoire. Un rapide coup d'œil sur la presse régionale et les réseaux sociaux nous montrent que les cités sensibles d'Île-de-France ou de la région lyonnaise, foyers historiques des violences urbaines, n'ont plus l'apanage de ce phénomène. De telles scènes se sont produites le 15 mars à Sens et Dijon, le 16 mars à Blois, le 19 mars à Verdun et Oyonnax et le 21 mars à Alençon. Les récits de ces nuits d'affrontements avec les forces de l'ordre sont devenus un bruit de fond permanent. Dans tous les quartiers dits sensibles de la moindre sous-préfecture, l'usage des «mortiers d'artifice» contre les forces de l'ordre est devenu banal. Dans les cités où la délinquance est la plus endémique, un stade supplémentaire a été franchi avec l'attaque des commissariats: le 25 février dernier à Sarcelles, le 13 mars à Bron ou le 5 avril à Meyzieu.

Dans ce contexte, 70% des Français considéraient en septembre dernier que le terme «d'ensauvagement» de la société par Gérald Darmanin était approprié pour décrire l'état du pays. Le sociologue Norbert Elias parlait lui d'un long «*processus de civilisation*», qui avait abouti au fil des siècles à la domestication des affects et à la canalisation des pulsions violentes dans les sociétés occidentales. Or beaucoup ont le sentiment que nous sommes collectivement engagés depuis une trentaine d'années dans un processus inverse. Toute une série de tabous ou d'interdits ont sauté: on peut se faire agresser pour un

simple regard, les voyous n'ont plus peur «d'aller au contact» avec les policiers et des maires peuvent être agressés par des citoyens à qui ils ont fait des remontrances...

Abolition du discernement retenue pour le meurtrier de Sarah Halimi, verdict dans l'affaire de Viry-Châtillon: quel regard porte l'opinion sur la justice pénale?

Avant même l'annonce de ces verdicts qui ont été très commentés, l'opinion avait déjà tranché. D'après un sondage Ifop pour le JDD réalisé en mars dernier, 81% des sondés considèrent que la justice est trop laxiste. Ce chiffre n'est pas nouveau, depuis des années maintenant, les Français estiment que la justice constitue le maillon faible de la chaîne pénale. Beaucoup adhèrent à l'idée que le travail des forces de l'ordre qui interpellent quotidiennement des délinquants est battu en brèche ou réduit à néant par l'insuffisance voire l'absence de sanctions prononcées par les juges. Le pedigree de certains multirécidivistes renforce ce sentiment d'un dysfonctionnement ou d'un laxisme judiciaire. Ainsi, l'auteur présumé de la très violente agression d'un journaliste à Reims en février dernier avait déjà été condamné à huit reprises entre 2018 et 2019...

Dans ce contexte, quelle est l'appréciation de l'opinion envers la personne, le discours et l'action du ministre de la Justice?

En nommant, place Vendôme, l'avocat pénaliste le plus connu de France, Emmanuel Macron voulait réaliser un coup politique et médiatique. Éric Dupond-Moretti connaît très bien le droit et la procédure judiciaire et il a obtenu une augmentation historique du budget de son ministère. Mais on peut se demander si le message envoyé par la nomination d'«Acquitator» correspondait bien aux attentes du pays en matière pénale... Dans la période actuelle, ce casting semble en effet quelque peu à contre-emploi et vient saper davantage la crédibilité d'Emmanuel Macron sur les sujets régaliens.

Sur ces thématiques, le logiciel macronien initial était fortement empreint de libéralisme sociétal et les réponses proposées ont rapidement semblé inadaptées face à la gravité de la situation. En avril 2018, seuls 41% des Français jugeaient positifs son bilan en matière de lutte contre l'insécurité. Le jugement s'est dégradé depuis: 32% en octobre 2019 et 26% seulement en avril dernier. Face à l'émotion suscitée par le verdict du procès des agresseurs des policiers de Viry-Châtillon, le président tente de reprendre la main et d'envoyer un message de fermeté, c'était l'objet de l'interview qu'il a accordée à votre journal et de son déplacement à Montpellier. Un signal du même ordre sera peut-être envoyé via des inflexions sur le projet de loi sur la justice, dont la présentation va se faire sous la pression de l'opinion et des syndicats de policiers très remontés.

L'insécurité peut-elle s'imposer comme le sujet de la présidentielle de 2022, comme elle fut le sujet de celle de 2002?

Il est trop tôt pour le dire. Ce qui est sûr, c'est que cette thématique sera dans le paysage. Actuellement, la lutte contre la délinquance est jugée «tout à fait prioritaire» par 69% des Français, c'est certes moins que la lutte contre le Covid-19 (82%), mais la question de la délinquance se situe au même niveau que la lutte contre le chômage (70%) et nettement devant la protection de l'environnement (59%). En fonction de l'évolution de la situation sanitaire et économique, cette hiérarchie des priorités sera amenée à évoluer dans les prochains mois, mais le bruit de fond permanent de la délinquance maintiendra la préoccupation de l'insécurité à un haut niveau.

Le parallèle avec la campagne de 2002 est intéressant. On a dit qu'un fait divers («l'affaire Papy Voise», du nom d'un retraité roué de coups par des cambrioleurs) avait fait basculer l'élection, qui a vu Jean-Marie Le Pen devancer Lionel Jospin le 21 avril 2002. Mais ce fait divers très médiatisé à quelques jours du premier tour avait en fait été un catalyseur d'un processus au long cours. La montée de la délinquance était déjà palpable en 2001 et avait contribué à la lourde défaite de la gauche aux municipales cette année-là. La configuration actuelle est assez similaire et le degré d'exaspération de l'opinion face à la délinquance et à l'impuissance publique influera sur les résultats électoraux. Selon un sondage Ipsos- *Le Point*, 45% des Français font confiance à Marine Le Pen contre seulement 17% au président, qui est donc très distancé sur ce sujet par sa principale rivale.

Le Figaro (site web)

lundi 19 avril 2021 - 20:11 UTC +02:00 783 mots

Vox ; Vox Politique

Islamo-gauchisme et judéo-bolchevisme: le faux parallèle

Bastie, Eugénie

ANALYSE - L'ancien ministre Benoît Hamon a comparé, sur France Inter, la situation présente avec les années 1930 et la montée d'un fascisme aux conséquences que l'on sait.

Interrogé sur France Inter samedi 17 avril sur l'«islamo-gauchisme», l'ancien ministre Benoît Hamon a déclaré: «J'observe qu'on a parlé des "judéo-bolcheviques" avant la Seconde Guerre mondiale, les mêmes, le même courant, maintenant ce sont les islamo-gauchistes. On ne se rend pas compte de là où on va aujourd'hui.» En faisant ce parallèle historique, Benoît Hamon mettait en garde sur le retour du même, tropisme intellectuel omniprésent à gauche qui consiste à comparer la situation présente avec les années 1930 et la montée d'un fascisme aux conséquences que l'on sait. Il n'est pas le seul à s'engouffrer dans cette brèche. L'historien Shlomo Sand, qui a lui-même «cessé d'être juif» par empathie pour la cause palestinienne, avait fait cette analogie lui aussi. Rebondissant sur l'usage de plus en plus répandu du terme «islamo-gauchisme» il avait évoqué son père communiste polonais qualifié jadis de «judéo-bolchevique».

Aujourd'hui le terme «islamo-gauchiste» ne désigne pas un intellectuel musulman converti au socialisme mais un compagnon de route parfaitement athée de la religion supposément des faibles. Cette expression, certes devenue galvaudée, désigne la convergence entre des intellectuels de gauche et des mouvements islamistes, par exemple le soutien à la révolution iranienne de la part de Sartre et Foucault, les défilés communs entre extrême gauche occidentale et Hamas au début des années 2000, l'aveuglement d'une partie de la gauche au péril islamiste après les attentats. Et ce pour plusieurs raisons: tiers-mondisme, recherche d'un prolétariat de substitution, ou culpabilité historique.

Née après la révolution de 1917, l'expression «judéo-bolchevisme» visait, elle, à dénoncer un complot juif derrière la prise de pouvoir en Russie. «Il n'y a plus moyen de contester que les 95% des grands chefs soviétistes soient juifs (...) Dans toute l'Europe, il est le voyageur de la révolution.» écrivait par exemple Charles Maurras dans l'Action française en 1920. On insiste aussi sur les origines juives de Karl Marx. On voit derrière l'internationalisme révolutionnaire la trace du «cosmopolitisme» juif. «Lorsqu'elle s'est diffusée, au début des années 1920, dans certains milieux anticommunistes et antisémites, l'expression "judéo-bolchevisme" signifiait que le bolchevisme était un phénomène juif et que les bolcheviques étaient en fait des Juifs (ou des "enjuivés")» rappelait récemment Pierre-André Taguieff dans *Libération*. Aussi, le «judéo bolchevisme» s'inscrit dans une histoire plurimillénaire de l'antisémitisme indissociable du complotisme qui conduit à supposer le pouvoir exorbitant d'une minorité juive dans les événements historiques (guerre, révolution, épidémie).

Si l'antisémitisme s'appuie sur une rhétorique du complot, la dénonciation de l'islamo-gauchisme s'appuie sur une accusation de compromission bien différente. Cette comparaison fallacieuse entre islamo-gauchisme et judéo-bolchevisme n'est que la réplique d'une analogie tendancieuse entre une prétendue islamophobie de la France d'aujourd'hui et l'antisémitisme tel qu'il a pu se déployer en Europe dans l'entre-deux-guerres. On cherchera en vain les pogroms et les «nuits de cristal» visant les musulmans dans notre pays aujourd'hui. Vouloir calquer sur une haine supposée des musulmans le modèle de la haine des juifs, c'est faire fi de l'histoire spécifique de l'antisémitisme dont le judéo-bolchévisme n'était qu'un des manifestations.

Dans *Les Origines du totalitarisme*, Hannah Arendt montre bien les deux écueils à éviter lorsqu'on pense l'antisémitisme: l'idée d'un antisémitisme anhistorique, sorte de «malédiction» sur le peuple juif, et l'idée du «bouc émissaire» des Juifs comme victimes contingentes de l'histoire. Elle écrit: «Cette théorie qui présente les Juifs comme d'éternels boucs émissaires implique que le bouc émissaire aurait pu être tout aussi bien n'importe qui d'autre». Dire que les Juifs furent des boucs émissaires, c'est finalement éluder la profondeur et la spécificité de l'antisémitisme en affirmant que n'importe quels «parias» auraient pu subir ce déchaînement de violence.

C'est bien cette théorie que reprennent ceux qui voient dans les musulmans d'aujourd'hui les nouvelles victimes expiatoires de la crise de nos démocraties. C'est nier délibérément la montée de l'islamisme, et que celui-ci produit lui-même aujourd'hui dans certains milieux musulmans une nouvelle forme d'antisémitisme. Une réalité dont Benoît Hamon devrait tenir compte plutôt que de se lancer dans des rapprochements terminologiques hasardeux.

« L'écriture "inclusive", empreinte d'une louable intention, est une fâcheuse erreur »

TRIBUNE

Bernard Cerquiglini

Linguiste, professeur émérite de l'Université de Paris

Le linguiste Bernard Cerquiglini explique que l'écriture "inclusive" ne correspond pas à une féminisation de la langue française, et que son usage et son extension promettent de se révéler socialement excluants.

Publié aujourd'hui à 15h10, mis à jour à 18h11 Temps de Lecture 4 min.

Tribune. On promeut d'ordinaire l'écriture « inclusive » en affirmant qu'elle prolonge une lutte récemment victorieuse : la féminisation des noms de métier. Comme cette dernière, elle contribuerait à la nécessaire présentation égalitaire des femmes et des hommes dans les énoncés, obtenue par un progrès de la langue. Leur différence profonde montre cependant combien l'écriture « inclusive », empreinte d'une louable intention, est une fâcheuse erreur.

La féminisation concerne une personne singulière. Le sexe de M^{me} Martin, traduit par le genre grammatical, détermine la forme féminine, aisément construite, de la profession qu'elle exerce. Durant des siècles, M^{me} Martin était boutonnaire, estuveresse, marchande, comme elle fut écrivaine ou ambassadrice jusqu'au XVIII^e siècle.

Les professions ou fonctions « éminentes » ayant été fermées aux femmes, les formes féminines tombèrent en désuétude ou reçurent un emploi conjugal. Le mot « ambassadrice » est défini par la première édition (1694) du dictionnaire de l'Académie française comme « *dame envoyée en ambassade* » ; par la deuxième (1718) comme « *la femme d'un ambassadeur* ».

Quand les femmes obtinrent (tardivement) l'accès à ces professions, le féminin étant conjugalisé, on eut d'abord recours au masculin, au risque du barbarisme (« M^{me} l'ambassadeur » ; « L'ambassadeur est sortie ») ou de l'incongruité (« L'ambassadeur est enceinte »).

Des cas où expliciter la mixité est inutile voire inconvenant

En deux générations (tout de même ; et les polémiques furent violentes), l'affaire était réglée : le mouvement de féminisation, issu du Québec, était généralisé, le féminin devenu la norme pour des professions et fonctions occupées par des femmes (« L'ambassadrice représente son pays »), l'Académie française enfin convaincue, la langue rendue à son libre fonctionnement.

Cette lutte féministe avait servi et illustré la langue française. Tout autre est la question du pluriel. Quand un groupe humain est fait de femmes et d'hommes, il n'est point nécessaire, en général, d'en signaler la composition sexuelle : « Les Hollandais surveillent leurs digues » vaut pour toutes les personnes habitant les Pays-Bas.

Dans ce cas, expliciter la mixité est inutile, surprenant, voire inconvenant : « Les Hollandais et les Hollandaises surveillent leurs digues » laisse entendre que ce soin féminin n'était pas attendu. Que l'expression de la mixité soit requise ou souhaitée est à l'appréciation du locuteur (« Les Hollandais et les Hollandaises sont des adeptes de la musculation et partagent les tâches domestiques ») ; elle s'exprime avec les moyens de la langue, principalement par reduplication.

Le féminin, quant à lui, est toujours exclusif

Le groupe humain considéré hors de toute préoccupation de genre est désigné par un emploi du masculin que nous qualifierons d'inclusif (il inclut les deux genres). On le distinguera du masculin exclusif, qui renvoie au genre mâle (« Les Hollandais surveillent leur prostate ») ; le féminin, quant à lui, est toujours exclusif, renvoyant à un seul genre (« Les Hollandaises surveillent leurs digues »).

Ce phénomène se retrouve au singulier dans le cas du masculin générique (« Le Hollandais aime la bière et son roi »). C'est au masculin générique que l'on écrit le droit : « Le président de la République est élu pour cinq ans », énonce la Constitution ; ce concept de président n'a pas de sexe, au rebours de la personne élue, qui sera la présidente ou le président.

La catégorie du masculin en français a donc deux emplois distincts, que tout francophone maîtrise, même inconsciemment : le masculin « genré », d'un côté, le masculin neutralisé (inclusif au pluriel, générique au singulier), de l'autre.

La typographie est incompréhensible, illisible, imprononçable

C'est, par exemple, au masculin neutralisé qu'apparaît le participe passé conjugué avec l'auxiliaire avoir, quand il n'est pas accordé (« J'ai écrit des lettres » ; « Les lettres que j'ai écrites »). Ce participe tend à ne plus s'accorder à l'oral (« Les lettres que j'ai écrit »). Certains, soucieux de progrès, approuvent cette invariabilité ; ils devraient cependant dénoncer cette scandaleuse extension machiste du masculin...

L'écriture « inclusive » est déparée des imperfections que l'on sait. Cette typographie (parenthèses, points médians, etc.) est incompréhensible, illisible, imprononçable, difficilement enseignable ; risquant d'être socialement excluante, elle rompt avec le courant progressiste qui, depuis le XVI^e siècle, milite en faveur d'une lisibilité démocratique de l'écrit, notamment par une simplification de l'orthographe.

Ajoutons qu'au rebours de la féminisation des noms de métier elle repose sur une ignorance de la langue et sur sa corruption. Que présuppose l'écriture « inclusive » ? D'une part que la catégorie grammaticale du masculin renvoie toujours au genre, voire au sexe masculin et qu'il faut donc s'en défier : cet anthropomorphisme est factuellement erroné.

La reduplication nie la vision collective de la langue

Libre à chacun de blâmer cette genericité du masculin, comme on réproche l'hiver, la loi de la gravité ou les pluriels en -aux ; pour paraphraser Georges Clemenceau, les faits de langue ont l'inconvénient d'être. Cette écriture suppose d'autre part que les groupes humains doivent toujours afficher leur mixité (« les Hollandais(e)s »).

C'est oublier que les langues marchent à l'économie (elles disposent pour cela des pronoms, du masculin inclusif, etc.). La reduplication obligatoire, même quand elle est cryptée en typographie hirsute, est un ressassement dysfonctionnel ; elle nie la vision collective que porte la langue, la forçant à militer, instaurant avec système une grammaire de genre.

L'attention nécessaire portée à l'égalité de représentation, dans nos énoncés, des hommes et des femmes passe par l'utilisation, libre et réfléchie, des ressources de la langue et non par une ritualisation de formules magiques.

Bernard Cerquiglino est l'auteur de *Un Participe qui ne passe pas* (Points, 2021) et *Le ministre est enceinte* (Points, 2018)

Bernard Cerquiglino (Linguiste, professeur émérite de l'Université de Paris)

„Die Frauenfeindlichkeit der islamischen Welt ist abgrundtief“

Von **Andrea Seibel**

Autorin



Die demokratischen Institutionen reagieren unbedarft auf die neue Realität der Massenmigration, kritisiert Ayaan Hirsi Ali

Quelle: Martin U. K. Lengemann / WELT

Die Islamkritikerin Ayaan Hirsi Ali prangert sexuelle Gewalt muslimischer Zuwanderer gegen Frauen an. Im Gespräch mit WELT erklärt sie, warum Juristen und Politiker das Thema oft verdrängen. Und welche Gründe sie dafür gefunden hat. Sie warnt vor Kontrollverlust.

Ayaan Hirsi Alis Stimme klingt angestrengt. Am Anfang ist nur im Hintergrund Kindergeschrei zu hören, doch dann wird es immer lauter, und am Ende wird das Zimmer gestürmt, in dem wir das Telefongespräch führen. „Das ist nicht fair“, sagt die Autorin und wechselt den Raum.

Dann geht das Gespräch in Ruhe weiter. Sie spricht konzentriert und dezidiert. Es ist schön zu hören, dass eine Frau, die Genitalverstümmelung am eigenen Leib erleben musste und vor ihrer Familie nach Europa geflohen war, in Amerika letztendlich auch ihr persönliches Glück mit Mann und Sohn gefunden hat.

WELT: Sie waren selbst einmal Asylsuchende und Immigrantin. Seitdem Sie Anfang der 90er-Jahre Ihr neues Leben in den Niederlanden begannen, beobachten, analysieren und kommentieren Sie die Migration und ihre permanente Krise. Warum haben Sie es geschafft und so viele andere nicht?

Ayaan Hirsi Ali: Bei den Migranten und Asylsuchenden, die in westliche Länder kommen, erkenne ich vier verschiedene Typen: erstens die, die sich anpassen, so wie ich es auch getan habe. Und dann gibt es die, meist sind es junge Männer, die ich „die Bedrohung“ nenne, die aus zerstörten Gesellschaften und Familien kommen und es einfach nicht schaffen. Die hier für viele Probleme sorgen.

Und dann gibt es die Fanatiker, die andere radikalisieren wollen. Als vierte Kategorie erkenne ich jene Menschen, die in die Sozialsysteme fallen und dort nicht mehr herauskommen. **Wir, die Willigen und Angepassten, sind definitiv eine Minderheit, wenn es sich um Muslime handelt.**

WELT: Sexuelle Gewalt und Unterdrückung von Frauen und Mädchen ist, so traurig wie wahr, immer noch ein globales Phänomen. Warum glauben Sie eigentlich, dass die muslimische Kultur schlimmer als andere ist?

Hirsi Ali: Ja, sexuelle Gewalt gegen Frauen ist ein Riesenproblem. Frauenfeindlichkeit ist verankert in allen unseren Kulturen, Frauen werden vielerorts viel geringer geschätzt als Männer. Daher ist die Frauenfeindlichkeit der islamischen Welt nicht einzigartig, aber abgrundtief und desaströs, denn sie macht das weibliche Geschlecht zur Ware, zum Ding, zur Beute.

Einige spezifische Formen der Gewalt liegen in der Religion des Islam begründet. Gewalt gegen Frauen und Gewalt gegen Ungläubige, Gewalt gegen Muslime, die die Religionsausübung des Islam vernachlässigen oder ablehnen. Gewalt gegen Individuen, die den Glauben hinter sich lassen, Gewalt gegen Homosexuelle.

All diese Gewalt ist erlaubt, ja gewollt. Die Gläubigen sollen denken, dass sie für dieses Tun auch noch belohnt werden. Diese Religion lebt gleichzeitig von einem Minderwertigkeitsgefühl und Exzeptionalismus, was Integration nicht gerade erleichtert.

WELT: Seit der großen Flüchtlingsbewegung von 2015 ist, wenn auch nur verdruckst, von einer Zunahme der Vergewaltigungen, Morde und sexueller Belästigung durch junge Migranten die Rede. Wo sind Ihre Belege und Erklärungen?

Hirsi Ali: 80 bis 90 Prozent der Sexualdelikte in Schweden oder Deutschland werden nicht angezeigt, aus Scham oder weil die Frauen resignieren. Und dennoch kann man zum Beispiel in Ländern wie Großbritannien, Frankreich oder Dänemark eine verblüffende Zunahme von Vergewaltigungsdelikten seit der Flüchtlingswelle erkennen. Das belegen die nationalen Kriminalitätsstatistiken.

In einigen Herkunftsländern ist Gewalt die Norm, die Menschen leben in einem Umfeld, in dem jegliche Ordnung, auch durch Kriege, zusammengebrochen ist. In anderen Ländern wird aus religiösen Gründen Gewalt gegen Frauen für gut geheißen, jedenfalls nicht ohne Weiteres sanktioniert.

Und ein Gutteil ist auch einfach kriminellen Verhalten der Flüchtlinge geschuldet, das sich durch nichts entschuldigen oder rechtfertigen lässt, nicht mit einem „Kulturschock“, nicht mit Diskriminierung. Dies alles hat sich unglücklicherweise durch den großen Zustrom an Flüchtlingen aus Nahost, Afrika und Südasien verstärkt.

WELT: Sie haben mehr als zwei Jahre lang mit einem akademischen Helferinnenteam Statistiken, Polizeiberichte und Gerichtsakten Europas studiert, haben Umfragen und Untersuchungen zusammengestellt – um zu erkennen, dass es kaum brauchbares Material über Ethnie, Migration und Kriminalität gibt. Sie seien in ein „Kaninchenloch“ gefallen, schreiben Sie. Wie erklären Sie sich diesen Umstand?

Hirsi Ali: Es scheint ein Reflex der Verdrängung und des Verbergens am Werk. Juristen bringen kulturelle Argumente, um Täter zu entlasten, weil sie betrunken waren oder unter Drogen standen. Oft argumentieren Angeklagte auch, sie würden die Gesetze nicht kennen: „Niemand hat mir gesagt, dass man das nicht darf.“

Selten führt ein Sexualdelikt zur Abschiebung. Man macht eher europäischen Frauen den Vorwurf, selbst schuld zu sein! Man rät ihnen, sich in der Nähe von Flüchtlingsheimen nicht aufreizend anzuziehen, nicht allein zu joggen, nicht mehr in bestimmte Viertel zu gehen, um ja nicht zu provozieren. Und schon gar nicht bei Nacht.

Immer geht es um den Körper der Frau, er wird zum Grapsch-Ort, zur Beute. Das ist „victim blaming“!

Manchmal gibt es zwar kontroverse Diskussionen in der Öffentlichkeit, aber wenn es um den Islam geht, wird alles schnell unterbunden, selbst betroffene Frauen winden sich, wollen nicht als ausländerfeindlich gelten.

Viele Akademiker haben regelrecht Angst, sich in ernsthaften Studien damit zu befassen, denn die hätten kaum Chancen auf Gehör. Ich habe mehrere solche Fälle erlebt, wo Forscher ihren Job verloren haben und sozial geächtet wurden. Man will keine negativen Aussagen und auch nicht darüber nachdenken, welche unvorhergesehenen Fehlentwicklungen durch das meiner Meinung nach nicht mehr zeitgemäße Asylrecht eingetreten sind.

WELT: Dazu passt, dass Sie akribisch aus allen Teilen Europas Berichte über Frauen zusammengetragen haben, die im öffentlichen Raum, im Nahverkehr, in Schwimmbädern, auf Festivals oder in ihren Stadtteilen belästigt wurden. Sie konstatieren, dass Frauen teilweise resignierten, so wie Juden in der Öffentlichkeit nicht mehr ihre Kippa tragen, um nicht aufzufallen. **Warum gibt es in Zeiten von #MeToo keinen feministischen Aufschrei?**

Hirsi Ali: **Wir leben in einer Zeit der Identitätspolitik, und Flüchtlinge werden nur als bedauernswerte Opfer wahrgenommen.** Und Opfer, so die geläufige Meinung, können nicht für ihr Verhalten verantwortlich gemacht werden. Der zweite Grund, warum wir keinen Aufschrei hören, ist, dass jene Frauen, die von #MeToo berührt sind, sich auf Themen wie Quoten in Führungspositionen und in der Politik konzentrieren. Sie wollen die Glasdecke zur Macht durchstoßen.

Frauen in prekären Situationen, mit niedrigem Einkommen und mit geringer Bildung werden einfach ignoriert, auch die Flüchtlingsfrauen, die keine Öffentlichkeit, keine Sprache und noch weniger Chancen haben.

Es ist diesem elitären Blick, sprechen wir ruhig von Klassenverhalten, geschuldet, dass so viel Schweigen herrscht. **Viele dieser jungen Feministinnen sollten im Laufe ihres Studiums, statt zu gendern, mal ein Praktikum in Somalia, im Iran oder in Afghanistan absolvieren, um am eigenen Leib zu erfahren, was es dort heißt, „nur“ eine Frau zu sein. Feminismus muss andere Kulturen kritisieren, statt zu relativieren.**

WELT: Nach der Alpträum-Nacht auf der Kölner Domplatte Silvester 2015/2016 wurden 1304 Fälle angezeigt, es gab 290 Ermittlungsverfahren, 52 Anklagen, 32 Verurteilungen, davon nur drei wegen Sexualstraftaten, weil die Täter sich gefilmt hatten. Unsere Gerichte, die Medien und auch die Polizei behandeln alles weiter als bedauerliche Einzelfälle. Ist das angemessen?

Hirsi Ali: Das zeigt eher, wie unbedarft die demokratischen Institutionen auf diese neue Realität der Massenmigration reagieren. Gerichte urteilen zu milde, das Jugendstrafrecht verschleiern viel, Europa schiebt nicht ab, die illegale Migration nimmt zu und damit der Kontrollverlust. Und natürlich wehrt sich auch die Krisenbewältigungsindustrie gegen jegliche Infragestellung ihres Tuns.

Täter (so die amtliche Formulierung in Schweden; d. Red.) wird der Bevölkerung vorenthalten. Statistiken zu Diskriminierungen von Minderheiten allerdings nicht.

Die Antwort, die man mir gab, war die: Es gäbe so etwas wie eine Schuld, ein Schuldgefühl. Die Europäer schämten sich ihrer Vergangenheit, besonders die Deutschen für die Verbrechen des Nationalsozialismus. In England und Frankreich sind es die Untaten des Kolonialismus. Es gibt diesen Unwillen, über die Untiefen der Einwanderung zu sprechen. Es herrscht ein Nicht-wahrhaben-Wollen der Probleme vor.

WELT: In Stadtteile, in denen allemal schon viele Minderheiten leben, kommen gern auch andere hinzu. Man schafft sich eine vertraute neue Heimat, schottet sich aber auch zugleich ab. Die Berührungen mit der Mehrheitsgesellschaft werden weniger. **Was halten Sie vom Vorstoß der dänischen Ministerpräsidentin, mehr als 30 Prozent Migrantenanteil in einem Stadtteil zu verhindern?**

Hirsi Ali: **Selbst 30 Prozent sind zu viel.** Als ich noch in den Niederlanden lebte, haben wir viel diskutiert über das Phänomen der Verteilung in Vierteln, Städten, auch über das Land. **Aber wenn man das tun will, also eine Art Gentrifizierung und „social engineering“ vornehmen will, wo es längst schon Gettos gibt, braucht man die Zustimmung der Menschen, die man hin und her schiebt. Und man braucht einen politischen Willen und enorme Anstrengung, um hier etwas zu bewegen. Das haben wir damals nicht hinbekommen. Und heute ist es noch unwahrscheinlicher.**

WELT: Die Menschen akzeptieren Migration so lange, wie sie das Gefühl haben, dass die Politik die Kontrolle hat. An welchem Punkt stehen wir jetzt, und birgt Ihre alarmistische Sicht nicht das Dilemma, den Falschen zu dienen, nämlich rechten Populisten?

Hirsi Ali: Der erste Teil stimmt total. Das ist genau meine Meinung. Die Menschen werden Einwanderung akzeptieren, wenn sie ihren Politikern vertrauen können, dass diese immer auch im Interesse der gesamten Gesellschaft handeln. Das ist die entscheidende Aussage.

Aber ich denke nicht, dass ich mit meiner Kritik an den Missständen der Einwanderung in Europa den Populisten zuarbeite, sondern es ist die Tabuisierung all dieser Probleme, die zu einer Stärkung der Extremisten in Ländern wie Frankreich, Deutschland oder Schweden führt.

Diesen Mechanismus muss man nur umdrehen: Die Politik muss endlich Klartext sprechen. **Menschen bringen ihre Kultur mit, sie sind keine unbeschriebenen Blätter. Und ihre rückständige Einstellung verhindert einfach Fortschritt und Erfolg.**

WELT: Betrachten Sie Muslime nicht zu einseitig als Versager, ja Täter?

Hirsi Ali: In allen entwickelten westlichen Gesellschaften, wo es große migrantische Gruppen gibt, schneiden Muslime am schlechtesten ab, was Integration, oder wie wir hier in den USA sagen, Assimilation, betrifft. Die Vietnamesen waren auch schlecht ausgebildet und konnten die Sprache nicht. Aber sie haben keine Mauer zu den Einheimischen errichtet.

Darüber hat mein Freund und Kollege Ruud Koopmans ein ganzes Buch geschrieben. Schauen Sie auf die Weltkarte. Der Mangel an Freiheit, an dem alle muslimischen Gesellschaften leiden, der Mangel an Emanzipation, an Wissen, die Zurückweisung der Moderne, all dies, sagt Koopmans, sieht man im Kleinen perpetuiert auch in den muslimischen Communitys Europas. Er verglich libanesische Christen mit libanesischen Muslimen in Australien. Die Christen passten sich an, die Muslime nicht.

Die Infrastruktur radikaler islamistischer Gruppen ist offenbar in Moscheen, Vereinen und im Alltag tiefer verankert und gefährlicher, als wir denken. Sie predigen, die Werte, die Normen und die Gesetze des Gastlandes nicht zu achten. Das haben viele westliche Gesellschaften zu lange zugelassen und lassen es sich heute noch gefallen.

WELT: Wie sähe für Sie eine vernünftige und sinnvolle Einwanderung aus, die unserem Menschenbild entspricht und nicht islamistischen Separatismus stärkt?

Hirsi Ali: Integration muss endlich begriffen werden als eine Anstrengung, die nicht nur das Erlernen der Sprache betrifft, sondern die Anerkennung der Werte von Freiheit, Würde, Toleranz und Respekt bedeutet, die Zuneigung zu den Ländern, in denen man leben will, natürlich vorausgesetzt. Das muss man den Neuankömmlingen abverlangen.

Einwanderer muss man immer kontrollieren und auswählen, sie müssen ihre Eignung beweisen. Ob eine Aufnahme in die Gastgesellschaft gelingen kann, ist von zentraler Bedeutung, und nicht das Mitleid, weil die Menschen aus kaputten, zerstörten Gesellschaften kommen. Man muss immer über klare Prozesse reden, über Grenzen. Dann könnte auch wieder Vertrauen entstehen. Aber nur dann.

WELT: Die Gleichheit zwischen Mann und Frau und der Liberalismus des Westens, sagen Sie, sei das Beste, was die Welt je gesehen hat. Beides ist historisch jung. Aber auch ernsthaft in Gefahr?

Hirsi Ali: Ja, wir erleben eine „fragile Beinahe-Gleichberechtigung“, sie ist nur ein Augenzwinkern in der Menschheitsgeschichte. Denn Geschichte pendelt, Errungenschaften können zunichtegemacht werden. Das sehe ich als Gefahr für die westliche Welt, dass ihr Fortschritt durch falsche Anpassung zum Rückschritt

wird. Man kann Margaret Atwoods christliche Dystopie „Report einer Magd“ durchaus als islamische Dystopie über Staaten wie den Iran, Afghanistan, Saudi-Arabien oder Somalia lesen.

Sicherlich wird Europa nicht wie diese Länder werden, hier werden Frauenrechte subtiler eingeschränkt. Es sind die Nuancen, für die wir uns wieder sensibilisieren müssen. John Stuart Mill und seine Frau Harriet schrieben 1869 gemeinsam über „Die Unterwerfung der Frau“. Wir müssen wieder universeller denken.

ZUR PERSON

Die Politikwissenschaftlerin und Frauenrechtlerin Ayaan Hirsi Ali wurde 1969 im somalischen Mogadischu geboren und floh als junge Frau vor einer Zwangsverheiratung in die Niederlande. Sie arbeitete zuerst als Putzfrau und Postsortiererin, dann als Dolmetscherin für die Sozial- und Einwanderungsbehörden. Von 2003 bis 2006 war sie Mitglied des Parlaments.

Ihre islamkritischen Statements führten dazu, dass sie Morddrohungen erhielt und unter Polizeischutz stand. 2006 wurde ihr die niederländische Staatsbürgerschaft aberkannt, als publik wurde, dass Hirsi Ali 1992 bei ihrem Asylverfahren falsche Angaben gemacht hatte.

Sie schrieb zahlreiche Bücher, darunter eine Autobiografie, und **lebt mittlerweile mit ihrem Mann, dem Historiker Niall Ferguson** und Sohn Thomas in Washington, wo sie in diversen Thinktanks arbeitet.

Ayaan Hirsi Ali erhielt 2012 einen Axel-Springer-Ehrenpreis für „ihren Mut und ihre der Freiheit verpflichtete Haltung als Frauenrechtlerin und Islamkritikerin“. Laudator war der niederländische Schriftsteller und Freund Leon de Winter.

*Von der Autorin erscheint am 19. April „Beute. **Warum muslimische Einwanderung westliche Frauenrechte bedroht.**“ Aus dem Englischen von Karsten Petersen und Werner Roller. 432 Seiten, 22 €. Verlag C.*

Bertelsmann

Islamogauchisme à l'université : l'erreur de stratégie de la ministre de l'enseignement supérieur

Frédérique Vidal, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation a annoncé qu'elle allait demander « notamment au CNRS » de faire une enquête sur « l'ensemble des courants de recherche » à propos de « l'islamo-gauchisme » à l'université. Comment expliquer cette polémique ? Quelle est la place actuelle dans l'université des études décoloniales et courants de pensées qui s'y rapportent ?

[Philippe d'Iribarne](#) et [Vincent Tournier](#)

Islamogauchisme à l'université : l'erreur de stratégie de la ministre de l'enseignement supérieur

avec [Philippe d'Iribarne](#) et [Vincent Tournier](#)

Atlantico.fr : Interviewée au micro de Jean-Pierre Elkabbach, Frédérique Vidal a annoncé vouloir confier une enquête au CNRS sur l'influence de "l'islamo-gauchisme" dans la société et plus particulièrement dans les universités françaises. La conférence des présidents d'universités a dénoncé, à raison, une "polémique stérile" sur une "pseudo-notion" sans définition scientifique. Comment expliquer cette polémique, qu'a cherché à faire la ministre ? Confier une enquête au CNRS sur ces sujets peut-il résoudre quoi que ce soit ?

Philippe d'Iribarne : Il faut bien distinguer les questions de fond concernant le fonctionnement de l'université et l'épisode lié aux propos de la ministre.

close

volume_off

De manière générale, affirmer, comme le fait la conférence des présidents d'universités, que l'université est un haut lieu de neutralité idéologique, que les recherches qui y sont entreprises ne sont guidées que par un amour du savoir libre de toute option politique et qu'ils sont évalués sur leur seule capacité à rendre compte de la réalité sociale n'est pas sérieux. C'est confondre le monde tel qu'il est avec ce qu'il devrait être. La sociologie est « un sport de combat » affirmait Pierre Bourdieu. L'université n'est pas un espace de pure pensée à l'abri des conflits entre représentations du monde qui marque la société dans son ensemble et alimentent les débats politiques. Ces conflits trouvent un reflet dans ce qui s'y déroule et les travaux qui y sont entrepris fournissent des munitions à leurs acteurs.

Aujourd'hui un axe d'interprétation majeur des maux de tous ordres dont la planète et l'humanité sont victimes est d'attribuer la totale responsabilité de leur existence à l'action néfaste de « dominants ». Cette vision, sorte de généralisation d'une vision marxiste, a reçu une légitimation académique avec l'émergence de la *French Theory*, marquée au premier chef par les travaux de Foucault et Bourdieu. Elle est devenue quasiment hégémonique au sein des campus américains où ceux qui ne la partagent pas sont l'objet d'une sorte de chasse aux sorcières (la *cancel culture*) fondée non sur une critique de la rigueur scientifique de leurs analyses (qualité des données qu'ils utilisent, rigueur de leur raisonnements) mais sur une dénonciation de leur position idéologique associée à leur « manque de sensibilité » pour les souffrances des dominés. S'associe à ce mouvement la dénonciation de tous les personnages du passé, jusqu'à Abraham Lincoln, réputés ne pas être au-dessus de tout soupçon dans ce domaine.

En France, ce courant n'a pas acquis une position aussi forte qu'aux États-Unis au sein de l'université. Mais il s'active pour tenter de l'acquérir, avec les mêmes méthodes visant à interdire de parole ceux qui ne s'y rallient pas, à l'exclusion des recrutements et des promotions, en utilisant à cet effet la lettre des procédures académiques ordinaires tout en bafouant leur esprit.

Tout un courant de pensée concernant l'islam, le monde musulman et leurs rapports à l'Occident est associé à cette vision du monde ne voulant connaître comme grille de lecture que les rapports entre « dominants » et « dominés ». Pour ce courant les musulmans se trouvent du côté des dominés. Leur reprocher quoi que ce soit reviendrait à « blâmer la victime ». Tout ce qui fait problème les concernant, y compris le terrorisme islamique, ne serait qu'un symptôme de « l'islamophobie » qu'ils subissent. Ceux qui sont en désaccord avec cette vision ne seraient que des suppôts de l'extrême droite.

Les tenants de ce courant font-ils vraiment de la science ? Pour ma part, j'ai été amené à analyser ses travaux visant à légitimer l'accusation d'islamophobie portée sur la société française, en partant des données d'observation sur lesquelles ils s'appuient et en scrutant les raisonnements permettant de passer de ces données aux conclusions auxquelles ils aboutissent (une analyse détaillée de ces analyses est présentée dans *Islamophobie, intoxication idéologique*, Albin-Michel, 2019). De fait, un examen approfondi montre que les conclusions présentées comme « scientifiques », notamment en ce qui concerne les discriminations dont les musulmans seraient victimes, sont parfaitement incohérentes avec les données d'observation présentées.

Est-il approprié de qualifier de courant de pensée d'islamo-gauchiste ? La notion évoque le fait que les tenants des théories interprétant ce qui concerne les musulmans à partir de leur qualité de « dominés » se déclarent « de gauche ». Ils accusent ceux qui ne partagent pas leur vision d'être « d'extrême droite ». La notion n'est pas plus floue que la plupart des notions qu'utilisent constamment les sciences sociales, comme « classe », « racisme » ou « populisme ».

C'est dans ce contexte qu'on peut comprendre les propos de la ministre. Ils abordent une vraie question, liée à une réelle dérive au sein des universités conduisant à bafouer les exigences de travaux scientifiques au profit de postures militantes. Ils ne relèvent nullement d'une « polémique stérile ».

La vraie question est de savoir si les remèdes proposés pour lutter contre cette dérive sont appropriés ou s'ils ne sont pas susceptibles d'être plus nocifs que les maux qu'il s'agit de tenter de guérir.

Vincent Tournier : Cette formule de « polémique stérile », utilisée par la conférence des présidents d'université (CPU), est très problématique. Qu'est-ce qu'une polémique stérile ? Qui peut juger qu'une polémique est stérile ? Les universitaires sont-ils dans leur rôle lorsqu'ils font le tri entre les polémiques qui méritent d'être abordées et celles qui doivent être écartées ?

Cette formule est d'autant plus problématique qu'elle est généralement utilisée par les militants et les partis politiques pour éviter de devoir se justifier sur un sujet qui les dérange. Le problème est que la CPU n'est pas censé se comporter comme un parti politique. Elle ne devrait donc pas l'utiliser, d'une part parce que ce sont désormais deux ministres du gouvernement qui lancent ce débat, d'autre part et surtout parce que de nombreux universitaires, et non des moindres, ont dénoncé la diffusion de ces idéologies dans l'enseignement supérieur. Plutôt que de botter en touche, la CPU devrait avoir une attitude plus modeste et accepter de considérer qu'elle ne détient pas la vérité, qu'elle n'est pas une autorité politique ou un magistère moral chargé de clore les débats.

Le CNRS suit la même dérive. Sa direction vient de publier un communiqué dans lequel [il est affirmé péremptoirement que « l'islamo-gauchisme n'est pas une réalité scientifique »](#). On aimerait savoir comment le CNRS définit une réalité scientifique. Peut-on analyser les débats de société comme des réalités scientifiques ? Le libéralisme ou le chômage sont-ils des réalités scientifiques ? Situer le débat sur ce terrain-là est ridicule : c'est un argument faussement positiviste. Du reste, si le CNRS cherche la preuve qu'il existe bel et bien une idéologie islamo-gauchiste, il est très facile de la lui fournir, sans même qu'il soit besoin de faire la liste de tous les universitaires qui se sont accouinés avec des mouvements islamistes (mais rappelons quand même que Tariq Ramandan ou le CCIF ont fait un tabac sur les campus). Il suffit en réalité de faire un test très simple : les islamistes sont-ils susceptibles de trouver, dans la production intellectuelle

des universitaires de ces dernières années, de quoi nourrir leur idéologie et leur volonté d'attaquer la France ? La réponse n'est malheureusement pas très rassurante. Le problème existe donc bel et bien. Mais en refusant d'ouvrir la discussion, le CNRS et la CPU font la démonstration que l'heure est plus grave qu'il n'y paraît. Ce n'est pas très étonnant puisque, dans le communiqué précité, le CNRS condamne fermement toute remise en cause des « études postcoloniales, des études intersectionnelles ou des travaux sur la race ». Pour le CNRS, de telles études ne sont donc pas des idéologies au service d'un projet politique mais d'authentiques objets de connaissance scientifiques. On peut de même relever que Antoine Petit, le président actuel du CNRS, a préfacé [un livre collectif publié par le CNRS dans lequel on trouve toute la pensée dite décoloniale](#). Tout ceci donne une idée de l'ampleur du problème. Les idéologies islamo-gauchiste et décoloniale sont devenues tellement puissantes que les instances officielles cherchent à les protéger. Donc, à la question : est-ce qu'une enquête du CNRS réglerait quoi que ce soit, la réponse est non. Comme le résumait très bien Xavier-Laurent Salvador et Jean Szlamowicz, les animateurs de l'Observatoire du décolonialisme, il [paraît difficile de confier une enquête sur l'islamisme au principal suspect](#)

Quelle est la place actuelle dans l'université des études décoloniales et courants de pensées qui s'y rapportent ?

Vincent Tournier : C'est évidemment un point qui fait débat chez les universitaires. Ceux qui sont visés par ces accusations expliquent que tout cela n'existe pas, qu'il s'agit d'une invention de leurs ennemis destinée à dénigrer leurs brillantes recherches. On peut comprendre cette réaction : ils n'ont pas envie d'être qualifiés d'islamistes ou de gauchistes, termes difficiles à porter (ce qui est moins vrai pour l'étiquette « décolonial », qui est plus facilement revendiquée). Ils préfèrent donc jouer les offusqués, et clamer qu'ils font de la science pure. Mais tout ceci est un jeu de dupe. Certes, l'université n'est pas entièrement tombée sous le joug de l'idéologie décoloniale et de l'islamo-gauchiste. Mais la dynamique est bien réelle et joue en leur faveur. Il suffit de lire les productions savantes, de consulter les revues, de regarder les programmes des colloques ou les projets de recherche (financés d'ailleurs par les institutions officielles) pour constater qu'il y a aujourd'hui une doxa qui est très bien implantée, sinon largement dominante. Un signe par exemple illustre cette domination : dans la masse des travaux qui ont été réalisés ces dernières décennies, on peine à trouver des études qui auraient pris la peine de décortiquer la montée de l'islamisme et de mettre en garde contre les périls qui nous attendaient. Tout le paradoxe est là : alors que la société française est aujourd'hui déchirée par ces débats, la question de l'islamisme a été en grande partie ignorée par les chercheurs, à quelques exceptions près. La recherche en sciences sociales se polarise aujourd'hui sur des micro-objets qui n'intéressent personne ; elle est devenue jargonnante et pompeuse, s'exonérant bien souvent des règles de la démonstration rigoureuse et consacrant beaucoup de temps à dénoncer la société française, accusée de tous les maux.

Cette dérive n'est pas étonnante. Plus encore que le reste de la société, les universitaires sont taraudés par la honte de la colonisation et de la Collaboration. Leur culpabilité est décuplée par un sentiment de supériorité. Ils se donnent volontiers un rôle d'éclaireurs, ce qui les rend encore plus distants, sinon méprisants, à l'égard des citoyens de base, surtout lorsque ceux-ci votent FN. Leur grande crainte est le retour du fascisme, qu'ils s'attendent à voir surgir à chaque coin de rue. Ils sont d'autant plus portés à l'autodénigrement national qu'ils sont très majoritairement à gauche, souvent d'anciens marxistes et tiers-mondistes, ou héritiers de ces grilles de lecture. De nombreux universitaires consacrent ainsi leurs activités à médire sur un Etat et un pays qui leur permettent pourtant de bénéficier d'un statut très protecteur.

Ajoutons cependant, à leur décharge, qu'ils s'adressent à des étudiants qui, dans les sciences sociales et politiques, sont très largement acquis aux thèses décoloniales et multiculturalistes. Or, les universitaires n'ont pas envie d'être mal jugés par leurs élèves, surtout à l'heure où les enseignants sont de plus en plus évalués par eux.

Le résultat est catastrophique. Nos meilleurs étudiants sont aujourd'hui conditionnés pour réagir de manière stéréotypée aux grands problèmes de société. Ils sont par exemple persuadés que la société française est raciste, sexiste et discriminatoire, que les immigrés ont été amenés de force en France pour être exploités et parqués dans des ghettos, que Napoléon était une sorte de fasciste ou que la colonisation était synonyme de génocide. Paradoxalement, la nouvelle génération est hypercritique à l'égard du passé colonial de la France

mais ne manifeste aucune réaction à l'égard de la colonisation bien réelle que mènent actuellement des pays comme la Chine ou la Turquie.

Les pressions n'existent pas uniquement sur le front des décoloniaux et des anti-racistes auto-proclamés, les universités se sont longtemps discréditées par une censure idéologique ne se conformant à la doxa dominante. En donnant le sentiment de vouloir attenter à l'autonomie des universités, la ministre ne s'inscrit-elle pas dans une censure que l'on a pu justement reprocher par le passé et qu'elle semble entendre combattre ?

Philippe d'Iribarne : Nous sommes confrontés à une situation difficile. L'indépendance des universités à l'égard du pouvoir politique est un acquis précieux qu'il serait très dangereux de remettre en cause. Mais il serait illusoire de croire, comme l'affirme ceux qui s'attaquent aux propos de la ministre, qu'il suffit que l'université soit indépendante du pouvoir politique pour que la liberté de pensée et la rigueur de la recherche y règnent. Comme tout corps social, l'université est un lieu de conflits de pouvoir, d'affrontements entre groupes de pressions, de politiques clientélistes, de pratiques de copinage, de détournement de procédures. L'idéal serait bien sûr que l'université trouve elle-même les moyens de limiter les dérives qui en résultent. Mais, à voir les réactions de la Conférence des présidents d'université on peut douter qu'elle y soit prête. La doxa dominante y a acquis trop de poids.

Faire contrôler l'université par le CNRS permettrait de rester à l'intérieur du monde académique, sans intervention du pouvoir politique. Mais on peut douter de la pertinence de la solution. D'une part les relations entre les deux institutions ne sont pas toujours simples. Les universitaires envient les faibles obligations d'enseignement et d'administration dont bénéficient les membres du CNRS, ce qui ne facilite pas leurs rapports. De plus le CNRS n'est pas plus à l'abri que l'université des dérives islamo-gauchistes. Pour sa part, son président, Antoine Petit, semble largement relié à ce courant. Ainsi, dans la préface qu'il a rédigé au livre de Pascal Blanchard, *Sexualité, identité & corps colonisés* (Éditions du CNRS, 2019) il écrit que « La "race" devient la nouvelle grille de lecture du monde » (p.10).

Vincent Tournier : C'est effectivement un risque que ne manquent d'ailleurs pas de relever ceux qui sont visés par Jean-Michel Blanquer ou Frédérique Vidal. Mais il faut resituer le contexte.

Il y a toujours eu des batailles idéologiques féroces à l'université. Mais jusqu'à une période assez récente, une certaine coexistence avait été rendue possible entre les différentes écoles. C'est cet équilibre qui semble avoir été rompu. Les conflits se sont considérablement durcis et la tolérance s'est largement émoussée, à l'image d'ailleurs de ce qui se passe dans le reste de la société, peut-être sous l'effet des réseaux sociaux où les utilisateurs ont pris l'habitude d'écarter tout ce qui ne va pas dans leur sens.

En tout cas, la situation actuelle semble nous ramener à la période de la Guerre froide. A l'époque, les universitaires non marxistes avaient du souci à se faire car les libéraux étaient très minoritaires et avaient du mal à se faire entendre : ils étaient perçus comme un obstacle pour l'émancipation du prolétariat, donc ils ne devaient pas avoir voix au chapitre. C'est cette logique d'exclusion qui revient en force aujourd'hui. Simplement, les idéologies émancipatrices issues du marxisme et du tiers-mondisme ont été remplacées par des idéologies décoloniales et indigénistes, et la figure idéalisée du prolétaire a cédé la place à de nouvelles figures du dominé (l'immigré, la femme, le transsexuel). Comme sous la Guerre froide, les universitaires qui n'adhèrent pas à ces nouvelles idéologies sont mis au pilori.

Il faut donc bien être conscient que les rapports de force ne jouent pas en faveur du camp républicain. Aujourd'hui, les universitaires qui dénoncent l'influence de ces idéologies décoloniales ou islamo-gauchistes sont une minorité qui a pris conscience que la situation est devenue alarmante. Ce sont des gens qui ont souvent connu la Guerre froide, ce qui leur vaut d'ailleurs d'être traités de vieux et de ringards par les nouvelles générations, mais ils ont l'avantage de savoir ce qu'a été le communisme, et ils voient justement les mêmes mécanismes se mettre à l'œuvre aujourd'hui. Leur situation reste difficile, non seulement parce qu'ils sont minoritaires mais aussi parce que les nouveaux idéologues s'abritent derrière la liberté d'expression et la liberté de la science. C'est ce qui rend le problème inextricable. Les idéologues d'aujourd'hui sont fondamentalement intolérants, mais ils se réfugient derrière les libertés académiques pour se protéger et interdire toute critique. C'est ce que faisaient autrefois les marxistes qui contrôlaient les

campus, et c'est ce que font aujourd'hui les islamistes dans la société. Tous ces gens ont recours à la même stratégie : ils font preuve d'intolérance et de radicalité mais ils en appellent sans le moindre scrupule à la tolérance et au droit pour empêcher toute critique à leur égard.

Nous sommes donc face à une contradiction insoluble : il sera difficile de lutter contre ces idéologies sans mettre entre parenthèses certaines libertés, ce qui peut s'avérer préjudiciable pour tout le monde.

Quelles stratégies pourrait-t-on appliquer pour garantir l'égalité des chances quelles que soient les opinions dans un champ républicain et légal ? Un observatoire indépendant avec une instance de recours pour ceux qui s'estiment entravés dans leur recherche ou leur enseignement pourrait-il être une solution ?

Philippe d'Iribarne : Dans son principe, une autorité indépendante peut apparaître une bonne solution. Mais la question est de savoir qui va être en charge de l'animer. Quand on voit les positions prises actuellement par un certain nombre d'institutions indépendantes, comme le Défenseur des droits, ou la CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme) on peut s'inquiéter de l'idéologie qui les anime. L'essentiel du combat est sans doute à mener au sein du monde universitaire lui-même. Le problème est que ceux qui ne partagent pas la doxa faisant du mâle blanc hétérosexuel le responsable de tous les malheurs du monde sont largement isolés face à des groupes de pression bien organisés. Mais une résistance commence à émerger. On peut saluer à ce titre la création récente par un ensemble d'universitaires d'un « Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires » qui vise à fédérer ceux qui déplorent les dérives actuelles.

Vincent Tournier : C'est une question importante, et on peut justement reprocher au CNRS et à la CPU de l'avoir écartée d'emblée en refusant d'admettre qu'il y a un problème : si on considère comme eux que tout va bien, alors aucune réforme n'est nécessaire ; en revanche, si on trouve qu'il y a un problème, alors il faut réfléchir de toute urgence aux solutions.

Mais peut-on en trouver ? Le problème est complexe. Les universitaires fonctionnent sur le principe de l'autorecrutement, autrement dit sur un recrutement par les pairs. Sur le principe, ce type de recrutement est évidemment le meilleur qui soit car les universitaires sont les mieux placés pour savoir qui mérite d'être recruté. Mais dès lors que certains ne jouent pas le jeu, donc que l'on commence à recruter sur des critères militants et idéologiques, alors l'autorecrutement devient une spirale régressive. C'est ce qui se passe aujourd'hui. Le pire, c'est que le gouvernement vient d'aggraver les choses avec la loi votée en décembre dernier puisque celle-ci prévoit de supprimer le Conseil national des universités (CNU), cet organisme qui était chargé de donner une certification nationale avant tous les recrutements. Cela signifie que les universités vont être encore plus libres de recruter qui elles veulent, ce qui risque de renforcer les groupes militants là où ils sont déjà bien implantés. Cela fait partie des contradictions du pouvoir actuel : d'un côté il montre qu'il est conscient des dérives de l'université, de l'autre il renforce le localisme qui va alimenter ces dérives.

Que peut-on faire ? Si on essaie de réfléchir aux solutions, on peut envisager trois stratégies. La première est celle du statu quo : ne rien changer. Après tout, on peut se dire que la société française a pu digérer la domination des marxistes dans les universités durant la Guerre froide, il n'y a donc pas de raison de penser que les idéologies actuelles ne finiront pas par s'estomper à leur tour. Mais cela reste un pari (les idéologies marxistes ont régressé uniquement parce que le communisme s'est effondré).

Une stratégie totalement inverse consisterait à prendre les choses à bras le corps en décidant de fermer d'autorité tous les centres de recherche ou les départements universitaires qui sont noyautés par des militants, de supprimer tous les financements qui se rapportent à ces idéologies, de cesser de recruter sur certaines thématiques. Une telle solution est évidemment brutale et serait très mal reçue par la communauté universitaire ainsi que par les étudiants.

Reste alors les solutions intermédiaires, qui pourraient par exemple consister à instaurer une prestation de serment, ou à faire contrôler les recrutements et les financements par une instance digne de confiance. Mais là encore, on mesure les difficultés, d'une part parce que les universitaires n'aiment pas les contrôles, d'autre

part parce que les expériences passées ont montré que les politiques d'évaluation ne fonctionnent pas très bien.

Bref, à ce stade, les solutions ne sont pas évidentes. Raison de plus pour ne pas fermer la discussion.

«La laïcité n'est convoquée que pour exclure l'islam», estime Najat Vallaud-Belkacem

Sur France Inter, l'ancienne ministre de l'Éducation nationale a regretté les «instrumentalisations permanentes» de la laïcité qui poussent certains jeunes à «la considérer comme une ennemie».

Par **Wally Bordas**

Publié il y a 11 heures, mis à jour il y a 10 heures

La laïcité au cœur du débat public. Alors que Marlène Schiappa, ministre en charge de la Citoyenneté, donne ce mardi 20 avril le coup d'envoi de ses «*états généraux de la laïcité*», qui donneront notamment lieu à une «*grande consultation*» auprès de la jeunesse, l'ancienne ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, lui répond. Interrogée sur le sujet sur France Inter, la candidate socialiste aux régionales en Auvergne-Rhône-Alpes, a estimé que la laïcité était «*dévoyée par des instrumentalisations permanentes*». Ce serait pour cette raison, selon elle, que «*beaucoup de jeunes*» finissent «*par la considérer comme une ennemie*» de ce qu'ils sont.

Pour Najat Vallaud-Belkacem, la notion de laïcité est «*instrumentalisée par l'extrême droite, par la droite, puis aujourd'hui, par ce gouvernement*». Selon elle, les «*forces politiques*» qui l'instrumentalisent sont de plus en plus nombreuses et donnent l'impression qu'elle n'est «*convoquée régulièrement que pour exclure une religion, et en l'occurrence, l'islam*».

«J'ai beaucoup d'interrogations»

Selon elle, ce débat sur la laïcité n'était pas urgent pour le pays actuellement. «*J'ai beaucoup d'interrogations sur cette démarche*», a déclaré l'ancienne ministre, qui avait travaillé sur le sujet lorsqu'elle appartenait au gouvernement. «*La laïcité est un pilier de notre République, le ciment de notre concorde, de notre paix civile et je pense qu'il faut éviter d'en faire un champ de bataille*», a expliqué la socialiste.

Najat Vallaud-Belkacem accuse le gouvernement d'avoir des «*vellétés permanentes d'en faire des champs de bataille*» et estime qu'il serait plutôt nécessaire de «*faire de la pédagogie*» de ce qu'est la laïcité «*auprès des plus jeunes*». Pour illustrer son propos, l'ancienne ministre raconte comment, à une période de sa vie, elle expliquait aux jeunes la laïcité : «*L'égal respect pour les individus quelles que soient leurs convictions religieuses ou leur absence de conviction religieuse et le fait que les services publics doivent traiter ces individus de la même manière sans discrimination*». Et de conclure : «*Lorsque j'expliquais cela aux jeunes, leur regard sur la laïcité changeait, ils se rendaient compte que c'est une valeur, que c'est précieux et que ça mérite d'être respecté, aimé et chéri*».

